

PARTAGES

CONGRÈS DU PCF

Mettons nos forces
en commun

▶ Pierre Laurent:
son appel aux militants

▶ Les textes soumis
à votre vote

▶ Le bulletin
de vote

PCF
Parti communiste français

**FRONT
DE GAUCHE**



LE MODE D'EMPLOI

Le Conseil national des 16 et 17 janvier 2016 a convoqué le 37^e congrès du Parti communiste français les 2, 3, 4 et 5 juin prochains à Aubervilliers.

Les objectifs du congrès

« Les communistes procèdent en congrès au choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti... »
(Article 8 des statuts du PCF)

Trois points sont portés à l'ordre du jour de ce congrès :

1. Clarifier dans un texte fort et lisible le projet politique que nous portons pour la France.

Il s'agit de franchir, sur la lancée de « La France en commun », une étape qualitative dans l'énoncé de ce projet, qui réponde à la question « Communistes, pourquoi combattons-nous ? », qui permette à notre peuple d'identifier la proposition communiste sur le sens de notre société et sur le chemin que nous proposons.

2. Dire dans une résolution politique ce que nous voulons et proposons pour les élections de 2017, à commencer par l'élection présidentielle d'abord, puis les législatives et sénatoriales.

3. Procéder à tous les changements, adaptations et transformations nécessaires de notre Parti pour se hisser à la hauteur de la période. Ce travail spécifique sera sanctionné au Congrès par un relevé de décisions concrètes.

Les commissions

Afin de mener à bien le travail sur le congrès, trois commissions ont été mises en place :

Texte :

Annoot Pierrick, Assassi Éliane, Baudry Vivianne, Bessac Patrice, Bize Thibaut, Blandiot-Faride Charlotte, Boccaro Frédéric, Brynhole Marc, Burricand Marie-Christine, Chassaing André, Cillière Hélène, Cohen Laurence, Dartigolles Olivier, Dharréville Pierre, Dumas Cécile, Fuchs Sylvie, Gallois Mathieu, Guitard Aline, Halaoui Fabienne, Hayot Alain, Helle Déphine, Idir Nordine, Jumel Sébastien, Kelner Sébastien, Laine Camille, Laurent Pierre, Le Hyaric Patrick, Le Moing Jean-Louis, Le Reste Didier, Lecroq Emilie, Liancarelli-Lopez Aurélie, Lorand Isabelle, Malaisé Céline, Mathurin Isabelle, Mokrani Mehdi, Nègre Jean-Charles, Obadia Alain, Parny Francis, Picquet Christian, Pompougnac Hugo, Primet Raphaëlle, Roubaud-Quashie Guillaume, Roussillon Marine, Sabourin Anne, Samarbakhsh Lydia, Sandoval Véronique, Satgé Dominique, Savoldelli Pascal, Tiberti Adrien, Tsagouris Mélanie, Vieu Marie-Pierre.

Délégation du Conseil national à la commission des candidatures :

Bidard Hélène, Bréfort Françoise, Brulin Céline, Chabalière Jacques, De Almeida Isabelle, Debû Raphaël, Faucillon Elsa, Frostin Jean Louis, Guillaud-Bataille Fabien, Iborra Julien,

Marchand Nathalie, Perea Laurent, Ravache Gilles, Simonnet Nathalie.

Transparence des débats :

Andréani Caroline, Aury Thierry, Claux Viviane, Compain Xavier, Coskun Taylan, Dang Tran Emmanuel, Dareau Émilie, Fontana Loris, Gayraud Martine, Hubert Cécile, Laborde Sébastien, LeLann Yann, Le Pollotec Yann, Maréchal Jacques, Pagano Alain, Primo Yveline, Soulard Pascale, Vermorel Nathalie, Zamichiei Igor.

L'objet du vote du 2 au 5 mai 2016

Le Conseil national du PCF a élaboré et adopté les 5 et 6 mars derniers un projet de base commune de discussion pour le congrès.

300 adhérents émanant d'au moins 24 fédérations avaient la possibilité de présenter un texte alternatif.

L'ensemble de ces textes est porté à la connaissance des communistes avec ce document. Du 2 au 5 mai, les adhérents choisissent, par un vote, le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national.

Peuvent participer au vote les adhérents à jour de leur cotisation. Cette mise à jour peut avoir lieu le jour du vote.



LE CALENDRIER DE PRÉPARATION

Jusqu'au 2 juin 2016

Tous les communistes sont invités à apporter leur pierre au congrès en transmettant des contributions soit d'ordre général, soit thématiques.

- ▶ Sur le site dédié au congrès : <http://congres.pcf.fr>
- ▶ Par courriel à transparence@pcf.fr
- ▶ Par courrier postal à :
Commission de transparence des débats
PCF : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Les 5 et 6 mars

Le Conseil national a adopté un projet de base commune.

À partir du 11 avril

Envoi des textes (projet de base commune, textes alternatifs...) aux communistes.

Du 2 au 5 mai

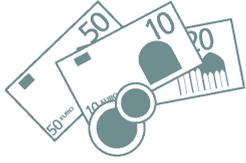
Vote des communistes sur le choix de base commune.

En mai

Se tiennent les congrès de sections et les congrès départementaux.

Du 2 au 5 juin

Congrès national à Aubervilliers.



FINANCES DU PCF : LA FORCE DE L'ENGAGEMENT

La presse commente régulièrement et abondamment la question du financement des partis. Le financement du parti communiste, très largement populaire et militant, constitue réellement une originalité dans ce paysage.

Ainsi, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques révèle que le PS et l'UMP recueillent, à eux seuls, près des trois quarts de l'aide publique. La règle d'attribution de cette aide accentue le caractère néfaste de notre système politique présidentieliste et entrave le débat réel d'alternative.

Mais mesurons que le Parti communiste reste la troisième force politique en termes de ressources totales consolidées – c'est-à-dire intégrant les produits des fédérations et du Conseil national –.

Les ressources dégagées par les autres formations autres que le PS et LR sont loin derrière.

L'examen du détail de nos ressources est encore plus instructif : dans les comptes du parti, l'aide publique pèse seulement pour un peu plus de 10 %, la contribution des élus s'établit à près de la moitié nos ressources, alors que les récentes élections se sont traduites parfois par des reculs en nombre d'élu-e-s.

La cotisation des adhérents constitue plus de 20 % de nos ressources.

Les dons des personnes physiques comptent pour 20 % également de nos produits financiers, un niveau très élevé qui traduit un réel enracinement populaire.

Ces données chiffrées mettent finalement en relief l'originalité des ressources financières du PCF dans le paysage politique national : une part du financement public beaucoup plus faible que les principales autres formations, une contribution des élus qui n'existe nulle part ailleurs dans cette proportion et qui fonde une part de l'identité communiste, un total de dons des personnes physiques et de cotisations nettement plus élevé que pour les autres partis.

Cette situation est à faire connaître et apprécier dans notre Parti.

De même, faire connaître la vérité de nos finances est un argument pour relancer la souscription qui est, vous le savez, un pilier de nos budgets. L'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer le lien avec des milliers de sympathisants.

La souscription 2016 est ouverte et permettra cette année encore d'alimenter la vie politique de l'air pur de l'engagement militant et populaire. Elle constituera une aide précieuse pour la tenue de notre Congrès de juin et pour engager les batailles, combien nécessaires, pour ouvrir un chemin nouveau vers le changement.



Nom / prénom :

Adresse :

Je verse : euros.

Chèque à l'ordre de : ANF – à renvoyer à ANF-PCF
2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

SOMMAIRE

L'INTERVIEW

- ▶ Pierre Laurent :
son appel aux militants 4

INITIATIVE NATIONALE

- ▶ Une grande consultation
citoyenne 6

LE DÉBAT

Les trois objectifs du congrès :

- ▶ Le projet communiste 8
- ▶ Les perspectives pour 2017 11
- ▶ Les transformations du PCF 13

LES TEXTES

- ▶ Les résumés 15
- ▶ Projet de base commune 19
adopté par le CN du PCF
- ▶ Le texte alternatif 1 41
- ▶ Le texte alternatif 2 53
- ▶ Le texte alternatif 3 63
- ▶ Le texte alternatif 4 76

VOTE

- ▶ Le bulletin de vote 94

SOUTIEN À L'HUMANITÉ

- ▶ Adresse de la direction nationale
du PCF à propos de *l'Humanité* 95

HÉBERGEMENT

- ▶ Devenez hébergeur militant 96

DES CHOIX DÉCISIFS ENTRE LES MAINS D

Le 37^e congrès du PCF va se tenir dans deux mois.

Entretien avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du PGE, sur les enjeux d'un congrès qui se prépare au cœur des mobilisations sociales et d'une crise politique inédite.

DÉBUT JUIN SE TIENDRA LE CONGRÈS DU PCF. OÙ EN EST SA PRÉPARATION ? QUELLE EST LA NATURE DU PRÉSENT DOCUMENT, ADRESSÉ À L'ENSEMBLE DES ADHÉRENTES ET ADHÉRENTS, SON MODE D'EMPLOI EN QUELQUE SORTE ?

Pierre Laurent Les communistes ont dans ce document tous les textes soumis au débat : le texte de la base commune, qui a été élaboré et adopté par près de 80 % des membres du conseil national, et, comme le permettent nos statuts, quatre textes alternatifs émanant de camarades qui ne se retrouvent pas dans cette base commune. Entre le 2 et le 5 mai, l'ensemble des adhérentes et adhérents devront voter pour choisir lequel de ces textes servira de base au travail d'amendements lors des conférences de section, de département et au congrès. Le texte qui sera choisi début mai continuera donc d'évoluer et de s'enrichir. Cette

« Si rien ne se construit de neuf en politique, la vague de rejet du pouvoir finira par servir la droite et l'extrême droite. »

méthode nous permet d'allier le respect de la diversité et la volonté de converger jusqu'au congrès en construisant l'unité de tous les communistes à partir des choix majoritaires. Avec la direction nationale, nous veillerons à ce que le débat puisse aller au bout, mette en lumière ce qui peut devenir commun à tous, je crois que c'est l'essentiel, et ce qui doit être tranché entre des options différentes, afin de permettre des choix dans la clarté, le respect, la fraternité. En tout cas, je remercie l'ensemble des camarades qui ont écrit les textes, et publié déjà de nombreuses contributions. Ce n'est pas à banaliser à un moment où le débat d'idées est tellement rabaisé. J'invite les communistes à investir ce débat, avec l'effort que cela constitue, et à voter massivement du 2 au 5 mai.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS INTERVIENT ALORS QUE SE DÉVELOPPE UN PUISSANT MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL. COMMENT L'INTERPRÈTES-TU ?

Pierre Laurent Je crois que nous venons d'entrer dans une période nouvelle. Après les régionales, le paysage semblait bouché, désespérant. Aujourd'hui, bien entendu, les dangers politiques sont toujours là. Si rien ne se construit de neuf en politique, la vague de rejet du pouvoir finira par servir la droite et l'extrême droite. Mais ceux qui ont élu Hollande en 2012 et qui pour beaucoup semblaient tétanisés viennent de se lever en masse. Et, avec eux, la jeunesse. C'est un espoir nouveau. Après l'échec de la révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité, un mouvement multiforme a émergé pour le retrait du projet de loi El Khomri, et plus globalement pour refuser une société de précarité. Ce n'est pas seulement une mobilisation sociale, c'est un vaste forum politique qui est né. Les communistes, les jeunes et étudiants communistes y sont à l'aise. Des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs échangent des idées, des propositions. Quand je vais aux grandes manifestations contre la loi travail, et place de la République aux Nuits debouts, je le vois, je le vis. Le peuple de gauche, dont certains avaient cru bon de fêter la disparition, vient frapper à la porte. La question qui se pose est double : comment contribuer à la victoire de ce mouvement ; et comment lui permettre de garder la parole en 2017 et après, en formulant et en portant un nouveau projet collectif, bâti sur les exigences citoyennes. Quelles solutions, quelles initiatives politiques nouvelles, quels chemins de construction avons-nous à soumettre ? C'est ce débat passionnant qui doit être au cœur de notre congrès.

JUSTEMENT, LA QUESTION DE 2017, NOTRE STRATÉGIE SONT AU CŒUR DES DÉBATS ENGAGÉS. COMMENT AVANCER ?

Pierre Laurent Je viens de le dire. Alors que nous sentons le potentiel de rassemblement progres-siste dans notre peuple, il serait insupportable



que le scénario de 2017 en reste au pronostic actuel : la gauche éliminée et un duel présidentiel et législatif dans la majorité des circonscriptions entre la droite et l'extrême droite. Nous ne pouvons pas laisser faire. Comme disent les jeunes, la France « vaut mieux que ça » ! La solution à gauche, ce n'est évidemment pas Hollande et Valls. Ils sont disqualifiés. Alors, dans la foulée de ce que nous avons construit avec le Front de gauche, et qui doit être évalué dans notre débat de congrès, nous pensons que le temps est venu d'un front populaire plus large, plus ouvert, un

E CHAQUE COMMUNISTE



grand front populaire et citoyen. Et ce que nous devons construire pour 2017 doit disposer d'un socle unitaire et populaire large pour ne pas être marginalisé par la machine présidentialiste. Comment y parvenir ? C'est cela notre débat. Il faut le pousser sans caricaturer les options en présence car nous cherchons tous la meilleure solution. Et nous devons traiter les deux échéances à venir, présidentielle et législatives, car elles ne se confondent pas. La préparation des législatives doit aussi être lancée par notre congrès comme une échéance à part entière.

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI A LANCÉ UNE «GRANDE CONSULTATION CITOYENNE», POURQUOI ?

Pierre Laurent Oui, je crois que tout le monde est d'accord là-dessus. Tout commence par rendre la parole à notre peuple. Nous nous lançons avec un questionnaire-enquête avec l'ambition de 500 000 conversations individuelles avec nos militants effectuées sur les marchés, au porte-à-porte, sur Internet, afin de permettre aux salariés, aux jeunes, aux habitants de nos quartiers, villes et villages, de

donner leur avis sur la politique, de formuler leurs propositions et leurs exigences. Cela répond à la demande d'être écouté, respecté, de participer, de co-construire. Les premières expériences de cette démarche à Grigny et à Vitry-sur-Seine, montre qu'elle interpelle, étonne, intéresse. Elle donne à tous les militants un moyen concret, utile pour engager le débat avec des voisins, des collègues, des syndicalistes ou des militants associatifs... Nous voulons organiser la restitution publique des échanges sur les places, dans les quartiers et au niveau national en plusieurs étapes. La fête de l'Humanité sera le point d'orgue fi-

« Nous ne pouvons pas laisser faire. Comme disent les jeunes, la France "vaut mieux que ça" ! »

nal et cette consultation pourrait être un des points d'appui de l'écriture d'un mandat populaire pour une candidature d'alternative au printemps 2017. Notre congrès fera un point d'étape de cette belle initiative qui décide de faire confiance au peuple de gauche.

LES TEXTES PORTENT AUSSI SUR NOTRE PROJET COMMUNISTE ET SUR L'AVENIR DU PARTI ?

Pierre Laurent C'est effectivement central. Nous avons besoin de mieux définir notre projet communiste « de nouvelle génération », comme je l'avais dit au dernier congrès, et de rendre efficaces nos transformations pour être le parti capable de le faire vivre. Notre congrès adoptera un texte sur le projet auquel nous donnerons une diffusion de masse et un relevé de décisions sur les changements à opérer dans le Parti. Nous voulons aboutir à des décisions précises et concrètes. Il y a une grande richesse d'idées et de propositions venues de tout le Parti. Il n'y a aucun sujet tabou, tout doit être mis sur la table. Nous sommes fiers de notre parti, fiers des communistes, qu'ils utilisent à plein ce moment de démocratie interne.

TU AS L'AIR CONFIAINT ?

Pierre Laurent Oui, j'ai confiance dans les communistes. Je sais que la période est compliquée. Que les doutes et les inquiétudes existent. Je veux dire à chacun que c'est le débat collectif, l'enrichissement mutuel, pas l'affrontement de postures, qui nous permettra de trouver les clés. Je suis certain qu'en poussant les débats, nous sortirons plus forts et unis de ce congrès.

UNE GRANDE CONSULTATION CITOYENNE

Dans les prochains mois, le PCF entend aller à la rencontre de 500 000 personnes pour leur donner la parole, faire entendre les aspirations populaires et créer l'événement. Commentaires de cette initiative avec Pierre Dharréville, membre de la direction du PCF.

QUEL EST LE SENS DE CETTE INITIATIVE ?

Pierre Dharréville Nous voulons déverrouiller le débat politique. Et la meilleure manière de le faire est de redonner la parole au peuple. D'où cette idée de grande consultation citoyenne. Il ne s'agit pas d'un sondage, mais bien d'une campagne politique et militante. Cette consultation citoyenne n'est pas neutre, elle est initiée par le Parti communiste français. Elle entend poser des questions enfoncées et des questions nouvelles, pointer du doigt des idées reçues et des contradictions, reconnecter le réel et l'idéal. Elle veut à la fois donner la parole et faire réfléchir. Elle veut s'attaquer à la crise de la politique et recréer de l'espoir populaire. Avec cette grande offensive, nous voulons modifier le paysage, le climat, les rapports de force.

QUELS SONT SES OBJECTIFS ?

Pierre Dharréville Je dirais trois objectifs majeurs. Un : donner la parole au peuple, amorcer un mouvement de reconquête de la politique par les citoyens pour sortir du cercle de défiance qui s'est installé. Deux : mettre en débat des propositions et des idées pour nourrir une discussion exigeante. Trois : contribuer à construire un mandat populaire pour 2017, à bousculer les scénarios établis.

ET QUELLE FORME PRENDRA CETTE CONSULTATION ?

Pierre Dharréville L'outil de base est une enquête pour permettre l'expression du plus grand nombre. Elle sera accompagnée d'une adresse, laissée à tous les participants, portant la parole du PCF. Il existe différentes manières de faire vivre cette démarche. Chaque militant sera acteur de la consultation. Si chaque communiste faisait remplir quatre

ou cinq questionnaires dans son entourage, menant ainsi plusieurs discussions politiques, nous ferions un grand pas vers notre objectif. Nous visons également un gigantesque porte-à-porte dans tout le pays, en commençant par des endroits ciblés. Nous proposons aux gens de remplir ensemble l'enquête, en étant attentifs à bien noter leur avis avant d'engager le débat, mais nous pouvons aussi la leur laisser s'ils préfèrent, en prenant date pour se revoir. Des réunions plus collectives (appartement, quartier, entreprise...) pourront se tenir. On encouragera une forte présence dans les lieux publics et à la porte des entreprises. Sans oublier une animation en ligne, sur Internet.

DANS QUEL ÉTAT D'ESPRIT ABORDONS-NOUS CETTE CONSULTATION ?

Pierre Dharréville L'écoute et la discussion. C'est-à-dire que nous voulons recueillir sincèrement et vraiment la parole populaire.

« Cette campagne veut s'attaquer à la crise politique et recréer de l'espoir populaire. »

Et dans le même temps nous voulons provoquer l'échange et le débat. Notre ambition, c'est que le mouvement de consultation citoyenne nous dépasse, que des hommes et des femmes que nous aurons rencontrés décident de s'en emparer et de faire remplir autour d'eux ce questionnaire. L'un des enjeux est de nouer une discussion durable.

CONSULTER, CONSIGNER MAIS ENSUITE, COMMENT RENDRE COMPTE DE CE TRAVAIL ?

Pierre Dharréville Dans chaque ville, chaque quartier, chaque section, nous pouvons imaginer des dépouillements collectifs, suivis de débats. Il sera décisif que cette parole populaire ne se perde pas dans les sables et qu'elle soit restituée aux habitants et, le cas échéant, se transforme en actes. Ce dépouillement et/



ou le résultat peuvent constituer un premier acte du travail que nous proposons de mettre en place dans chaque circonscription en vue des législatives. Pour que la parole populaire soit réellement entendue, nous voulons créer l'événement au plan national, autour des résultats. Les questionnaires devront donc à la fois être conservés localement et envoyés au national. Nous avons fixé deux moments forts : un point d'étape lors du congrès et un point d'orgue à la Fête de l'Humanité.

QUAND SERA LANCÉE CETTE CAMPAGNE ?

Pierre Dharréville Elle doit démarrer au plus vite si nous voulons la réussir et lui donner tout l'impact nécessaire dans le débat politique. Des objectifs par fédération ont été établis. Ils sont élevés. Nous devons donc produire un effort d'organisation et un effort militant de tout premier plan. Nous proposons que chaque section décline ses objectifs, multiplie les formes de consultation, se fixe des quartiers prioritaires, rencontre des associations, propose des rendez-vous avec des syndicats pour remplir l'enquête... Une campagne de communication visant à en faire un événement sera proposée. Les dirigeants du Parti vont s'y investir personnellement afin de lui donner tout l'élan nécessaire.

QUE DEMANDE LE PEUPLE ?

LA GRANDE CONSULTATION CITOYENNE

Vous voulez être entendus. Nous vous donnons la parole. Comme nous, vous en avez assez de voir la parole populaire méprisée, ignorée, trahie. Le Parti communiste lance une grande consultation citoyenne dans le pays pour débloquer la situation. Pour avoir un grand débat public, faire émerger les exigences populaires, ouvrir des solutions face à la crise. Un grand débat pour donner votre avis sur la France, l'Europe, le monde. Nous avons tous un bout de la solution. Vos exigences, exprimées et rassemblées doivent former un mandat populaire à rendre incontournable. Donc, à vous d'écrire la politique, à vous la parole ! Le questionnaire, proposé à 500 000 personnes dans le pays est un point de départ. Vos réponses seront synthétisées au niveau national et rendues publiques.

PCF **FRONT**
www.pcf.fr

crées (diminuer
actions financières, arrêter
patronales...)

s prix plus rémunérateurs

20

industriel

(2 réponses possibles)

pour stopper l'austérité.

salaires, la formation,

ire

conférence internationale
orient sous l'égide de l'ONU

s possibles)

e

avec plus de
initiative populaire.

)

outes les élections

rangers

ice

bles)

il hebdomadaire

précaires

nes dans tous les domaines

pour répondre aux besoins

LE PROJET COMMUNISTE

Retour sur les contributions des adhérent-e-s

« La lutte contre la loi El Khomri met au grand jour le mouvement profond qui est en marche pour en finir avec l'exploitation et rendre à chacun la maîtrise de sa vie. Nous avons donné son nom à notre Parti : c'est le communisme » (Hugo Pompuynac, 92).

Nombre de contributions soulignent l'actualité du projet communiste, sa présence en germe dans les contradictions du capitalisme, dans les luttes qui se développent... Et en même temps disent notre difficulté à rendre ce projet audible, identifiable, « notre incapacité à porter avec fierté et ambition un projet-manifeste transformateur, radicalement transformateur » (Jean-Marie Doussin, 93).

Cette difficulté se manifeste d'abord comme un problème de vocabulaire : nous ne nommons pas clairement notre projet. « Notre projet doit être animé par un horizon historique (social, collectif et politique). Cet horizon, c'est (...) le communisme. Ayons le courage de le dire. » (section de Saint-Maur des Fossés, 94). Maxime Cochard (75) montre que « les griefs qu'on adressait au "système communiste", au "bloc de l'Est" ou au "socialisme réel" sont désormais imputés partout au "modèle libéral", système autoritaire massivement décrédibilisé, sauf pour une étroite nomenklatura qui s'en nourrit (...) En Europe, la nouvelle génération des communistes n'a connu ni la guerre ni le "socialisme réel" et peut donc déployer un engagement de type nouveau, instruit du passé mais affirmatif et décomplexé ».

Rendre le projet communiste audible, faire en sorte qu'il soit identifié par la population, c'est aussi une question de contenus. « Nous avons des difficultés à dire simplement et clairement ce que nous sommes et ce que nous voulons. » (Cellule du Fort-Vitry, 94). « L'espoir d'une société et d'un monde de libre développement peut-il de nouveau claquer, résonner, entraîner ? (...) Nous avons besoin d'un projet utile pour résister et pour rêver. Un projet apte à nourrir les résistances locales et une visée émancipatrice globale. Pas une addition de propositions, mais un projet porteur de sens, d'une ambition moderne et universelle. » (J.-L. Le Moing, 41). « Le projet permet d'affirmer avant qu'il soit "possible", que le changement est "nécessaire, souhaitable" pour répondre aux besoins personnels et collectifs. C'est le désir du souhaitable, du projet qui ouvre dès lors les chemins des possibles. Dans cette dialectique qui est sans cesse à renouveler dans la vie concrète, prennent alors place les analyses particulières, sectorielles, événementielles, les programmes. C'est le projet qui leur donne cohérence et dynamique. » (Pierre Bachman, 13) C'est dans l'articulation entre un projet porteur de sens et des propositions concrètes, entre le combat politique et les luttes sociales que se définit le communisme : « un long processus de luttes transformatrices dans tous les secteurs et à tous les niveaux : politique, culturel, économique, social, écologique – local, régional, national, européen, mondial (...) qui a pour objectif de changer les rapports des êtres humains entre eux et les rapports des êtres humains à la nature, de telle sorte de non seulement, satisfaire les besoins fondamentaux mais de permettre le développement intégral de tous les individus. » (Jean-Pierre Israël, 75).

La tâche de notre congrès est de définir les principaux identifiants du projet communiste : communistes, pourquoi combattons-nous ?

1. LIBÉRER LE TRAVAIL

L'opposition entre capital et travail est au cœur du projet communiste. « Depuis sa création le Parti communiste français se bat contre l'exploitation du travail par le capital dans le cadre des rapports sociaux capitalistes. » (Véronique Sandoval, 75) Mais le travail change, et il nous faut « réactualiser la notion de classe » (section Saint-Maur-des-Fossés, 94), « mener le travail intellectuel, sociologique et politique, pour créer la vision, l'identification d'une classe nouvelle à laquelle nous nous adressons naturellement. » (Benjamin Lécole, 60) Les communistes proposent, au fil de leur contribution, des termes nouveaux pour désigner le prolétariat : les « dominés » (mais qui voudrait l'être ?), les « révoltés » ? les 99%.

Pour mener la lutte des classes dans les conditions de notre époque, nous devons penser les mutations du travail. Plusieurs contributions explorent les conséquences de la révolution numérique et informationnelle sur le travail et sur l'emploi. « Dans le cadre des rapports économiques et sociaux actuels, la révolution numérique (...) va engendrer une destruction massive d'emplois et de métiers qualifiés et qui sera loin d'être compensée par la création de nouveaux emplois et métiers hautement qualifiés. » (Yann Le Pollotec, 93).

Pour Serge Vidal (28), « il nous faut des solutions pour créer des emplois utiles et de qualité. Toutes nos propositions doivent être mises en regard avec cet enjeu. C'est la question que nous devons creuser le plus, elle est au centre de la vie politique. » Sylvain Chicotte (76) trace la voie d'une éradication du chômage « grâce à une nouvelle croissance sociale et écologique et à la réduction massive du temps de travail. Ces deux leviers seraient financés par la redistribution des richesses et la création monétaire pour l'investissement matériel et humain. Leur efficacité serait garantie par des pouvoirs de décision pour les salariés dans la gestion des entreprises. »

Pour libérer le travail, Christophe Bagilet (33) avance la proposition d'un « revenu universel ». Basile Noel lui oppose le « salaire à vie » dans le cadre d'une sécurité d'emploi et de formation : alors que le « revenu universel ne met pas fin au chômage et au chantage à l'emploi », la sécurité d'emploi et de formation libère le travail du marché en permettant à chacun d'alterner des phases de travail rémunéré par l'employeur et des phases de formation, rémunérée par un revenu mutualisé et permettant d'accéder à un meilleur emploi.

Véronique Sandoval (75) alerte sur la nécessité de ne pas faire porter notre combat seulement sur les questions d'emploi, mais aussi sur « le

rapport du travailleur à son travail, (...) ses aspirations à pouvoir développer ses connaissances et compétences dans le cadre de son travail, comme la nécessité d'avoir un travail qui fasse sens, reconnu comme utile à la société, et celle de trouver sa place au sein d'un collectif de travail, seul à même de lui permettre d'accroître son pouvoir de décision et d'action sur son avenir. »

L'éducation et la formation jouent un rôle essentiel pour créer des emplois et pour libérer le travail. Franck Bruegghe (92) insiste sur l'importance de la formation professionnelle, avec l'apparition de nouveaux métiers liés à la transition écologique. Arthur Giry et Samuel Franceschi (86) ouvrent une réflexion sur les enjeux de l'apprentissage. Jérémie Roggy (87) appelle à « promouvoir le droit des jeunes à la formation pour libérer le travail » et à renforcer nos propositions sur l'enseignement supérieur : « Partout sur le territoire, les jeunes doivent pouvoir accéder à des formations de qualité réellement gratuites, grâce un réengagement financier de l'État dans l'éducation et l'enseignement supérieur et la mise en place d'un salaire socialisé dont la rémunération serait fixée selon le niveau de qualifications. »

2. METTRE EN COMMUN

« L'identité communiste doit à notre avis se construire autour du commun et de sa conséquence pratique le partage. » (Cellule du Fort-Vitry, 94) Restent à définir les formes de cette mise en commun : quels services publics, quelles formes d'appropriation sociale, quels pouvoirs nouveaux pour les travailleurs ? « *Le transfert de la propriété vers l'État n'est pas la condition suffisante au dépassement des aliénations. Il faut pour y parvenir engager un processus d'exercice des pouvoirs par les citoyens-producteurs-consommateurs.* » (J.-L. Le Moing, 41). « *Nous ne pouvons proposer uniquement à nos concitoyens de revenir aux services publics du XX^e siècle. S'il convient évidemment de réhabiliter la Sécurité sociale et son caractère novateur, nous devons aller plus loin. Les services publics du XXI^e siècle doivent mettre les salariés et les usages au cœur des mécanismes décisionnels pour en faire les biens communs inaliénables du peuple français et pour s'attaquer non seulement à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange mais aussi aux modes de gestion.* » (section de Saint-Maur-des-Fossés, 94)

La Sécurité sociale est un modèle de mise en commun. Face aux attaques, nous voulons « ouvrir un nouvel âge de la Sécurité sociale » (Commission nationale santé/ protection sociale), avec des propositions de financement (contribution supplémentaire sur les profits financiers et modulation des cotisations patronales selon les critères d'efficacité économique et sociale) et de réappropriation de la démocratie à tous les niveaux. La proposition d'une prise en charge des soins à 100 % par la Sécu « est entendable par les citoyens, les associations » (M. Katchadourian, 75).

La question des communs, c'est aussi celle de notre environnement, de l'avenir de la planète : « *Nous avons la planète en partage avec tous les peuples du monde. L'interdépendance des phénomènes que nous constatons par exemple, mais pas seulement, avec le climat, est une réalité planétaire* », écrit Hervé Bramy (93). Comment faire vivre la question écologique dans notre projet ? Il ne s'agit pas de céder aux caricatures anti-productivistes, ni d'utiliser l'impératif écologique pour empê-

cher les pays les plus pauvres de se développer. « *Nous voulons réduire dans un même mouvement les inégalités sociales et écologiques* » : Par exemple, « *nous devrions développer des luttes afin de contraindre les pays riches et industrialisés à partager leurs connaissances, leurs technologies, leur savoir-faire afin de permettre aux pays en développement de bâtir leurs projets sans renouveler les erreurs des pays riches* ».

La question énergétique fait particulièrement débat. Si plusieurs contributions portent la proposition de sortie du nucléaire civil (Christophe Rovai, 77 ; Julien De Benito, 84 ; Céline Juillard, 69), Valérie Gonçalves (95) insiste sur les besoins énergétiques : « *L'accès à l'énergie à un coût modéré est un élément vital pour les populations, mais aussi un enjeu majeur quant à l'avenir d'une filière industrielle. Les options énergétiques impliquent des choix politiques car ils dessinent la société dans laquelle nous voulons évoluer avec quel progrès social* ». Pour Serge Vidal (28), « *Le débat sur le nucléaire est symptomatique de l'opposition entre une politique de réduction des inégalités et une politique de repli basée sur des peurs* ».

3. CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ

L'égalité est un autre identifiant du projet communiste, et la lutte contre les inégalités traverse l'ensemble des sujets abordés par les communistes. Il s'agit de combattre toutes les dominations : de classe, de genre, culturelles...

Plusieurs contributions reviennent sur la place du combat féministe dans le projet communiste, montrant qu'il ne s'agit pas d'une lutte venant s'ajouter aux autres mais de l'un des fronts de la bataille générale pour l'égalité. « *Ce combat est universel parce que, dans les luttes et dans les aspirations que les réactionnaires prétendent éteindre, les femmes posent en grand la question d'un changement de société* » écrivent Hugo Pompougnac et Laurence Cohen (94) avant de montrer que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes traverse toutes les luttes pour une nouvelle organisation du travail, pour la mise en commun des richesses, pour une refondation démocratique, pour la paix. Hélène Bidard (75) met en lumière le lien étroit entre la laïcité et les droits des femmes. « *Soutenir tout à la fois la laïcité et les droits des femmes, c'est aujourd'hui s'attaquer aux causes profondes d'un retour du religieux dans le débat public, sortir des tentatives de contrôle des corps des femmes et penser la conquête de droits supplémentaires autant que la défense de ceux déjà conquis. (...) l'égalité des sexes est un projet de société qui permettrait de contrer les intégrismes religieux.* »

La laïcité est aussi au cœur des débats sur notre combat contre le racisme. « *La crise globale (économique et sociale capitaliste) a des retombées politiques et idéologiques qui se traduisent, entre autres, par une montée des expressions de xénophobie, de racisme, d'antisémitisme et d'islamophobie* », écrit Michel Billis (75). Mais le racisme est-il un outil de division, comme l'écrit Michel Billis (« *la lutte entre les communistes ne doit pas prendre le pas sur la lutte des classes* ») ou un « *un rapport social de domination* » comme propose de le considérer la contribution collective de la commission Lutte contre le racisme ? En réaction à la liste des racismes proposée par cette contribution (anti-roms, négrophobie, antisémitisme, islamophobie...), Hélène Bidard (75) alerte : « *Les assignations identitaires sont une impasse pour le combat anti-raciste et la lutte des*)))

» classes » : « l'émergence du communautarisme dans le mouvement antiraciste associatif montre qu'il est en grande difficulté. Il est urgent de renouveler la lutte contre le racisme et favoriser l'émergence d'un front antiraciste de notre temps qui ne tombe pas dans le piège de la hiérarchisation des formes du racisme et de la catégorisation ethnocentriste et cherche à montrer la cohérence du racisme. Je pense profondément que nous devons nous garder de diviser le racisme, ne glissons pas de la lutte contre le racisme à la lutte contre les racismes. Un premier enjeu est de rejeter l'utilisation du terme islamophobie. » Corinne Barre (94) s'inquiète elle aussi de la progression dans le mouvement anti-raciste d'un discours qui s'oppose à la laïcité, et ajoute : « il n'est pas admissible d'envisager un rapprochement avec Tariq Ramadan ou quiconque tolère l'excision, la lapidation des femmes ou le refus de la mixité ! »

4. PARTAGER LES POUVOIRS POUR VIVRE LIBRES

« Le Parti communiste français doit être le porteur intransigeant de la démocratie » écrit Jean Livonnet (75). « Une véritable refondation démocratique est rendue nécessaire face à des institutions représentatives qui ne représentent pas le peuple tel qu'il est. Elles sont détachées de leur base, ne se contentant pas de diriger sans le peuple : elles dirigent contre le peuple » (Hugo Pompougnac et Laurence Cohen, 94).

Cette refondation démocratique doit toucher les institutions de la République – et une contribution propose l'abandon de l'élection du président de la République au suffrage universel (Jean-Claude Merle, 78) – mais elle concerne aussi « l'exercice de la citoyenneté au travail et à partir du travail » (Jean Livonnet, 75).

Enfin, il n'y a pas de démocratie sans culture partagée. La section de Saint-Maur-des-Fossés (94) souligne ainsi l'importance de l'éducation et de la culture pour former des citoyens libres. La culture, l'éducation doivent permettre à chacun de « prendre pouvoir sur sa propre vie », de se « désaliéner (du rapport salarial par la « récréation du travail » et la « mise à l'endroit du rapport entre personne et chose », du fétichisme de la marchandise, mais aussi des déterminismes familiaux) » (Maxime Cochard, 75).

5. L'HORIZON DE NOTRE PROJET, C'EST LE MONDE

L'internationalisme est de longue date une caractéristique du projet communiste. Terrorisme, crise des migrants, guerre... Les questions de politique internationale se sont imposées sur le devant de la scène politique, et les communistes veulent se faire entendre.

La commission défense nationale et paix détaille le projet d'une « défense nationale qui permettrait à la fois de protéger notre pays et notre peuple, d'avancer vers un monde plus juste et plus solidaire et de faire progresser de manière multilatérale la paix et le désarmement ». Anne Richard (57) montre que la lutte contre le terrorisme doit être d'abord une lutte contre son financement menée au niveau français mais aussi au niveau européen et propose « la création d'un organe européen spécialement dédié à ce combat ». André Landrain (92) montre que la crise des migrants est le symptôme de l'impasse de la politiques de l'« Europe forteresse ».

Si toutes les contributions s'accordent sur la nécessité de la solidarité internationale, les formes qu'elle doit prendre et ses conséquences sur notre projet font débat. Comment articuler dans notre projet et dans nos batailles nation, Europe et monde ?

« La nation demeure un lieu essentiel de la formation des rapports de force, de l'affrontement, et donc une matrice des transformations à opérer. En même temps, la problématique européenne imprègne toutes les questions de l'avenir de notre pays, et le développement d'un nouvel internationalisme est une condition de la maîtrise par les peuples de leur destin, comme le montre la situation grecque », écrit Jean-Louis Le Moing (41). C'est bien sur l'évaluation de la situation en Grèce et sur ses conséquences concernant notre positionnement par rapport à l'Union européenne que porte le débat. Ainsi, pour la section de Saint-Maur-les-Fossés, « L'expérience de Syriza en Grèce a confirmé que les traités et les rapports de force européens actuels (ou les perspectives qui se présentent dans un futur proche) ne permettent pas d'appliquer une politique conforme à celle que nous souhaitons et que le capitalisme européen n'avait que faire de la démocratie et des aspirations au progrès social. Il faut en tirer toutes les conséquences. Nous faudrait il dire que nous sommes prêts à sortir de l'Euro voire de l'Union Européenne si les autres pays de l'UE ne nous permettent pas de mettre en œuvre notre programme. C'est à ce prix seulement que notre projet sera crédible aux yeux des Français. "Refonder" ou "Réorienter" l'Europe n'est plus une orientation crédible dans l'immédiat ». Anne Sabourin (75) pose le débat à un autre niveau : il ne s'agit pas seulement de s'adresser aux Français, mais bien de mener la bataille à l'échelle de l'Europe, où se joue maintenant « une lutte sans merci » : « Malgré les sanctions électorales, les forces du consensus libéral sont déterminées à aller plus loin dans (...) la fuite en avant vers un fédéralisme autoritaire et dépolitisé ». Elle indique que « les solutions de repli gagnent du terrain » mais elle affirme : « Aucun pays, aucun parti ne peut se passer d'une élévation considérable du rapport de force au plan européen ». Elle propose l'organisation d'un vaste débat dans le Parti sur le projet européen du PCF et le lancement d'un processus de construction populaire d'un mandat européen pour la France.

Comment poursuivre le débat sur le projet communiste, son enrichissement, au-delà du congrès ? Comment faire de notre projet un objet de discussions et d'actions, dans le Parti et dans la société ? Marc Guilloux (91) insiste sur l'importance des batailles concrètes. Il part des exemples de Syriza et de Podemos pour interroger notre capacité « à encourager les batailles de proximité avec les militant-e-s et les élu-e-s, aux côtés de locataires face à leur bailleur, aux côtés d'habitants d'un quartier contre la fermeture d'un bureau de poste ou bien contre la suppression d'un arrêt de bus. Ces batailles (...) permettent de faire grandir les consciences, de donner l'expérience du rapport de force et la confiance dans l'engagement collectif facilitant ainsi la construction de dynamiques de plus grande envergure ». Pour Marine Roussillon (75), « le travail sur le projet ne peut donc pas être simplement un travail d'élaboration ou d'approfondissement théorique – même si ces démarches sont utiles. Il doit impérativement s'emparer de la question stratégique : quels axes de projet faut-il mettre en avant pour construire des majorités et prendre le pouvoir ? » Nos débats de congrès devront donc articuler étroitement les questions de projet, de stratégie et d'organisation... comme le font déjà les communistes.

LES PERSPECTIVES POUR 2017

Retour sur les contributions des adhérent-e-s

Les perspectives pour 2017 sont au cœur des contributions rédigées par les communistes. Les quatre principaux enjeux abordés sont les suivants: la caractérisation de la situation politique actuelle, l'analyse des difficultés et des atouts du Front de gauche, la gauche et le rapport au Parti socialiste et notre stratégie pour les élections présidentielle et les législatives.

La caractérisation de la situation politique

Henri Malberg, de Paris, pointe trois caractéristiques de la situation : « *Jamais depuis la guerre froide, le PS ne s'était tant aligné sur les intérêts de la grande bourgeoisie* » ; « *La droite et l'extrême droite constituent une menace réelle* » ; « *Une lutte d'idées impitoyable se déroule. C'est l'alignement de quasiment tous les médias, pour défendre le système et fermer toute issue progressiste à la crise actuelle.* » Pour Jean-Michel Galano, « *un des aspects les plus graves de la crise actuelle semble être l'incroyable régression, sidérante et de ce fait mal mesurée, du débat politique* ».

« *Nous affrontons l'une des périodes cruciales de notre histoire. Lourde de dangers* », affirme Michel Pirrottina, des Bouches-du-Rhône. Il poursuit ainsi : « *Dans les coulisses, le scénario est ficelé : c'est un match à trois auquel se livreront, au premier tour de la présidentielle, le Parti socialiste représenté par Hollande ou un autre, la droite avec Juppé ou Sarkozy et Marine Le Pen.* » Et pour François Auguste, de l'Isère, « *des milliers, dizaines, centaines de milliers de citoyens ont envie "d'autre chose" que de ce scénario.* »

Analyse des difficultés et des atouts du Front de gauche

La volonté d'approfondir l'analyse de notre expérience avec le Front de gauche traverse de nombreuses contributions et vise à trouver la voie la plus féconde pour relancer notre stratégie de rassemblement pour 2017 et au-delà des échéances électorales.

« *Le Front de gauche avait incarné un espoir. Il avait entraîné des pans importants de la population et de la partie la plus revendicative, notamment à l'élection présidentielle de 2012* », affirme, comme beaucoup de camarades, Gautier Weinmann, du Pas-de-Calais, pour

faire ensuite le constat qu'il est aujourd'hui « *divisé, affaibli* ».

Le débat est fort sur les raisons et la responsabilité des difficultés du Front de gauche.

« *On a laissé notre électorat Front de Gauche dans la nature, quand il aurait fallu le solliciter pour mener une bataille politique de contenu, à partir de l'Humain d'abord* », affirme Roland Cazeneuve, des Hautes-Pyrénées. Pour Marie-Pierre Vieu, « *nous aurions dû mieux ferrailer sur le fait qu'être autonomes des choix gouvernementaux ne signifiait pas en rebaisser sur notre objectif politique de transformer toute la gauche* », et se demande « *si le PCF a été suffisamment force d'initiative* ». Pour Florian Gulli, du Doubs, « *l'autonomie à l'égard du PS a été vendue comme la recette miracle, la clef de la victoire électorale ; alors que ladite autonomie était mise en œuvre depuis des décennies par la LCR puis le NPA, sans aucun succès* ». Et pour certains camarades, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est une volonté de sa part d'enterrer le Front de gauche : « *Après le PG, le Mouvement pour la VI^e République, les insoumis... adieu le Front de gauche, l'Humain d'abord, dont il ne fait même plus référence dans son appel à soutien* », dit Michel Vuillaume, de la Haute-Savoie.

La gauche et le rapport au Parti socialiste

Les contributions témoignent de différences d'appréciation sur la gauche et sur le rapport à entretenir au Parti socialiste.

Pour Wilfried Gay, de la Nièvre, « *pour avoir une candidature de gauche, il semble qu'il nous faut déjà redéfinir publiquement c'est qu'est la gauche, ce que sont les valeurs de gauche, ce qu'est une politique de gauche* ». Cela implique de faire de l'enjeu du projet politique le point de départ de notre démarche. Aussi, pour Chris-)))

tian Gay, du Rhône, nous devons « *refonder la gauche* » et le PCF doit être « *le moteur de ce mouvement* » pour « *proposer aux Français une offre politique audacieuse anti-austérité* ».

Des camarades critiquent les alliances entre le Parti communiste et le Parti socialiste. Certains proposent d'écarter tout accord électoral de premier, voire de second tour avec le PS, quelles que soient les échéances électorales. Ainsi Nicole Séméria, du Maine-et-Loire, va jusqu'à proposer que « *quelle que soit la configuration du 2^e tour (à la présidentielle), le PCF n'appellera pas à porter ses voix sur un candidat socialiste* ». Pour David Courteilles, du Val-de-Marne, « *nous ne savons pas réellement mesurer aujourd'hui notre force politique du fait des alliances à géométrie variable* ».

D'autres camarades privilégient au contraire le dialogue avec les dirigeants socialistes critiques de l'exécutif et des accords électoraux permettant de remporter des positions électives considérées comme nécessaires à des avancées concrètes pour la population. Ainsi, pour Loïc Boisson, de Bordeaux, « *il faut sortir du refus par principe d'alliance (l'expérience portugaise, espagnole et même grecque devraient nous faire grandir de ce point de vue)* ».

Pour Gabriel Gau, de Paris, « *nous pourrions chercher à redéfinir un projet et une stratégie de conquête propres à notre siècle* ». Olivier Gebuhrer, des Alpes-Maritimes, affirme quant à lui qu'il ne faut pas perdre de temps sur l'autonomie nécessaire du PCF, car « *depuis sa naissance le PCF fait ses choix sans en référer à quiconque* ». Pour lui, « *s'il y a une nouveauté dans la situation politique c'est celle-ci : pas une mesure de gauche n'est pensable qui ne s'en prenne à la logique du capital* ».

Notre stratégie pour les échéances présidentielle et législatives

Des camarades doutent de notre capacité à sortir du « *piège de 2017* », jusqu'à penser parfois qu'il n'y pas de solution politique. C'est le cas de Philippe Kergoat, des Hauts-de-Seine, qui écrit « *notre présence, sous quelque forme que ce soit, à la présidentielle est vouée à l'échec* ». Aussi, pour Jean-Louis Grégoire, du Maine-et-Loire, il s'agit de « *ne pas présenter de candidat(e) à l'élection présidentielle en explicitant ce choix, en montrant concrètement que la détermination d'une majorité politique se joue à l'Assemblée nationale et pas à la présidence de la République* ». Cependant, la plupart des contributions affirment au contraire l'idée qu'un chemin existe pour ouvrir une alternative de gauche en 2017. Igor Zamichiei, de Paris, nous invite ainsi à « *une ambition maximale* » devant « *le risque de la marginali-*

sation totale d'un projet de gauche et de notre ambition communiste pour plusieurs années » si le scénario dominant se confirmait. Pour Stéphanie Loncle, cette ambition doit être de « *gagner l'élection présidentielle* ».

Les contributions tentent d'identifier les écueils à éviter. Sont souvent cités le risque de s'enfermer dans la logique de la V^e République, de tomber dans la personnalisation. Au-delà de ces enjeux, Robert Clément, de Seine-Saint-Denis, voit deux écueils : « *Celui qui consisterait à ne pas rompre avec les politiques actuelles et ceux qui en sont les maîtres d'œuvre* » et « *l'autre, qui écarterait de ce rassemblement des socialistes qui ont décidé de rompre avec la politique gouvernementale* » car « *cela conduirait à écarter ces millions d'électrices et d'électeurs qui ont cru que "le changement, c'était maintenant"* ».

La question de notre participation à une primaire de gauche est au cœur des contributions. Soit pour affirmer un rejet d'une telle perspective, soit pour approfondir le débat sur les conditions (contenus politiques, périmètre, candidat susceptible d'être présenté par le PCF...) d'un processus politique dans lequel les candidats accepteraient d'être ainsi départagés.

Pour Robert Vénéel, des Bouches-du-Rhône, la primaire constitue « *une tromperie masquant une permanente défiance envers les communistes* ». Parmi les camarades rejetant la primaire, quelques-uns se prononcent pour une candidature de Jean-Luc Mélenchon, à l'image de Patrice Gravoin, qui propose d'« *investir la campagne Mélenchon pour faire vivre l'idée communiste* ». D'autres souhaitent une candidature communiste.

Hugo Touzet, Manuel Ménal et Alexandre Fleuret, de Paris, voient dans la primaire « *un des outils de l'émergence d'une nouvelle dynamique citoyenne au service d'une alternative à gauche* ». C'est également le cas de Gérard Piel, des Alpes-Maritimes, pour lequel « *Aujourd'hui, il n'y a pas de candidats incontournables ou naturels de la gauche et tant mieux* ». Pour Gabriel Massou, des Hauts-de-Seine, il faut « *commencer par construire un projet* » « *avec tous ceux qui n'en peuvent plus (...), ceux qui continuent de penser que la gauche a une histoire et un devenir (...), ceux qui sont engagés dans des combats sociaux ceux qui ne veulent pas que "la gauche" au pouvoir aujourd'hui représente la gauche !* ». Olivier Dartigolles et Isabelle de Almeida affirment en ce sens qu'« *il faut une primaire des idées* » pour mettre au premier plan le projet et non le casting.

Les camarades ouvrant la porte à une primaire estiment que Jean-Luc Mélenchon « *devrait reprendre sa place dans ce débat collectif et contribuer avec d'autres à la construction d'un projet commun* », comme l'affirme Robert Clément, de Seine-Saint-Denis.

LES TRANSFORMATIONS DU PCF

Retour sur les contributions des adhérent-e-s

Au delà des points de vue différents qui s’y expriment, toutes les contributions sont animées par la volonté de répondre à l’interrogation de la base commune : « comment rendre notre parti plus efficace ? Comment donner plus de vigueur à nos structures locales d’animation ? »

Chacune des contributions a le souci de mêler la réflexion sur les évolutions de la société et la place que peut y occuper notre parti, avec des propositions concrètes de transformation sur notre implantation, la place des adhérent-e-s, notre organisation, nos directions, la communication...

La richesse de ces contributions est une première étape qui nous permettra d’avancer dans la rédaction du relevé de décisions permettant d’identifier les chantiers et les actions concrètes à mettre en œuvre.

Construire avec les 99 %

Jérémie Giono, de l’Isère, nous invite à repartir d’une analyse de la société en prenant en compte « les évolutions structurelles et culturelles, et les multiples impacts de la révolution informationnelle » en précisant que « c’est à partir d’une accumulation d’expériences concrètes tout autant que d’une analyse fine que nous pourrions faire émerger une orientation stratégique adaptée ».

Réflexion relayée par Aline Guittard, du Rhône, pour qui le PCF doit être « l’outil de tous ceux que l’on exploite ».

Thibault Bize, du Doubs, pointe la nécessité de regagner « le cœur des classes populaires » que Nathalie Simonnet, de Seine-Saint-Denis, traduit par le besoin d’impulser des luttes de proximité (fermetures de classe, services publics, etc.) qui « renforcent la crédibilité de notre capacité à changer la société et permettent de traiter de l’utilité des communistes et de leurs élus ».

Les 2 concluent sur la nécessité de faire vivre concrètement la solidarité.

Une organisation tournée vers la proximité

Des camarades s’inquiètent de la « dévitalisation » de nos structures de proximité, à l’image de Pascal Cochet, du Gers : « Nos organisations ont fini soit par disparaître soit par avoir une activité minimale. Rien ne remplace le contact direct avec les gens : informer, agir, unir contre le projet de la grande bourgeoisie ».

Certains y voient la conséquence « des choix politiques du Parti », d’autres s’interrogent comme Simon Lahure, du Maine-et-Loire : « Pourquoi mettre en place des cellules ? Autour de cette problématique s’établissent des premières réponses qui peuvent participer à choisir notre structure plutôt que de la subir. »

À partir de l’expérience de son département, Viviane Claux, de l’Oise, propose une réflexion à partir de l’évolution des territoires et des besoins qui s’y expriment : « Il faudrait se donner les moyens de réfléchir pour prendre la mesure des enjeux sur le territoire et essayer d’y répondre. Notre structure actuelle de section “plutôt autour de la commune”, n’est plus suffisante. En même temps, le travail de proximité avec la cellule et les réseaux restant la base à développer. »

C’est dans ce sens que Raphael Debu, du Rhône, fixe deux priorités : « Un renforcement du Parti en terme militant, et leur organisation au plus près du terrain, notamment par le développement des cellules de quartiers ; Des campagnes politiques plus en lien avec les difficultés rencontrées dans les quartiers populaires, notamment autour des questions d’emploi, de logement, de transport, et de laïcité. »

Des priorités bien identifiées

Jeremie Giono, de l’Isère, cite : « Les quartiers populaires, les entreprises, la jeunesse. »

Ces problématiques recoupent notre réflexion sur les zones rurales qui font l’objet d’une contribution « Enjeu de notre Parti : participer à la reconstruction du lien social dans les zones rurales isolées - Shirley Wirden de Paris, Alexis Bouchou du Loir et Cher, Dorian Mellot du Cher ».

Nos liens avec les salariés font aussi l’objet de nombreuses contributions, comme celle, collective, de camarades de Seine-et-Marne : « L’Entreprise au cœur des enjeux - Alain Janvier, Jean-François Diringer, Sylvain Pichard ».

Nicolas Marchand, du Val-de-Marne, fixe l’ambition : « S’agit-il seulement de réorganiser notre travail politique à l’entreprise ? Cet objectif ne)))

») *suffit pas à poser dans toute sa dimension politique la question de notre organisation pour l'action dans les entreprises. Elle ne suffit pas à mesurer le défi de transformation du parti... C'est une sorte de "révolution culturelle" qu'il s'agit d'engager : elle consisterait à tirer en pratique, en matière d'action et d'organisation, les implications du fait que le pouvoir n'est pas seulement à conquérir au niveau des institutions étatiques, mais aussi sur la gestion des entreprises et des banques. »*

Les adhérents au cœur de nos nouvelles pratiques politiques

Nathalie Simonnet, de Seine-Saint-Denis, pose d'emblée le problème : « *Le moyen pour faire vivre cette construction politique, ce sont nos adhérents. Un véritable élargissement de notre activité, au-delà des échéances électorales, est nécessaire pour une permanence de notre activité politique, une revalorisation de l'engagement militant qui participent à la convergence du mouvement social et du mouvement politique.* » Et de poser sur cette base les questions de la formation : « *Comment concevoir le parti comme un lieu d'enrichissement individuel et collectif ?* » du renforcement et de la capacité d'impulsion de nos directions. De nombreuses contributions pointent l'exigence de travailler à la place centrale de l'adhérent.

Christian Foiret du Loiret l'exprime ainsi : « *L'adhérent a des droits, et entre autres le droit à une formation, le droit et le pouvoir de penser et d'intervenir... Il faut que les directions se préoccupent de cela...* »

L'essentiel des contributions s'oriente vers la nécessité du développement de notre offre de formation à partir de nos objectifs politiques.

Le rôle de nos directions

Nos directions à tous les niveaux font l'objet d'interrogations, de débats et de propositions, qui posent tant la question de leur capacité d'impulsion que de favoriser la souveraineté des adhérents sur les choix de leur parti.

Greg Oxley, de Paris, le pose en terme polémique : « *Si la direction du Parti était confiante de ses idées et de ses pratiques, elle n'aurait pas besoin de se protéger par des dispositions statutaires et des procédures anti-démocratiques. Elle n'aurait pas peur de remettre son sort entre les mains des militants. La démocratisation du Parti permettrait un rapprochement entre les instances dirigeantes et l'ensemble des adhérents.* »

Mais dans la plupart des cas, une réflexion plus constructive se manifeste : La section de Rives, en Dordogne, réfléchit à un lien plus étroit entre directions et adhérents en intégrant mieux la dimension régionale : « *Une autre solution pour rapprocher le militant de base et la direction nationale serait d'effectuer des synthèses qui franchiraient les différents niveaux de militantismes : cellule – section – fédération – région – nationale. Le niveau d'organisation au niveau de la région manque cruellement (...). Il y a nécessité de mettre en place de réelles coordinations régionales ayant un fonctionnement démocratique bien sûr mais, surtout, très efficace.* »

Au terme de sa contribution, Marine Roussillon pose les pistes de travail : « *Le renouvellement de nos directions et l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants implique à la fois un effort de formation et un renouvellement des pratiques. Nos difficultés à conserver une organisation nationale – fédérations très affaiblies, disparition des élus locaux dans un certain nombre de territoires – ne peuvent être résolues que par un travail de direction volontariste. Il y a donc urgence à reconstruire des directions qui travaillent, construisent collectivement une ligne politique et l'incarnent, dans le Parti et dans la société. C'est un enjeu majeur de notre congrès.* »

Toutes questions dont les fédérations et les sections sont invitées à se saisir.

Communication du Parti : des outils novateurs

Le travail sur notre communication est perçu au fil des contributions comme un chantier nécessaire, tant sur le contenu des messages, avec une exigence de plus grande clarté et pertinence, que sur les supports, tant papiers que numériques, pour porter ces messages. De très nombreuses propositions sont faites, un grand nombre d'entre elles portant sur une meilleure utilisation des réseaux sociaux : « *Un autre constat peut se faire : c'est qu'avec la force militante et de sympathisants que nous avons, l'utilisation des réseaux sociaux pourrait être un vecteur de diffusion plus important de nos idées.* » (wilfried Gay de la Nièvre)

Dominique Gerbault, des Bouches-du-Rhône, nuance le propos : « *Ces nouvelles pratiques militantes viennent s'ajouter à nos autres pratiques, elles ne doivent en aucun cas les supplanter mais simplement les enrichir.* »

Benjamin Lécole, de l'Oise, élargit la perspective : « *La communication ne fera pas l'économie d'une remise à plat de la politique de publication du PCF ainsi que la plateforme web, quitte à bouleverser quelque peu les habitudes des secteurs ou des fédérations. Il serait souhaitable de faire un état des lieux des compétences et des outils utilisés. Et à l'avenir, des mesures qualitatives et quantitatives des impacts des différentes actions devront être mises en place.* »

Ce qui permet à Robert Injey, des Alpes-Maritimes, de dresser deux grandes pistes de décisions possibles :

« *Renforcer le travail d'argumentaire et les supports d'éducation populaire, améliorer notre réactivité et inscrire nos campagnes dans la durée. Nous avons un gros travail pour rendre lisible et audible nos propositions... La transmission des savoirs n'est en rien automatique... Rédaction d'un tract, constitution de fichiers, tenue d'un point de rencontre, organisation d'un porte à porte, prise de parole (...), nous avons une perte de savoir faire dans l'activité militante. Un dispositif de formation et d'animation de l'activité militante est indispensable... En 2016, il faudra passer aux actes et faire de l'appropriation des pratiques de l'activité militante une priorité de notre congrès. C'est dans ce cadre que pourrait se travailler une meilleure appropriation par les communistes des réseaux sociaux et des nouveaux supports.* »

RÉSUMÉ DE LA BASE COMMUNE PROPOSÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL

LE TEMPS DU COMMUN

Économique, sociale, écologique, démocratique... la crise du système est globale. Dominée par la rentabilité et le profit, la mondialisation capitaliste produit une société de plus en plus inégalitaire et des replis identitaires, un monde de guerre et de chaos. Son dépassement est une nécessité. Une nouvelle ère de la civilisation humaine doit s'ouvrir : « Le temps du commun ». Cette ambition prend appui sur les potentialités de la révolution informationnelle pour définir les axes du projet communiste au XXI^e siècle et identifier le PCF à des combats émancipateurs : un travail transformé pour libérer la créativité humaine et une sécurité d'emploi et de formation pour une société sans chômage qui tire sa force de la promotion de l'éducation et la culture ; un nouveau mode de développement social et écologique caractérisé par un nouvel essor des services publics et par un nouveau mode de production contrôlé par les travailleurs pouvant s'appuyer sur un système bancaire public ; une démocratie réelle par une révolution citoyenne visant la conquête de nouveaux pouvoirs des citoyens, des travailleurs ; un nouveau pacte républicain pour rénover et redonner de la force aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et au principe de laïcité ; une Europe refondée avec de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés par des peuples libres et souverains ; une mondialité de paix et de coopération entre les peuples pour le développement de biens communs de l'humanité.

2017 : UNE AUTRE VOIE POUR L'AVENIR DE LA FRANCE

Pour changer les rapports de forces, la construction de majorités populaires est la clé. Les échéances de 2017 sont une étape incontournable pour réaliser ces changements. Tout au long du quinquennat, le clan Hollande-Valls, soutenu par la direction du PS, a mené une politique libérale au service du patronat et de la finance et a approfondi la crise démocratique. Si un match à trois entre le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se confirmait pour la présidentielle, cela conduirait à la marginalisation pour de nombreuses années de toute perspective de transformation sociale. Pour ouvrir une autre voie pour l'avenir de la France, le rassemblement des forces citoyennes et politiques mobilisées contre la loi travail ou sur les places de nos

villes doit se prolonger pour garder la main en 2017 et au-delà. Nous voulons unir autour d'un projet de gauche en rupture avec l'échec de la politique gouvernementale. Loin d'une « union de la gauche » sans contenu, nous voulons nous appuyer sur les acquis du Front de gauche afin de constituer un front populaire et citoyen unissant ces forces sur des exigences claires. Une grande consultation citoyenne s'adressant à 500 000 personnes contribuera à construire ce projet qui deviendra alors un mandat populaire incontournable dans le débat présidentiel et au-delà. Nous voulons un processus citoyen, une primaire de projet pour désigner une candidature représentative de ces forces capable d'accéder au second tour de l'élection et de la remporter. Les élections législatives sont essentielles pour constituer une majorité de changement. Elles se préparent dès maintenant dans chaque circonscription.

DES TRANSFORMATIONS UTILES ET CONCRÈTES POUR UN PARTI COMMUNISTE DE NOUVELLE GÉNÉRATION

Nous avons besoin d'un PCF capable de mettre à profit toutes les potentialités de la période. Nous voulons construire avec les 99 %, les salariés, les exploités et les dominés, faire du PCF un parti d'éducation populaire et de conquête du pouvoir. Cela implique des transformations. Développer notre parti, c'est mieux mettre à profit la richesse de notre collectif militant : associer davantage nos adhérents à nos activités, adapter notre organisation aux contraintes de leur quotidien, identifier nos possibilités de structuration dans les quartiers populaires et les entreprises, créer des espaces de solidarités concrètes, améliorer la capacité de nos directions à animer une élaboration démocratique, à mettre en œuvre et évaluer nos campagnes. Concevoir et organiser une pratique citoyenne, c'est permettre l'investissement politique dans la durée : développer les échanges d'expérience, inventer outils et réseaux, travailler à un état des lieux et une analyse partagée des initiatives, être novateurs en termes d'outils et moyens de communication, mieux travailler avec les élus, vecteurs de dynamiques citoyennes, de transformations sociales et institutionnelles. Pour traduire ces objectifs en propositions concrètes, un relevé de décisions sera adopté au congrès national à partir des propositions des sections et fédérations.

RÉSUMÉ DU TEXTE ALTERNATIF N°1

L'AMBITION COMMUNISTE POUR UN FRONT DE GAUCHE POPULAIRE ET CITOYEN

Ce projet de « base commune » est né de la sérieuse inquiétude que nous sommes nombreux à ressentir à la lecture du projet adopté par le Conseil national.

Nous sommes en accord avec beaucoup d'éléments de la partie « projet », même si nous ressentons qu'il s'agit davantage d'un texte de propositions pour une politique « de gauche » que de l'énoncé du sens et de la raison d'être communiste dans le monde d'aujourd'hui. Nous nous attachons donc à énoncer quelques repères essentiels

d'une ambition communiste d'émancipation humaine en ce XXI^e siècle.

Sur le Parti, nous trouvons que le lien n'est pas réellement ni clairement établi entre cette raison d'être communiste, la stratégie qu'elle implique, et une conception nouvelle de nos pratiques et de notre organisation. Nous proposons donc de donner à nos transformations un objectif central : faire en sorte de nous immerger dans la société non pas pour lui apprendre ce qu'il y a lieu de faire ou de penser, mais pour contribuer, avec d'autres, à ce que les citoyennes et les citoyens débattent et réfléchissent ensemble et prennent directement les)))

))) décisions dont dépend leur rassemblement. Leur permettre de s'approprier ainsi la politique est, selon nous, la seule façon de rompre avec le discrédit complet qui est aujourd'hui le sien.

Le cœur de notre inquiétude porte sur la partie consacrée à notre orientation stratégique pour 2017. Plusieurs congrès ont tiré les leçons des expériences de « *l'union de la gauche* » et de la « *gauche plurielle* » et élaboré une stratégie de rassemblement qui a débouché sur la création du Front de gauche. Certes, le projet de base commune y fait référence et propose de la prolonger. Mais, dans les faits, nous constatons que la proposition d'une « *primaire à gauche* » pour « *écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts* » et « *faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune* », présentée comme le seul moyen de créer la surprise et de l'emporter au second tour, nous amène en réalité à la recherche d'une candidature commune avec un PS discrédité, reproduisant le schéma ancien de la gauche plurielle.

Ce complet changement de stratégie nous ramènerait des années en arrière à un effacement de nos positions derrière une candidature au mieux social-démocrate, et probablement bien pire au vu de la configuration actuelle des forces. Ce scénario garantirait la victoire de la droite face à une gauche ancienne incapable de recréer l'espoir ; il renforcerait le Front national qui paraîtrait une fois de plus comme la seule alternative ; il serait pour nous une défaite de longue portée.

La seule façon de conjurer les dangers bien réels de la situation est que les femmes et les hommes de gauche qui s'abstiennent – parfois jusqu'à 80 % dans certains quartiers populaires – se sentent à nouveau concernés par la politique. Ce résultat n'a aucune chance d'être obtenu par des

combinaisons d'appareils visant, même au travers d'une « *primaire* », à une candidature commune avec un PS qui soutient toujours très majoritairement le gouvernement.

C'est pourquoi nous proposons une autre stratégie : travailler à redonner de l'élan et du souffle au Front de gauche, y renouer le dialogue, et le transformer dans le sens d'un Front populaire et citoyen.

Pour 2017, nous pouvons contribuer dans ce cadre à organiser sous la forme d'assemblées citoyennes des Assises de la transformation sociale et écologique, ouvertes à toutes les forces et toutes les personnes qui veulent travailler à une véritable alternative de progrès humain, y compris les membres et élus du Parti socialiste et d'EELV qui souhaiteraient travailler à une rupture claire avec les politiques libérales. *L'Humain d'abord* peut en être la base. Des votations citoyennes locales et nationales les concluraient à l'automne.

En donnant aux citoyennes et aux citoyens eux-mêmes le pouvoir de maîtriser les choix de projets et de candidatures à l'occasion des principales échéances politiques de notre pays, cette démarche constituerait une innovation majeure dans la vie politique. Elle manifesterait notre volonté commune de secouer un système politique obsolète qui dépoussière les citoyens de leurs pouvoirs et aboutit de surcroît de plus en plus à la paralysie. Elle constituerait un signal très fort susceptible d'identifier une offre politique radicalement nouvelle, d'offrir une perspective au mouvement social et, comme en Grèce ou en Espagne, de mobiliser à nouveau des catégories populaires aujourd'hui résignées à l'abstention. Ainsi serons-nous fidèles à notre raison d'être et pourrions-nous retrouver dans la société le rôle utile qui doit nous identifier.

RÉSUMÉ DU TEXTE ALTERNATIF N°2

POUR UNE POLITIQUE COMMUNISTE

Avec le concours du gouvernement « socialiste », les capitalistes mènent une offensive implacable pour détruire les conquêtes sociales et politiques du passé. Sous prétexte de lutte antiterroriste, l'État d'urgence marque un pas vers un régime plus répressif. Aucun domaine n'est à l'abri de la régression sociale : emploi, santé, logement, éducation, services publics et équipements municipaux, retraites, 35 heures, salaire minimum, Code du travail, droits syndicaux. Rien n'est sacré, sauf le profit. L'Union européenne pèse de tout son poids pour imposer l'austérité. L'expérience grecque montre que les dirigeants de l'UE ne reculent devant rien pour défendre les intérêts des capitalistes. Nous devons doter le Parti d'un programme d'action à la hauteur de cette situation.

La réalité de l'Union européenne et les événements en Grèce ont des implications très importantes pour notre programme. Les dirigeants de l'UE ne se laissent pas impressionner par des expressions de souveraineté populaire, comme en témoigne le refus de prendre en compte la volonté du peuple grec lors des élections du 25 janvier et du référendum du 5 juillet 2015. Il en était de même pour le « non » français en 2005. La direction du Parti a formulé des propositions pour changer le fonctionnement de l'UE. Mais les travailleurs de France et d'Europe n'ont aucune prise sur la politique de l'UE, qui est au service exclusif de la classe capitaliste. Toute tentative sérieuse de rompre avec l'austérité rencontre une résis-

tance implacable de la part de l'UE. Par conséquent, au lieu d'entretenir l'illusion de sa « réforme », le Parti a besoin de s'armer d'une stratégie de lutte contre l'UE, sur la base d'un programme frappant au cœur même des intérêts capitalistes qu'elle représente.

Dans *le Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels décrivent le réformisme comme l'ambition de « *guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage* ». Le réformisme est fondé sur l'idée qu'il est possible de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans le cadre de ce même système. Une politique révolutionnaire ne nie aucunement la nécessité de défendre et, si possible, d'étendre les gains du passé. Les communistes sont pleinement impliqués dans des luttes concrètes sur de nombreux fronts. Cependant, notre programme ne peut se limiter aux revendications « immédiates » et défensives. Il faut ouvrir la perspective d'une rupture décisive avec le capitalisme. C'est pourquoi nous devrions réintégrer dans notre programme la nationalisation – ou « socialisation » – des banques et des grandes entreprises industrielles et commerciales, ainsi que la prise de contrôle par les salariés de toute autre entreprise qui menace de supprimer des emplois, de délocaliser ou de fermer.

Des accords électoraux présentant le PCF comme un « allié » du Parti socialiste posent clairement problème. Dans les ministères et dans

ses instances dirigeantes, le Parti socialiste défend les intérêts capitalistes sur toute la ligne. Les objectifs politiques des dirigeants socialistes ne se distinguent nullement de ceux des partis de droite.

Nous présentons des propositions pour renforcer les structures du Parti et améliorer son fonctionnement interne. Dans les sections locales, les adhérents peuvent s'y exprimer librement, élire les responsables et exercer un contrôle collectif sur l'action du Parti. Cette démocratie interne est indispensable à la construction du Parti sur des bases saines. Cependant, dans les échelons supérieurs de notre parti, il existe des pratiques qui sont loin d'être démocratiques. La procédure en vigueur pour l'élection du Conseil National (expliquée dans le texte) est une aberration qui n'est pas digne d'un parti qui se

veut démocratique. Une démocratisation de notre fonctionnement interne permettrait un rapprochement entre les instances dirigeantes et l'ensemble des adhérents. Elle réduirait le risque de décisions prises en haut qui sont en contradiction avec les idées et aspirations des militants.

Enfin, le texte souligne le caractère internationaliste de notre combat. Les défenseurs de l'ordre établi veulent diviser les peuples selon la couleur de leur peau, leur religion ou leur culture. D'où la propagande contre les migrants fuyant la guerre et la famine dans leurs pays d'origine. Notre lutte pour la solidarité internationale et contre le racisme fait partie intégrante de notre lutte contre le capitalisme en France et dans le monde.

RÉSUMÉ DU TEXTE ALTERNATIF N°3

UNIR LES COMMUNISTES, LE DÉFI RENOUVÉ DU PARTI COMMUNISTE

« Les individus ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe ; pour le reste, ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence. »

Karl Marx

L'existence du PCF, une exigence historique

Les communistes sont confrontés à un défi historique. Le capitalisme s'empare de toute la vie humaine, pousse au paroxysme l'exploitation et le profit, secrète la crise sociale et politique, impose ses guerres et détruit les nations – quitte à nourrir le terrorisme – pour mieux étendre sa domination. L'écrasement du peuple grec a confirmé la véritable nature de l'UE et de sa monnaie, une dictature contre les peuples.

Notre pays et notre peuple ont plus que jamais besoin d'un Parti communiste et pourtant l'existence du PCF est aujourd'hui menacée par les renoncements stratégiques et les tactiques électorales à court terme et inefficaces. Nous nous inscrivons dans le choix national fait par les communistes en 2007, celui de continuer notre Parti, de « Faire vivre et renforcer le PCF ».

L'examen stratégique s'impose

Gauche plurielle, collectifs antilibéraux, renoncement à la candidature communiste en 2012, tout cela a fait de notre effacement une condition du rassemblement. Aujourd'hui, il faudrait continuer dans cette voie, choisir entre une primaire antidémocratique conduisant tout droit au soutien à une candidature socialiste ou une fuite en avant dans un Front de gauche émietté, dont certains voudraient faire une nouvelle force politique au profit de laquelle le PCF s'effacerait.

L'urgence, au contraire, c'est de sortir de l'impasse du renoncement au PCF et de procéder pour cela à l'examen stratégique nécessaire.

Un débat fraternel et sans tabou

Il n'est plus possible que des positions stratégiques, parfois prises sans aucune consultation des communistes, restent intouchables. Ouvrons le débat autour des questions suivantes :

▮ Présidentielle : ni primaires, ni effacement, la nécessité d'une bataille communiste.

▮ Agir pour un monde de paix, la solidarité internationale, combattre le terrorisme. La France doit sortir de l'Otan.

▮ Sortir de l'Union européenne et de l'euro pour engager la sortie du capitalisme.

▮ Lutttes et construction politique : un grand mouvement populaire s'engage en France, le PCF doit investir ce terrain essentiel de construction politique.

▮ Contre le FN, un Parti communiste populaire et rassembleur. La réprobation morale ne suffit pas, les fronts républicains ont montré leurs limites. La reconquête de l'électorat passe par la capacité à porter des perspectives de changement crédibles, une autre politique économique, la fin de la précarité et de la concurrence entre travailleurs.

▮ Pour sortir de l'impasse de la gauche, il faut un grand Parti communiste, un rassemblement populaire et majoritaire. Le Parti sans rassemblement est impuissant, le rassemblement sans Parti est inconscient.

Le socialisme, un projet pour la France

Nous appelons à un effort de construction idéologique considérable, s'appuyant sur la théorie marxiste, pour penser une société nouvelle qui mette fin à l'exploitation, aux inégalités et aux injustices, au pillage des ressources naturelles de la planète et à la guerre. Cette société, nous la nommons le socialisme.

La criminalisation du socialisme et du communisme, l'oubli de l'apport du léninisme, l'abandon du marxisme comme référence théorique, le mépris des expériences socialistes en cours conduisent à une panne idéologique du PCF, incapable de penser la prise de pouvoir et la transformation révolutionnaire dans une société capitaliste développée.

)))

))) Un programme de rupture

La classe ouvrière doit prendre toute sa place dans la direction du pays pour la maîtrise des moyens de production et d'échanges, des conditions de travail et de vie.

Nous faisons des propositions immédiates pour plus de justice sociale et pour ouvrir le chemin de la rupture avec le capitalisme :

- La nationalisations des secteurs clés du pays, la renationalisation d'EDF-GDF, de la SNCF, de La Poste, de France Télécom et d'Air France.
- L'interdiction des licenciements et des délocalisations.
- La réduction massive du temps de travail, l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux.

▸ Le rétablissement de la retraite à soixante ans, la gestion démocratique de la Sécurité sociale.

▸ Le blocage des prix des produits de première nécessité.

▸ La non-application des directives et traités européens et la sortie de l'Otan.

▸ La remise en cause fondamentale de la dette publique.

Il faut unir les communistes pour ouvrir la perspective d'un nouveau Front populaire vers le socialisme.

Vive le Parti communiste français !

RÉSUMÉ DU TEXTE ALTERNATIF N°4

RECONSTRUISONS LE PARTI DE CLASSE ! PRIORITÉ AU RASSEMBLEMENT DANS LES LUTTES

Ce texte se propose comme un outil d'action et de combat. À l'occasion du 37^e congrès du PCF, nous voulons permettre au plus grand nombre de communistes d'exprimer, en direction des adhérents du Parti mais aussi des travailleurs qui y sont attentifs, leur choix de rupture avec la ligne de liquidation réformiste de l'organisation et des positions communistes.

En préalable, notre texte exprime le rejet de la participation, annoncée unilatéralement par la direction, à la caricature politicienne des « primaires de la gauche » (et du lobbying « Mélenchon 2017 » qui suit exactement la même logique). Nous refusons la focalisation sur la présidentielle. Nous refusons de nouvelles illusions électorales et l'insertion du PCF dans la recomposition politique, à « gauche », d'un bloc réformiste de substitution. L'effacement du PCF et de nos positions dans la lutte des classes a coûté suffisamment cher dans la dernière période.

Hollande-Ayrault-Valls ont opéré, notamment avec le pacte de responsabilité, le plus gros transfert d'argent du salaire socialisé vers le profit capitaliste. Leur politique prépare encore pire, y compris par la répression des libertés fondamentales, pour le quinquennat suivant et la nouvelle phase, prévisible, de la crise du capitalisme. Englué dans ses compromissions électorales avec le PS, dans la formule politicienne du Front de gauche, le PCF a perdu encore plus de crédibilité et d'influence depuis 2012. Approbation de « l'union sacrée » et de l'état d'urgence après les attentats, alignement sur Tsipras, sa politique ultra-austéritaire contre le peuple grec et sa pédagogie de la résignation, défense obsessionnelle de l'intégration « européenne » : la ligne de la direction du PCF s'est détournée de la colère populaire et des attentes de l'avant-garde de ceux qui luttent, notamment dans les syndicats de tradition révolutionnaire.

Nous refusons que ce congrès précipité enfonce encore plus le Parti dans ce contre-sens, notamment avec les primaires. Nous mettons en discussion une tout autre ligne, des propositions de rupture, notamment avec l'UE. Les grandes batailles qui s'annoncent appellent des positions fortes : pour la Sécurité sociale, une défense intransigeante de son financement solidaire, adapté aux besoins, par la cotisation sociale ; pour les services publics, en s'appuyant sur la lutte des cheminots

contre la « réforme ferroviaire », le rejet des directives européennes, la défense et la reconquête des monopoles publics gagnés à la Libération ; pour la production, l'agriculture paysanne mise en péril, l'industrie, une contestation du marché capitaliste et la revendication de nationalisations démocratiques.

L'intensification de la crise générale du capitalisme mondialisé conduit à une véritable montée des périls dans le monde, à des guerres dans des régions entières, à des drames comme celui des « migrants ». Plutôt qu'approuver certaines « frappes » au nom de la « lutte contre le terrorisme », le Parti doit reprendre ses campagnes anti-impérialistes, renouer avec la solidarité internationaliste, exiger, plus que jamais, la sortie de l'Otan et de la défense européenne, agir pour la paix et le désarmement.

Face à la crise du modèle de l'alternance, à la crise générale de la démocratie bourgeoise, le système n'hésite pas à promouvoir dangereusement des partis d'extrême droite. Notre refus de la banalisation du FN doit aller de pair avec une dénonciation de classe de sa démagogie sociale. Par ailleurs, l'émergence, avec le soutien de l'idéologie dominante, de regroupements politiques soi-disant nouveaux, « modernes », avec un marketing « radical » en surface, mais des positions bien réformistes en profondeur, ne doit pas nous écarter de la priorité au renforcement du parti de classe sur des positions rigoureusement anticapitalistes.

Avec ce texte, nous voulons montrer que, partout en France, des organisations locales du PCF font vivre le Parti sur des bases de lutte, recherchent l'union dans cette voie, dans la réponse aux aspirations et à la colère du monde du travail, qu'elles ont entamé la réappropriation du PCF par ceux qui ont le plus besoin du parti révolutionnaire historique de la classe ouvrière en France, qu'elles travaillent à sa reconstruction.

Nous appelons, à l'occasion de son centenaire, à l'organisation d'une vaste commémoration, pour mettre en débat général, dans le Parti et au-delà, de façon critique mais en assumant cette histoire dont l'existence du PCF est indissociable, l'héritage, l'actualité, la fécondité de la Révolution d'Octobre. Ensemble, nous allons détromper ceux qui prédisent que le PCF ne fêtera pas en 2020 son centième anniversaire.

PROJET DE BASE COMMUNE

Texte adopté par le Conseil national du PCF – 6 mars 2016

LE TEMPS DU COMMUN

Page 20

**2017 : UNE AUTRE VOIE
POUR L'AVENIR DE LA FRANCE**

Page 32

**DES TRANSFORMATIONS
UTILES ET CONCRÈTES
POUR UN PARTI COMMUNISTE
DE NOUVELLE GÉNÉRATION**

Page 36

LE TEMPS DU COMMUN

En ce début de XXI^e siècle, l'idée-force, c'est bien que le mouvement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Les conditions d'une alternative existent désormais. Celle-ci est plus nécessaire que jamais : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des autres 99 % de la population. Ce sont elles et eux pourtant, qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la petite minorité privilégiée.

S'il en était besoin, les tragiques attentats de Paris et de Saint-Denis mettent à nouveau en lumière l'urgence de penser l'avenir et de construire un nouveau récit émancipateur, humaniste, social, écologique et démocratique à l'échelle de la planète.

Penser l'avenir, c'est redonner espoir dans une nouvelle ère d'émancipation humaine, de progrès social et environnemental, condition pour dépasser le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

NOTRE HUMANITÉ EST EN JEU

Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable et multiforme. Elle est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique, et fait croître le chaos mondial : montée des autoritarismes, du racisme, de la xénophobie, mise en concurrence de toutes et tous contre toutes et tous, exacerbation de la violence et des guerres. Le risque est grand de voir l'intégrisme des marchés financiers préparer une nouvelle crise plus dure et brutale que la précédente de 2007-2008.

Le néolibéralisme est en crise profonde parce qu'il a de plus en plus de mal à faire accepter aux peuples les régressions et les inégalités sociales, culturelles et de genre, les reculs de la démocratie et la mise en cause des écosystèmes qu'il leur fait subir. Les guerres qu'il génère pour maintenir sa domination provoquent des mouvements dramatiques de réfugié-e-s fuyant les atrocités et que les dirigeants européens, toute honte bue, laissent mourir à nos frontières.

Produit monstrueux du capitalisme et roue de secours indispensable au maintien de sa domination globale, les populismes et les néofascismes fleurissent dans le monde, singulièrement chez nous en Europe et en France, et le djihadisme en est une caricature sinistre. Ils prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste.

La crise actuelle n'est pas seulement une nouvelle crise cyclique du capitalisme mondialisée mais elle est une véritable crise du sens même du devenir de la France et de l'Europe. Le monde a changé : l'Occident n'est plus au centre, dominant le reste de la planète comme cela a été le cas depuis deux siècles. Les sociétés et les êtres humains ont eux aussi profondément changé : au sein d'un capitalisme financiarisé, productiviste et déshumanisant, émergent des aspirations et des expériences individuelles et collectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports sociaux plus solidaires, plus libres, plus égalitaires et plus harmonieux avec la nature. Le désir est fort de partager et de s'approprier les savoirs et les cultures. De même est forte la volonté des citoyen-ne-s d'être associé-e-s aux décisions qui engagent leur avenir et celui de leur pays, du local au global.

C'est au regard de ces aspirations et de ces expériences nouvelles que se pose l'ardente obligation de proposer une nouvelle perspective.

PENSER L'AVENIR, C'EST PENSER LE MONDE ET L'EUROPE : LA FRANCE Y TIENT UNE PLACE PARTICULIÈRE

En France, le capitalisme s'abat sans pitié aucune sur notre industrie, nos services et sur le monde du travail, de la création et de la jeunesse. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois. Les chômeurs sont plus de 5 millions. Et 8 millions de nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Mais notre peuple s'appuie aussi sur la richesse des solidarités nationales qu'il a su construire. Il sait ce qu'il doit à la socialisation des richesses incarnée notamment par la Sécurité sociale.

Nombreux sont celles et ceux qui ne supportent pas de voir s'étaler dans leur propre pays la misère humaine et le visage d'un monde devenu fou dominé par l'argent et le pouvoir des banques au service des marchés financiers.

La société civile, le monde associatif et syndical comme celui de la création portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi. C'est sur eux que doit s'appuyer le mouvement émancipateur qui cherche à naître. Ils sont des millions à pouvoir investir la réflexion, les actions multiformes, les expérimentations pour contribuer à l'émergence de ce projet au plan politique, social, culturel.

La République dispose en effet, avec l'égalité, la liberté, la fraternité, mais aussi la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour affronter les défis du partage qu'appelle le XXI^e siècle. Ces valeurs recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi les tenants de l'ordre établi ont engagé une offensive sans précédent pour les vider de leur sens. Ils sont à réinventer à l'aune des défis d'aujourd'hui dans le combat à mener entre émancipation et aliénation.

Une France qui se tourne vers le monde pour continuer à le transformer, une France qui s'appuie résolument sur ses principes peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, et une autre Europe, et retrouver une grande place dans une Union européenne des peuples libres, souverains et associés.

LE CAPITALISME CONDUIT LE MONDE DANS L'IMPASSE : SON DÉPASSEMENT EST UNE NÉCESSITÉ

Ce système n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la planète. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc en changer.

Ainsi la révolution numérique au fort potentiel émancipateur, aujourd'hui entravée par la domination de la finance, appelle à un combat de

résistance et d'alternative pour en faire le bien commun partagé de toute l'humanité.

Dans ce capitalisme dominé par la finance, tout est utilisé pour renforcer l'exploitation, le chômage de masse, la précarité généralisée, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale.

Au nom de la rentabilité et du profit, le capitalisme produit au cœur même de chacun de ces enjeux une société de plus en plus inégalitaire, un monde de guerre et de chaos. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant qu'elle crée de la pénurie.

AU CŒUR DU DÉSASTRE SURGISSENT DES POTENTIALITÉS NOUVELLES

La révolution numérique et les avancées scientifiques et technologiques permettent des expériences concrètes visant à sortir de ces états mortifères. Elles peuvent servir un projet qui place l'humain et la planète au centre des choix politiques. Avec les nouveaux moyens de production, les questions de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacune et chacun se posent avec évidence. Oui, notre société peut permettre à chacune et chacun de s'épanouir au travail et d'en vivre, comme de vivre pleinement sa vie.

Pour permettre l'épanouissement de ces potentialités, satisfaire les besoins humains et assurer la survie de notre planète et dépasser le capitalisme, les issues se trouveront dans la construction d'un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier l'émancipation individuelle et collective.

ELLES ET ILS SONT DES MILLIONS À NE PAS SE RÉSIGNER

Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements refoulés et contradictoires d'un autre modèle de société. À nous de les faire grandir pour une société des communs.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir, pas à pas, le pouvoir sur l'argent et sur la culture, sur nos vies et sur l'avenir du monde.

Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des peuples peut en inverser le cours s'ils prennent conscience de leur intérêt commun et de leur force collective.

Une des forces principales de la domination du capitalisme est la division à l'infini de ses victimes. En permanence il oppose celles et ceux qui devraient être uni-e-s car souffrant de maux communs: le sans-papier au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire et son cortège intolérable de haine et de racisme.

Les forces réactionnaires ont aussi fait des femmes, de leur rôle assigné et de leur image un enjeu essentiel. Elles ont bien compris que la question de leur libération est centrale et que les droits des femmes sont le moteur de tout progrès humain. Elles ont bien compris que, parmi les forces en mouvement pour changer la société, les femmes sont au premier rang.

Dans le même temps, elles et ils sont des millions à tenir bon et à se faire les acteurs de l'égalité, de la solidarité, de la reconnaissance du travail, des services publics, du partage... Le million de signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle preuve. Bien au-delà des résultats électoraux, elles et ils sont très nombreux à refuser de s'incliner devant les régressions libérales.

Ces millions de personnes qui s'engagent dans des formes diverses et qui agissent voient souvent leurs dynamiques éparses et diffuses, trop éclatées et souvent confinées aux espaces qu'elles tentent d'occuper, que ce soit sur le terrain économique, social et culturel ou encore urbain, écologique, relevant d'exigences féministes, antiracistes, ou sociales.

Elles et ils font face à une bataille idéologique d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête, et ont du mal à additionner leur force autour d'une perspective commune. Rien ne leur est épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant ouvertement régressif.

Un des chantiers prioritaires pour renouer avec l'espoir est bien de consolider et d'élargir le mouvement populaire et citoyen, de recons-

truire une hégémonie culturelle progressiste et la remise en mouvement du peuple.

UN PROJET POUR TOUTES ET TOUS

Un projet à construire avec tous ces salarié-e-s et privé-e-s d'emploi, depuis 60 % des salariés qui touchent moins de 2 000 euros par mois jusqu'aux cadres surexploités, à toutes celles et ceux qui sont traité-e-s comme des variables d'ajustement dans les logiques de compétitivité alors qu'ils sont la seule source de richesse.

Un projet à construire avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays, ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs qui travaillent aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui donnent son élan initial à l'enfance et à la jeunesse de notre pays, ces chômeurs qui ont tant à apporter et que le capitalisme étouffe, ces artistes qui donnent sens et couleur.

Mais il veut aussi se construire avec tous ces indépendants, artisans, autoentrepreneurs, enchaînés eux aussi dans des logiques capitalistes qui les dépassent et les entravent. Femmes et hommes de toute peau et de toute foi, de toutes opinions, de tous cœurs et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités, c'est avec elles et eux que nous voulons édifier une France libre, forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de solidarité.

UN APPEL AU DIALOGUE ET À L'ACTION

Ce projet est un moyen de relancer le dialogue avec toutes celles et tous ceux qui désespèrent de la politique et s'excluent parfois sciemment du champ électoral, du débat politique. Cela ne signifie pas d'ailleurs leur désengagement en termes de citoyenneté. Parfois même, bien au contraire, combien de jeunes intellectuelle-s, innovatrices/innovateurs, créatrices/créateurs, militant-e-s de la solidarité ont tiré un trait sur la politique, alors même que leur projet tente de réinventer un autre monde et des solidarités nouvelles.

Là aussi, dialogue et action jusqu'à mettre en cause les pouvoirs dominants et en conquérir de nouveaux, en ayant conscience de l'ampleur des débats nécessaires pour construire des fronts d'idées et d'actions convergents.

Ce projet veut parler à la jeunesse, révoltée et désabusée, isolée et avide de solidarité,)))

))) qui a tant de mal à se repérer et pourtant toujours sensible à des formes d'engagement où prime la solidarité.

C'est dans ce monde complexe, dans cette société pleine de contradictions que se nouent les chemins du changement.

La France des 99 % existe bel et bien : elle doit maintenant réécrire son histoire en retrouvant goût de l'action, des luttes sociales et du rassemblement.

POUR UN MONDE DU COMMUN

L'idée que notre monde est commun à chacune et chacun fait son chemin. La propriété capitaliste entre en contradiction avec la socialisation des usages et l'émergence d'une économie vraiment collaborative.

Des solidarités nouvelles remettent en cause la propriété capitaliste. Un monde de mise en commun des besoins fondamentaux frappe à la porte.

Cette mise en commun pose la question du pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs sur la production, celui des femmes et des hommes sur la politique. Elle se heurte à chaque fois au pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul égoïste », et aux eaux glauques de la haine et du racisme.

Ce monde du commun appelle à réinventer les règles qui régissent notre vie pour plus de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

Lucide, décidée et rassemblée, cette France peut reprendre l'offensive sur le terrain de la bataille des idées. Elle a la capacité de penser l'avenir en redonnant espoir en un nouveau processus de transformation révolutionnaire émancipatrice, sociale et écologique. Elle a la force d'affronter les défis actuels en combinant efficacement luttes de classes et luttes contre toutes les dominations.

Il est grand temps de reprendre l'offensive des idées et l'offensive culturelle face à la crise totale et permanente conjuguée à l'absence de perspectives émancipatrices qui bousculent les repères, qui entretiennent le clair-obscur et ses monstres qui cherchent à semer la peur et le désarroi. Le repli identitaire, l'exaltation des idées réactionnaires ressurgissent partout en Europe. L'extrême droite progresse et avance ses idées mortifères, inégalitaires et racistes.

Il est donc plus qu'urgent de donner de la force à l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain, et son environnement, au cœur des préoccupations et en capacité de lier émancipation individuelle et collective en se donnant la force de maîtriser les moyens fabuleux qu'il a créés.

Pour y répondre et contribuer à penser cet avenir, il est indispensable :

- de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté, de viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;

- d'inventer un mode de développement social, solidaire et soutenable. Dans un monde fini, nous devons économiser les ressources, limiter les nuisances sur l'environnement et pourvoir aux besoins (alimentation, logement, santé, éducation, énergie, culture...) d'une population mondiale toujours croissante. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront les seules finalités de ce mode de développement ;

- de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs et transversaux, des vecteurs d'intelligence commune et de civilisation, une condition du vivre ensemble ;

- de se doter d'une protection sociale du XXI^e siècle, garantissant l'accès aux soins pour toutes et tous remboursés à 100 %, dans le cadre de la Sécurité sociale, incluant prévention, santé au travail... ;

- d'élaborer une démocratie réelle en entamant la longue marche d'une révolution citoyenne pour une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, pour conquérir des pouvoirs qui substituent l'horizontalité à la verticalité, l'égalité de tous à la domination de quelques-uns ;

- de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;

- de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière contre la globalisation actuelle de la finance, de la guerre et de la haine.

Ces grandes transformations visent l'émergence d'une société du commun qui émancipe l'humain et la planète des prédateurs qui l'étouffent.

Elle définit des valeurs, des idées, identifie des pouvoirs, des responsabilités et fixe une ambition renouvelée faite de rassemblements et d'actions pour dépasser le capitalisme au XXI^e siècle et construire une société d'émancipation.

Ni recherche désespérée du « grand soir » ni gestion sociale-libérale au jour le jour du capitalisme en crise : dans notre pays, le désir de se libérer de ce système reste intact. C'est une autre offre que notre peuple attend des forces politiques qui prétendent incarner son destin et celui de la nation.

Il est donc urgent de dessiner les contours d'une société fondée sur la liberté, l'égalité et le partage : un nouveau mode de développement social et écologique, l'exigence féministe d'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation et l'échange des savoirs, des idées et des cultures, et la révolution citoyenne qui s'exprime dans une pleine et ample démocratie dépassant exploitation, aliénation, domination.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

Le grand dessein de la France, de l'Europe et du monde est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Dépasser le capitalisme en construisant dès maintenant une société du commun fondée sur l'émancipation humaine devient l'ambition neuve du XXI^e siècle.

**POUR UNE SOCIÉTÉ
D'ÉMANCIPATION : LE MONDE,
L'EUROPE ET LA FRANCE
EN COMMUN**

1 OBJECTIF « ZÉRO CHÔMAGE » : POUR UNE SOCIÉTÉ DU PARTAGE

Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gouvernements depuis des dé-

cennies. La baisse du « coût du travail » (salaires + cotisations sociales), la compétitivité avant tout antisociale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction des déficits et dettes publics obsèdent nos dirigeants. Le capitalisme est de moins en moins de développement. Sa cohérence faite de financiarisation et de domination à tous les niveaux nourrit les catastrophes. Une nouvelle crise se rapproche. Il faut en sortir.

Changer le logiciel consiste à partir des besoins communs, des savoirs et de leur partage, et à y soumettre les moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde.

C'est inscrire comme objectif le droit au travail pour toutes et tous, mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées du salariat ou encore à des activités citoyennes rassemblées.

Autour de propositions comme la sécurité emploi-formation qui comprend la réduction massive du temps de travail et la transformation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques ou encore le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale.

Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et création d'un grand service public national de la formation continue pour anticiper les besoins et développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation, coopération et partage.

La voie de l'efficacité pour atteindre l'objectif « zéro chômage », c'est donner priorité à l'éducation, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le productivisme capitaliste, à l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie des jeunes contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre la marchandisation démesurée.

1.1 Une place centrale au travail, à l'emploi, à l'éducation et la formation, à la recherche et à la culture

Les valeurs de la République jusque dans l'entreprise

Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles et ceux qui, par leur travail,

créent les richesses doivent pouvoir prendre en main leur avenir.

En mettant en commun leur intelligence collective, elles et ils doivent pouvoir être les actrices et les acteurs de la transformation sociale. L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage des seuls experts des cabinets-conseil en gestion des ressources humaines. Ceux-ci organisent en effet la concurrence et la compétition entre salarié-e-s sous la domination des directions financières et des actionnaires. Sujet politique majeur, source de production de toutes les richesses, le travail ne doit plus être considéré comme une marchandise dont il faut réduire le coût et user jusqu'à la corde pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'émancipation en permettant à chacune et chacun d'accroître sa créativité et son pouvoir d'intervention sur le développement de son activité, pour les mettre au service de la collectivité dans le cadre de la construction d'un développement humain durable.

Le droit de toutes et tous à un travail utile et reconnu

À la précarisation des emplois et la casse du droit du travail, alimentant un chômage de masse et une division des travailleurs entre ceux qui peuvent espérer s'en sortir et ceux qui se sentent abandonnés, nous opposons le droit de toutes et tous, sans discrimination, à un emploi et un travail qui aient un sens : un travail utile et reconnu, permettant de concilier vie professionnelle et vie personnelle, et inscrit dans le cadre d'un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capitaux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi qui doit définir l'entreprise comme collectif de travail.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent...

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes.

Le capital a besoin de salarié-e-s plus formé-e-s, mais il veut empêcher le développement des pouvoirs nouveaux qui vont avec la maîtrise de savoirs complexes, avec le développement de la créativité. Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont bridées et la société est divisée. Les systèmes d'enseignement et de recherche ont été profondément transformés : en cassant des services publics nationaux, en individualisant des parcours, en empêchant les qualifications communes et donc les revendications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en soumettant la recherche aux intérêts privés, et en déqualifiant le travail intellectuel rendu invisible...

Au contraire, faire une place nouvelle des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement même de toute la société.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens de construire ensemble les choix qui engagent le pays et le monde.

Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification dans toute la société. Et l'appropriation par tous d'une culture commune de haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser les choix individuels et collectifs.

Cela implique d'investir dans les services publics nationaux, mais aussi de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation et de la création, ainsi que la participation des différents acteurs de la formation.

Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser les métiers, et en particulier les métiers dits féminins. De plus, la double journée subie dans la vie quotidienne par des millions de femmes renforce l'exploitation capitaliste et la domination sexiste. Réduction du temps de travail à 32 heures,)))

))) grilles salariales universelles ou poly-technicité des métiers ouvrent la voie.

Pour l'autonomie de la jeunesse

Les régressions dans les systèmes de formation ont des conséquences lourdes sur les représentations et les aspirations des jeunes. Elles impactent une génération entière, en moyenne plus qualifiée mais avec de moins en moins de droits. Tout cela conduit à un rapport de défiance et de distance avec les institutions et singulièrement dans le rapport à la politique et alimente les divisions d'autant plus que les forces réactionnaires ont fait des jeunes des cibles de leurs discours. L'absence de perspectives d'avenir sur des bases de progrès légitime cette distance et cet éclatement d'une génération qui n'a connu que la crise et ses dégâts sociaux. Mais le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix en France ou ailleurs, elles et ils portent des expériences sociales innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut donc voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'alternatives au tout-marchand comme les logiques de partage avec les nouveaux outils numériques, et leur implication dans des luttes diversifiées. Mais l'urgence du moment est de faire face à la violence terrible qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

Pour une société humaine de la culture

Place à de grandes ambitions pour la formation, pour l'ouverture au monde et la création ; construire du commun, de la coopération, des droits culturels de toutes et tous à un haut niveau d'exigence artistique ; créer un service public de l'Internet, permettre le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir des formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions.

Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. Construire une culture commune de haut niveau et donner à toutes et tous les moyens de se l'approprier passent par revoir les programmes, par relancer la formation initiale et continue des enseignants, par renforcer la place des cultures artistiques, sportives, techniques et professionnelles.

Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique : voilà de quoi donner du sens à l'immense potentiel émancipateur de la culture. Voilà qui est de nature à reconstruire un vivre-ensemble fondé sur un nouveau souffle de la démocratie, sur la reconnaissance et le partage des cultures diverses et leur mise en relation dans tous les territoires.

C'est vrai aussi du sport qui est un élément essentiel de tout projet d'émancipation humaine. L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

1.2 La révolution numérique : dans les mutations de notre époque, un vecteur d'émancipation humaine face à ceux qui en font un outil majeur du désastre pour l'emploi

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humanité en permettant la coopération et du libre partage mondial des savoirs. Elle se développe dans une tension entre émancipation et aliénation. Les stratégies mondiales des grands groupes du numérique visent à exploiter et à privatiser la créativité de ceux qui font par en bas cette révolution alors qu'ils aspirent à un monde de partage et de « biens communs ».

L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de prédation et de plateforme numérique, veut casser le salariat. Dans le même temps, les défis de maîtrise sont décuplés par le fait que l'automatisation et la robotisation feraient disparaître, d'ici à 20 ans, 47 % des emplois salariés et des métiers actuels. Au profit du capital ou pour une émancipation des travailleurs ?

Le big data brouille la frontière entre le travailleur et le consommateur, qui devient aussi producteur de valeur sans que son travail soit rémunéré. Les réseaux permettent la coopération de millions d'intelligences humaines et la mise en concurrence sauvage.

Le numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'autoorganisation et au libre choix de son tra-

vail au sein de l'entreprise ; mais sans lutte sociale et politique, il débouche sur une dictature de la notation, de la réputation, du contrôle de tous par tous qui conforte le pouvoir du capital.

En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution numérique pose de fait les questions du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés, de la remise en cause de la propriété privée, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions et d'une démocratie renouvelée.

Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe opposant capitalisme de plateforme et prolétaires du digital alliés aux partisans d'une économie de la contribution fondée sur les communs, le partage et les services publics. Partout dans le monde, usagers-contributeurs et travailleuses – travailleurs s'unissent pour créer des plateformes participatives, des coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes.

Cette lutte passe par les réseaux sociaux, les « class actions », la mise en cause de la réputation des plateformes, le développement de modèles alternatifs comme les « mutuelles de travail associé » qui offrent un cadre de sécurité emploi-formation. Mais elle implique aussi un investissement politique de ces nouveaux espaces de socialisation que sont les tiers lieux : fab lab, espaces de coworking, jardins et habitats partagés, « entreprises ouvertes »... C'est dans ces tiers lieux que s'imaginent et se créent d'autres formes de production et d'échange. Car de l'autre côté, dans les entreprises, les informations, comme celles incluses dans les brevets technologiques, sont monopolisées et servent à mettre en concurrence les peuples entre eux au service de l'accumulation du capital financier et matériel.

Au lieu d'un État incubateur de start-up, nous avons besoin d'un État partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions pour l'autonomie sociale, économique et politique des plateformes coopératives et des tiers lieux afin de préserver le bien commun numérique et de l'élargir aux données personnelles.

Au moment où les forces politiques et sociales se réclament de la transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'actrices et d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage, de la coopération et ont l'ambition de « prototyper » la société de demain en

hackant celle d'aujourd'hui, il est nécessaire que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter, lutter et construire ensemble.

1.3 Rien ne se fera sans faire reculer le coût du capital

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers plombent tout : 309 milliards d'euros. Ce qu'ils appellent les « coûts du travail » : 145 milliards d'euros de cotisations sociales patronales pourtant investis utilement pour la santé ou la consommation populaire.

Ces milliards sont disponibles mais totalement accaparés par les tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces politiques qui les soutiennent et mènent la guerre des idées.

Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles conceptions de la production, du travail, des échanges. La productivité a augmenté de façon considérable sans que les salaires ou la durée du travail en profitent car le but prioritaire des dominants est d'accroître les rendements financiers de leur capital et de détruire les rivaux sur les marchés. Les énormes économies de travail permises par les technologies numériques servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ainsi ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise aussi car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir d'achat est une exigence autant sociale qu'utile économiquement.

Tout cela résulte de décisions politiques et d'institutions qui organisent les pouvoirs. On peut donc, dans les faits, s'attaquer à ces orientations et à cette incroyable concentration de richesses néfaste pour la société.

Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de développement social (services publics) et d'investissements efficaces (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du crédit bancaire est une « nouvelle frontière ».

Le crédit doit être considéré comme un bien commun adossé à un pôle public bancaire. Sa finalité serait d'encourager l'essor de l'em-

ploi et de la formation, les progrès sociaux et écologique.

Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés. Le fond de cette réforme serait de pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement.

Décentraliser l'impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution leur capital financier, ou encore réformer l'ISF et l'impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, instaurer un taux zéro de TVA pour les produits de première nécessité seraient des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales devraient être instaurées pour contribuer au financement de la sécurité emploi-formation. Enfin, diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait une formidable vitalité à toute la société.

2 UNE SOCIÉTÉ DU BIEN VIVRE ET DU BIEN COMMUN

Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas apte à satisfaire les droits vitaux des populations. Le bien vivre pose la question de l'essentiel. Cette approche condamne définitivement le productivisme et une de ses tares, l'obsolescence programmée. L'enjeu est de favoriser l'appropriation des biens communs essentiels à la vie par le plus grand nombre.

Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de s'évaluer dans les grandes places boursières mais doit prendre en compte : le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté multidimensionnelle. Ce qui fonde un nouvel indice de développement humain.

2.1 Développer la production en privilégiant l'humain et l'écosystème, en dépassant les formes actuelles du productivisme et du consumérisme, c'est la clé de tout développement

Pour l'émancipation sociale et le défi écologique : l'heure est aux choix de civilisation

Participons toutes et tous à la conscience écologique planétaire.

Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux intérêts de l'immense majorité des peuples et à ceux de la planète, parce qu'ils sont inséparablement liés.

Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes des capitalistes.

Face à l'effondrement industriel : une politique industrielle audacieuse et adaptée aux réalités contemporaines.

L'industrie, ce doit être le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture ; sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles ; sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique, pas de transformation écologique.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons donc d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

2.2 Pour l'appropriation sociale, l'égalité, la solidarité et la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public

La soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers éreinte les services publics et leurs missions. Dans tous les domaines : l'éducation, la santé, la protection sociale, la recherche, l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit, le logement, La Poste, la sécurité et la justice, les politiques d'austérité les éloignent toujours plus de leurs missions d'égalité et de citoyenneté, d'appropriation sociale, de solidarité et de reconquête du bien commun.

Les reconstruire et les développer, à l'aune des enjeux d'aujourd'hui, passe par réaffir-)))

))) mer et développer leurs missions essentielles : réponse aux besoins collectifs, accès égal de tous, proximité, en appliquant le cas échéant la gratuité.

Leur financement doit être fondé sur une fiscalité juste et redistributive et ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés financiers pour leur permettre de remplir leurs missions au service de l'intérêt général en dehors de toute contrainte de rentabilité financière. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes.

Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et à la démocratie interne. La participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies.

Au plan européen et mondial, prendre le contre-pied des directives de service et de toutes les libéralisations entreprises notamment dans les secteurs du rail, du courrier et de l'énergie est un des passages obligés pour enfin travailler au développement de coopérations publiques solidaires.

Une nouvelle histoire des services publics est à écrire. Des besoins de rénovation et de création s'imposent comme dans le domaine de l'information ou de la culture, car tout ce qui se soustrait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques autorise pluralisme et citoyenneté qui sont les clés du développement.

2.3 Préserver et partager les ressources naturelles, c'est d'abord refuser la marchandisation des biens communs

Préserver la planète et l'humanité

Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liées. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont indissociables. Le nouveau récit émancipateur à construire repose sur ces deux piliers et sur une même logique, celle qui fait primer l'humain sur le profit.

Engagés dans une course effrénée au profit immédiat, les capitalistes provoquent des dégâts irrémediables aux écosystèmes qui ont besoin de temps longs pour se renouveler et d'intervention humaine coordonnée et planifiée pour se développer. Leur système productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la dignité et la souverai-

neté des peuples. Guidés par le seul appétit du profit, les capitalistes nous inondent de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés, tout en coupant les productions de tant de biens utiles, pour peu qu'ils ne soient pas jugés hyper-rentables (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

L'invention de la « croissance verte » par les multinationales est un prétexte futile et surtout rentable qui ne parvient pas à masquer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi la pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets dévastateurs et préemptent l'avenir des futures générations. Chaque année nous enregistrons un nouveau record de l'élévation de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

Mêler l'ambition d'un développement durable et solidaire avec l'impératif écologique : l'urgence, c'est la limitation du réchauffement de la planète à 2 °C au maximum

Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'humanité. Consommer moins pour les mêmes usages et économiser l'énergie dans l'habitat et les transports sont essentiels et doivent être créateurs d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz...), responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales dont les conséquences sont imprévisibles, à commencer par des populations contraintes à se déplacer déjà par millions.

Le débat sur la transition énergétique est engagé

Il doit prendre une ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au coût le plus bas possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, un mix énergétique doit être 100 % public, non émetteur de CO₂, composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et nucléaire (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent être définies). Une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée.

Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous

Sur les principes tout est inscrit : limiter à 2 °C voire 1,5 °C si possible, la hausse de la température planétaire comme l'exigeaient les pays les plus vulnérables ; une somme dédiée chaque année aux mesures d'adaptation des pays en développement (limitée à seulement 100 milliards de dollars, par an, d'ici à 2020), la clause de revoyure afin de rehausser régulièrement le niveau d'engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme financiers...

Mais tout reste à réaliser... L'essentiel maintenant est d'engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone afin d'atteindre les objectifs affichés de la COP21 et de réduire les inégalités de développement dans le monde.

Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austérité en France et en Europe et que l'on vise un autre partage des richesses et des connaissances à l'échelle du monde. Et cela demande tout particulièrement de mobiliser les moyens financiers mondiaux tels que le FMI.

L'accord de Paris met en évidence une fois de plus la réalité des rapports de domination à l'échelle du monde qui met les pays les plus pauvres en grande difficulté.

Nous devons poursuivre notre contribution à la mobilisation du mouvement progressiste français, européen et mondial dans la perspective des futurs COP et forums mondiaux. Car nous sommes convaincus que de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des peuples en sauvant le climat et pas le système qui le détruit.

Un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour toutes les travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir afin de répondre à la crise fondamentale qui touche aujourd'hui l'agriculture, par la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs.

À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou

encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités.

La consommation des produits de la mer est un moyen de répondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de santé publique. Aujourd'hui, ce sont les pavillons de complaisance, les normes sociales du moins-disant et les fonds de pension qui spéculent sur les quotas de pêche. L'engagement doit être fort en faveur de la souveraineté alimentaire ; pour assurer une activité relocalisée, pour défendre une pêche artisanale et rémunératrice des marins, pour lutter contre les importations/dumping, pour encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et s'opposer au pillage des ressources halieutiques.

La qualité de l'air : un enjeu crucial de santé

C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent être reconsidérées dans un développement urbain maîtrisé vers d'autres types de modèles, mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat et services publics, de concentrer commerces et services privés dans des pôles générateurs d'économies d'échelle, d'engagement et de spéculation.

L'eau : un bien commun de l'humanité

Sa gestion doit être sortie des griffes des multinationales et rester dans le champ du service public. Les citoyens comme les élus doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préservation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès, réduire les inégalités du prix, sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé supposent la création d'un service public national décentralisé de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'équité territoriale.

Développement humain, satisfaction des besoins essentiels des populations, bien vivre et préserver l'environnement face au capitalisme consumériste et expansif

Cette démarche donne priorité aux productions utiles et à l'économie des ressources matérielles contre la finance débridée.

C'est un appel à initier de profondes innovations dans l'organisation de la société et la conception même de la production, vers une économie vraiment circulaire : recycler tout ce qui peut l'être, en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et du récupérable.

C'est un appel à mettre en œuvre de grands plans d'investissement et de formations de base et universitaires, de recherches dans tous les domaines.

C'est intégrer des conceptions nouvelles pour les valeurs des produits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'environnement et recyclabilité.

C'est un appel à faire du neuf dans les filières, avec la création de milliers d'emplois.

2.4 Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers pour se donner les moyens d'une société du bien-vivre et du bien commun

Les énormes pouvoirs privés dont jouissent les banques et les marchés financiers sont contraires à la démocratie. Ils placent notre société et le monde en permanence sous la menace des crises financières et des politiques d'austérité. Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie. Cela nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social avec des critères précis d'efficacité économique et sociale.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier au service de l'emploi et des salaires, contre les délocalisations et la spéculation sont des exigences premières. Transformer la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction d'objectifs d'emploi, de formation et de salaires de l'entreprise.

Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité. Il faut

en finir. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables pour cette réorientation.

3 RÉVOLUTIONNER LA RÉPUBLIQUE POUR UNE FRANCE DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ ET DE FRATERNITÉ

3.1 Construire une République démocratique, c'est rompre avec le présidentielisme et la concentration des pouvoirs médiatiques, constituer une représentation nationale à l'image du peuple, créer de nouveaux pouvoirs de décision et de contrôle des citoyennes et des citoyens.

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence de participation des citoyen-e-s aux processus de décision. Une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur tout le territoire, et se cherchent.

Un nouvel essor de la démocratie sera, d'un même mouvement, un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler. Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire pour donner du temps aux futures citoyennes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour prendre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté.

De nouveaux pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise ou sur les banques, dans la vie associative et avec l'éducation populaire. Mettre fin au présidentielisme et au domaine réservé de la politique internationale et instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non-cumul des mandats,)))

))) avec un statut de l'élu-e, en agissant pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République, sociale, démocratique, citoyenne.

Le droit à l'information

Le droit à l'information des citoyennes et citoyens est bafoué par la concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes : concentration, monopole ou groupe industriel tributaire de l'État qui détiennent l'essentiel des pouvoirs.

Une société de partage et d'égalité ne peut qu'être pluraliste. Elle passera par le renforcement des dispositifs anticoncentration.

Renforcer le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Commission européenne et refondre le secteur public doivent marcher d'un même pas vers un pôle public des médias qui rassemblerait les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de France Télévisions, de Radio France, France Médias Monde (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro News, l'INA et l'AFP.

Reconstituer un pôle public de production et renforcer les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettront aussi de relancer la croissance et l'emploi. Un Conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, le statut des médias publics, privés et associatifs. Des états généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées.

Le choix de la démocratie passe par de nouveaux droits aux salariés et aux usagers afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

3.2 Élaborer un nouveau pacte républicain pour que la liberté, l'égalité et la fraternité trouvent la voie de leur réalisation concrète et que la laïcité conforte le vivre-ensemble

Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre nation avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde est essentiel.

La liberté pour libérer les potentialités humaines.

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes, lesbophobes... territoriales et spatiales.

La fraternité pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre.

La laïcité établit que la souveraineté appartient au peuple tout entier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales, égaux. Elle fonde la liberté de conscience, l'égalité des droits, l'affirmation fraternelle. Elle ne saurait être un instrument de discrimination, de division ou de stigmatisation sur la base des convictions religieuses. Elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Redonner sens à nos valeurs, c'est se donner de la force pour remettre en cause toutes les exploitations, dans le travail, la famille, la production et la consommation, la vie quotidienne, l'habitat et les loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources naturelles.

Une égalité en droits, qui ne soit ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité de chances, doit promouvoir les potentialités humaines, par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures ; par la maîtrise sociale des technologies numériques.

Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu doit devenir un principe majeur : avec son épanouissement et son bien-être, quels que soient son sexe et ses orientations sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son appartenance territoriale, son nom ou la couleur de sa peau.

Une véritable révolution citoyenne doit renouveler la démocratie et refondre la République pour permettre à chacune et chacun de participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

L'aspiration de chacun-e à libérer son rapport au travail, à l'espace, au temps est une vraie force politique et l'appropriation des savoirs par toutes et tous devient ainsi centrale, car elle traverse tous ces enjeux.

Le savoir est un pouvoir et, pour en finir avec les inégalités, il est indispensable de donner à chacun-e les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

Pour l'égalité des territoires et de leurs habitants

Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain pour redonner leur place aux territoires et à ses populations caractérisés par l'égalité, la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et collectif des citoyen-e-s.

Construire la ville de demain, c'est repenser son rapport avec le reste des territoires et impulser un mode de développement plus horizontal et homogène. Dans un avenir proche, 80 % de la population habitera en ville, et pourtant cette dernière est au cœur de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins de ses populations avec, notamment, une crise profonde du logement.

L'heure est à fonder, construire une ville durable, où il fait bon vivre : c'est le droit à la ville pour tous. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renouvellement urbain, des services publics, dont les transports, développés et modernisés, et des moyens pour une politique de la ville efficace.

La ruralité doit y avoir toute sa place, en faisant le pari de l'agriculture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics.

Notre République doit être une, indivisible et décentralisée. Chaque citoyen-e, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public.

Préserver la commune et le département et favoriser les coopérations pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire. Cette exigence démocratique s'inscrit dans un rapport de proximité, faite de solidarité, d'égalité, de services publics.

Face au coup d'État institutionnel : démocratie ! À l'opposé de ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la République » (loi Notre), votée en août 2015, dessine un visage jamais connu dans la Ve République. L'égalité des territoires vole en éclats, écrasée par le diktat de la course ef-

frénée à la réduction des dépenses publiques et des services locaux de proximité aux citoyens. Des mégastructures métropoles, des super régions, des fusions intercommunales se créent avec une recentralisation des pouvoirs, éloignent les citoyen-e-s des décisions et tournent le dos aux politiques locales librement consenties. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité imposée aux collectivités met à mal l'investissement public et les besoins des habitants en matière de services publics, d'accès aux droits, d'équilibre des territoires. C'est un rouleau compresseur contre la démocratie elle-même. Tout cela exige mobilisation pour de nouveaux essors de la démocratie.

Redonner du sens à l'engagement pour changer la vie et la société, pour transformer la politique face au libéralisme et à sa pensée unique

S'abstenir, ne plus être inscrit sur les listes électorales n'est souvent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de se mettre hors champ du système à bout de souffle. Elles et ils refusent de choisir entre le pire et le moins pire, entre les promesses si souvent non tenues les espoirs si cruellement déçus.

Elles et ils poussent ainsi un grand cri de colère en exprimant le sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions. Mais c'est avant tout un appel lancinant à changer de séquence et à ouvrir celle d'une nouvelle ère démocratique et politique, qui mette enfin la citoyenne, le citoyen au cœur de tous les choix.

Celles et ceux qui souffrent ont, aujourd'hui, le plus intérêt à agir dans les valeurs universelles de solidarité, d'égalité, de justice et de transformations sociales, mais elles et ils désertent l'engagement politique ou se mettent hors champ du vote malgré les rêves qu'elles et ils portent en eux.

Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer la vie, changer la société, s'engager, transformer la politique face au libéralisme et à sa pensée unique.

Notre système démocratique, socle de la République, est dans l'impasse. Pour des millions de citoyen-e-s domine le sentiment amer et parfois désespéré de n'être pas plus entendu-e-s que représenté-e-s, que les espoirs, y compris ceux de 2012, sont sacrifiés sur l'autel de la finance et du libéralisme.

C'est sur le champ de la reconquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformations que doit réinvestir un projet émancipateur en renouant les dialogues, en expérimentant de nouvelles pratiques politiques.

Le nouveau pacte républicain porte au cœur la dignité, la solidarité, la démocratie

Penser, agir c'est être libre et décider, c'est s'épanouir, s'ouvrir à l'autre, c'est l'individu au service du collectif, d'un projet d'émancipation humaine, solidaire, constructive. La société d'individus libres et égaux en droits doit rendre force à la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » aujourd'hui bafouée pour des millions de citoyen-e-s.

La France, son peuple ont de la ressource

En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des Lumières, celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national de la Résistance, sur Mai 68 et les conquêtes sociales, démocratiques, politiques, celle des droits des femmes et des libertés individuelles, et sur toutes les forces qui demandent aujourd'hui à s'unir, elle peut écrire une nouvelle page.

3.3 Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre les violences faites aux femmes

Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour toutes la domination patriarcale. Un vaste mouvement libérateur doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

La procréation permet, dans une certaine mesure, la reproduction d'un modèle de société. Ce pouvoir rend les femmes « dangereuses » aux yeux des États ou des Églises qui prétendent les en déposséder, en restreignant leur choix d'avoir ou non des enfants. C'est l'exigence de la maîtrise de soi,

de son temps, de son corps, de ses choix de vie qu'elles opposent à cette dépossession. Et cette critique qu'elles conduisent dans la pratique de leurs luttes atteint tout entière la prétention de l'État bourgeois à incarner l'intérêt général – ce même État actionnaire qui dépossède les salarié-e-s d'Air France de leur outil de travail.

Avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, elles sont au centre de la bataille pour la mise en commun et en service public de l'accompagnement des personnes... Un mouvement qui porte la nécessité d'un véritable service public de la petite enfance, de la santé, de l'autonomie.

Les aspirations des femmes sont aussi broyées au nom de l'universel masculin. La dépossession démocratique des femmes est inscrite par construction dans nos institutions, et elle est édifiante d'assemblées qui fonctionnent contre les citoyen-ne-s qu'elles prétendent représenter. La voie de son dépassement, engagée par les femmes au travers de leurs luttes et de leurs votes, est aussi la voie de dépassement de la rupture démocratique générale qui fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, intégrale et généralisée à toutes les responsabilités politiques, permet d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser les questions de renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e.

La place donnée aux femmes est, au fond, la place donnée à l'autre. **Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage sont universelles.**

3.4 Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse.

Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine sur les réseaux sociaux banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou)))

» à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyens, des mots vides de sens.

C'est avec la même force qu'il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Elle renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire coloniale et celle de l'esclavage, tout comme l'histoire d'un siècle d'immigration font partie intégrante de notre histoire. Dans un contexte d'ethnisation des rapports sociaux, le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe.

Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique.

L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et, au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrants avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous-ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

4 UNE FRANCE ENGAGÉE POUR LA PAIX EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Les bouleversements du monde sont profonds et appellent à « miser sur les peuples ». Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développe-

ment humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Avec Jaurès, et à l'heure où les tenants de l'ordolibéralisme assèment que « nous sommes en guerre », décidément, le « combat pour la paix est bien le plus grand des combats ». Notre peuple, uni à d'autres partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières et de la crise climatique.

Transformer la mondialisation aujourd'hui dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions financières passe par des solidarités nouvelles, par conforter la souveraineté et les droits des peuples et des citoyen-ne-s, par porter haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous.

La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force au multilatéralisme. Car chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

4.1 Construire une Europe au service des peuples : redéfinir ses fondements et son modèle de coopération, rassembler les forces progressistes

L'Union européenne néolibérale est inopérante face aux défis communs des Européens et de l'humanité.

Ses logiques de libre-échange, de compétition sans entrave et de priorité données aux marchés financiers, sa construction pour les intérêts capitalistes ont aggravé la crise financière de 2008 et réuni les conditions d'une nouvelle déflagration, plus violente encore pour nos sociétés, au prochain krach boursier.

L'autoritarisme et le pouvoir cédé aux institutions financières, une Banque centrale « in-dépendante » dans les processus décisionnels

s'opposent désormais frontalement aux souverainetés populaires.

La mise en concurrence des travailleurs et les politiques d'austérité ont considérablement appauvri les peuples européens et détruisent les tissus économiques et sociaux de nos pays.

Les tensions et les divisions se développent ; l'UE est, dans sa forme actuelle, rejetée massivement par les peuples. Face à l'arrivée des réfugiés qui fuient la guerre, il n'y a pas de réponse commune, mais des stratégies nationales de fermeture, laissant seuls les pays situés aux frontières de l'UE.

Dans ce chaos qui les dépasse, les classes dirigeantes européennes parlent désormais ouvertement de sa « dislocation » ou d'une possible issue par une « Europe à deux vitesses ». Le retour des nationalismes est un risque bien réel. Par le dumping ou par le nationalisme, jeter les peuples les uns contre les autres peut conduire au pire.

L'Europe actuelle est un verrou au développement humain. Mais une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au service des peuples et non des marchés financiers pourrait être un atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union. Mais il est indispensable de faire grandir une vision de refondation démocratique et solidaire de l'Europe. Une vision que devrait faire avancer la France, aux côtés des peuples et des gouvernements qui sont aujourd'hui en lutte pour leur développement national et le respect de leur souveraineté. Membre fondateur de l'UE, la France a une responsabilité particulière et dispose du poids nécessaire pour ouvrir un véritable débat sur les enjeux sociaux, démocratiques, environnementaux, sur le modèle de coopération démocratique à mettre en œuvre pour faire entrer l'Europe dans l'ère des biens communs. La France doit prendre des initiatives et offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise. Ces forces sont nombreuses.

Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières et il peut porter l'idée d'une Europe de la paix et de la coopération ; une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui les guerres, les dictatures et la misère. Il pourrait reprendre le partenariat euro-Méditerranée sur de

nouvelles bases pour un codéveloppement commun. La France peut s'opposer aux règles budgétaires des traités et au démantèlement des services publics et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds européen de développement humain, social et environnemental. Notre pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du marché du travail, par exemple, en proposant une refonte de la directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européen-e-s, un modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales dans les politiques communes.

Porter le débat sur la place de la finance en Europe. La France doit porter le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et faire en sorte que les 1 100 milliards de création monétaire servent vraiment l'économie réelle en allant aux investissements pour l'emploi et la transition écologique plutôt qu'à la spéculation financière. Cela implique de se désengager des négociations en cours sur le traité de libre-échange transatlantique (dit Tafta ou PTCI) et le projet de démantèlement des services, baptisé Tisa (Trade in Services Agreement : accord sur le commerce des services). Cela implique de remettre en cause le modèle de construction actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux peuples souverains de définir leur niveau d'intégration de manière démocratique.

4.2 Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondé sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales

Faire reculer les logiques de guerre

La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Ajoutée à la liberté maximale pour les capitaux financiers, au développement du libre-échange, de la prédation des ressources et richesses par de

grands groupes puissants et à l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, elle a nourri des logiques de guerre et de puissances.

Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse plus les pressions des plus puissants. En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » : le développement du libre-échange, de la dérégulation, de la déréglementation, la financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la course aux armements.

Il serait possible d'agir sur la prévention des conflits par le traitement prioritaire des inégalités et des injustices sociales et économiques, la protection des travailleuses et des travailleurs, de leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la promotion et la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité devant les grands défis climatiques et écologiques du siècle.

À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes nationaux ou régionaux, de l'Otan qui participe à l'insécurité du monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pourrait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux et basés sur des principes de solidarité et de complémentarité pour relever les défis des mutations économiques, de la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, de la nécessaire réinvention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

4.3 Combattre la guerre économique et les dérives guerrières qu'elle engendre : contester les forces internationalisées du marché

par des lois sociales et contraignantes et de nouveaux droits aux salarié-e-s et aux élu-e-s

L'OMC puis maintenant les accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent protectionnisme, populisme et nationalisme. Ils s'accompagnent d'attaque, sans précédent pour les Européen-e-s depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour tous les peuples dans le monde, contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, les droits syndicaux.

Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer une existence digne sont précarisées, humilié-e-s, méprisé-e-s par le travail informel, sous-payé, non garanti et non réglementé, la réduction ou l'absence de protection sociale.

Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédatrices celle d'une civilisation humaine du partage, du bien-vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques, le plein exercice de leur souveraineté.

La révolution numérique induit des mutations profondes du travail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources et richesses.

La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonne l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sécurité de l'emploi, l'éducation et la formation, la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail le droit de grève.

Dans le bras de fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail, qui doit être soutenue, a vocation à contribuer au progrès social sur tous les continents.

Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces pour mettre en échec la marchandisation du travail, des droits humains et pour la conquête de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.)))

2017 : UNE AUTRE VOIE POUR L'AVENIR DE LA FRANCE

La France entre en ébullition. Pas une semaine ne se passe sans qu'un événement d'importance vienne chambouler le paysage.

C'est d'abord cette colère qui redouble. Colère du monde agricole, colère des cheminots, colère des fonctionnaires, des enseignants... Et, comme pour mettre en fusion ces révoltes, le gouvernement provocateur, adossé à un Medef militant, présente la loi El Khomri. Il faut mettre en échec le dynamitage des protections des salariés contenues dans le Code du travail qu'entend parachever cette loi après les remises en cause fondamentales inscrites dans les lois ANI (2013), Rebsamen et Macron.

Sous couvert de « simplification », l'objectif du projet de loi El Khomri/Valls/Macron est de sous-traiter l'adoption de mesures régressives en créant par le chantage un rapport de forces favorable à l'employeur.

Prenons la mesure de ce qui se passe. Il n'y a pas seulement une réaction de colère ou de défense : un mouvement profond est en train d'émerger. Ce mouvement, qui s'appuie sur les réseaux sociaux, qui commence à faire bouger la jeunesse, dit que « trop c'est trop », que « c'est maintenant qu'il faut bouger », que « c'est maintenant qu'il faut faire de la politique », que « c'est maintenant qu'il faut montrer qu'on vaut mieux que ça ».

Cette action prend force au moment où le débat est relancé à gauche. Nous avons eu raison de ne pas fermer cette porte et nous allons tout faire pour que convergent le débat relancé à gauche et les mouvements de luttes sociales et politiques qui émergent.

La situation peut-elle se déverrouiller ? L'espoir renaît de voir le peuple, les jeunes retrouver la confiance, la voie de l'action et de l'union. De petits coins se déchirent dans les brouillards libéraux qui bouchaient l'horizon. La société est prête à se questionner à nouveau. Et il commence à se dire, à s'écrire que « nous valons mieux que ça » ! Nous ne devons pas rater le coche.

Dans le même temps, nous le savons bien, la défiance dans la politique reste immense. Les tensions et les divisions dans la société française n'ont pas disparu. De très nombreuses forces, politiques et patronales, travaillent à ce qu'une alternative ne puisse faire irruption. Après ses résultats aux élections intermédiaires, le Front national cherche à s'imposer comme une réponse à cette crise politique.

Ne pas rater le coche, c'est, dans les luttes et les mobilisations, participer, pousser, faire converger, y être. Poser le débat de perspective, non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement définisse et garantisse ses propres solutions.

DANS QUELLE SITUATION LA FRANCE SE TROUVE-T-ELLE À UN AN DE LA FIN DU QUINQUENAT HOLLANDE ?

En 2017, la France sera de nouveau, avec l'élection présidentielle et les élections législatives, face à un choix crucial pour son avenir. En 2012, elle s'est débarrassée de Nicolas Sarkozy et espérait un changement avec François Hollande. Quatre ans plus tard, ce ne sont que renoncements, désillusions et trahisons.

Tout au long du quinquennat, le gouvernement et sa majorité parlementaire ont conduit la France dans une impasse économique, en particulier avec les 40 milliards d'euros du Cice versés aux entreprises sans aucun contrôle, et le refus de toute tentative de réorientation de la politique bancaire et monétaire européenne. Le bilan de cette politique est sans appel : 700 000 chômeurs supplémentaires en quatre ans et la poursuite de la destruction du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Résistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers. Alors que de nombreux économistes prédisent un nouveau krach, de plus grande ampleur encore que celui de 2008, le gouvernement n'a tiré aucune leçon du passé et continue d'alimenter la crise.

Trois mois après les derniers attentats, la prolongation de l'état d'urgence et l'extension de

la déchéance de nationalité sont inefficaces à assurer la sécurité des populations et bafoient les valeurs de la République. Elles visent en réalité à déplacer le débat politique national des enjeux sociaux aux questions sécuritaires et identitaires et à créer les conditions d'une nouvelle offensive réactionnaire.

La loi travail est une nouvelle étape dans la fuite en avant ultralibérale du gouvernement. Elle signifie la fin des 35 heures en dérégulant le temps de travail, facilite le licenciement et plafonne les indemnités prud'homales, renforce les pouvoirs du patronat, affaiblit les syndicats. Cette loi constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise économique se conjugue avec une crise politique historique, une véritable rupture démocratique. Des millions d'ouvriers, de salariés, d'électeurs de gauche se sont détournés des urnes au fur et à mesure des renoncements présidentiels. La confiance dans l'exécutif et dans tous les partis politiques est au plus bas. Et à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau jamais atteint dans notre pays.

La crise écologique continue, elle aussi, de s'aggraver car aucune des mesures prises durant le quinquennat n'est au niveau de la gravité de la situation. L'application de l'accord de la COP21 nécessiterait qu'on tourne le dos aux dogmes libéraux du laisser-faire. Les puissances financières et du court-termisme, alors que le gouvernement relance sa politique libérale.

Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une situation politique inédite. Si le scénario d'un match à trois entre le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se confirme pour la présidentielle, les Français n'auront aucun espoir de voir leurs intérêts défendus et des solutions efficaces apportées à ces crises. Ce scénario étoufferait les aspirations populaires en interdisant leur représentation politique pour de longues années. Ainsi, l'action conjointe d'un couple présidentiel attaché à décimer

la gauche, des forces nationalistes et réactionnaires libérées de toute inhibition et du patronat engageant avec les travailleurs une guerre sans limite ont radicalement changé les conditions politiques depuis 2012. Les échéances électorales de 2017 se situent dans un tout autre contexte.

Un affrontement est en cours entre celles et ceux qui sont attachés à la gauche et le clan gouvernemental qui a déjà dit « adieu à la gauche » et cherche à construire sur ses décombres un bloc social-libéral de type « démocrate » à l'américaine. Ainsi, ce n'est pas simplement l'issue des rendez-vous électoraux mais bien l'avenir de la gauche et du progrès social qui est en jeu, et par conséquent l'avenir de la France. Nous contestons fermement l'idée que la gauche est morte, non seulement parce que c'est faux mais aussi parce que ce discours est un piège tendu par nos adversaires pour diviser nos forces. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, c'est la politique de Hollande, Valls et autres Macron, soutenue par la direction du PS, qui est irréconciliable avec la gauche. Nous sommes déterminés à agir pour la construction d'une gauche combative qui agit au service des intérêts populaires. Nous avons conscience que cette gauche devra réinventer ses pratiques et ses projets.

Aujourd'hui, des millions de femmes et d'hommes sont disponibles pour chercher et trouver une autre voie pour la France. Ce sont les électeurs du Parti communiste et du Front de gauche, une majorité des électeurs écologistes et socialistes et avec eux toutes celles et tous ceux qui boudent les urnes. Désorientés et démobilisés un temps par les choix du président de la République, aujourd'hui ils disent « stop ». Ils sont très nombreux aussi dans les syndicats, dans les associations, notamment celles qui agissent dans l'urgence sociale, les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie sociale. Et combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération, dans leurs conditions de vie, sont disponibles pour redonner un vrai sens, une vraie valeur à leur travail ? Combien sont-ils, parmi les intellectuels, les artistes, les créateurs, écoeurés de voir que le gouvernement qu'ils avaient soutenu a pris le visage honteux de l'austérité et de la lâcheté devant le pouvoir de l'argent ? Et combien sont-ils, parmi ces jeunes qui n'acceptent pas d'être précarisés à vie ? Ces hommes et ces femmes, qui sont le peuple et qui sont la

gauche, ne veulent plus voir le clan Hollande piétiner leurs valeurs, parler en leur nom et gouverner en les divisant.

LE PARTI COMMUNISTE VEUT OUVRIR LA VOIE AU RASSEMBLEMENT DE CES FEMMES ET CES HOMMES

Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'où elles veulent aller ensemble et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement d'un nombre immense de femmes et d'hommes. Cette orientation n'est pas nouvelle. Nous avons de longue date tiré enseignement des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats en disant que la mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès de la transformation sociale. Et nos efforts, depuis, ont consisté à créer les conditions de ce mouvement. Nous y sommes parfois parvenus, par exemple dans le combat de 2005 contre la constitution libérale européenne. C'est aussi ce que nous avons décidé de faire en lançant le Front de gauche. Il nous a permis de progresser dans l'unité des forces antilibérales, de renforcer le combat contre l'austérité. Avec « L'humain d'abord », nous avons réussi à construire du commun, nous avons véritablement su créer une espérance collective. Des débats ont aussi traversé ce rassemblement, notamment sa vocation majoritaire pour laquelle le PCF n'a cessé d'agir. Même si nous ne sous-estimons pas les difficultés que le Front de gauche rencontre, nous lui restons attachés ainsi qu'à sa démarche et nous militons pour la redéployer dans un mouvement plus large, plus populaire et plus citoyen. Nous le disions lors de notre précédent congrès en 2013, « à chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement ». Et, à propos du Front de gauche, nous ajoutions : « En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau front populaire ». Nous ne nous résignons pas à la situation de division d'un mouvement qui a suscité tant d'espoirs.

Cette démarche, celle qui a présidé à la création du Front de gauche, il s'agit de la poursuivre et d'en écrire une nouvelle étape dans les conditions inédites d'aujourd'hui, car nous sommes dans une situation grave, à un tournant sans doute de l'histoire politique du

pays. Nous avons la responsabilité de proposer une initiative de rassemblement telle que le Parti communiste français a su en prendre aux grands moments de son histoire. C'est un nouveau front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un chemin neuf d'espoir pour la France, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite, pour construire une nouvelle majorité.

COMMENT INSCRIRE CETTE VISÉE DANS LES ÉCHÉANCES D'AUJOURD'HUI ?

La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majorité populaire unie pour un nouveau projet.

Le niveau des luttes sociales et des mouvements populaires et citoyens est absolument décisif pour construire le rassemblement que nous voulons. Les communistes contribuent à ces mobilisations avec d'autres. Elles sont indispensables pour résister aux politiques mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir et le patronat et gagner de nouvelles avancées sociales et démocratiques. Mesurons combien le développement de la lutte contre le projet de loi El Khomri ou contre le projet de révision constitutionnelle peut être déterminant pour installer un rapport des forces plus favorable pour la suite. Tout ce qui sera arraché et obtenu dans les prochaines semaines comptera pour la suite.

Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des moments de prises de conscience des enjeux dans lesquels les débats politiques et d'alternative peuvent s'accélérer. Ces débats porteront sur la conquête des pouvoirs. Pour ce qui concerne le PCF, nous voulons conquérir les pouvoirs à tous les niveaux, comme points d'appui aux luttes, et nous n'avons une posture du « tout ou rien » en aucun domaine. Ces débats favorisent les rassemblements.

Constituer un nouveau front populaire et citoyen nécessite des initiatives politiques de très grande ampleur et envergure. Encore très éparses, des propositions politiques commencent à s'esquisser dans le paysage, en réponse aux souffrances sociales et démocratiques et dans la perspective des échéances électorales de 2017. Le Parti communiste en a lui-même initié à l'image des « lundis de gauche »)))

))) en février et mars 2016. Les communistes veulent contribuer à la convergence de ces initiatives diverses. Sur l'emploi, le PCF engage une campagne politique et citoyenne dans la perspective d'une société sans chômage sur le thème : « zéro chômage, pour une société de partage ».

LA GRANDE CONSULTATION CITOYENNE POUR UN MANDAT POPULAIRE EN 2017

Le PCF entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple. Depuis notre dernier congrès, nous avons réalisé de nombreuses conventions thématiques sur le travail, l'Europe, l'industrie, la révolution numérique, l'école. Nous mettons en débat un texte de référence : « la France en commun », nous débattons de notre projet, de notre parti. Nous voulons faire plus, mieux et en plus grand. Cette discussion politique va prendre des formes multiples. La rencontre avec les citoyennes et citoyens est déjà au cœur de notre pratique. Nous savons combien la défiance est profonde à l'égard de la politique, nous savons combien la déception est grande à l'égard de « la gauche ». À l'heure où un nombre croissant a le sentiment de ne jamais avoir réellement la parole, nous voulons produire un événement politique majeur pour que notre peuple reprenne la main, pour refaire de la politique un champ ouvert, une affaire populaire. Cette campagne prendra notamment la forme d'une campagne nationale, intitulée « la grande consultation citoyenne », nous permettant d'aller à la rencontre de 500 000 personnes d'ici à la fin de l'été afin d'ouvrir le débat politique sur la base de leurs préoccupations et de nos propositions. Nous voulons ainsi nouer le dialogue, faire reculer les idées reçues qui nourrissent les divisions populaires, recréer de l'espoir. Avec « la grande consultation populaire », nous proposons d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017. Nous voulons, dans cette discussion, trouver les moyens d'agir ensemble, de mobiliser les énergies disponibles, d'ouvrir des voies nouvelles. Cette initiative nationale fera l'objet d'une restitution publique pour rendre incontournables la parole et les exigences populaires.

NOUS NE VOULONS PAS D'UNE DÉMARCHÉ DE SOMMET, NOUS VOULONS UN PEUPLE ACTEUR

La majorité que nous voulons devra être aussi une majorité parlementaire qui rende des comptes au peuple et non au président.

La réforme sur le quinquennat et l'inversion du calendrier, plaçant les élections législatives cinq semaines après l'élection du président de la République, a été voulue pour favoriser l'élection d'une majorité aux couleurs de la présidence, installant de fait une domination des deux partis PS et LR sur la vie politique, avec le concours des médias dominants.

Ainsi, le président de la République et son parti pèsent sur l'exercice réel du suffrage universel et permettent d'élire des député-e-s lié-e-s à lui par le sceau de la « filialité ».

Depuis plusieurs décennies, la dérive oligarchique et les choix politiques conciliants avec les dogmes du libéralisme conduisent la France au désastre !

Le PCF ne cesse de se mobiliser pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques de dessèchement de la démocratie et entend promouvoir davantage de démocratie citoyenne et représentative.

Avec son projet « la France en commun », le PCF porte des réflexions, des propositions qui ne sont pas exhaustives ; elles sont formulées pour être critiquées, enrichies, remaniées. L'ensemble des propositions sont inscrites dans de grands combats émancipateurs menés ou à construire.

S'agissant des institutions nationales, nous devons inverser la logique présidentielle, notre pays a besoin d'un Parlement fort de sa légitimité populaire et d'une Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel, avant l'élection présidentielle, afin d'être davantage représentative de ce que pense et veut le peuple !

Il est temps de construire une VI^e République !

Les élections présidentielle et législatives de 2017 vont être l'occasion pour les femmes et les hommes de notre pays d'exprimer leur volonté d'une politique en faveur de leurs droits et de leurs espoirs, refusant ainsi un avenir sacrifié, où la compétitivité et la rentabilité, la sécurité à outrance et ses dérives sécuritaires ne font d'eux que des sacrifiés, des ignorés, des oubliés, des humiliés.

Ces législatives doivent être le lieu de la confrontation sur les solutions et les conditions pour construire la France de progrès social et démocratique.

La politique du gouvernement est discréditée. Le PCF a de tout temps été l'adversaire de la droite et de l'extrême droite et entend le rester plus que jamais.

Les deux scrutins, présidentiel et législatif, sont intimement liés et engagent des enjeux respectifs.

Le PCF entend présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s afin de faire élire des femmes et des hommes porteurs d'orientations politiques résolument de gauche, des député-e-s qui, demain, tiendront leurs promesses. Le peuple a besoin d'élue-e-s qui lui ressemblent et qui le défendent jusqu'au cœur de l'hémicycle.

Alors comment faire ?

Avec les acteurs du Front de gauche, les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche et de progrès, nous souhaitons contribuer à la formation d'un véritable mouvement social et citoyen.

Nous proposons de construire dans chaque circonscription des « états généraux » qui se nourrissent des rencontres et des échanges réalisés lors de la grande consultation citoyenne.

Dans un très large rassemblement des forces de gauche et progressistes, les candidat-e-s s'engageraient sur un contrat démocratique et d'intégrité. Élu-e-s, les député-e-s rendraient compte régulièrement de l'exercice de leur mandat devant les citoyens acteurs des « états généraux ».

Cette construction, liée à la présidentielle, implique dès aujourd'hui que se rassemblent largement des citoyens prêts à être partie prenante de ce processus. Le PCF, pour sa part, se réunira lors d'une conférence nationale pour contribuer aux contenus de ces deux campagnes et proposera des femmes et des hommes qui pourraient, le moment venu, en être les porte-parole, les candidat-e-s.

Ces élections doivent permettre que se rassemblent des millions d'hommes et de femmes qui ne veulent pas se résigner aux renoncements de la gauche, qui ne veulent pas de la droite et de l'extrême droite, qui espèrent contribuer à une société plus égalitaire, plus juste et fraternelle et qui, tout simplement, se disent qu'il faut imaginer autre chose.

Le Sénat est l'assemblée qui ne peut ignorer les inquiétudes et les difficultés des élus locaux. Le Sénat a le pouvoir de promouvoir des lois progressistes en faveur de la citoyenneté, des services publics, de la liberté d'action des collectivités territoriales en responsabilité, de la décentralisation, de la coopération choisie pour des projets d'intérêt général, d'un État solidaire des territoires et garant de leur égalité, de l'autonomie des collectivités, d'un véritable statut de l'élu. Les élections sénatoriales en 2017, au mode de scrutin indirect, après les législatives, seront un rendez-vous politique d'importance.

POUR CETTE MAJORITÉ POPULAIRE, PUIS LÉGISLATIVE, L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EST UN MOMENT DÉCISIF

Nous devons agir pour déjouer avec notre peuple le piège qui lui est tendu. Les institutions et le mode de scrutin sont faits pour empêcher le changement, et ces mécanismes se sont encore aggravés du fait de la crise politique et démocratique profonde traversée par notre République. Face à cela, nous voulons faire grandir une démarche collective, populaire, citoyenne. Il s'agit de relancer une dynamique d'intervention populaire, pour qu'un-e candidat-e de gauche puisse représenter les intérêts et les aspirations populaires dans cette échéance et qu'il puisse les faire triompher du néolibéralisme et du néonationalisme. C'est un objectif politique de haut niveau, qui est la meilleure voie, selon nous, pour éviter de subir durant cinq années supplémentaires la violence de la domination des forces de la finance.

L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de 2017. Nous refusons résolument cette fatalité.

C'est pourquoi nous n'avons pas fermé la porte au processus de primaire de gauche. Cette démarche a ouvert le débat à gauche. Dès les premiers mois du quinquennat, nous n'avons eu de cesse de réclamer l'ouverture d'un vrai débat. C'est plus que jamais une urgence. Nous voulons l'ouvrir dès aujourd'hui avec notre peuple. La démarche des primaires peut contribuer à le faire grandir. Raison de plus pour l'investir, avec nos propositions, et le faire progresser en le rendant populaire. Il peut être un moyen utile à ce que nous voulons : écartier l'impasse Hollande, Valls et consorts par l'émergence d'une autre voie à gauche, que nous voulons rendre incontournable. La réussite de ce processus

passera par une démarche réellement collective, populaire et citoyenne. Le PCF est prêt à s'y engager.

Nous voulons qu'il réussisse pour faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune qui bouscule la donne, qui relance une gauche de rupture avec la politique suivie depuis 2012, de rupture avec l'austérité et les recettes libérales. Et une gauche qui crée la surprise et gagne.

Nous proposons dans un premier temps l'élaboration citoyenne d'une plate-forme commune qui soit le socle d'entrée de la primaire pour les candidates et les candidats comme pour les électrices et électeurs. Il s'agit pour nous d'assurer à cette primaire son caractère de gauche et écologiste. **Nous proposons que ce cadre politique porte autour de quatre grands axes structurants .**

L'Europe

C'est quoi être de gauche face aux enjeux européens ? Au moment où se négocient des traités comme le Tafta, où des traités sont mis en cause et doivent être renégociés, comme l'espace Schengen, le pacte de stabilité, le TSCG, ainsi que la politique commune agricole, la politique de défense, la politique migratoire, la politique monétaire et le rôle de la BCE, les candidat-e-s à la primaire doivent annoncer leurs propositions pour rompre avec l'austérité et engager l'Union européenne dans une nouvelle voie de progrès social.

Le pouvoir sur l'argent

Être de gauche et écologiste, n'est-ce pas se battre contre la dictature des marchés financiers et conquérir les pouvoirs citoyens sur l'argent au moment où une crise systémique est à l'œuvre, où les inégalités en France comme dans le monde sont de plus en plus criantes ? Qu'est-ce qu'une politique de gauche et écologiste ? Pour la jeunesse, les femmes, les hommes, quelles politiques de réponse aux besoins vitaux : énergie, alimentation, eau, transport, santé, vieillissement ? Quelles politiques énergétiques ? Quelles politiques alimentaires ? Quelles réformes de la fiscalité mettre en place ? Selon quels principes ? Comment réorienter l'euro, les banques, le crédit pour les collectivités locales, les entreprises, les particuliers, pour l'emploi et l'efficacité sociale ? Face à l'urgence environnementale, comment in

venter une nouvelle économie plus solidaire, sociale et écologiste ?

Démocratie politique et sociale

C'est quoi être de gauche face à la crise de régime ? Devenir président-e de la République, c'est accéder au pouvoir institutionnel. Quelles mesures seront réellement prises pour changer la Constitution ? Comment le/la président-e de la République respectera ses engagements, alors que, depuis 1981, chaque président a reporté le droit de vote aux étrangers et refuse de faire appliquer la proportionnelle ? Comment garantir aux citoyen-ne-s dans leurs lieux de vie et aux salarié-e-s sur leur lieu de travail plus de droits démocratiques, l'égalité entre les femmes et les hommes ?

Changer la vie

Et être de gauche pour changer la vie ? Manger à sa faim, se soigner, avoir un logement, un travail bien rémunéré, permettre à ses enfants d'accéder à une bonne éducation, vivre en sûreté et sécurité semblent des objectifs simples, et pourtant... La situation s'est dégradée pour la très grande majorité des habitants de notre pays. Nos enfants vivront plus mal que leurs parents si rien n'est fait. Face à la casse de l'emploi, à la révolution numérique, un autre mode de sécurité sociale doit pouvoir s'inventer, assurant dans une continuité de revenus et de droits, et sans passage par le chômage, une alternance entre emploi et formation, pour un nouvel emploi correctement rémunéré, durant toute la vie active, à chaque individu. Le triptyque républicain : « Liberté, Égalité, Fraternité » doit être réaffirmé dans les mots et dans les actes. Les candidat-e-s donneront leurs visions, leurs propositions et indiqueront leurs chantiers prioritaires.

Les candidats acceptant ce mandat populaire débattront publiquement en exposant leurs propositions pour le mettre en œuvre. Le choix des citoyens se portera alors sur le candidat le mieux à même, selon eux, par ses engagements, de réaliser ce mandat populaire. Dans ce cadre, le PCF pourrait alors présenter ou soutenir un-e candidat-e. Les communistes auront à le décider souverainement dans le cadre d'une consultation. De bout en bout, ce processus est celui du débat et d'un choix d'idées et de contenus et jamais un simple casting. Tout ce qui nourrirait le présidentielisme condamne à l'échec.)))

NOUS NE VOULONS PAS D'UNE BATAILLE DE PERSONNES QUI DIVISE, NOUS VOULONS UN DÉBAT D'IDÉES QUI UNIT

Nous formulons ces propositions pour la réussite du processus de primaires de gauche et redonner espoir au pays.

Nous voulons que le maximum de celles et ceux qui souhaitent une candidature de gauche, en rupture avec ce qui a été fait depuis 2012, s'investissent dans ce processus collectif. Nous appelons l'ensemble des forces du Front de gauche à s'y engager. Notre action commune constitue un gage de réussite. Jean-Luc Mélenchon propose sa candidature. Nous souhaitons que la dynamique que nous engageons le conduise à s'inscrire dans un cadre collectif sans lequel une candidature en rupture avec l'austérité et le libéralisme n'a aucune chance de succès.

Cette démarche que nous voulons impulser, les objectifs de rassemblement gagnant de

toutes les forces de gauche et citoyennes que nous visons participent à la construction d'une alternative à une candidature qui se fixerait l'objectif de poursuivre ce qui a été fait par le président de la République et le gouvernement depuis 2012.

Les communistes mesurent l'ampleur des efforts à accomplir : il s'agit, en quelques mois, de remobiliser dans une démarche nouvelle des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui mis hors jeu par la politique du président de la République et du gouvernement. Mais cet objectif est à la hauteur des enjeux. La société française va être secouée par des changements considérables. Tous les ingrédients d'une nouvelle crise financière, de plus grande ampleur encore que celle de 2008, sont en place et les économistes prédisent son déclenchement dans les trois années qui viennent. La crise climatique est un défi majeur auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Le travail, l'emploi sont secoués par la révolution numérique. Le danger terroriste est prégnant,

nourri par les interventions armées extérieures et les déchirements de notre société. La souffrance démocratique exige une nouvelle ère de nos institutions. Ces défis appellent des solutions à contre-pied des logiques libérales et capitalistes.

Pour les communistes, 2017 ne peut pas être la reproduction des élections présidentielles précédentes. Et il s'agit, dans les législatives, de construire une majorité nouvelle pour mettre en œuvre une politique solidement ancrée à gauche. Et, pour la présidentielle d'aboutir au choix citoyen d'une candidature capable de gagner, de porter un mandat populaire pour relever les défis auxquels la France, l'Europe et le monde sont confrontés.

Le congrès aura à se prononcer sur nos objectifs et sur nos choix stratégiques pour 2017. Il adoptera un calendrier de consultation pour la ratification à l'automne par tous les adhérents de notre décision pour l'élection présidentielle et les élections législatives.

DES TRANSFORMATIONS UTILES ET CONCRÈTES POUR UN PARTI COMMUNISTE DE NOUVELLE GÉNÉRATION

Ce texte a pour objectif de redéfinir la stratégie de développement de notre parti à la lumière de la situation et des enjeux d'aujourd'hui. Nous connaissons depuis plusieurs années une stabilisation de nos effectifs. Nous restons un parti combatif, présent sur tout le territoire, utile à notre peuple face aux politiques libérales. En même temps, dans une bataille politique de plus en plus âpre, nos structures collectives d'animation, de plus en plus sollicitées, sont fragilisées. Comment animer l'activité, quelles pratiques à inventer pour permettre à nos structures thématiques, locales ou de proximité de se

revitaliser ? Comment associer le plus grand nombre à nos campagnes pour changer les rapports de forces et peser dans la bataille des idées. Cela nous pousse à ouvrir en grand les portes de notre parti à de nouveaux adhérents. Cela nous pousse à revoir et réorienter notre politique de formation, remettre à plat nos moyens de communication interne et externe... Cela nous pousse à questionner nos structures comme le rôle de nos directions pour les rendre plus efficaces, à expérimenter afin de prendre en compte les difficultés que rencontrent les animateurs de notre parti. Ces questionnements doivent également être pris

en compte dans notre volonté d'implantation dans les entreprises, quartiers populaires ou zones rurales. En bref, comment rendre notre parti plus efficace ? C'est à cette question que nous voulons répondre !

Pour traduire ces réflexions et objectifs en propositions concrètes, ce texte débouchera sur un relevé de décisions, adopté à l'occasion de notre Congrès. Ce relevé s'appuiera sur les propositions à mettre en œuvre dès la fin du Congrès et dans les prochaines années, qui seront formulées lors des conférences de section et des congrès départementaux.

1 UN PARTI COMMUNISTE EFFICACE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

Face à la crise systémique du capitalisme, aux déséquilibres financiers, écologiques et politiques de notre monde contemporain, le capital cherche à s'adapter pour garder l'hégémonie du modèle de société. Des rapports d'exploitation nouveaux créent conflits et oppositions entre citoyens ayant, souvent, les mêmes intérêts de classe. Depuis quelque temps, une idée dangereuse fait son chemin : les partis seraient dépassés, « pourris », archaïques. Derrière ce discours, appliqué aussi aux syndicats, se cache la volonté pour la classe dominante de remettre en cause toutes les formes d'organisation collective dont se sont dotés les citoyens depuis plus d'un siècle pour défendre leurs droits, s'organiser, construire un projet d'émancipation et contester le pouvoir jusque dans les institutions, pour dépasser le capitalisme.

Cette période de remise en cause d'un siècle de conquêtes politiques et sociales, marquée par une modification des rapports de classe au sein de la société, ne donne pas confiance aux citoyens dans l'action collective pour arracher des victoires. Comment dépasser cette situation ? Quelle est notre perception de l'engagement aujourd'hui ?

Notre analyse actualisée des rapports d'exploitation et de domination, de la crise de l'engagement nous pousse à réfléchir sur notre organisation pour qu'elle soit à même de mener les batailles en capacité d'améliorer nos conditions de vie, de politiser la jeunesse et de renforcer la démocratie.

1.1 Agir pour redonner confiance

1.1.1 Capacité à être partie prenante d'initiatives concrètes

L'un des obstacles que nous rencontrons est la difficulté à faire partager notre conviction, fondée sur l'expérience que la transformation progressiste de la société est possible, réelle. Cet objectif apparaît lointain et cela fait douter de l'utilité immédiate de l'engagement.

Un grand nombre d'hommes et de femmes de ce pays ont un besoin vital de surmonter les difficultés quotidiennes que leur impose la société actuelle, ceci pouvant faire passer au second plan la question de l'engagement.

Un communisme de nouvelle génération doit pouvoir lier l'immédiat à la perspective de transformation de la société, autrement dit, lier le réel à notre visée, pour donner un horizon à court, moyen et long terme à cet engagement. C'est pourquoi nous agissons pour soutenir, prendre part et créer partout où cela est possible des espaces de mise en pratique de notre projet, pour faire vivre et exister nos valeurs à travers des actions concrètes. Les communistes se saisissent de toutes les injustices du quotidien, les politisent en y répondant par des solutions de mise en partage, en cohérence avec leurs valeurs. Cette « expertise du quotidien » permet de mettre en perspective le projet communiste, de le faire vivre dans le présent, de faire partager le désir de sa réalisation à une plus grande échelle, donner les conditions nécessaires au vivre ensemble.

L'effet de ces actions sur les esprits dépend de leur nombre et de leur portée. Le PCF s'organise donc pour mutualiser les expériences et les moyens engagés afin de mettre en œuvre des campagnes nationales d'actions dotées d'une importante visibilité. Ce sont autant de portes d'entrée pour permettre à des milliers d'entre nous de devenir acteurs de leur avenir, comme du devenir de notre société.

1.1.2 Le PCF : un outil pour comprendre, agir et s'émanciper

La classe dominante, qui occupe l'essentiel du pouvoir politique et économique, fait tout pour éviter l'irruption du peuple dans le débat public. La concentration des médias dans les mains de quelques grandes fortunes, les politiques de casse du service public d'éducation nationale et de la culture, comme la criminalisation de l'action collective, en sont des exemples frappants.

Tous les actes de notre parti servent à rendre intelligible le monde et à montrer que le peuple, quand il est acteur, peut tout transformer, que l'action collective peut changer la société. Ils doivent aider chacun à comprendre le fonctionnement des rapports sociaux d'exploitation et de domination pour faire en sorte qu'un grand nombre de citoyens deviennent acteurs de la vie politique. Ils doivent permettre à chacun l'épanouissement intellectuel, culturel, scientifique...

Parce que le partage des savoirs c'est le partage des pouvoirs, nous partageons nos analyses et échangeons sans cesse avec d'autres pour les enrichir afin de permettre au plus

grand nombre d'investir tous les espaces de démocratie disponibles.

1.1.3 Investir tous les lieux de décision pour prendre le pouvoir avec et pour le peuple

Les institutions de la V^e République sont profondément en crise et leur légitimité s'estompée. Elles concentrent des pouvoirs en les confisquant aux citoyens. Nous réaffirmons notre volonté de prendre le pouvoir avec et pour le peuple. C'est sur le champ de la conquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformation que nous nous engageons pour être une force politique à hauteur de la situation.

Notre parti et les candidats qu'il choisit ont vocation à se présenter à toutes les élections politiques, à s'organiser efficacement pour les gagner, à construire des majorités pour des transformations durables.

Nous ne voulons pas seulement prendre le pouvoir, nous voulons le redonner et le partager pour et avec les citoyens, au service de la transformation sociale.

Cela suppose de coopérer avec la population à partir de ses aspirations, sans perdre un instant la mesure des obstacles que dressent sans relâche les ennemis du peuple : la finance et les institutions qui servent ses intérêts. La conquête démocratique ne peut faire l'économie de la culture politique. Nous ne voulons pas seulement conquérir les institutions politiques pour une nouvelle République. Le patronat et les marchés financiers détiennent d'immenses pouvoirs : les maîtriser est décisif. Nous voulons le pouvoir pour les salariés, la population et ses élus sur la gestion des entreprises et sur l'utilisation de l'argent accaparé aujourd'hui par le patronat, les actionnaires et les banques.

1.2 Construire avec les 99 %

Aujourd'hui, une toute petite minorité de quelques centaines de personnes s'accapare les richesses produites par le travail de milliards d'individus, tout en surexploitant la planète. C'est donc l'immense majorité, celle qui crée les richesses de ce monde, qui est la victime de la crise du capitalisme. C'est celle-là que nous voulons rassembler.

En France, le concept de la « classe moyenne » a été largement utilisé pour diviser les)))

))) salariés. Or, nous vivons une période où certaines des réalités objectives qui ont fondé ce mythe tendent à disparaître. Ainsi, les enseignants commencent leur carrière à 1,5 fois le Smic et les cadres du privé subissent une intensification de leur travail, tout en étant désormais complètement exclus des décisions. Les ouvriers, nombreux dans notre pays malgré la désindustrialisation, pâtissent d'une exploitation féroce. De même, les employés font face à des méthodes de management déshumanisantes. Les ouvriers et les employés, qui constituent la majorité de ceux qui vivent ou cherchent à vivre de leur travail, n'ont pas le droit à la parole et sont exclus de la scène politique. Les femmes constituent 80 % des temps partiels et pourtant 50 % du salariat. In fine, elles ont des retraites inférieures de 47 % à celles des hommes. Elles sont avec les jeunes les travailleurs les plus pauvres. Il existe donc des possibilités nouvelles de rassemblement de classe.

Depuis plusieurs années, nous avons un débat sur la façon de nommer la classe majoritaire. Si le mot prolétariat a toujours du sens, il n'est plus compris par la majorité de ceux qui le composent. La notion de classe ouvrière ne suffit plus à elle seule à identifier l'ensemble des exploités. Aujourd'hui, plus de 90 % des actifs sont salariés, proportion plus élevée que jamais. Cependant, les rapports d'exploitation nouveaux qui se développent avec le statut d'autoentrepreneur comme Uber, le développement des travailleurs indépendants ou encore des stages reposent sur un éloignement du salariat. L'expression « les 99 % » a l'avantage d'exprimer l'opposition de classe de façon moderne et rassembleuse. Ainsi, nous voulons rassembler tous ceux qui ont à gagner à une transformation radicale de la société, nous voulons permettre à chacun de se reconnaître dans cet affrontement de classe et de s'organiser pour le faire.

2 DÉVELOPPEMENT DU PARTI

Le Parti communiste est un interlocuteur connu et reconnu dans le paysage politique international comme national. Notre parti dialogue et construit de manière étroite avec des forces politiques communistes et progressistes du monde entier. Il attache une grande importance au dialogue avec les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens organisés, qui contestent l'ordre mondial actuel. C'est par-

ticulièrement vrai au plan européen, où le niveau d'interdépendance des pays membres de l'Union européenne et l'intensité du combat de classe rendent indispensable la construction d'alternatives communes. Le PCF, qui peut s'adresser en confiance et dans le respect mutuel à l'ensemble des forces de la gauche européenne, a une responsabilité particulière pour unir et solidariser les forces progressistes en Europe. Notre parti préside le Parti de la gauche européenne depuis 2010 et a fortement contribué à son émergence sur la scène européenne. Cette dimension internationale et européenne donne force aux prises de position que nous avons nationalement. Le PCF est une force institutionnelle, avec ses élus locaux comme nationaux, comme au travers de ses expressions et ses prises de position nationales sur l'actualité et les analyses qu'il développe. Mais cette richesse prend d'autant plus de poids quand elle s'appuie sur une richesse militante en capacité de faire vivre ses idées, ses expressions au travers de l'action sur le territoire national.

2.1 Les militant-e-s : une richesse incontournable

Le Parti communiste est une force militante organisée sur l'ensemble du territoire : nous devons la développer pour être à la hauteur de nos objectifs politiques. Il est riche de la diversité des adhérents qui le composent, de la diversité de leurs engagements associatifs, syndicaux, d'élus. Pour tirer parti de cette richesse, il s'agit d'associer davantage nos adhérents aux activités organisées collectivement, sans sous-estimer l'importance de leur action en dehors des structures du Parti, dans tous les lieux qu'ils fréquentent.

Faute de trouver une organisation adaptée aux contraintes de leur quotidien, de nombreux adhérents n'assistent pas à nos réunions locales : c'est une très grande perte pour notre intelligence collective. En effet, plus nous sommes nombreux à travailler, réfléchir et agir ensemble, plus nous sommes forts et pertinents. Il est urgent d'adapter l'organisation du Parti à la réalité des conditions de vie de nos adhérents, dans toute leur diversité. Cela suppose d'importants efforts d'écoute, de réflexion, d'inventivité et d'adaptation de la part des animateurs du Parti.

La démocratie dont a besoin notre organisation ne peut se réduire à la question du vote. Elle doit permettre à chacun et chacune d'être associé-e aux décisions en ayant connaissance

des enjeux, d'être impliqué-e dans l'élaboration et la diffusion de nos idées et dans la mise en œuvre de nos actions. Cette voie démocratique est la clé de la pertinence et de la réactivité de notre intervention dans la société. Nous devons travailler à une meilleure information des adhérents et tirer pleinement parti de la révolution informationnelle.

La cotisation est un élément essentiel qui nous donne les moyens matériels de nos ambitions. C'est aussi un moyen pour créer un lien avec chaque communiste et lui permettre de prendre part aux choix que nous faisons, comme à notre activité. Notre objectif est de proposer à chaque communiste de cotiser.

La fraternité et la solidarité des communistes sont à entretenir et à valoriser sans relâche car elles sont le terreau de la société que nous défendons. Elles permettent de tisser des liens solides avec nos adhérents. Notre capacité à établir un lien régulier avec chaque communiste est un indicateur de notre niveau d'organisation.

Pour être durable et utile à tous, l'engagement doit être pour tous les adhérents synonyme d'enrichissement intellectuel et culturel, de plaisir. Ainsi la formation est un enjeu essentiel pour comprendre toute la complexité des enjeux politiques du XXI^e siècle, de se libérer des idées dominantes, de donner des outils d'émancipation. Le marxisme vivant est un atout précieux pour cela. Le PCF dispose d'une revue généraliste, la Revue du projet, et de deux revues thématiques, Progressistes – Science, travail et environnement, ainsi qu'Économie et politique. Ce sont des outils pour permettre une meilleure appropriation des débats qui existent dans la société et auxquels nous sommes confrontés.

2.2 Le renforcement pour développer nos capacités d'analyses et d'actions

Nos combats politiques ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société. Pour y contribuer, le nombre d'adhésions que nous pouvons réaliser, comme le nombre d'adhérents que nous associons à notre activité sont essentiels. Plus de monde, c'est plus d'intelligence, de force et de volonté pour construire, agir et influencer sur la bataille idéologique. Le nombre d'adhésions que nous recensons chaque année montre qu'il y a un fort potentiel pour donner corps à ces

objectifs. Quand, chaque année, des milliers de personnes font le choix, souvent d'elles-mêmes, d'adhérer à notre parti, dans un contexte où nos idées sont mises à mal, cela démontre qu'en matière de renforcement nous sommes loin d'exploiter le potentiel existant. Nous avons besoin de faire vivre une réelle campagne de renforcement, en ciblant des objectifs par territoires. Le nombre de camarades mobilisés pour proposer l'adhésion est un élément crucial dans notre volonté de conquête. Pour être un parti réellement en mesure de reconquérir les « déçus de la politique », il nous faut donner une dimension d'ampleur à nos campagnes afin d'élaborer des propositions plus proches des attentes des citoyens. Ceci nous oblige à fournir les outils et à agir pour que chacun trouve sa place dans notre parti. Si parfois nous avons le sentiment que notre corps militant organisé dans nos structures vieillit dans certains endroits, la jeunesse de nos nouveaux adhérents et le renouvellement de nos cadres montrent que des ressources existent dans notre parti. Développons un réel dispositif d'accueil des nouveaux adhérents pour recontacter et associer à nos initiatives chaque nouvelle personne qui fait le choix de nous rejoindre. Travaillons à rencontrer et recréer du lien avec nos adhérents pour les associer en permanence à notre activité et faire de notre parti un cadre collectif propice à leur épanouissement militant.

2.3 Entreprises, quartiers populaires, zones rurales : repenser nos priorités d'implantation

Nous le voyons, ce besoin de lien que chacun de nous doit entretenir avec l'ensemble des adhérents ne peut se mettre en place que dans une volonté de s'organiser au plus près de ce qui fait la vie quotidienne de chacun et en tenant compte des particularités de chaque territoire. Cet objectif doit s'accorder avec nos campagnes, notre ambition de structuration dans les lieux où les choix politiques actuels font le plus de ravages : entreprises, quartiers populaires, zones rurales. L'entreprise et les lieux de travail appellent une réflexion particulière : ce sont des lieux de pouvoir, de lutte idéologique et politique où le Medef et le gouvernement agissent pour construire le consensus d'acceptation de leur choix de baisse du coût du travail et des dépenses publiques. Nous devons nous interroger sur les modes d'organisations les plus adaptés à ces lieux pour y porter efficacement nos idées et y organiser l'action.

Chacun de ces objectifs doit être lié à l'état de notre organisation, à une meilleure connaissance de nos adhérents, à notre capacité à les mettre en relation pour agir ensemble, à notre potentiel de renforcement, afin d'identifier nos points d'appui, nos possibilités de développement comme de structuration. C'est un travail minutieux et méthodique que nous devons mettre en place pour faire vivre et enrichir la diversité géographique de structuration de notre parti, pour relever les défis. Entreprises, quartiers populaires, zones rurales, chacun de ces lieux a des spécificités qu'il nous faut analyser pour adapter nos actions politiques de proximité.

2.4 Structures et directions

C'est à partir de ces objectifs de proximité que nous devons mener nos débats et adopter nos décisions sur la structuration du Parti et les directions de nos organisations. Nous devons aussi intégrer les changements institutionnels survenus suite à la réforme territoriale, qui poussent à une concentration de pouvoirs dans des hyper-structures métropolitaines et régionales. Nous avons également à réfléchir et à expérimenter une nouvelle mutualisation dans l'utilisation de nos moyens entre sections, au sein d'une région ou encore dans un groupe de fédérations.

Tout en respectant notre structuration statutaire, il nous faut faire preuve de créativité et de volontarisme pour permettre au plus grand nombre d'être en maîtrise des décisions pour agir. Si nous partageons le besoin de proximité, notre réflexion sur nos directions doit participer à placer l'adhérent au centre de l'élaboration et de l'animation de nos décisions. Nous voulons que notre parti ressemble à la société et que chacun et chacune y trouve sa place. Nous devons permettre à celles et ceux qui, dans la société, sont au centre de tous les combats mais sont mis à l'écart de la responsabilité politique de trouver toute leur place dans notre parti comme dans nos directions. Réussir l'égalité, la mixité sociale, les échanges intergénérationnels, le renouvellement dans notre parti passe par la connaissance des adhérents et l'animation du collectif humain. S'engager au Parti communiste français dans cette société si divisée, si « clientéliste », est un geste fort et parfois risqué. Ainsi il est important d'adapter notre façon de militer à cette nouvelle réalité.

Nos directions, à parité, doivent garantir une élaboration démocratique de nos choix,

rendant chaque adhérent acteur de cette construction. Une fois ces choix effectués, les directions doivent permettre leur impulsion et animation avec pour objectif de développer les capacités d'initiative individuelles et collectives. Ce processus d'élaboration, d'impulsion et d'animation suppose une mise en commun des savoirs et expériences au service d'une maîtrise collective et individuelle des situations et enjeux. Ce travail de nos directions doit s'accompagner d'un suivi et d'une évaluation de nos campagnes afin d'être réactifs et adapter ces campagnes, nos objectifs aux évolutions de la société. Nos campagnes ne prennent sens et force que quand elles s'appuient sur les besoins et préoccupations qui s'expriment dans la société. Nous devons réfléchir aux outils disponibles pour permettre une meilleure circulation de l'information entre nos directions. Nous vivons aussi un rajeunissement des cadres de notre parti. Pour qu'ils se sentent à l'aise dans leurs responsabilités, la formation doit devenir une préoccupation permanente dans toutes nos organisations. Il convient aussi d'adapter le fonctionnement de nos directions aux disponibilités de ces jeunes cadres. Œuvrons à la co-élaboration et à l'animation collective des décisions à tous les échelons de notre organisation.

3 QUELLE CONCEPTION ET ORGANISATION DE LA PRATIQUE CITOYENNE ?

3.1 Partage d'expériences et nécessité d'inventer de nouveaux outils et réseaux

À travers les élections locales, nous avons pu mener de nouvelles expériences. Si le fait de multiplier les temps de rencontre, de discussion et de débat avec les citoyens – avec pour objectif de réfléchir ensemble à la définition de politiques locales – est extrêmement important et productif, il n'en reste pas moins que des difficultés restent encore à dépasser.

En effet, les contextes locaux montrent que certaines de ces initiatives ont pu avoir du succès notamment lorsque ces dernières sont à l'image des valeurs que l'on porte ; d'autres ont eu moins de réussite ou sont restées « confidentielles » faute d'outils mis à disposition.

Cette démarche, nous l'avons également initiée nationalement avec la stratégie des)))

fronts. L'objectif était de permettre à chacun et chacun, dans la diversité de ses engagements, de construire des rassemblements à partir d'objectifs, de fronts communs. À partir des expériences menées ces dernières années avec le Front de gauche, nous pouvons pousser la réflexion sur les limites à dépasser et les gestes à entreprendre pour renforcer et élargir cette démarche. Ainsi des questions nous sont posées : Comment montrer l'utilité de nos assemblées pour permettre chacun de s'y investir ? Comment faire évoluer l'organisation pour qu'elle travaille sur une pratique citoyenne, pas uniquement de circonstances mais comme une pratique politique quotidienne ? Comment être soi-même et en même temps capable de travailler avec les autres pour co-construire avec nos convergences et nos différences ?

Nous devons travailler à un état des lieux et une analyse partagée de ces initiatives, qu'elles soient militantes ou institutionnelles, afin d'effectuer un saut qualitatif de notre démarche, qui va plus loin que l'amélioration de l'existant.

Afin de pouvoir réussir un maximum de nos initiatives, nous devons être novateurs en termes d'outils et de moyens de communication. Ainsi, les batailles et événements que nous menons doivent être pensés pour permettre l'investissement du plus grand nombre. De ce fait les objectifs politiques de nos initiatives doivent être partagés et apparaître comme utiles. Leur appropriation par tous est indispensable pour convaincre de la nécessité de s'investir. Cela doit nous réinterroger sur nos pratiques et tenir compte d'une stratégie de communication adaptée pour rendre ces initiatives visibles et lisibles pour mener la bataille des idées et promouvoir l'activité du Parti.

Ces outils de communication existent déjà (presse, sites, réseaux) mais doivent être revalorisés et revisités pour permettre d'être plus efficaces dans la construction collective.

Dans chacun de ces espaces, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. La diffusion de l'Humanité et l'Humanité dimanche doit être une priorité de notre action militante afin de permettre au maximum de citoyens d'accéder à des informations et analyses différentes de celles des médias dominants. Permettre le développement de ces médias, aujourd'hui menacés par la crise de la presse, est essentiel pour mener la bataille des idées tout comme promouvoir l'existence de médias alternatifs.

Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion et d'affronter les contradictions. En ce sens, il nous faut travailler nos sites Internet pour qu'ils puissent répondre aux attentes et besoins des adhérents tout en livrant nos réflexions et propositions aux visiteurs. Enfin, les réseaux sociaux doivent nous servir de vecteurs d'information sur les initiatives que nous prenons, la diffusion de nos prises de position comme un outil permettant l'échange entre les cercles militants. Donnons les outils pour permettre à chaque adhérent de s'approprier ces nouveaux outils de communication, afin de lui permettre de diffuser nos idées auprès de ses réseaux de connaissance.

3.2 Des élu-e-s qui agissent au service des besoins et développent la citoyenneté

Militants du rassemblement et de la démocratie sous toutes ses formes, défenseurs de la justice sociale, des libertés et des droits nouveaux pour tous pour toutes et pour chacun, acteurs de la citoyenneté dans les luttes, les institutions, la société, attachés à la co-élaboration des politiques publiques et à la coopération entre les territoires du local au mondial, les élus communistes partout où ils sont présents jouent un rôle essentiel et irremplaçable pour l'essor des territoires, des populations jusque dans les assemblées. À tous les échelons, ils font et feront entendre une voix et y joignent des actes concrets contre les politiques d'austérité et l'ordre libéral. Dans nombre de territoires, ils ont contribué à arracher des victoires, ils innoveront, rassemblent, et constituent ce lien indispensable de proximité, la démocratie de terrain qui participe à donner de l'ancrage à la force communiste. La démocratie locale est un laboratoire décisif, dans un temps où les citoyens se détournent de la politique. Confrontés à la montée des besoins et préoccupations des citoyens, à la diabolisation de la dépense publique, au « coup d'État » contre les collectivités territoriales, les services publics et la démocratie, les élus voient se réduire les marges de manœuvre pour développer des politiques alternatives. Dans ce contexte, les élus communistes résistent, n'acceptent pas que l'ordre actuel soit la fin de l'histoire, en prenant des initiatives propres issues du mandat donnant sens aux valeurs de gauche et progrès. Ils s'organisent nationalement au sein de l'Anecr. Ils se nourrissent de l'apport du Parti communiste français, de ses adhérents mais aussi des orga-

nisations du Front de gauche et d'autres forces progressistes, de celui des militants du mouvement social, associatif et culturel. La richesse de ces pratiques de proximité, la place et le rôle des élus aujourd'hui appellent à de nouvelles constructions communes pour ouvrir un champ plus vaste de réflexions, de connaissance et d'action du PCF sur la manière dont les institutions doivent fonctionner dans la perspective d'une nouvelle République, sur les modalités de délibérations citoyennes, sur nos analyses de la société, sur la complémentarité nécessaire du travail des élus communistes à tous les niveaux avec celui des adhérents de notre parti. Ces espaces d'échanges existent souvent au moment des élections. Il nous faut les pérenniser, inventer des nouvelles modalités de mise en partage afin d'associer les communistes à l'activité des élus durant les mandats. C'est un impératif face aux nouveaux enjeux posés aux élus, comme aux communistes. Notre objectif est de donner plus de force à l'efficacité de ce que nous voulons construire avec les citoyens, de partager nos expériences, de donner de la force aux prises d'initiatives nécessaires sur les enjeux locaux, nationaux et européens pour gagner en influence et en nombre d'élus. Notre peuple, la démocratie et l'espoir de changer la société ont besoin de plus d'élus communistes.

3.3 Le défi de la jeunesse

Les jeunes sont parmi les premières victimes d'un capitalisme assoiffé : crise économique, écologique, crise de nos droits, crise politique et démocratique, crise du vivre-ensemble. Les jeunes générations ont été gavées au fatalisme pour leur avenir. Pourtant, en quête de perspectives, ils œuvrent à faire évoluer le monde par des pratiques quotidiennes et culturelles, par de nouveaux modes de communication, de nouveaux modes d'organisation et de mobilisation. Souvent exclus des lieux de décisions, les jeunes sont à la fois des acteurs de la résistance et les rats de laboratoire du capitalisme. Investir les problématiques que rencontre la jeunesse est pour nous à la fois un enjeu de société important et un enjeu pour notre parti. Pour rester un parti intergénérationnel, nous devons travailler à affiner notre analyse et nos propositions pour la jeunesse. Travaillons en lien avec le MJCF et sa branche étudiante, l'UEC, pour construire un avenir digne aux jeunes générations. Investissons les questions posées à la jeunesse et portons tout notre intérêt à ces organisations communistes originales, pour leur développement.

TEXTE ALTERNATIF N°1

**L'AMBITION COMMUNISTE
POUR UN FRONT DE GAUCHE
POPULAIRE ET CITOYEN**

**I. - FAIRE VIVRE UNE AMBITION
COMMUNISTE**

Page 42

**II. - 2017 : LA PREMIÈRE ÉTAPE
D'UNE DYNAMIQUE DE FRONT
POPULAIRE ET CITOYEN**

Page 47

**III. - LE PARTI COMMUNISTE :
UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE
DE LA POLITIQUE**

Page 50

))) Préambule

Ce projet de « base commune » alternative est né de la sérieuse inquiétude que nous sommes de nombreuses et nombreux communistes à ressentir à la lecture du projet adopté par le Conseil national des 5 et 6 mars. Nous pensons que le congrès doit être l'occasion d'éclairer franchement le débat entre les communistes quant à notre stratégie, notre projet, nos perspectives.

Nous sommes évidemment en accord avec beaucoup des objectifs et des propositions contenues dans sa partie « projet », même si nous ressentons que, une fois de plus, il s'agit davantage d'un texte de propositions pour une politique « de gauche » que de l'énoncé du sens et de la raison d'être communiste dans le monde d'aujourd'hui. De même, nombre des considérations sur le Parti nous paraissent justifiées, même si nous trouvons que le lien n'est pas réellement ni clairement établi entre cette raison d'être communiste, la stratégie qu'elle implique et une réelle transformation de nos pratiques et de notre organisation.

Mais le cœur de notre inquiétude porte sur la partie consacrée à notre orientation stratégique pour 2017. Nous avons, depuis plusieurs congrès, tiré les leçons des expériences de « l'Union de la gauche » et de la « Gauche plurielle » et élaboré une stratégie de rassemblement qui a débouché sur la création du Front de gauche. Certes, le projet de base commune y fait référence et propose de la prolonger. Mais, dans les faits, nous constatons que la proposition d'une « primaire à gauche » pour « écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts » et « faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune », présentée comme le seul moyen de créer la surprise, de figurer et de l'emporter au second tour de cette élection, nous amène en réalité à la recherche d'une candidature de

consensus avec un Parti socialiste discrédité, reproduisant au final le schéma ancien de la gauche plurielle.

Ce complet changement de stratégie nous ramènerait des années en arrière, à un effacement de nos positions derrière une candidature au mieux sociale-démocrate, et probablement bien pire au vu de la configuration actuelle des forces. Cela assurerait, selon nous, une défaite de longue portée et aboutirait à renforcer encore le Front national, qui paraîtrait une fois de plus comme la seule alternative aux politiques de plus en plus libérales menées alternativement par la droite et le Parti socialiste depuis au moins trente ans.

Nous ne sommes plus en 2012. Nous sommes conscients que les politiques conduites par François Hollande et ses gouvernements constituent une accélération dramatique de ces politiques libérales. Mais nous savons aussi que, dans une telle situation, il n'y aura aucune amélioration réelle pour notre peuple par le seul retour au programme énoncé par Hollande en 2012 et pas même aux politiques de Lionel Jospin entre 1997 et 2002. Retarder le moment de véritables ruptures antilibérales et de progrès démocratiques majeurs et, même, retarder l'ouverture de la perspective de telles ruptures ne font à chaque fois qu'aggraver la situation et imposer à notre peuple des épreuves de plus en plus catastrophiques.

C'est pourquoi nous ne soutiendrons pas cette proposition, qui nous paraît irréaliste, dangereuse et vouée à un échec qui, de surcroît, conduirait à la marginalisation durable de notre parti. Et, surtout, elle tourne le dos à la principale exigence politique de la période actuelle : créer les conditions d'une remobilisation populaire pour une véritable alternative de progrès social et humain, sans laquelle rien n'est possible, créant même les conditions d'un pire avenir.

I. - FAIRE VIVRE UNE AMBITION COMMUNISTE

Une nouvelle ère de l'aventure humaine s'ouvre. L'arborescence des possibles n'a jamais été aussi ouverte : elle va du meilleur pour l'humanité et la planète, à l'horreur de l'anéantissement militaire ou du désastre social et écologique global. Chacun a conscience de l'effondrement des repères anciens et de l'urgence d'en bâtir de nouveaux. Dans ces circonstances, la question qui se pose est de savoir comment les communistes peuvent contribuer à répondre à ce défi, dans la pensée et dans les actes. Nous voulons

une société de l'émancipation, enfin débarrassée de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation. Et nous avançons en tous domaines des idées et des propositions. Mais il nous faut leur donner sens en énonçant les principes qui nous guident et définissent aujourd'hui l'horizon révolutionnaire dans lequel nous inscrivons notre action.

C'est bien sûr indispensable pour nous extraire enfin de la confusion qui pèse sur « l'idée com-

muniste », profondément marquée par les régimes qui s'en réclamaient au siècle dernier. C'est surtout nécessaire à l'élaboration d'une alternative concrète, comprise pour ce qu'elle est réellement, mobilisatrice et permettant une nouvelle alliance populaire. C'est au fond le chaînon manquant entre la conscience croissante qu'il n'est plus possible de continuer ainsi, l'esprit de révolte qui s'exprime et l'ampleur des défis qui sont devant l'humanité toute entière.

RÉHABILITER LA POSSIBILITÉ DU CHANGEMENT

Vingt-cinq ans après que certains ont décrété la fin de l'histoire, sa marche et ses désordres n'en finissent pas de faire leur retour.

Plus de 2 000 milliards ont été engagés dans le sauvetage des banques depuis 2008, avec comme contrepartie des politiques d'austérité et de dérégulation de plus en plus catastrophiques. Incapable de répondre aux aspirations populaires, le capitalisme enfonce chaque jour un peu plus les peuples dans le désespoir. Ainsi la finance et ses relais institutionnels préfèrent sacrifier le peuple grec plutôt que d'accepter la volonté qu'il a démocratiquement exprimé de sortir de l'austérité. Pendant qu'un cinquième des êtres humains sont privés d'eau potable, les soixante-deux personnes les plus riches possèdent autant que les 3,5 milliards les plus démunis.

Intervention militaire après intervention militaire, les puissances occidentales alignées sur l'Otan font le lit de l'obscurantisme et de la violence, faute d'avoir saisi le désir de démocratie exprimé lors des printemps arabes. L'ensemble des rivages de la Méditerranée est désormais le théâtre de guerre (Syrie, Turquie, Libye...), les populations n'ayant d'autres recours que de fuir les crimes de masse et les bombardements. Partout, les zones de guerre et de non-droit se multiplient et les portes du monde se referment sur les hommes et les femmes qui cherchent tout simplement à vivre.

Un quart de siècle après le sommet de Rio (1992), le scénario d'une catastrophe écologique planétaire ne semble pas devoir être évité, menaçant l'existence même de l'humanité. La course folle aux profits maintient contre toute raison un modèle productiviste qui empoisonne l'air, l'eau et la terre elle-même, puise et épuise l'ensemble des ressources naturelles, jusqu'à la dernière goutte. On fait commerce de droits à polluer. Le vivant n'est plus que marchandise, flux, stock et brevet et s'exploite désormais dans des fermes ou des bateaux-usines.

Oui, l'histoire est bel et bien là et l'humanité affronte une de ses périodes les plus cruciales et les plus délicates. Notre capacité collective à faire l'histoire, à peser sur son cours affronte un mur d'incrédulité que nous ne parvenons pas à briser. Ce qui n'est pas immédiatement crédible semble ne pas pouvoir exister et pourrait nous conduire à renoncer à proposer une perspective ambitieuse et émancipatrice. Le doute se répand : est-il encore temps de sau-

ver la planète, est-il possible de proposer un nouveau chemin pour créer la richesse et la partager ? À partir de la conscience d'une communauté universelle de destin, c'est bien la possibilité du mouvement vers du meilleur et donc, au fond, la possibilité communiste qu'il faut réhabiliter. Or, parce que l'incrédulité est le produit des mythologies que répand l'idéologie dominante, tout l'enjeu pour les communistes est bien de contribuer à faire émerger et à légitimer un nouvel imaginaire politique qui s'y substitue. Remettre les choses sur leur pied en quelque sorte.

Ce ne sont pas les occasions qui manquent. Qui peut trouver légitime que 1 % possède autant que le reste de l'humanité ? Qui accepte qu'un magnat se paye un journal ou une télévision pour peser sur sa ligne éditoriale et l'opinion ? Qui juge légitime qu'une poignée d'habitues des sommets de Davos décide à notre place du cours du monde ? À partir d'idées comme celles-ci, de bon sens, et dont nous sentons qu'elles peuvent être partagées par le plus grand nombre et seraient de nature à envisager des luttes concrètes, rassembleuses dans notre pays et à l'échelle planétaire, en se nourrissant de toutes les expériences nouvelles qui contestent le capitalisme et inventent déjà un monde nouveau, nous voyons bien que ce nouvel imaginaire à construire ne se fonderait pas sur du sable. La conscience de l'urgence des défis et menaces et la manière dont le plus grand nombre se les formule sont un point de départ. À nous de donner à voir une cohérence et, dans cette nuée d'alarmes, d'épreuves et d'appels à changer, quels sont les principaux axes d'un communisme du XXI^e siècle.

Quels pourraient être ces axes essentiels ?

UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DU TRAVAIL CONTRAITÉ ET DU SALARIAT CAPITALISTE

La révolution numérique est en train de réaliser concrètement et rapidement l'idée de Marx selon laquelle le travail deviendrait un jour « *une base misérable de la création de richesses* ». Autrement dit, qu'il y aurait besoin de moins en moins de travail pour permettre la satisfaction de tous les besoins humains. C'est déjà en marche, très concrètement, dès lors que – contrairement aux machines qui requièrent beaucoup trop de matière et d'énergie – on peut à l'infini accumuler de l'intelligence et du savoir.

Le capital est en train d'en tirer à sa manière les conséquences : des millions d'« inem-

ployables » pauvres d'un côté, d'autres qui se tuent au travail et y perdent le sens profond de leur activité et de leur vie et, pour d'autres encore, la fin du salariat au profit de formes de plus en plus aliénantes d'auto-exploitation.

Nous proposons au contraire de faire de la libération du travail contraint et de l'abolition du salariat capitaliste des perspectives concrètes de notre époque. La diminution rapide du temps de travail et le droit à une rémunération juste doivent être des objectifs immédiats et permanents. Travailler doit devenir pour chacune et chacun non seulement un droit effectif, mais aussi le moyen et le lieu d'un épanouissement personnel et social. Affranchis des tâches pénibles que les machines intelligentes sont chaque jour davantage capables de réaliser, les êtres humains doivent désormais pouvoir se concentrer de plus en plus sur ce qu'ils sont seuls capables de faire : inventer, créer, désirer, rêver, imaginer, aimer.

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE COMME OUTIL D'ÉMANCIPATION

L'émancipation humaine suppose une transformation fondamentale des rapports de production : mettre fin à la propriété privée des grands moyens de production, d'échange et de financement, qui permet aux classes dominantes d'acheter comme une marchandise et d'exploiter le travail des autres. Au XX^e siècle, les régimes de type soviétique ont substitué la toute-puissance de l'État sur l'économie à celle du capital : on est passé d'une forme d'aliénation à une autre. Nous proposons aujourd'hui un tout autre chemin : une démocratisation continue de l'économie qui mette chaque jour davantage entre les mains de la collectivité des citoyens-travailleurs toutes les décisions concernant la production des richesses nécessaires à la satisfaction des besoins humains.

Cela implique évidemment que les grands outils d'intervention économique – dont le système monétaire, bancaire et financier – soient soustraits aux intérêts privés et à la loi du profit. Le développement de services publics démocratisés et étendus doit assurer l'effectivité des droits garantis par la Constitution : santé, logement, enseignement, énergie, transports, culture, télécommunications, etc. L'ensemble des institutions de protection sociale doit être mis sous la responsabilité des représentants des salariés.

Enfin, l'entreprise doit échapper à la dictature des actionnaires. Au lieu d'« appartenir »)))

))) à ceux qui possèdent le capital qui s’y trouve investi, elles doivent devenir des institutions de nature spécifique où s’organise le « faire en commun » qui caractérise les activités humaines. Le pouvoir de décision doit donc y être partagé entre les différents protagonistes de son fonctionnement : salariés, collectivités publiques concernées, représentants de la filière, des consommateurs, des sous-traitants, des apporteurs de capitaux publics et privés, etc. Progressivement, l’ensemble de l’activité productive doit échapper à la loi du profit pour obéir aux règles que l’économie sociale et solidaire portent en germe.

L'ÉGALITÉ COMME PROJET : COMBATTRE TOUTES LES ALIÉNATIONS

La société dans laquelle nous vivons est marquée tout à la fois par l’apparition de possibilités inédites d’échange, de production, de mise en relation des individus, de connaissance, qui rend possible un développement des capacités de chacune et chacun ; et par la persistance, voire l’aggravation, de formes archaïques d’aliénation qui enferment l’individu et entretiennent la guerre de chacun et chacune contre toutes et tous.

Le projet communiste doit être un projet de désaliénation générale ; un projet qui affirme que la lutte pour le développement intégral de chacun commence aujourd’hui.

Notre communisme fait de l’égalité entre les êtres humains le fondement de la société de demain. Il agit au quotidien contre toutes les formes de discriminations, qu’elles soient fondées sur l’origine sociale, le sexe, la couleur de peau, l’orientation sexuelle, les opinions, les choix philosophiques et religieux ou le handicap.

Notre communisme est un féminisme, qui agit dès à présent pour la libération des femmes de la domination patriarcale et pour l’égalité de genre. Il fait de la lutte contre les violences sexistes, pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps et contre les stéréotypes de genre qui empêchent l’égalité un combat quotidien. Il affirme la parité effective comme une condition de la démocratie.

Face à la désagrégation de la société, à l’aggravation des inégalités et des protections collectives qui poussent l’individu à se constituer une protection symbolique en cherchant des identifications compensatoires (identité nationale,

repli communautaire), face au capitalisme qui transforme l’aspiration à l’autonomie en réduction de chacun à soi-même, nous affirmons la nécessité d’un antiracisme politique. Cela suppose un travail de contre-offensive idéologique majeur pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de racisme, contre l’islamophobie et l’antisémitisme. Cela suppose également, face aux débats identitaires qui occupent aujourd’hui tout l’espace, de replacer l’égalité au cœur de notre visée politique.

UNE NOUVELLE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE : LE POUVOIR EFFECTIF DU PEUPLE

En affirmant le principe de la souveraineté populaire et de l’égalité des citoyens, 1789 a produit la première et fondamentale révolution démocratique. Les valeurs à caractère universel qui en ont découlées, toujours présentes dans le préambule de notre Constitution, sont fondatrices de notre République. Elles animent le combat permanent des communistes contre toute forme de racisme, d’antisémitisme, d’islamophobie, de xénophobie, contre toutes les discriminations, leur combat pour l’égale dignité de tous les êtres humains et pour la laïcité, garantie de la liberté de conscience et de la libre expression de la volonté populaire.

Les classes dominantes ont tout fait, depuis deux siècles, pour limiter les conséquences de cette affirmation de la souveraineté populaire par des institutions qui éloignent le peuple de l’exercice réel du pouvoir en cantonnant les citoyens à un rôle marginal : déléguer leur pouvoir pour une durée plus ou moins longue. La V^e République a aggravé cette dépossession en instituant un régime présidentiel qui centre toute la démocratie autour de l’élection d’un président de la République aux pouvoirs exorbitants.

Une nouvelle révolution démocratique s’impose. Si la crise démocratique est si profonde, c’est que le pouvoir de l’oligarchie politico-financière, qui s’est dotée des institutions nationales, européennes et internationales les mieux adaptées à « contenir » les couches populaires et pérenniser le capitalisme financier, se heurte à des exigences démocratiques croissantes. Elles doivent s’inscrire dans une conquête de l’exercice du pouvoir par le peuple, dont le fil conducteur est le développement continu des droits et des pouvoirs des citoyennes et citoyens dans tous les champs politiques et économiques.

Partisans d’une société de citoyennes et de citoyens libres, égaux et associés, les communistes se prononcent ainsi pour une démocratisation permanente de la République.

Le citoyen ne doit plus être un acteur épisodique mais devenir l’acteur central du système institutionnel. Cela suppose un processus constituant populaire permettant d’instituer une VI^e République. Elle devra évidemment redonner aux assemblées élues la primauté sur les exécutifs et mettre fin au présidentielisme. Elle devra également assurer enfin l’indépendance de la justice. Mais, surtout, elle doit organiser un pouvoir permanent d’intervention des citoyennes et citoyens dans les institutions. Il doit comprendre le développement de formes de démocratie directe, des moyens permanents d’intervention dans les institutions, y compris un droit d’initiative législative, des moyens institutionnels pour l’échange et la délibération, ainsi qu’une information libérée de la domination financière. La politique doit être déprofessionnalisée (scrutin proportionnel – seul capable d’assurer le pluralisme et la parité –, non-cumul des mandats et renouvellement limité). Un droit de contrôle permanent de l’activité des élus doit être organisé.

Fondée sur une communauté de destin, la République une et indivisible doit reconnaître la citoyenneté de résidence. L’autonomie des collectivités locales est le fruit d’une longue histoire progressiste aujourd’hui remise en cause. Elle est la garantie d’une démocratie au plus près des citoyens et de leurs besoins et de leurs aspirations. La République doit garantir l’égalité des citoyens sur tout le territoire.

UNE MAÎTRISE CITOYENNE DES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE L'ÉMANCIPATION

Nous vivons une révolution technologique d’une ampleur inégalée, qui se traduit concrètement par une explosion des capacités de stockage, de traitement et de circulation des données à l’échelle planétaire via l’Internet des objets. Elle touche tous les domaines de l’activité humaine : relations sociales, travail, art et culture, éducation, etc.

Cette révolution numérique, préemptée et soumise à ses intérêts, est au cœur des logiques de prédation du capitalisme financiarisé et cognitif. Google et Apple sont les deux premières capitalisations boursières mondiales, avec respectivement 540 et 535 milliards de dollars : une puissance financière qui est à rap-

procher des 8 milliards d'euros consacrés à la recherche publique en France... Le modèle de ces entreprises dessine un nouvel horizon du capitalisme, s'appuyant sur la privatisation des savoirs humains et des possibilités nouvelles de prescrire à la source des comportements et des modes de consommation. Les plates-formes comme Uberpop captent la valeur produite par leurs utilisateurs et sont porteuses d'une logique de dérégulation massive et irréversible des droits salariaux des travailleuses et des travailleurs.

Pour autant, cette révolution numérique constitue un champ d'affrontement entre deux logiques : la logique parasitaire d'un capitalisme de rente, d'une part, et les logiques de mise en commun et de coopération d'autre part. Une réponse à la marchandisation des biens informationnels et techniques se cherche un chemin prometteur : Fab labs, plates-formes coopératives... promeuvent un modèle où la circulation de l'information et des savoirs conçus comme biens communs constituent un puissant moteur de l'innovation technologique et sociale, de rayonnement culturel et d'épanouissement personnel. Elles s'inscrivent dans une logique de recapacitation des individus, par le partage des savoirs et savoir-faire. Elles sont un rempart contre le modèle intrusif d'une société de la techno-surveillance généralisée.

Enfin, la révolution numérique redéfinit la nature même du travail, interrogeant un nouveau partage de la valeur ajoutée et permettant une nouvelle avancée non seulement pour une réduction du temps de travail, mais aussi un chemin politique vers la société des producteurs/trices libres et associé-e-s à laquelle nous aspirons.

BIEN VIVRE, OU LE DESTIN LIÉ DE L'HUMAIN ET DE LA PLANÈTE

L'empreinte écologique du consumérisme creuse une dette écologique considérable puisque nous consommons chaque année 40 % de ressources de plus que la planète n'est capable de produire ou de recycler. Cet impact est tel qu'il n'est pas abusif de parler d'anthropocène pour qualifier l'ère qui s'est ouverte au début du siècle dernier : l'activité humaine impacte lourdement les paysages, le climat, le niveau des océans, la biodiversité, la pollution des milieux naturels... Certaines de ces évolutions sont désormais irréversibles. Elles interrogent à terme la survie même de l'humanité. D'ores et déjà, ces bouleversements

sont sources de conflits pour l'accès aux ressources raréfiées, de migrations climatiques ou économiques et, d'une manière générale de mal-vivre. Pour nous, communistes, le défi écologique constitue désormais le cœur du projet communiste, indissociable des défis sociaux et économiques puisqu'ils procèdent des mêmes mécanismes de course au profit et de marchandisation.

Voyons d'abord que la prise de conscience des populations, et notamment des plus fragiles, souvent directement confrontées aux désordres environnementaux, est un point d'appui pour des politiques publiques enfin ambitieuses.

Pour mettre fin à ces dérèglements, il nous faut faire reculer l'ordre marchand en faisant, par exemple de l'eau ou l'énergie des biens communs à placer hors marché. Le développement des services publics, dans les transports ou encore le logement, constitueraient autant de puissants leviers : pour réhabiliter les logements énergivores, développer le fret ferroviaire, les moyens de transports alternatifs. Les politiques publiques doivent encourager la relocalisation, les circuits courts et pénaliser, notamment fiscalement, voire interdire, les pratiques polluantes. La sortie d'une agriculture intensive au profit d'une agriculture vivrière, notamment de proximité, constitue pour nous une priorité. La question énergétique se situe au cœur de la transition écologique que nous voulons mettre en œuvre. Elle nécessite indissociablement de garantir le droit à l'énergie pour toutes et tous et d'agir pour le développement prioritaire des énergies renouvelables et non carbonées. Nous faisons de la sortie des énergies polluantes, dangereuses et génératrices de déchets, et notamment du nucléaire, dès lors que la recherche n'aura pas trouvé les moyens de maîtriser réellement ses risques considérables, un objectif dont les modalités et le terme doivent être appréciés démocratiquement.

Le développement de nos sociétés, en apparence tourné vers la recherche du bonheur individuel, se mesure le plus souvent en point de PIB. Cette logique tourne le dos à l'aspiration de chacune et chacun à bien vivre, à se rapprocher, au-delà des moyens pour subvenir à ses besoins, des choix de vie que le consumérisme nous impose aujourd'hui. Chaque jour, nous sommes bombardés par des milliers de messages publicitaires aussi bien que par les sermons des prêtres de la religion capitaliste : ils nous vendent une société où l'avoir a préempté

tout l'espace à l'être, produisant de la frustration, de la soumission et de la tristesse. Pour les communistes, la souveraineté populaire repose sur la souveraineté des consciences qui est plus que jamais à conquérir.

L'ÉDUCATION ET LA CULTURE AU CŒUR DU PROJET COMMUNISTE

La crise actuelle est tout autant une crise économique et sociale qu'une crise culturelle. C'est une crise de perspective, de sens, une incapacité à imaginer le devenir de la société, un sentiment d'impuissance face à la domination prédatrice de la finance. Elle provoque le repli sur soi, donnant prise au populisme, à tous les intégrismes et obscurantismes, à la haine de l'autre. La reconquête politique et idéologique des classes populaires passe pour une part importante, pour redonner espoir, par la capacité d'imaginer un autre avenir, une autre forme de société. Elle suppose d'investir le champ du sensible, de l'imaginaire et du symbolique où se joue la représentation du désirable et du possible.

Nous sommes convaincus que l'enseignement, la création artistique, l'action culturelle, l'éducation populaire mais aussi la libre circulation des informations et des idées, la production et la diffusion des savoirs et leur appropriation par toutes et tous sont des enjeux politiques majeurs pour celles et ceux qui, comme nous, portent l'ambition de transformer la société. La connaissance et l'art, en contribuant à renouveler notre regard sur les choses et sur le monde, en nous incitant à accepter d'être « dérangés », permettent d'accueillir et de s'enrichir des différences, de la diversité, de l'étonnement, de l'interrogation. En cela ils contribuent à lutter contre les postures conservatrices, le repli, la crainte de l'autre.

C'est pourquoi nous pensons que la lutte contre le capitalisme et toutes les formes de domination et d'aliénation exige de mettre l'éducation et la culture au cœur du projet communiste. Nous voulons en faire un moteur de la transformation sociale, dans le respect de la diversité culturelle, un élément constitutif d'une nouvelle politique de développement humain.

Nous vivons dans une société exigeant des savoirs de plus en plus généraux et précis. L'élévation générale du niveau de qualification, l'ambition de la réussite pour toutes et tous impliquent de se doter d'une école qui le permette. Le système scolaire et l'éducation)))

))) populaire doivent être mis au service du libre développement des capacités humaines de chacune et chacun. Ils sont pour nous des moteurs incontournables de la transformation sociale.

UNE EUROPE À GÉOMÉTRIE CHOISIE

Dans toutes les sociétés de domination de classe, les dominants ont utilisé la violence pour se soumettre des territoires et exploiter leurs populations. Avec la concurrence « libre et non faussée » qui organise dans le monde entier une guerre économique sans merci, il s'agit pour le capital financiarisé de s'approprier la totalité des ressources naturelles et humaines. C'est la logique fondamentale de l'actuelle construction européenne.

Les communistes combattent cette violence, qui plonge une part sans cesse croissante des couches populaires dans le chômage, la précarité et la pauvreté. Internationalistes, ils considèrent au contraire que l'accélération sans précédent du mouvement historique de rapprochement entre tous les peuples du monde est une opportunité historique pour le développement humain et la paix. Pour cela, les classes dominées doivent reprendre à leur compte le grand projet d'une Europe de coopération définitivement débarrassée de la guerre, capable de défendre jusqu'au niveau mondial la préservation et l'enrichissement des acquis originaux d'un modèle social et démocratique propre à notre continent. Cela suppose à la fois d'audacieuses mises en commun des forces et des atouts des nations et la possibilité pour chacune de préserver ses spécificités et la maîtrise de son destin.

La violence avec laquelle l'aspiration du peuple grec à rompre avec l'humiliation du mémorandum a été réprimée après la victoire de Syriza a mis en exergue la tension entre un projet d'émancipation et un cadre européen qui en nie pour l'instant la possibilité. Le débat sur la possibilité de transformer radicalement la construction européenne, sur la perspective d'une autre Europe, traverse partout les forces de transformation sociale et, bien légitimement les communistes. Ce débat doit avoir lieu.

Nous avançons l'idée d'une Europe à géométrie choisie, permettant un exercice partagé des souverainetés alliant une véritable démocratie parlementaire, une co-élaboration des directives entre le Parlement européen et les

Parlements nationaux et une implication active des citoyens et des salariés dans la vie politique européenne. Tout État membre pourrait librement choisir, dans un domaine où serait en jeu un aspect essentiel de ses choix de société, de prendre part ou non à un champ de la politique européenne, voire d'en négocier son retrait en cas d'impasse totale avec ses partenaires, si telle était la volonté de ses citoyens, démocratiquement consultés. Ainsi pourraient se développer toutes les coopérations possibles dans le respect des souverainetés nationales.

VERS UN NOUVEAU MONDE

Notre monde n'est plus un « extérieur » mais une globalité. Chaque événement de l'histoire d'un peuple s'inscrit dans l'histoire des autres : c'est un monde fini et interdépendant. Cette situation nous oblige à changer de regard et nous encourage à renforcer encore le combat contre les nationalismes, contre les replis réactionnaires et les xénophobies qui se nourrissent de la crise et de la désespérance sociale.

L'unicité du monde est très contradictoire. Elle constitue un champ de résistances et de luttes contre un impérialisme d'autant plus dominant que ses stratégies - et la politique de ses alliés régionaux - conduisent à des impasses de plus en plus dramatiques. Les guerres en Afghanistan, en Irak, en Libye ont produit plus de déstabilisation et de chaos que les peuples concernés ne peuvent en supporter. La crise syrienne atteint un niveau de désastre inédit dans l'histoire des guerres au Proche-Orient. La Palestine, isolée dans son tête-à-tête avec l'État d'Israël, continue de s'enfoncer dans le chaos, dans l'indifférence générale et celle de l'Europe en particulier.

Mais la guerre est aussi idéologique. Des batailles cruciales sont à mener pour (re)gagner des majorités d'idées contre des conceptions néoconservatrices dont l'exécutif français ne cesse de faire activement la promotion. Nicolas Sarkozy avait adhéré à la quintessence du modèle néoconservateur américain alors que celui-ci commençait à s'effondrer. Il est consternant de voir la présidence de François Hollande entériner et prolonger ce choix si contraire aux valeurs de notre République.

La transformation profonde des terrains de la vie économique est une condition pour créer de nouveaux rapports de justice et d'égalité parmi les peuples, pour répondre aux attentes populaires sur tous les continents. Les chaos,

les effondrements politiques, les conflits... naissent dans des contextes où se cumulent la pauvreté massive, la corruption, l'exploitation, l'arrogance des néocolonialismes et des puissances dominantes. Ces contextes de crise ont contribué à des mouvements sociaux et des convergences de luttes d'une grande diversité contre l'austérité, contre les politiques néolibérales, pour l'indépendance et la dignité, notamment en Amérique latine et dans le monde arabe. À cet instant, l'exigence de démocratie prend une dimension décisive dans une mondialité qui appelle des processus multiples de solidarité internationale et de coopérations.

Il est nécessaire de faire vivre le commun et tous ses potentiels dans ce monde global où les solutions ne peuvent être que multilatérales, appuyées sur des principes partagés, et non sur des rapports hiérarchisés de domination tels qu'ils s'imposent avec l'Otan ou bien les sommets réunissant les grandes puissances et les émergentes. L'ONU doit être sauvegardée, réformée et renforcée dans son statut d'organisation universelle, de cadre légitime pour dire le droit et pour la définition des réponses aux crises et aux problèmes posés.

Contre un ordre - ou un désordre - sans avenir, nous agissons pour la construction d'un nouvel équilibre mondial qui fait de la sécurité internationale et de la paix une priorité absolue de l'action politique. La justice sociale et l'égalité, la souveraineté économique, l'intérêt mutuel dans la régulation des échanges, le développement dans toutes ses dimensions constituent des paramètres essentiels de la sécurité collective car celle-ci est inséparable de la condition sociale des peuples et de la lutte contre toutes les vulnérabilités humaines. La sécurité internationale, comme processus et facteur de paix, se construit aussi par le désarmement et par le règlement politique des conflits. Dans la période actuelle qui est celle d'une nouvelle course aux armements, nous agissons pour un désarmement concernant tous les types d'armes, y compris les armes nucléaires sur le plan international.

Pour nous, la mobilité est un droit de l'humanité, répondant à l'aspiration d'aller et venir librement. Le monde est à nous et nous nous opposons à la fermeture et au repli. L'Union européenne, en fermant ses frontières à la crise humanitaire migratoire, porte la responsabilité de dizaines de morts chaque jour. L'Europe est confrontée au choix suivant : accueil et droit d'asile ou barbarie.

II. - 2017 : LA PREMIÈRE ÉTAPE D'UNE DYNAMIQUE DE FRONT POPULAIRE ET CITOYEN

La situation politique est très inquiétante. Après quarante ans de « crise », sans qu'aucune force politique ne paraisse aux classes populaires en mesure de proposer une issue crédible, celles qui votaient à gauche se démobilisent, se détournent de la politique et s'absentent massivement. Et celles qui votaient à droite se laissent tenter par une extrême droite de plus en plus menaçante. Le discrédit est général, touche toutes les forces politiques et la politique elle-même et atteint les institutions mêmes de la République.

Le Parti socialiste à la dérive et la droitisation du système politique

C'est un cercle vicieux. Parce que la droite et « la gauche » appliquent alternativement les mêmes politiques néolibérales, l'extrême droite semble la seule alternative possible et se renforce, essentiellement au détriment de la droite. À la poursuite de ses électeurs perdus, la droite dérive vers les solutions nationales-autoritaires. Le Parti socialiste, cherchant sur sa droite un électorat qui l'abandonne à gauche, glisse dans le même sens pour tenter de la concurrencer sur le même terrain.

Chaque fois que la « gauche » a accédé au pouvoir – en 1981-86, 1988-93, et 1997-2002 – la déception qui a suivi a accentué et accéléré ce phénomène éminemment dangereux. Et les choses se répètent : après quatre ans de gouvernement Hollande-Ayrault-Valls, soutenu par sa majorité parlementaire et le Parti socialiste, les sondages comme les résultats des élections européennes et locales montrent que la déception n'a jamais été aussi grande. Une nouvelle catastrophe se prépare, comme en 2002, avec la présence annoncée de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

Il ne s'agit pas ici d'une évolution conjoncturelle, mais d'un processus qui dure depuis les années 1980 et a conduit le Parti socialiste à s'aligner progressivement sur l'évolution libé-

rale de la social-démocratie européenne. Partout en Europe, elle est dans une impasse stratégique et théorique : face à la profondeur de la crise, face à la financiarisation et à la mondialisation du capital, elle est impuissante à proposer un nouveau compromis entre capital et travail ; la régulation du capitalisme qu'elle propose apparaît plus que jamais comme une illusion. Le problème ne se limite donc pas à la nocivité d'un « clan » Hollande-Valls-direction du PS. De congrès en congrès, le Parti socialiste a majoritairement connu depuis plus de trente ans un mouvement parfaitement assumé vers un social-libéralisme de plus en plus « droitier » et de moins en moins social. En 2011-2012, après le renoncement contraint de Dominique Strauss-Kahn, François Hollande l'a d'ailleurs emporté sur cette même orientation (que nous avons évidemment combattue avec acharnement), avec le soutien final de tous les courants de son parti.

Certes, le bradage désormais quasiment complet des valeurs de gauche secoue une partie significative des socialistes. Et la perspective d'une défaite électorale historique produit des tensions indéniables au sein du PS. Mais rien, absolument rien n'indique en l'état que ses rapports de forces internes aient significativement changé. L'an dernier encore, au congrès de Poitiers, la « motion A » signée par Jean-Christophe Cambadélis, Manuel Valls et Jean-Marc Ayrault, mais aussi Martine Aubry, l'a emporté avec plus de 60 % des voix.

Le Front de gauche : un repère indispensable mais en difficulté

Le Front de gauche a permis en 2012 de rassembler une bonne partie de l'électorat qui voulait se prononcer pour une alternative aux politiques néolibérales. C'était une première étape très importante. Depuis, parce que les forces qui l'avaient constitué n'ont pas réussi à se mettre d'accord pour cela, rien n'a été fait pour relancer et surtout amplifier la dyna-

mique initiale. Tout juste sont-elles parvenues, au prix de laborieuses et décourageantes négociations, à présenter des listes ou des candidatures communes aux élections européennes et quelquefois locales, départementales et régionales, mais pas partout. L'espoir est retombé. C'est un déplorable gâchis qui conduit logiquement les uns et les autres (à commencer par les principaux responsables de cette situation) à constater que le Front de gauche est en échec, voire un échec. Comme souvent dans le passé, nous avons constaté cette situation sans ouvrir une réflexion en profondeur sur ses causes.

La principale tient à la forme de cartel d'organisations que s'est donné le Front de gauche, soumettant toute avancée à un accord unanime entre elles. Les différences de conceptions et de positions comme les intérêts propres des organisations ou des personnes ont ainsi abouti à bloquer les initiatives absolument nécessaires à la poursuite et l'amplification de la dynamique. Notamment, malgré des demandes insistantes et répétées – jusqu'au sein du conseil national du Front de gauche, dont le rôle a très vite été réduit à très peu de choses – le principe d'adhésions directes au Front de gauche a été refusé et la constitution d'assemblées citoyennes souveraines découragée.

Enfermées dans un tête-à-tête au sommet, les organisations du Front de gauche n'ont pas réussi à dépasser leurs oppositions. Comme pour les collectifs antilibéraux en 2005-2007, la question de la candidature à l'élection présidentielle a, dans ces conditions, cristallisé les contradictions et provoqué le blocage. Symbolisant, sous la V^e République, le leadership d'une personnalité et du courant qu'elle incarne dans un rassemblement politique nécessairement beaucoup plus large, elle domine et surdétermine toute la vie politique, d'une élection à l'autre. Faute d'avoir posé ouvertement et affronté ce problème dès 2012 (où un accord conjoncturel avait été trouvé), et)))

» d'y avoir apporté une solution, le Front de gauche s'est trouvé paralysé et risque maintenant de disparaître dans la confusion. Et cela alors qu'il demeure pourtant un repère important pour des millions de personnes, y compris une majorité d'électrices et électeurs communistes qui ont soutenu sa constitution.

Le mouvement social bridé par l'absence de perspective politique

Les luttes sont nombreuses. Elles touchent tous les champs d'activité et toutes les catégories sociales : salarié-e-s des entreprises, personnels de santé, enseignant-e-s, chercheur/ces, agriculteur/rices, artistes et technicien-ne-s du spectacle, militant-e-s des libertés, pour l'accueil des réfugiés, l'environnement, le numérique, etc. Elles sont souvent très combatives, comme le montre spectaculairement le mouvement contre la loi de précarisation du travail. Et assez généralement soutenues par l'opinion publique, parfois massivement. Il existe dans la société un profond sentiment d'injustice et l'aspiration à un vrai changement.

Ces luttes se heurtent à l'intransigeance du patronat et du gouvernement. Mais surtout, elles sont bridées par l'absence d'un projet de transformation sociale qui permettrait leur convergence et leur donnerait alors la force, potentiellement considérable, qui leur manque aujourd'hui. Nous ne sommes pas dans une société apathique, bien au contraire : elle est éruptive, mais inhibée par l'absence de perspective politique crédible.

C'est dans cette situation contradictoire de difficultés très importantes et de force potentielle considérable que nous devons aborder les échéances de 2017. Le plus certain est que la clef se trouve dans une mobilisation rapide et exceptionnelle des classes populaires. Il ne fait aucun doute à nos yeux que la seule façon d'y contribuer est de proposer une démarche politique radicalement neuve, rompant avec les combinaisons d'organisations et proposant pour la première fois de donner aux citoyennes et aux citoyens eux-mêmes le pouvoir de décider directement de tout.

TRANSFORMER LE FRONT DE GAUCHE POUR QU'IL DEVIENNE LE MOTEUR D'UN RASSEMBLEMENT TRÈS LARGE, UNE GRANDE FORCE POPULAIRE ET CITOYENNE

Le Front de gauche est en difficulté, certes. Mais, dans la société, le besoin de rassemble-

ment est toujours vivace. Face à l'inertie des instances nationales du Front de gauche, des militants et des citoyens ont créé localement, sous diverses formes, des assemblées ou des collectifs citoyens qui ont souvent un bilan très positif. Au plan national, les initiatives se succèdent (Collectifs 3A, Chantiers d'espoir, Mouvement commun...) pour tenter de trouver des espaces où réfléchir et agir ensemble. Les forces disponibles sont potentiellement considérables tant l'aspiration existe dans la société à trouver le moyen de sortir de la terrible impasse actuelle.

Il ne s'agit pas seulement des militantes et militants et des milieux les plus ouverts au débat politique. Beaucoup de femmes et d'hommes qui se tiennent aujourd'hui à distance de la politique, notamment dans les classes populaires, ne sont pas du tout indifférents à la politique, mais découragés ou écœurés, y compris par nos propres incapacités. Elles et ils pourraient se révéler disponibles en grand nombre si l'espoir naissait d'une initiative sortant des sentiers battus d'un système politique épuisé, leur donnant enfin réellement la parole et le pouvoir de décider.

Certains camarades proposent de « rallumer l'étincelle » du Front de gauche, qui, même en crise, apparaît durablement ancré dans la population comme étant « la force de gauche alternative », voire « l'alternative à gauche ». Et son programme, « l'humain d'abord », continue de faire référence pour beaucoup. Compte tenu de l'expérience, il nous faut cependant imaginer une autre forme de rassemblement. Non pas en déclarant la mort du Front de gauche, ce qui découragerait celles et ceux qui y ont vu à juste titre un espoir et réduirait à néant les efforts déjà accomplis. Mais en proposant de le prolonger et d'en élargir radicalement la démarche pour qu'il donne naissance à une dynamique de front populaire.

Le Front de gauche doit devenir une structure ouverte où citoyen-ne-s, militant-e-s syndicaux, associatifs, féministes... pourront trouver et créer des lieux d'élaboration, de débat, mais aussi d'actions, de décisions. Une structure en mouvement, qui permettra d'associer des militant-e-s issu-e-s de cultures politiques différentes et avec des volontés militantes différentes : engagements thématiques, ponctuels ou plus durables, impliquant une participation aux prises de décision. Au plus près des lieux de travail et de vie, il s'agit de permettre une authentique appropriation citoyenne des débats et des choix politiques. Chacune et cha-

cun pourra s'y inscrire directement dans des assemblées locales souveraines. Toutes les forces progressistes (partis, syndicats, associations, etc.) pourront y contribuer en y faisant valoir leurs idées et leurs propositions et, le cas échéant, en soutenant les actions démocratiquement décidées.

« Primauté au mouvement populaire », « union par en bas », disions-nous après avoir analysé l'échec de l'union de la gauche. Il est temps de traduire le slogan en faits et de donner jusqu'au bout la primauté au mouvement populaire, y compris lorsqu'elle suppose pour nous et notre organisation de la prise de risque, de l'expérimentation, du dépassement parfois, de l'ouverture toujours. Il s'agit donc d'affirmer le Front de gauche comme une perspective stratégique de long terme, qui se fixe l'objectif d'une construction politique et populaire de la gauche de transformation sociale, radicalement antilibérale ; bien au-delà d'un simple rassemblement électoral. Ce que nous proposons ainsi, c'est la construction de lieux et de réseaux où, sur la base d'une volonté commune de combattre le néolibéralisme et les idées d'extrême droite pour inventer une alternative sociale, écologique et de liberté, puissent se rencontrer les citoyens, les forces politiques et les organisations du mouvement social et où les citoyens eux-mêmes puissent prendre à chaque étape les décisions essentielles.

POUR 2017 : DES ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Si nous ne réussissons pas à faire renaître l'espoir et permettre ainsi aux classes populaires de se sentir à nouveau concernées par la politique, les élections de 2017 se traduiront, quoi qu'il arrive, par un face-à-face entre les deux stratégies des classes dominantes : le néolibéralisme et le néofascisme. Rendre crédible une véritable alternative de progrès social et humain est donc la seule façon de déjouer le piège qui est tendu à notre peuple.

La perspective illusoire et dangereuse de primaires au service d'une « candidature commune » de la gauche

Mettant en avant le précédent de 2002, le Parti socialiste soutient que l'unité de candidature de toute la gauche serait le seul moyen d'éviter son absence au second tour et un duel entre la droite et l'extrême droite. C'est pourquoi il lou-

voie entre l'hypothèse d'une candidature « naturelle » de François Hollande et des primaires de toute la gauche « de Macron à Mélenchon », qui seraient organisées beaucoup trop tardivement, en fin d'année voire en janvier.

Un tel scénario est dangereux et illusoire.

Il ne pourrait qu'aggraver la confusion puisqu'une primaire pour une candidature « commune » de la gauche devrait rassembler à la fois les partisans et les adversaires des politiques libérales soutenues par le Parti socialiste.

Notre propre participation à une telle primaire est en outre impossible à imaginer sans que tous les participants acceptent un « socle commun » réellement antilibéral. Pas seulement sur la loi « travail » et la déchéance de nationalité, mais sur l'ensemble des politiques libérales qui enfoncent notre pays dans la crise et produisent l'écœurement et la colère de notre peuple, à commencer par l'acceptation des traités européens que le Parti socialiste a majoritairement soutenus depuis plus de trente ans.

Il est tout aussi vain d'espérer que la sécession d'une partie du PS pourrait nous permettre de faire émerger une « candidature commune » à gauche. Outre que cette hypothèse relève en l'état de la politique-fiction, elle ne pourrait pas rassembler toute la gauche sur une même candidature. Car même si les tensions internes devaient atteindre un niveau d'intensité qui casserait le Parti socialiste en deux parties, l'une visiblement libérale et l'autre moins, le résultat souhaité d'une candidature de toute la gauche ne pourrait être atteint puisque la partie supposée plus « libérale » que l'autre ne manquerait pas d'en présenter également une.

Et dans tous les cas, la candidature ne pourrait être celle de toute la gauche puisqu'un tel résultat supposerait aussi le renoncement de Jean-Luc Mélenchon, qui continue d'identifier le Front de gauche pour des millions de femmes et d'hommes et se refuse, quant à lui, de façon tout à fait déterminée, à quelque alliance que ce soit avec un PS discrédité par son soutien constant au gouvernement et demeure crédité dans les sondages d'environ 10 % des intentions de vote.

Enfin, s'il y avait une candidature « commune » à gauche à l'élection présidentielle à partir d'un « socle commun », nous risquerions fort d'être entraînés vers des candidatures communes

aux législatives de femmes et d'hommes supposés « résolument à gauche », comme le dit le projet de base commune, mais dont on ne voit pas comment et par qui elles seraient décidées.

Pas de dynamique populaire possible sans une rupture claire avec un PS discrédité

Il est vrai qu'il existe dans le pays un très profond mécontentement qui pourrait donner naissance à un grand mouvement social qui changerait radicalement la donne. Personne ne peut pourtant prédire un événement de cette nature : il faut y être prêt et contribuer à son émergence, mais il est impossible de fonder une stratégie électorale sur une telle hypothèse, encore moins à très court terme.

Et surtout, comme toute l'histoire le montre, y compris Mai 68, un mouvement social même considérable ne débouche pas nécessairement sur un changement politique. Il faut pour cela que ce mouvement puisse se reconnaître dans une offre politique (un projet, des forces) qui lui corresponde. C'est ce qui s'est passé récemment en Grèce et en Espagne, avec des résultats spectaculaires. Mais dans tous les cas, une des conditions de la dynamique politique a été la rupture claire et sans concession de Syriza et de Podemos avec respectivement le Pasok et le PSOE, l'un et l'autre aussi affaiblis et discrédités que le PS. Il est vain de s'accrocher à la vieille union de la gauche avec la social-démocratie à sa tête. La gauche, comme outil politique des catégories populaires — diverse dans ses courants de pensée et dans ses traditions politiques, mais unie par son parti pris en faveur de ce camp social-là —, ne pourra trouver un nouveau souffle que si elle a pour moteur une force de gauche radicalement formatrice et antilibérale.

À l'inverse, notre ralliement à une candidature commune avec le Parti socialiste — qui, dans les conditions actuelles, ne pourrait être que celle d'un des principaux dirigeants de ce parti — aurait pour nous et nos combats des conséquences désastreuses. Elle nous associerait une fois de plus au PS, ce qui nous entraînerait dans sa chute annoncée. Pire encore, elle casserait définitivement le rassemblement que nous tentons de construire depuis 2003 pour faire vivre une alternative de gauche aux politiques néolibérales. Le Front de gauche éclaterait définitivement et n'y survivrait pas. Les forces que nous avons contribué à rassembler se disperseraient. Huit ans d'efforts seraient

ruinés. Les assemblées et collectifs citoyens qui se sont constitués malgré l'absence de toute initiative nationale après 2012 disparaîtraient. Les liens tissés, les pratiques et la culture communes, les combats menés ensemble : tout cela serait passé par pertes et profits. La perspective d'une alternative à gauche serait pour longtemps rayée de la carte. Le seul gagnant de cette catastrophe serait finalement le Front national lui-même, dont nous disons pourtant à juste titre vouloir plus que tout conjurer la menace, parce qu'aurait disparu du champ politique toute autre alternative au néolibéralisme que celle du néofascisme.

Il faut en tirer définitivement la conclusion : nous ne pouvons pas faire dépendre notre stratégie d'évolutions supposées du Parti socialiste. Pendant des décennies, de « l'Union de la gauche » à « la gauche plurielle », nous avons tenté sans succès de « peser » sur lui, de l'extérieur ou au sein d'alliances de sommet. Nous avons fait nous-mêmes la critique de ces tentatives et en avons conclu après 2002 que la seule solution était de travailler à construire un rassemblement clairement porteur d'une alternative politique au néolibéralisme. C'est l'objectif que, plus que jamais, nous devons poursuivre et amplifier à l'occasion des élections présidentielle et législatives de 2017.

C'est la condition pour qu'un rassemblement majoritaire puisse se construire sur des bases clairement opposées à la poursuite des politiques néolibérales. Plus ce rassemblement sera puissant, plus il réussira à identifier une véritable alternative de progrès démocratique, social et écologique, et plus il sera attractif pour des femmes et des hommes, voire des militantes et militants, élus et élus qui se reconnaissent encore aujourd'hui, même par défaut, dans un Parti socialiste à la dérive. Le rassemblement de « toute la gauche », comme celui que Podemos a proposé en Espagne, ne pourra se faire qu'en ayant réussi à briser l'hégémonie du PS à gauche, sur la base d'un rapport de force garantissant l'engagement d'une politique clairement antilibérale.

Des Assises de la transformation sociale et écologique

L'objectif que nous nous fixons pour 2017 est de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent rompre avec les politiques libérales et autoritaires pour travailler à une alternative sociale, écologique et démocratique. Nous proposons pour cela une première étape de notre stratégie de front populaire en tra-)))

») vaillant à une démarche puis à une campagne nationale liant indissociablement élections présidentielle et législatives autour d'un projet commun.

Nous proposons que se tiennent, sous la forme d'assemblées citoyennes, des assises locales ouvertes à toutes les forces et à toutes les personnes qui veulent travailler à une véritable alternative de progrès humain, y compris les membres et élus du Parti socialiste, d'EELV et toutes celles et ceux qui souhaiteraient travailler à une rupture claire avec les politiques libérales. « L'humain d'abord », qui reste par beaucoup d'aspects d'actualité, serait la base des échanges.

Jusqu'à la fin de l'automne, nous travaillerions ainsi ensemble à recueillir au plus près des classes populaires leurs exigences, leurs idées et leurs propositions et à construire un projet et des candidatures à l'élection présidentielle et aux élections législatives. Puis des assises nationales, composées de délégué-e-s des assises locales, concluraient la démarche en formulant le projet et en actant les candidatures communes.

En cas de désaccord persistant sur certains points du projet, une votation citoyenne na-

tionale donnerait une légitimité démocratique aux choix indispensables. Il en serait de même en cas de pluralité de candidatures possibles à la présidentielle. À l'initiative des assises locales, le même principe pourrait s'appliquer aux candidatures aux élections législatives.

Jean-Luc Mélenchon a proposé unilatéralement sa candidature, ce qui va à l'encontre de la démarche collective qui est la raison d'être du Front de gauche. Il est extrêmement dommageable qu'on en soit arrivé là. Comme l'est aussi le fait que nous n'ayons jamais examiné ni débattu de cette éventualité tout à fait prévisible depuis des années et que nous n'ayons pas élaboré une stratégie qui en tienne compte et permette de poursuivre la démarche collective qui a montré son efficacité.

Le processus que nous proposons renoue avec l'esprit initial qui fut celui du Front de gauche : rassembler pour une alternative sans concession aux politiques libérales et contester l'hégémonie à gauche du PS. Elle devrait donc permettre à Jean-Luc Mélenchon de s'inscrire dans ce processus qui garantit que ce seront les citoyennes et les citoyens les plus attachés à « l'humain d'abord » qui auront le dernier mot sur le projet et la candidature à la présidentielle. Elle est, de plus, beaucoup plus

cohérente avec la conception d'une VI^e République débarrassée d'un présidentialisme qui écrase et dénature notre démocratie.

Mais nous savons que l'essentiel dépendra du succès de la démarche proposée. Si nous avons la capacité, avec toutes les forces individuelles et collectives disponibles, de susciter une véritable dynamique politique, la légitimité des décisions prises dans ce cadre s'imposera de fait à tout le monde car elle seule peut ouvrir un espoir, permettre le réengagement des classes populaires et garantir ainsi le succès.

En donnant aux citoyennes et aux citoyens eux-mêmes le pouvoir de maîtriser les choix de projet et de candidature à l'occasion de la principale échéance politique de notre pays, cette démarche constituerait une innovation majeure dans la vie politique. Elle manifesterait notre volonté commune de secouer un système politique obsolète qui dépossède les citoyens de leurs pouvoirs et aboutit, de surcroît, de plus en plus à des blocages paralysants. Elle constituerait un signal très fort susceptible, a fortiori en cas de mouvement social important, d'identifier une offre politique radicalement nouvelle, susceptible de mobiliser à nouveau des catégories populaires résignées, jusqu'à maintenant, à l'abstention.

III. - LE PARTI COMMUNISTE : UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE DE LA POLITIQUE

La stratégie de front populaire et citoyen suppose une profonde transformation de notre parti, de ses pratiques et de ses règles de fonctionnement. Son objectif central : faire en sorte que nous nous immergions dans la société non pas pour lui apprendre ce qu'il y a lieu de faire ou de penser, mais pour contribuer, en y apportant avec d'autres notre propre contribution, à ce que les citoyennes et les citoyens débattent et réfléchissent ensemble et prennent directement

les décisions dont dépend leur rassemblement. C'est en outre le seul moyen, comme d'autres cherchent à le faire, en Espagne, en Grèce ou ailleurs, d'échapper au discrédit de la politique et des partis en nous identifiant concrètement à des pratiques radicalement nouvelles donnant la parole aux citoyens et la primauté au mouvement populaire.

Cela implique d'abord de mettre nos propres pratiques en accord avec les positions que

nous défendons dans la société : transparence de l'action publique et contrôle permanent des élus par les citoyens, déprofessionnalisation de la politique, interdiction rigoureuse du cumul des mandats et limitation à un seul renouvellement, réduction de leurs durées, statut de l'élu-e, etc. Ce que nous faisons nous-mêmes au quotidien doit devenir la garantie visible des changements que nous voulons opérer dans la vie politique.

PERMETTRE AUX CITOYENNES ET CITOYENS DE S'APPROPRIER L'ACTIVITÉ POLITIQUE

Ces nouvelles pratiques doivent être au cœur de la mise en œuvre de notre stratégie. Nous ne réussirons à créer une dynamique de front populaire que si celles et ceux que nous voulons rassembler éprouvent concrètement que, cette fois-ci, ils et elles ne sont pas les soldats d'une démarche sous contrôle d'états-majors lointains, mais qu'elles et ils peuvent la maîtriser de bout en bout : en décidant des formes d'organisation, des actions et, lors des élections, des projets et des candidatures.

De la même façon que nous proposons pour la société de mettre les citoyennes et citoyens eux-mêmes au cœur de tous les pouvoirs, de même nous faut-il aujourd'hui permettre aux femmes et aux hommes qui veulent s'engager de se saisir de la politique et d'exercer eux-mêmes des pouvoirs jusqu'alors réservés aux partis (choix d'actions, élaboration des projets, candidatures...) et au moins de les partager avec eux.

Il ne s'agit nullement d'un amoindrissement du rôle et de la responsabilité des partis, au contraire. Il n'y a pas dans la vie politique de spontanéisme qui permettrait d'imaginer pouvoir se passer de forces organisées nombreuses capables de contribuer partout aux débats, aux élaborations, aux initiatives. Les communistes ont toujours été, dans le mouvement ouvrier, ceux qui cherchaient à rassembler, à unir et, pour cela, à proposer et à agir en fonction de l'intérêt de l'ensemble du mouvement. Notre rôle est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que la diversité des luttes et des catégories sociales qu'il s'agit de travailler à faire converger – ce qui constitue un atout majeur – rend ce travail politique plus exigeant et nécessaire.

DES LUTTES CONCRÈTES À LA PERSPECTIVE D'UNE AUTRE SOCIÉTÉ

Les « 99 % » sont, dans leurs diversités, l'ensemble des catégories sociales qui vivent de leur travail et sont aujourd'hui les victimes du capitalisme financiarisé et mondialisé. Ils sont sous la pression des idées dominantes. Mais ils sont également travaillés par les contradictions que révèlent leur propre expérience et les idées portées par différents courants de transformation sociale, dont le nôtre. Ils ne cherchent pas des théories toutes faites, mais des solutions à leurs problèmes et des réponses à

leurs questionnements. Nous devons partir de cette réalité pour inscrire chaque initiative militante dans un combat commun qui rassemble et une cohérence d'ensemble à construire.

Plus que jamais, les communistes doivent donc partir du terrain, des luttes concrètes grandes et petites : luttes sociales et démocratiques, luttes politiques, actions de solidarités. Cela implique de développer notre implantation sur tout le territoire, dans les entreprises et les quartiers. C'est à partir de cette présence aux côtés de toutes celles et tous ceux qui bougent et se mobilisent dans la société que nous pouvons au mieux travailler à fédérer, à faire apparaître et grandir ce qui est commun, à avancer nos propres idées pour inscrire toutes ces luttes dans la perspective d'un autre système social que le capitalisme, d'une autre société.

UNE ORGANISATION OUVERTE ET DÉCENTRALISÉE

Pour cela, nous devons poursuivre la transformation de notre vie interne. Héritiers de conceptions liées à l'histoire et au « rôle dirigeant » de la classe ouvrière, nous le sommes aussi de la culture et de la forme d'organisation d'un parti « d'avant-garde ». Nous avons évidemment énormément changé, notamment en abandonnant la dictature du prolétariat en 1976 et le « centralisme démocratique » en 1994, puis en adoptant en 2001 le « pluralisme de droit ». Mais il nous faut aller plus loin.

Pour construire des liens et des réseaux avec tout ce qui bouge dans notre société et se mobilise contre l'ordre capitaliste néolibéral, nous devons imaginer un fonctionnement beaucoup plus ouvert, souple, horizontal, transversal, décentralisé. Les femmes et les hommes qui se mobilisent et pourraient s'engager politiquement sont très divers, comme le sont leurs exigences, leurs sensibilités et leurs cultures, produits de leur propres histoires individuelles et collectives. Notre parti doit pouvoir devenir le leur, sans qu'ils n'aient en rien à renier ce qu'ils sont. À l'image des travailleuses et travailleurs d'aujourd'hui, il doit pour cela devenir le lieu d'un métissage de toutes les cultures à visées émancipatrices, s'enrichissant les unes les autres dans un dialogue respectueux des différences. Toutes celles et tous ceux qui y sont prêts doivent pouvoir réfléchir avec nous, dans ce sens, à une transformation audacieuse de notre organisation, de ses pratiques et de ses règles de fonctionnement. Cela ne demande pas moins de cellules, de réseaux et de collectifs mais plus de lieux où les communistes

s'organisent, délibèrent et agissent, y compris au sein des entreprises et des établissements. L'implantation nationale de notre parti, les très nombreuses « maisons des communistes » sont pour cela des points d'appui important pour qu'émergent de nouveaux creusets d'élaboration citoyenne et d'éducation populaire.

Il faut travailler à développer l'autonomie et la capacité d'initiative des communistes. Elles et ils doivent pour cela disposer des outils nécessaires moyens de formation internes au Parti et partenariats avec tous les lieux d'élaboration et d'échange utiles dans le mouvement syndical et associatif. Ils doivent par ailleurs pouvoir échanger entre eux leurs expériences et leurs réflexions : nous devons pour cela mettre en réseau les militants au cœur d'un réseau social conçu comme un espace permanent de discussion et d'échange d'expériences. De même faut-il mettre en place une WebTV militante, comme l'ont fait nos camarades de Podemos en Espagne, et former le plus grand nombre de militantes et de militants à ce type de communication.

Les porte-parole de notre parti, comme les directions à tous les niveaux, doivent être représentatives de toutes les diversités, y compris les catégories sociales que nous voulons rassembler. La parité doit devenir une règle absolue ; nous devons faire de la promotion de cadres jeunes et issus des milieux populaires une grande priorité politique. Le Mouvement Jeunes communistes de France et l'Union des étudiants communistes sont pour cela des points d'appui importants, dans le respect de leur autonomie.

Nous devons repenser à partir de ces exigences le rôle de nos directions. La direction nationale est responsable devant les adhérents des décisions de congrès. Elle doit donc se donner les moyens d'évaluer les résultats – positifs ou négatifs – de ses propres décisions d'un congrès à l'autre et d'en comprendre les causes. De façon générale, les débats et les choix des directions – batailles politiques et stratégies électorales – doivent être faits en toute transparence pour les adhérents. La direction nationale doit être à l'initiative de batailles structurantes que nous devons mener dans la durée avec un calendrier, ce qui implique l'engagement de tous ses membres et une évaluation régulière avec les directions locales et départementales. Elle doit aussi se donner les moyens de recenser les pratiques innovantes qui se développent dans le Parti, de les faire partager, de les susciter et de les accompagner.

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

Abramowicz Théo (75) ; Agenin Alexis (72) ; Alayse Anne-Marie (29) ; Allabert Emilie (09) ; Altman Sylvie (94) ; Alvarez Raphael (92) ; Andre Sylvain (30) ; Antoine Martine (94) ; Arambourou Clément (33) ; Arnault Maud (89) ; Aspinas Gilles (13) ; Audouin Christian (19) ; Auger Maryvonne (85) ; Ausietre Gabriel (89) ; Ballu Bruno (45) ; Bardeaux Elsa (94) ; Bardoul Yvette (72) ; Bascoulegue Alain (93) ; Becker Emmanuelle (75) ; Bedin Yannick (18) ; Benazza Yannis (13) ; Benedetto Anne (25) ; Benoit-Etouatti Anita (91) ; Bergot Le Calvez Annie (29) ; Bernard Marie-Andrée (29) ; Bernies Cécile (33) ; Billon Gerard (92) ; Blachier Dominique (89) ; Blanchard Claude (85) ; Blanchet Véronique (29) ; Bonnet Jacques (34) ; Bontoux Françoise (77) ; Bontoux Jean-Pierre (77) ; Borvo Cohen-Seat Nicole (75) ; Bosc Robert (69) ; Bouali Josiane (33) ; Boudet Pierre (35) ; Bourdon Ginette (72) ; Bourdonnais Guy (50) ; Bourdige Luc (63) ; Bourgoin Fabienne (18) ; Bourgoin Jacques (92) ; Boursier Marie-Pierre (92) ; Boyer Alexandre (94) ; Bozzani Isabelle (49) ; Bozzo Joseph (87) ; Braleret Martine (13) ; Brossart Luc (31) ; Brun Monique (75) ; Canciani Evenlyne (77) ; Cassan Liliane (09) ; Cayrouse Jeanne (31) ; Cazeneuve Jean-Claude (95) ; Cesbron Nicole (85) ; Chami-Quaddane Nezha (92) ; Champenois Lucie (75) ; Chapeau Patrice (44) ; Chartrain Véronique (28) ; Chastrusse Joëlle (92) ; Chicot Martine (18) ; Clement Elisabeth (85) ; Cloix Chantal (71) ; Cohen Seat Patrice (75) ; Cois Bernard (71) ; Combasteil Jean (19) ; Cormier André (72) ; Courtel Joëlle (77) ; Coustenoble Jacqueline (81) ; Couvreur Robert (38) ; Crozat Dominique (91) ; Culie Marie-Claire (81) ; Cymbler Danielle (30) ; De Benito Julien (84) ; De Cabanes Antoine (75) ; Decan Françoise (40) ; Dechery Nicole (69) ; Decrouez Lydie (31) ; Defaux Annie (32) ; Desbois Christian (32) ; Desbois Nicole (32) ; Descharles Dominick (95) ; Deverriere Evelyne (87) ; Devineau Sophie (14) ; Didier Dominique (89) ; Dignac Jacques (86) ; Dollet Bernard (75) ; Dubost Dominique (17) ; Duffour Michel (92) ; Dugas Bernard (85) ; Dugied Martine (30) ; Duparc Jean Paul (06) ; Dupont Ismaël (29) ; Esnault Danielle (33) ; Espigat Marc (81) ; Espinoza Odile (92) ; Exposito Albert (31) ; Fath Jacques (92) ; Ferrand Josiane (09) ; Fichet Colette (38) ; Flaux Adèle (75) ; Flaux Jean-Yves (76) ; Fontes Claudie (31) ; Forget Daniel (92) ; Fouache Jeanine (89) ; Fouilloud Colette (56) ; Gaillanne Fanny (75) ; Gallais Estelle (79) ; Gallais Joël (56) ; Gasc Sébastien (21) ; Gau Gabriel (75) ; Gauvrit Roger (75) ; Gay Lucienne (30) ; Geminel Grégory (94) ; Genevee Frédérick (94) ; Gimeno Daniele (06) ; Giuntini Francis (91) ; Gogail Michel (85) ; Golderberg-Guillot Jacqueline (92) ; Gonthier-Maurin Brigitte (92) ; Goutmann Cécile (77) ; Grangie Jean Pierre (95) ; Grelaud Alain (33) ; Guiche Françoise (93) ; Guigo Eliane (06) ; Guillamot Rolande (56) ; Guillermand Rirette (06) ; Guillet Michel (44) ; Guillo Annick (77) ; Guingan Sylvio (47) ; Gwizdak Stéphanie (92) ; Haas René (65) ; Harry Patricia (56) ; Hemery Claude (56) ; Henry Mehedi (94) ; Hequet Thybaut (50) ; Herin Maurice (72) ; Hertz Sonia (72) ; Heysch Joseph (38) ; Hivernet Madeleine (92) ; Huet Jean (75) ; Hutardo Michele (77) ; Iafelice Michel (13) ; Icre Jean-Pierre (09) ; Indelicato-Baules Nicole (31) ; Jacob Colette (75) ; Jacquaint Muguette (93) ; Jaouen Rosita (95) ; Jolis Sébastien (94) ; Joncret Christian (94) ; Jordan Delphine (84) ; Josso Joel (94) ; Joyeux Annie (82) ; Jumeau Philippe (56) ; Khelafi Dominique (93) ; Klopp Anne (94) ; Kolebacki Patrick (59) ; Krys Denis (91) ; Lacombe Jean (92) ; Lafuente Sylvie (77) ; Lalys Frédérique (56) ; Landais Jean-Pierre (44) ; Landrain André (92) ; Landrieau Nicole (85) ; Langeois Christian (14) ; Langlet Gilbert (63) ; Lavernhe Elisabeth (31) ; Lavrat Suzanne (89) ; Le Barbenchon Aline (50) ; Le Bihan Claudie (78) ; Le Bronze Marcel (44) ; Le Deleter Gwenhaelle (56) ; Le Floch Jean Paul (03) ; Le Goff Anick (24) ; Le Guennec Marie-Claire (56) ; Le Lann Yann (92) ; Le Nozerh Martine (29) ; Leclerc Patrice (92) ; Leclere Jocelyne (30) ; Lecole Benjamin (60) ; Leger Massimo (14) ; Leger Nina (75) ; Lejantel Jacques (50) ; Lelieu Florence (22) ; Leroy Roland (34) ; Lhomme Jacky (92) ; Livonnet Jean (75) ; Lopez Marcel (09) ; Luxembourg Corinne (92) ; Mahe Christine (44) ; Maillet Lyliane (58) ; Mansour Miloud (50) ; Marechal Jean Pierre (13) ; Martineau Joëlle (56) ; Masson Sonia (75) ; Mavros Veronique (13) ; Maynaud Igor (18) ; Mazade Alexis (93) ; Mazaauric Claude (30) ; Mazeau Céline (94) ; Menal Manuel (75) ; Merrien Jean-François (03) ; Metz Jean-Baptiste (50) ; Meyroune Anna (89) ; Meyroune Francois (89) ; Michenaud Marie-Françoise (85) ; Millerioux Claire (18) ; Mitot Jean (77) ; Moineau Jean Pierre (94) ; Monnin Sylvie (93) ; Monrouzeau Aurélie (49) ; Mouly Frank (77) ; Muzeau Roland (92) ; Nadal Marie (82) ; Naget Camille (75) ; Naturel Adelaïde (92) ; Nicol Jacques (12) ; Olivaud Carole (56) ; Olivo Anne-Marie (72) ; Ortiz François (33) ; Oumellil Thérèse (39) ; Ouzoulias Nathalie (30) ; Ouzoulias Pierre (92) ; Paillant Jennifer (85) ; Paris Jean-Jacques (33) ; Pasquinet Christiane (49) ; Pedron Nadine (81) ; Pellicer David (82) ; Pen Loïc (60) ; Pere Jean (31) ; Perez André (12) ; Perrot Renaud (91) ; Petit Mauricette (89) ; Peyry Jocelyne (50) ; Philippe Catherine (82) ; Piergrossi Patricia (89) ; Poidevin Hugo (50) ; Poin Viviant (84) ; Ponce Olivier (04) ; Potvin Catherine (92) ; Proust Lydie (49) ; Psalti Sophie (13) ; Quainquard Françoise (91) ; Quelaudren Patrick (29) ; Queric Catherine (56) ; Quiot Alain (75) ; Raffaely Mireille (30) ; Ramdani Nacim (18) ; Ranou Jean-Christophe (92) ; Raymond Alain (89) ; Raynal Claude (93) ; Rebourgeon Jean-Pierre (71) ; Relinger Jérôme (75) ; Retourne Sylvie (95) ; Riffaut André (87) ; Robin Nicolas (75) ; Rodier André (18) ; Rollin Claudie (44) ; Rome Pascale (87) ; Rosier Bruno (72) ; Roux Suzanne (40) ; Rouzier Elsa (93) ; Ruiz Jean-Michel (95) ; Ruiz Katia (33) ; Safir Saïda (72) ; Saint-Gal Nora (94) ; Saintier Yvette (75) ; Salamone François (91) ; Sauret Marie-Jean (31) ; Schweitzer Marc (95) ; Senevat Gérard (09) ; Skrzypczak Michèle (03) ; Soto Monique (30) ; Soula Frederic (84) ; Stephan Bernard (56) ; Sugier Marie-Thérèse (30) ; Tachdjian Clarisse (38) ; Thiberville Marc (94) ; Thorez Julien (75) ; Tirel Daniel (17) ; Tollot François (61) ; Tosel André (06) ; Tournil Roseline (09) ; Touzet Hugo (75) ; Tricoire Michèle (85) ; Triguero Lys (09) ; Trovel Jacquie (56) ; Turoman Michel (75) ; Vandamme Hugo (59) ; Vandenkoornhuysse René (62) ; Varenne Valérie (50) ; Vatin Lucien (89) ; Vazeille-Poncet Marion (75) ; Verove Gaëlle (50) ; Vianney Guy (06) ; Vilaine Josette (89) ; Violain Bernard (85) ; Vittori Renée (81) ; Voisin Léo (59) ; Wimmer Jean-Noël (07) ; Winghardt Marie-France (91).

TEXTE ALTERNATIF N°2

**POUR UNE POLITIQUE
COMMUNISTE**

))) La France s'enlise dans une crise sociale, économique et politique extrêmement grave. Les capitalistes mènent une offensive implacable contre les droits et les conditions de vie des travailleurs et de leur famille. Avec le concours du gouvernement « socialiste » de François Hollande, ils s'efforcent de détruire toutes les conquêtes sociales et politiques du passé. Ils refoulent la société en arrière. L'Union européenne pèse de tout son poids dans le même sens, en France et partout en Europe. L'expérience grecque montre que les dirigeants de l'Union européenne ne reculent devant rien pour défendre les intérêts des capitalistes. Nous devons doter le Parti d'un programme d'action à la hauteur de la situation.

Les grands médias organisent la promotion du Front national, dont la propagande divise les travailleurs et entrave l'action du mouvement ouvrier. Le besoin d'extirper le poison nationaliste et raciste fait partie intégrante de notre lutte contre la régression sociale. Aucun domaine n'est à l'abri de cette régression : emploi, santé, logement, éducation, services publics et équipements municipaux, retraites, 35 heures, salaire minimum, Code du travail, droits syndicaux. Rien n'est sacré, sauf le profit. La voracité des grands actionnaires est sans limite. Le gouvernement Hollande impose des lois liberticides camouflées en « lutte antiterroriste ». L'évolution vers un régime reposant plus directement sur l'appareil policier et répressif souligne le caractère réactionnaire du système capitaliste et de la V^e République.

La justification des politiques d'« austérité », sous Sarkozy comme sous Hollande, était la création des conditions d'une reprise économique. En réalité, elles n'ont fait qu'enrichir davantage une minorité de riches aux dépens du plus grand nombre. L'économie stagne. Depuis 2008, elle affiche des taux de croissance extrêmement faibles, le plus souvent à peine au-dessus de 0 %. Le capitalisme français perd du terrain non seulement sur le marché mondial, mais aussi au sein de l'Union européenne et sur le marché intérieur français. La balance commerciale (la différence en valeur entre importations et exportations) de la France n'a jamais été positive depuis 2002. En 2013, elle affichait un solde négatif de 54 milliards. Au lieu de générer des profits par des investissements et par la conquête de nouveaux marchés, l'accumulation du capital passe avant tout par l'augmentation de la part des richesses conservée par les capitalistes au détriment du reste de la société.

Le capitalisme est en train de détruire l'infrastructure productive de notre pays. Restructurations, délocalisations et fermetures ont accéléré sa désindustrialisation. Au cours des vingt années précédant la crise de 2008, la position mondiale de la France – en particulier celle relative à l'Allemagne – s'est constamment dégradée. Depuis, son recul est encore plus marqué. Sa part des marchés internationaux se contracte au rythme annuel moyen de 0,5 % et sa base industrielle se rétrécit. Tous les secteurs, industriels ou autres enregistrent des suppressions d'emplois plus ou moins massives. PSA, Air France, SNCF, Arcelor Mittal, Alcatel-Lucent, SFR, Bouygues Telecom, Hewlett-Packard, Sanofi, Doux, Groupama, Conforama, Puma, Castorama, Carrefour, Novandie, Nouvelles Frontières ; la liste des entreprises annonçant fermetures et suppressions d'emplois ne cesse de s'allonger. Le nombre de personnes sans travail ou en situation de sous-emploi se situe aux alentours de 6 millions. Chaque mois qui passe, les chômeurs de longue durée s'appauvrissent inexorablement.

Parallèlement à ce vandalisme économique, le capitalisme a ruiné les finances publiques. L'État subventionne massivement les capitalistes et paie pour atténuer les conséquences sociales de leur système, au regard de l'insuffisance des revenus des ménages et du chômage de masse. Depuis des décennies, les dépenses de l'État dépassent ses revenus. Plutôt que de taxer les capitalistes et les riches, il préfère s'endetter massivement auprès des banques et d'autres spéculateurs. En juin 2014, sa dette a dépassé la barre de 2 000 milliards d'euros. Les seuls intérêts versés aux banques, année après année, s'élèvent à 50 milliards d'euros. Concrètement, le gouvernement français doit trouver sur les marchés financiers une somme se situant aux alentours d'un milliard d'euros par jour, dont les trois quarts proviennent de prêteurs étrangers.

Sous prétexte d'assainissement des finances publiques, les impôts augmentent pour la masse de la population. En même temps, le financement des collectivités territoriales, de la santé, de l'éducation nationale et des services publics a fait l'objet de coupes draconiennes, ce qui n'empêche pas la dette publique de s'aggraver au rythme de 100 à 150 milliards d'euros par an. Ce saccage appelé pudiquement « austérité » ne fait qu'attiser la cupidité des capitalistes et des spéculateurs financiers, qui passe avant l'intérêt public. Pourtant, le remboursement des spéculateurs financiers n'a aucune justification. Le PCF devrait reven-

diquer l'annulation de la dette publique et l'utilisation des ressources ainsi dégagées pour répondre aux besoins de la société.

Sans l'annulation de la dette et sur la base du capitalisme, l'assainissement des finances publiques est pratiquement impossible. Il impliquerait une réduction des dépenses annuelles d'environ 100 milliards d'euros. Une réduction de cette ampleur provoquerait une profonde récession économique, détruisant en même temps la base financière de l'État. La dette publique de la France est donc hors de contrôle. L'austérité aggrave la situation économique parce qu'elle mène à une baisse de la demande. En même temps, l'augmentation annuelle massive de la dette ne peut pas continuer indéfiniment. À terme, son poids mettra le pays dans la même situation de quasi-faillite que l'Espagne ou l'Italie, avec le risque d'une contraction encore plus brutale de l'activité économique du pays. Telles sont les perspectives qui se dessinent pour la France sous le régime parasitaire du capitalisme.

Le chômage de masse sévit partout depuis le milieu des années 1970. Depuis maintenant huit ans, avec la stagnation de l'économie, il a pris une ampleur sans précédent et sans aucune amélioration significative en perspective. Ceci indique que nous ne sommes pas en train de vivre une simple crise « cyclique » mais un long déclin de l'ordre capitaliste qui annonce la nécessité d'une transformation fondamentale de la société.

Les attentats ont donné lieu à une vaste opération politico-médiatique pour façonner un « consensus » favorable à l'état d'urgence et à la guerre. Il n'y a pas d'argent pour la santé publique, l'éducation nationale, les salaires ou les retraites. Mais pour la guerre, on peut dépenser sans compter. Le gouvernement réclame « l'union nationale » entre tous, qu'ils soient exploités ou exploités, qu'ils passent la nuit au château ou sur le trottoir. Les représentants de l'ordre établi, jusqu'alors largement détestés et discrédités, ont subitement pris l'allure de protecteurs. Avec la poursuite de la guerre, les marchands d'armes se frottent les mains. La violence, la destruction, la mort et la guerre leur sont toujours profitables.

L'état d'urgence signifie que le pouvoir répressif de l'État est renforcé. Juges, avocats, droits des citoyens, devenus encombrants, sont écartés des procédures. Officiellement mis en place pour lutter contre le terrorisme, l'état d'urgence supprime de nombreux droits démocratiques

pour tous. L'interdiction de manifestations entrave l'action du mouvement ouvrier. Les perquisitions à domicile s'effectuent de façon violente. On n'hésite pas à fracasser les portes en pleine nuit et à brutaliser les occupants, qu'ils soient hommes, femmes ou enfants. La destruction des conquêtes sociales s'accompagne de la suppression de conquêtes politiques et démocratiques. Depuis toujours, les régimes d'exception, mis en place sous prétexte de lutte antiterroriste, se retournent contre les citoyens et contre le mouvement ouvrier. Ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie, par exemple. Le Front national voit l'état d'urgence, à juste titre, comme un pas vers la réalisation de ses objectifs autoritaires. Il sert à intimider la population, à discipliner la société, à décourager la contestation.

L'imposition de ce régime était d'autant plus facile qu'elle n'a rencontré pratiquement aucune opposition parlementaire. Or, il est indispensable d'engager le Parti tout entier dans la lutte contre l'état d'urgence, contre la guerre et contre tous les aspects de la politique réactionnaire de Hollande. Nous ne pouvons pas réclamer une nouvelle République plus démocratique et en même temps approuver, par le vote de nos députés, un régime d'exception qui rend la République actuelle encore moins démocratique qu'avant.

L'UNION EUROPÉENNE ET L'EXPÉRIENCE GRECQUE

Exercées avec une brutalité de plus en plus flagrante – nous le voyons bien en Grèce ! – les pressions de l'Union européenne ont un impact néfaste sur la vie économique, sociale et politique du continent. Cette vaste machine bureaucratique, sous contrôle exclusif des capitalistes, est tournée tout entière vers la destruction progressive des acquis des travailleurs. Elle veut balayer tout ce qui fait obstacle à la loi du profit. Si les travailleurs veulent éviter la destruction des acquis sociaux chèrement gagnés et une dégradation importante de leur niveau de vie, ils n'auront pas d'autre choix que la lutte. Mais en même temps, le ressentiment populaire contre les diktats de l'Union européenne tend à renforcer les mouvements nationalistes et racistes que l'on observe pratiquement partout en Europe. En France, le Front national est porté par ce ressentiment. Pour lutter efficacement contre le danger qu'il représente, notre parti ne peut se permettre la moindre ambiguïté sur la question de l'Union européenne. Il doit prendre clairement position contre l'Union

européenne et présenter un programme de lutte pour en finir avec les intérêts de classe qu'elle incarne.

Les instances dirigeantes de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) ne sont pas neutres ou « indépendantes ». Sans aucun contrôle démocratique, elles ont été mises en place pour défendre les seuls intérêts des plus grands groupes de la finance, de l'industrie et du commerce, et c'est exactement ce qu'elles font. L'indifférence totale des bureaucrates aux commandes à l'égard des conséquences sociales de leurs décisions a été amplement détaillée par les représentants du gouvernement Tsipras, qui avait tenté de « négocier » avec eux. En réalité, il ne s'agissait pas d'une négociation, mais d'une succession d'exigences aussi implacables que destructrices, assorties de menaces et de chantages. Voilà la réalité de l'Union Européenne ! C'est un outil des grands capitalistes qui dominent le continent. Il sert à organiser l'exploitation des ressources humaines et matérielles au profit des capitalistes et à imposer la régression sociale à l'échelle européenne. Son caractère de classe est donc évident. Tous les aspects de sa politique en témoignent.

La victoire de Syriza aux élections du 25 janvier 2015 a été accueillie avec enthousiasme par les militants du mouvement ouvrier de toute l'Europe. Ce jour-là, Tsipras avait déclaré : « Aujourd'hui, nous avons mis fin à l'austérité. » Mais les choses n'étaient pas aussi simples. Des ennemis puissants se rangeaient contre le nouveau gouvernement. À l'intérieur du pays, la classe capitaliste grecque, responsable de la ruine du pays, la droite, l'extrême-droite et les « socialistes » du Pasok lui étaient totalement hostiles. À l'extérieur, le FMI, la BCE, l'Eurogroupe et le Conseil Européen, la majorité du Parlement européen, tous les groupes bancaires et tous les grands acteurs du « marché mondial » faisaient bloc contre lui. Face à cela, un simple changement de gouvernement ne change pas grand-chose.

L'expérience grecque est très riche d'enseignements. Il ne s'agit pas de « donner des leçons » aux Grecs mais au contraire d'apprendre à partir de leur expérience. La politique initiale de Tsipras se fondait sur la possibilité d'un compromis avec les grandes puissances européennes et l'oligarchie grecque. Cela signifiait qu'il fallait convaincre l'Union européenne d'accepter une politique de réformes sociales diamétralement opposées aux intérêts de la classe capitaliste. Cette démarche illusoire n'a

pas longtemps résisté à la réalité. Pour le capitalisme allemand, en particulier, des intérêts absolument vitaux étaient en jeu. Les exportations allemandes ont produit, en 2014, un excédant commercial de 217 milliards d'euros. Une réduction de la valeur de ses exportations menacerait les fondements mêmes de son économie. Par conséquent, la maîtrise de la politique monétaire européenne est un enjeu crucial pour l'Allemagne. Les soi-disant « négociations » n'ont pas abouti et ne pouvaient pas aboutir. L'attitude inflexible de Merkel était aussi un avertissement à tous les gouvernements et peuples de l'Europe. Il s'agissait d'écraser tout espoir d'une alternative possible à la politique d'austérité.

Face à l'impasse des négociations, le gouvernement grec a organisé un référendum qui a massivement rejeté le chantage de l'Union européenne. Merkel est devenue encore plus menaçante. Sous pression, Tsipras s'est engagé à appliquer une politique d'austérité draconienne : privatisations d'une valeur de 50 milliards d'euros, hausse significative de la TVA et d'autres taxes, très forte réduction des dépenses publiques et sociales, réforme repoussant l'âge de la retraite à 67 ans, lois facilitant des licenciements « collectifs », dénonciation des conventions collectives et restriction du droit de grève. La gestion de la politique budgétaire de la Grèce est placée sous le contrôle des puissances étrangères, l'Allemagne en tête. En cas de « dérive », l'Union européenne peut provoquer un effondrement total de l'économie grecque. Le pays est en train d'être pillé au profit des grands groupes capitalistes européens ; ceux de la France et de l'Allemagne figurent en bonne place parmi les acquéreurs des industries privatisées. Les « aides » financières récemment accordées à la Grèce ne font qu'augmenter d'autant l'endettement du pays. Dans le carcan et sous les diktats de l'Union européenne, la situation dans le pays ne peut que s'aggraver. Les travailleurs grecs n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Des résistances et des luttes sont inévitables. Les perspectives qui se dessinent pour la Grèce sont chargées de possibilités révolutionnaires, certes, mais aussi contre-révolutionnaires. Les communistes doivent suivre l'évolution de la situation très attentivement et se tenir à côté des travailleurs grecs dans leurs luttes présentes et futures. Mais la plus grande solidarité que nous pouvons leur offrir est de tirer les enseignements de leur expérience et d'en tenir compte dans l'élaboration d'un programme de lutte contre l'Union Européenne et le système capitaliste.)))

))) L'Union européenne a pris forme à partir de la « Communauté économique européenne », créée en 1957 avec le traité de Rome. À l'époque, la création d'une zone de libre-échange européenne était un projet américain et figurait dans le plan Marshall dans le cadre de la « guerre froide ». Mais au-delà des origines « américaines » de la zone, l'émergence ultérieure de l'Union Européenne répondait surtout aux intérêts des grands groupes industriels, financiers et commerciaux du continent. La concentration du capital entre leurs mains est allée de pair avec une forte interpénétration des économies nationales. La monnaie unique était mise en place pour renforcer l'assise internationale de ces entreprises et banques géantes, en les protégeant des taux d'échange variables des anciennes monnaies nationales. Progressivement, un appareil bureaucratique de plus en plus vaste a été mis en place, avec pour mission de veiller aux intérêts des grands groupes capitalistes. Ceux-ci ne veulent pas prendre de risques. Ce n'est pas pour rien que l'Union européenne est fondamentalement antidémocratique. Le « Parlement européen » n'a que des pouvoirs extrêmement réduits. Il est très loin des électeurs nationaux qui n'ont pratiquement aucune idée de ses soi-disant « travaux ». Les vrais pouvoirs sont concentrés entre les mains d'une caste de bureaucrates réactionnaires, dont la politique est façonnée par les impératifs du capitalisme européen.

Bien avant sa réunification, l'Allemagne était déjà le plus puissant des pays européens. Mais depuis 1989, l'écart avec les autres pays du continent – y compris la France – n'a cessé de grandir. Aujourd'hui, l'Allemagne est clairement la puissance dirigeante et dominante de l'Union européenne. Derrière la façade de la « coopération », tous les États n'ont pas les mêmes intérêts. Chacun s'efforce d'utiliser l'UE à ses propres fins, mais les plus faibles subissent la loi des plus forts. Si le capitalisme allemand n'obtient pas nécessairement tout ce qu'il veut de la bureaucratie européenne, il faut dire que jamais aucune décision importante ne peut être prise sans son accord ou en contradiction avec ses intérêts. Cette domination constitue, par la force des choses, une atteinte à la souveraineté des pays comme la Grèce, avec seulement 2 % du PIB européen, ou le Portugal. Même l'Espagne et l'Italie n'ont aucune prise réelle sur la politique monétaire européenne.

Première puissance industrielle du continent, quatrième puissance mondiale, grande prêteuse de capitaux, l'Allemagne exporte entre 35 % et 40 % de sa production. Aucun autre

pays n'est à ce niveau d'exportation. La Chine, par exemple, n'en exporte que 30 %. Ainsi, les intérêts de l'Allemagne exigent une monnaie forte afin de protéger la valeur de ses exportations. Par contre, les pays les plus faibles de l'UE préféreraient une monnaie faible pour rendre leurs exportations plus compétitives ou pour réduire le poids de leur dette. Malgré la grande diversité d'intérêts parmi les pays de l'UE, le contrôle de cette politique est fermement entre les mains de l'État allemand et, accessoirement, de celui de la France. Ce conflit d'intérêts est au cœur des tensions croissantes entre les États européens.

Les courbes de tous les indicateurs montrent que l'année 2008 a marqué un tournant dans l'évolution des économies européennes. Dans la période précédente, déjà, les inégalités sociales s'accroissaient dans tous les pays de l'UE, la concentration des richesses s'accroissait, le chômage de masse persistait, la précarité de l'emploi s'aggravait. L'écart entre les pays les plus riches et les pays « périphériques » grandissait, également. Mais le brusque tournant dans l'économie mondiale – et particulièrement européenne – en 2008 a fait que toutes ces tendances négatives se sont accentuées. La promesse de croissance et de stabilité s'est complètement évaporée. La seule perspective que l'Union européenne ouvre aux peuples est celle de l'« austérité ». L'Union européenne engraisse les capitalistes, mais pour les peuples, elle signifie la régression sociale permanente.

NOTRE PROGRAMME

La réalité de l'Union européenne et les événements en Grèce nous apprennent beaucoup sur la nature des problèmes auxquels nous sommes confrontés avec des implications très importantes pour notre programme. Jusqu'à présent, la direction du Parti a formulé un certain nombre de propositions pour modifier le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment de la BCE. Mais le Parti ne peut pas en rester là. L'Union européenne constitue un ennemi implacable à l'égard de tous ceux qui se mobilisent contre la régression sociale. Ceci découle de sa nature de classe. Les instances qui la dirigent ne se laissent pas impressionner par des expressions de souveraineté populaire, comme en témoigne le refus de prendre en compte la volonté du peuple grec lors des élections du 25 janvier et du référendum du 5 juillet 2015. Il en avait déjà été de même pour le « non » français en 2005. Les travailleurs qui représentent l'écrasante majorité de la population de l'Europe n'ont absolument aucune

prise sur la politique de l'UE, au service exclusif de la classe capitaliste. Par conséquent, au lieu d'entretenir l'illusion d'une impossible réforme, le Parti a besoin de s'armer d'une stratégie de lutte contre l'Union européenne, sur la base d'un programme frappant au cœur même des intérêts capitalistes qu'elle représente.

La BCE constitue le socle même de tout l'édifice de la finance capitaliste européenne. Sa transformation en un instrument de progrès social agissant contre l'intérêt des capitalistes est inconcevable. Même si une telle réforme était imaginable, qui la mettrait en application et dans quelles circonstances ? On ne trouve nulle part, ni dans nos publications, ni dans les interventions de nos dirigeants, ne serait-ce qu'une tentative de répondre à ces questions pourtant fondamentales. Si nous disons qu'une « autre » Union européenne est possible, que nous proposons une réforme de la BCE pour qu'elle devienne un instrument de progrès social, de création des emplois, de financement des services publics, etc., sans préciser par qui et comment cette réforme pourrait être mise en application, nous avons très peu de chances d'être écoutés. C'est une approche trop abstraite et passive.

Nous ne sommes pas contre des propositions de réformes lorsque celles-ci ont un contenu concret et lorsque leur réalisation est à la portée de notre combat. La Sécurité sociale, le logement social, le Smic, les 35 heures, les allocations chômage, etc. – parmi bien d'autres – étaient des réformes arrachées au prix de longues et âpres luttes. Mais tout ne peut pas être réformé. Sous le capitalisme, on ne fera jamais du Pentagone un défenseur de la paix dans le monde, pas plus que du FMI, de l'OMC ou de la BCE des instruments de lutte contre le capitalisme. Nous n'avons absolument aucune prise possible sur la BCE, pas plus que sur le Conseil européen ou l'Eurogroupe. L'Union européenne est implacable dans son opposition au progrès social. À nous d'être tout aussi implacables dans notre opposition à l'Union Européenne.

La sortie de l'Union européenne est une perspective qui n'est pas purement théorique, puisqu'elle se posait concrètement pour la Grèce, pendant le bras de fer entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe, et se pose encore actuellement. La direction du Parti a rappelé que la sortie de l'Union européenne ne permettrait pas de se mettre à l'abri des marchés financiers. Mais cette affirmation, même si elle est fondée, ne nous avance pas beaucoup, puisque rester dans l'Union européenne

ne le permet pas non plus. Il est vrai que, dans le cas de la Grèce, un retour à la drachme aurait instauré une monnaie de très faible valeur, compte tenu de la situation économique du pays. Mais dans ou en dehors de la zone euro, le problème de la façon de se libérer du capitalisme se pose toujours, non seulement pour la Grèce, mais aussi pour la France et tous les autres pays du continent.

Clairement, toute tentative sérieuse de rompre avec l'austérité porterait gravement atteinte aux intérêts des capitalistes. Elle rencontrerait une résistance absolument implacable de la part de l'Union européenne. La lutte contre le capital dans un pays donné et la lutte contre l'Union européenne se confondent, pour ainsi dire, en une seule lutte. En France, comme en Grèce, une lutte sérieuse contre les intérêts capitalistes nous mettrait en contradiction complète avec les lois et les traités européens. En finir avec l'austérité et se libérer du capitalisme est inconcevable sans une rupture avec l'Union européenne.

L'élaboration d'un programme communiste pour combattre le capitalisme français et porter un coup dévastateur à l'Union européenne nous ramène aux batailles idéologiques et programmatiques qui ont marqué toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses origines, entre réformistes et révolutionnaires. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels décrivent le réformisme comme l'ambition de « *guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage* ». Le réformisme est fondé sur l'idée qu'il est possible de résoudre les problèmes créés par le capitalisme dans le cadre de ce même système. Cependant, à notre époque, où la défense des intérêts capitalistes exige la régression sociale, les réformistes qui se trouvent au gouvernement sont dans l'obligation de choisir entre les réalités du système et leurs projets de réforme. L'évolution du Parti socialiste s'explique par cette contradiction incontournable. Comme Hollande, Valls, Macron et les autres, la direction du Parti socialiste est passée du réformisme aux « réformisme sans réformes » et finalement à la contre-réforme, pour devenir un agent conscient et cynique du capitalisme et de l'impérialisme, ouvertement hostile au mouvement ouvrier. À une époque où le capitalisme impose la régression sociale, sa faillite entraîne le réformisme avec elle. Plus que jamais, la lutte contre l'austérité et pour de nouvelles avancées sociales et démocratiques doit être liée à la lutte contre la propriété privée des moyens de production,

seul moyen de briser la capacité de résistance des capitalistes.

Il ne faut pas opposer les luttes immédiates à une politique révolutionnaire, comme si elles étaient mutuellement exclusives. Dans un programme authentiquement communiste, elles sont au contraire inextricablement liées dans un même mouvement. Une politique révolutionnaire ne nie aucunement la nécessité de défendre et, si possible, étendre les gains du passé. Les communistes sont pleinement impliqués dans des luttes concrètes sur de nombreux fronts : emplois, salaires, précarité sous toutes ses formes, services publics, inégalités et discriminations sexistes et racistes, droits démocratiques, « sans-papiers », droit de vote des étrangers, logement, éducation, santé et bien d'autres encore. Ces luttes constituent, pour ainsi dire, le « quotidien » de l'action syndicaliste et communiste. Cependant, notre programme ne peut se limiter aux revendications « immédiates », qui, par la force des choses, sont essentiellement défensives. Nous luttons dans le présent, mais nous devons en même temps préparer l'avenir et les étapes ultérieures de la lutte. Il faut ouvrir la perspective d'une rupture décisive avec le capitalisme, en indiquant aussi clairement que possible par quels chemins et dans quelles conditions cette rupture pourrait s'effectuer.

À partir de l'expérience concrète des luttes syndicales et politiques de la dernière période, il n'est pas difficile de comprendre que tant qu'elles demeurent isolées, partielles et épi-sodiques, même si elles donnent parfois des résultats positifs, elles ne peuvent être que d'une efficacité limitée. Nous connaissons tous de nombreux exemples de luttes réussies. Mais beaucoup de luttes se soldent par des défaites. Même la lutte contre la réforme des retraites en 2010, malgré son caractère massif et sa durée, n'a pas réussi à obtenir l'abandon de la réforme. La régression sociale se poursuit dans tous les domaines. Tel un homme qui gravit péniblement et lentement les marches d'un escalier mécanique descendant, les luttes n'arrivent pas à inverser la tendance. Les acquis d'un jour sont menacés et minés par les capitalistes et leurs agents gouvernementaux. Aujourd'hui, on s'attaque de nouveau aux retraites, aux 35 heures, au salaire minimum, au Code du travail, aux droits syndicaux, à la santé et la Sécurité sociale, à l'éducation Nationale. Entre 5 et 6 millions de personnes sont déjà au chômage et le chiffre s'aggrave de mois en mois. La société est refoulée en arrière.

Cette situation rappelle la citation bien connue du multi-millionnaire américain Warren Buffett : « *Il y a une guerre entre les classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre. Et nous sommes en train de la gagner !* » Elle souligne la nécessité impérieuse d'unir les travailleurs autour d'un programme pour en finir avec le capitalisme. Le mouvement ouvrier a besoin d'un programme qui relie les revendications immédiates et partielles à des mesures qui s'attaquent à la source du pouvoir des capitalistes, à savoir la propriété privée des banques et des grands groupes de l'industrie et du commerce. Ce programme ne peut venir que du Parti communiste. En finir avec l'austérité, avec l'injustice sociale, l'exploitation et le chômage de masse est inconcevable tant que les capitalistes conservent leur pouvoir économique. C'est la réalité de notre époque, et notre programme devrait en tenir pleinement compte, ce qui n'est pas le cas actuellement. Au contraire, au fil des années, il a été progressivement vidé de ses éléments spécifiquement communistes.

La revendication de nationalisations a été coupée du programme du PCF sous la direction de Robert Hue dans les années 90. Elle n'a été que très partiellement et vaguement réintroduite depuis. Parfois reviennent des allusions à la nationalisation « de banques », sans préciser lesquelles et sans expliquer pourquoi les autres seraient laissées aux capitalistes. Le Parti devrait sortir de cette ambiguïté en incorporant dans son programme la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, du crédit et des assurances. Il faudrait aussi préciser que cette nationalisation ne doit pas se faire comme celles du passé, qui ont maintenu les anciennes structures bancaires et les méthodes de gestion capitalistes. Il faut soumettre le secteur bancaire à un contrôle public et démocratique. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons enlever aux capitalistes cette arme redoutable que constitue le contrôle du secteur financier et mettre un terme à leurs opérations spéculatives. La prise de contrôle public de l'ensemble du secteur financier ouvrirait la voie à l'utilisation des ressources financières nationales dans l'intérêt de la population. Elle porterait par la même occasion un coup puissant à tout l'édifice financier de l'Union européenne.

De la même façon, dans sa propagande et dans son action militante, le Parti devrait expliquer la nécessité de nationaliser toutes les entreprises capitalistes géantes qui dominent l'économie – et donc la société toute en-)))

))) tière. En rapport avec les luttes, c'est une approche qui serait comprise par beaucoup de travailleurs. Dans le conflit chez Air France, les médias, le gouvernement et la justice ont focalisé l'attention du public sur une chemise déchirée. Nous aurions dû mener campagne pour la renationalisation d'Air France (sans indemnisation des grands actionnaires) pour se débarrasser du vandalisme industriel de ses dirigeants actuels et pour que l'entreprise ne soit plus gérée dans l'intérêt des actionnaires.

Cette même lacune dans notre approche était évidente lors de la lutte des salariés d'Arcelor Mittal en 2012-2013, après la décision de démanteler le site de Florange. Les travailleurs luttèrent pour défendre l'outil productif et éviter la suppression massive d'emplois. La direction du PCF a réclamé une réunion de tous les acteurs impliqués afin de « dégager un prêt à très bas taux d'intérêt de 600 millions d'euros » pour réaliser les investissements nécessaires. Plutôt que de réclamer de nouvelles sources de financement à des taux avantageux pour Mittal (qui était déjà lourdement subventionné par l'État), nous aurions mieux fait de réclamer la nationalisation de l'entreprise, sous le contrôle démocratique des salariés et des pouvoirs publics. On peut produire de l'acier sans les capitalistes et garantir en même temps des conditions de travail et la sécurité de l'emploi dont les travailleurs du secteur ont besoin. Les mandarins réactionnaires de l'Union européenne crieront leur indignation. Ils diront que la nationalisation de l'industrie métallurgique est contraire aux traités européens, à la concurrence « libre et non faussée », remettant en cause les fondements mêmes de l'Union Européenne. Et ils auront parfaitement raison. C'est aussi l'un de nos objectifs.

La réintégration de l'expropriation des capitalistes dans le programme du PCF donnerait beaucoup plus de force et de cohérence à l'ensemble de sa plate-forme revendicative. Lorsque nous présentons nos revendications pour l'augmentation des salaires, la réduction de la semaine de travail sans perte de salaire, l'extension des droits des salariés, le droit de veto des organisations syndicales relatif aux restructurations et aux licenciements, les salariés nous répondent souvent qu'il suffirait d'appliquer ne serait-ce que le quart de ce programme pour que les employeurs mettent la clé sous la porte ! Quelle est notre réponse à cet argument ? Quel capitaliste, après tout, va investir dans une entreprise où ses décisions peuvent être annulées par les salariés et ses marges de profit réduites par des augmenta-

tions de salaire et des réductions d'horaires ? La force motrice du capitalisme, c'est le profit. Porter atteinte au profit, c'est s'exposer aux représailles, menaces de licenciements, délocalisations et fermetures. Il faut pouvoir désarmer le capitaliste, le priver de ses moyens de résistance. C'est pourquoi nous devrions réintégrer dans notre programme la nationalisation – ou « socialisation » si l'on préfère – des grandes entreprises industrielles et commerciales, ainsi que la prise de contrôle par les salariés de toute autre entreprise qui menace de supprimer des emplois, de délocaliser ou de fermer.

L'idée d'une « planification écologique » a été largement popularisée par le PCF et le Front de gauche, à juste titre. Le saccage de l'environnement – avec ses graves répercussions sur la santé publique – est l'une des manifestations les plus effroyables de l'impasse dans laquelle le système capitaliste pousse l'humanité. Les mécanismes de la concurrence et de la course aux profits sont en contradiction complète avec une gestion rationnelle des richesses naturelles et technologiques, sans laquelle il ne sera pas possible d'en finir avec la pollution des mers, des sols et de l'air – comme avec l'ensemble des menaces écologiques. Qu'il s'agisse de l'utilisation abusive des OGM, des problèmes associés au gaz de schiste, aux pesticides, à la déforestation ou à la pêche intensive, etc., la gestion des ressources de la planète implique une planification démocratique de la production dans l'intérêt de l'ensemble de la société. Or, les capitalistes ne s'intéressent qu'au profit. On ne peut pas planifier ce que l'on ne contrôle pas. Aussi la planification écologique devra-t-elle se fonder, pour être efficace, sur une planification démocratique de l'ensemble des grands leviers de l'économie : banques, industries, transports, etc. Le secteur énergétique et le réseau de traitement et de distribution de l'eau devraient être propriété publique à 100 %. Pour préserver l'environnement et les grands équilibres écologiques, il est indispensable de libérer l'économie de l'emprise de la classe capitaliste.

Si la nationalisation a sa place dans les luttes immédiates, elle doit former le socle, à une échelle plus grande, de ce « projet de société », que les militants dans les sections ont souvent pointé comme une lacune majeure dans notre programme. Dénoncer les injustices, s'engager dans les luttes, tout ceci est indispensable. Mais quelle est l'alternative au capitalisme ? C'est parce que les travailleurs n'en voient pas qu'ils s'y résignent. C'est aussi l'un des facteurs qui poussent certains d'entre eux dans les bras

de la droite et du Front national. S'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde, les uns travailleront et pas les autres. Et en l'absence d'une alternative, le Front national s'efforce de dresser les travailleurs les uns contre les autres, en disant que les « Français » devraient passer en priorité. Ceci nous rappelle le vieil aphorisme marxiste selon lequel la question nationale, chez les travailleurs, est au fond une question de pain quotidien, une question de survie. Le gouvernement « socialiste » travaille dans le même sens que le Front national, de ce point de vue. En montrant du doigt les « privilégiés » de la fonction publique, les chômeurs « fraudeurs » et les syndicats qui empêcheraient des gens de travailler, tout est fait pour exciter jalousies et rancunes et diviser les salariés entre eux. L'attitude du gouvernement envers les « migrants » et les réfugiés, à l'heure où il intensifie les bombardements au Moyen-Orient, alimente le racisme également. Notre lutte va à l'encontre de tous ces préjugés. Nous voulons unir les travailleurs dans la défense de leurs intérêts communs. Ouvrir la perspective d'une société fondée sur la propriété publique et démocratique des moyens de production, libérée de l'emprise des capitalistes, où les citoyens n'auront plus à se battre entre eux pour pouvoir vivre dignement, nous aidera grandement dans ce combat.

RENFORCER LE PCF : CELLULES DE QUARTIER ET D'ENTREPRISE, FORMATION, DÉMOCRATIE INTERNE

Parmi les grandes priorités de notre action militante quotidienne, il y a l'augmentation des effectifs du Parti. Ses sections ont un niveau de viabilité et d'activité très divers selon les cas. Il y a des raisons différentes à cela. Cependant, de manière générale, il est clair que celles qui parviennent à s'engager sérieusement dans les luttes locales et qui travaillent en relation avec la CGT ou d'autres syndicats combattifs peuvent plus facilement se développer que d'autres. Par la force des choses, les activités liées aux différentes échéances électorales absorbent une partie considérable du temps et de l'énergie des sections, mais les structures locales ne doivent pas devenir de simples « machines électorales ». Le PCF est l'instrument d'une lutte qui doit se mener sur plusieurs fronts – social, politique, électoral, idéologique – qui sont indissociables les uns des autres.

À chaque fois que les circonstances le permettent, les sections devraient constituer des cellules dans les quartiers. Les cellules rappro-

chent les adhérents entre eux, enrichissent la discussion politique et favorisent une activité militante de proximité en rapport avec la vie des quartiers et des entreprises locales. Des cellules dans les entreprises et autres lieux de travail devraient également être envisagées à chaque fois qu'elles peuvent être établies sur des bases stables et viables. Une augmentation du nombre de cellules de quartier et d'entreprise serait le signe d'un réel progrès dans l'élargissement de la base militante du PCF et contribuerait à la diffusion de *l'Humanité* et de *l'Humanité Dimanche*.

Les sections locales sont organisées, de manière générale, sur des bases démocratiques. Les adhérents peuvent s'y exprimer librement, élire les responsables et exercer un contrôle collectif et démocratique sur tous les aspects de son organisation interne et de son activité publique. Cette démocratie interne est indispensable à la construction du Parti sur des bases saines et porteuses d'avenir. Cependant, dans les échelons supérieurs de notre parti, il existe encore des pratiques qui sont loin d'être démocratiques et qu'il convient de supprimer. Ici n'est pas le lieu d'en faire un inventaire complet mais, à titre d'exemple, la procédure en vigueur pour l'élection du Conseil national est inacceptable. Une liste de noms, concoctée selon des critères peu transparents, validée par le Conseil national sortant, est présentée aux délégués au Congrès national. Cette liste n'est pas connue, avant le congrès, des membres du Parti. Au congrès, la liste imprimée sert aussi de bulletin de vote. Les délégués qui approuvent la liste déposent le bulletin dans une urne. Ceux qui ne l'approuvent pas n'y déposent rien. Il n'existe aucun moyen de voter contre et tout marquage sur le bulletin annule sa validité. Ainsi, la composition du nouveau CN proposée par le sortant est inévitablement approuvée avec 100 % des voix, indépendamment du nombre de délégués qui l'approuvent. Cette pratique n'est pas digne d'un parti qui se veut démocratique.

Une démocratisation de notre fonctionnement interne permettrait un rapprochement entre les instances dirigeantes et l'ensemble des adhérents. Elle réduirait le risque de décisions prises en haut – comme celle de voter pour l'état d'urgence – qui sont en contradiction complète avec les idées et aspirations des militants.

Notre parti compte par ailleurs des milliers d'élus. Très souvent, ces camarades se battent pour notre cause de façon courageuse et désintéressée. Mais il arrive que des élus se laissent impressionner par le prestige et les avan-

tages divers qui peuvent être attachés à leur fonction, au risque de perdre contact avec la base et même de se considérer comme libres de toute obligation à son égard. Nous devons réfléchir aux moyens de mieux contrecarrer ce phénomène, de façon à ce que les adhérents puissent exercer dans tous les cas un contrôle effectif sur ses élus.

Notre lutte contre le capitalisme se mène sur plusieurs plans. Nous devons défendre les intérêts économiques et sociaux des travailleurs et mener des combats sur le plan électoral. Mais il y a aussi la lutte idéologique, pour la théorie, qui est d'une importance cruciale. Les idées du communisme sont constamment attaquées et tournées en dérision par nos adversaires politiques et dans les médias. Face à cette offensive idéologique, nos réponses ont trop souvent manqué de clarté. Le Parti en a beaucoup souffert. Parmi les arguments mobilisés contre les communistes, il y a par exemple l'expérience de l'URSS et du « stalinisme » en général. La dictature et la bureaucratie sont présentées comme des phénomènes inhérents au socialisme et une conséquence inéluctable de l'abolition de la propriété capitaliste. Restée largement sans réponse, cette « explication » du stalinisme a marqué les esprits à une échelle massive. Certes, après avoir détruit l'ancien régime et lutté pour défendre la révolution contre ses ennemis, les révolutionnaires russes n'ont pu empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique. Mais cela signifie-t-il que cette révolution n'a rien à nous apprendre ? Est-ce qu'elle ne recèle pas, comme toutes les révolutions du passé, victorieuses ou vaincues, de précieux enseignements pour tous ceux qui, à notre époque, aspirent à changer la société ? Et si oui, lesquels ? Quelles sont les causes profondes de la dégénérescence de l'URSS ? Notre direction nationale n'apporte aucune réponse solide à ces questions – ni à bien d'autres du même ordre. On peut difficilement éviter l'impression qu'elle ne se le pose même pas. Tant que nous n'apportons pas de réponses cohérentes aux interrogations légitimes qui existent sur ces problèmes, nous n'arriverons jamais à convaincre les travailleurs et la jeunesse que le communisme ne porte pas en lui le germe du totalitarisme. Les problèmes théoriques ne se limitent pas à la question du « stalinisme », que nous avons évoquée ici à titre d'exemple. Les jeunes et les travailleurs qui s'opposent au capitalisme s'intéressent à de très nombreuses questions politiques, historiques et philosophiques. Que penser de la théorie marxiste de l'État, du

matérialisme dialectique, de la théorie économique de Marx ? Quelles sont, selon nous, les perspectives pour Cuba ou pour le Venezuela ? Quelles sont nos idées sur l'évolution de la Chine ? Qu'est-ce qui explique la montée du « fondamentalisme islamique » ?

L'étude de l'histoire et des bases théoriques du marxisme n'est pas, pour nous, une tâche académique. Elle sert à nous armer davantage dans notre lutte contre l'idéologie capitaliste. Clairement, le parti devrait accorder plus d'importance à la théorie, mais il est évident qu'il ne peut pas tout faire. Des discussions et formations internes peuvent aider dans une certaine mesure, mais la maîtrise des idées fondamentales du marxisme et de l'histoire du mouvement ouvrier implique des lectures, de la réflexion et, par conséquent, un certain investissement personnel. Certaines sections locales ont créé des bibliothèques, par exemple. Si plus de camarades avaient une connaissance ne serait-ce que des « classiques » de la pensée marxiste, comme par exemple *Le Manifeste communiste*, ou *Salaire, prix et profit*, ou encore *Socialisme utopique et scientifique*, cela contribuerait à l'enrichissement idéologique du Parti dans son ensemble. Les camarades qui découvrent ces œuvres verraient que, contrairement à un préjugé très répandu, le marxisme n'est pas un dogme figé, composé de thèses valables en toutes circonstances. Il faut toujours partir de la réalité vivante, concrète, à laquelle nous sommes confrontés. Par un effort à la fois individuel et collectif dans le domaine de la formation théorique, nous serons mieux à même de répondre aux interrogations de ceux et celles que nous voulons intéresser à notre cause. Sans une attitude plus sérieuse envers les questions théoriques et historiques, il ne sera pas possible d'assurer le développement du Parti authentiquement révolutionnaire dont nous avons besoin.

ALLIANCES ÉLECTORALES

Le problème des alliances électorales absorbe une partie trop importante du temps et de l'énergie de la direction nationale et de toutes les autres instances du Parti, y compris les sections locales. Les complications, discordes et irritations relatives aux alliances électorales peuvent parfois peser sur le moral des militants et les détournent de préoccupations plus intéressantes du point de vue de la lutte contre le capitalisme. La baisse des effectifs du parti (et donc de son implantation sociale et électorale) pendant une longue période, avec une baisse correspondante de ses res-)))

))) sources financières, l'a mis en position de faiblesse par rapport au passé. Les problèmes relatifs aux alliances seraient bien plus simplement réglés si le Parti était mieux à même de mener campagne sous ses propres couleurs et en son propre nom, tout en étant ouvert à la conclusion d'alliances en cas de nécessité et en fonction de critères politiques clairement établis. Nous devons lutter pour retrouver cette autonomie.

Les causes de l'affaiblissement du PCF au cours de ces dernières décennies sont multiples, intérieures et extérieures au Parti à la fois. Il n'y a pas lieu, ici, de les examiner toutes. Disons seulement que nos faiblesses programmatiques, ainsi que les compromissions politiques qui ont jalonné notre histoire (notamment dans le cadre de nos rapports avec le Parti socialiste), ont considérablement brouillé la signification politique du PCF dans la conscience populaire. On ne refait pas le passé. Il faut surtout se tourner vers l'avenir. C'est dans cet esprit que nous avons tenté de donner quelques axes prioritaires allant dans le sens d'un redressement politique et organisationnel du parti.

Toujours est-il que la recherche d'alliés est souvent considérée – à tort ou à raison – comme une manière de compenser le rétrécissement de notre base électorale et conserver le plus grand nombre d'élus possible. La campagne présidentielle de 2012 a été menée de façon énergique autour d'idées et de revendications radicales, laissant entrevoir, aux yeux de la couche la plus militante et active des travailleurs, les contours d'un programme révolutionnaire. Le programme *L'Humain d'abord* s'est vendu à des centaines de milliers d'exemplaires et les rassemblements de la campagne étaient les plus importants et les plus militants jamais vus en France depuis longtemps. La campagne nous a permis de renouer avec une large couche de militants syndicaux et de jeunes. Mais depuis, le Front de gauche, tel qu'il était en 2012, s'est disloqué. Par ailleurs, trop souvent, les accords conclus avec d'autres formations politiques leur accordent des concessions hors de toute proportion avec leurs forces militantes et leur implantation sociale, donnant l'impression que c'est aux communistes de fournir les « troupes » et aux autres de ramasser les places.

Le problème des alliances est une question tactique et il serait vain de vouloir nous enfermer dans des schémas trop rigides. Cependant, quelques critères fondamentaux s'imposent. Nous ne devons pas nous engager dans des alliances ou participer aux exécutifs qui nous associent à des idées ou à des actions contraires à nos

principes. Aucun élu communiste, par exemple, ne devrait cautionner ou s'associer à des privatisations de services publics. Pourtant, le cas est malheureusement loin d'être inconnu.

Enfin, il y a le problème du Parti socialiste. Dans les ministères et dans ses instances dirigeantes, le Parti socialiste défend les intérêts capitalistes sur toute la ligne. Les objectifs politiques des dirigeants socialistes ne se distinguent nullement de ceux des partis de droite. Ils prennent leurs ordres auprès du Medef, s'attaquant tour à tour aux retraites, à la sécurité sociale, aux 35 heures, au Code du travail, aux droits et allocations des plus vulnérables. Ils accompagnent les capitalistes dans le démantèlement de l'infrastructure industrielle de la France, condamnent et persécutent des syndicalistes. Cette politique réactionnaire trouve son prolongement dans l'arène internationale, où le gouvernement « socialiste » arme des dictateurs contre les peuples et mène des guerres à des fins impérialistes.

On nous dira que le Parti socialiste n'est pas un parti homogène, qu'il y a des militants, des sections et même des dirigeants de deuxième ou troisième rang qui ne soutiennent pas la politique du gouvernement. Ceci est vrai. Mais le fait est que la conclusion d'accords électoraux qui présentent le PCF comme un « allié » du Parti socialiste pose clairement problème. La dernière participation gouvernementale du PCF avec les socialistes (1997-2002) a porté gravement préjudice à celui-ci. Les effectifs du Parti se sont effondrés. Le gouvernement Jospin a privatisé à tour de bras (plus que tout autre gouvernement dans l'histoire de la France) avec, hélas, l'implication directe des ministres communistes. La privatisation d'Air France, dont on voit aujourd'hui les conséquences désastreuses, remonte à cette époque. Aujourd'hui, des scénarios de compromission semblables peuvent se produire aux échelles municipale, régionale, etc. Sans aller jusqu'à exclure en toutes circonstances des accords avec le Parti socialiste, il est clair que ceux-ci ne peuvent éventuellement se justifier qu'à condition que les socialistes en question défendent réellement les intérêts populaires contre ceux des capitalistes et qu'ils prennent clairement position contre la politique de régression sociale de « leur » gouvernement. En aucun cas, des représentants du PCF ne devraient cautionner ou passer sous silence des mesures régressives, privatisations, etc., mises en application par le Parti socialiste.

INTERNATIONALISME CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Dans le *Manifeste communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels affirment que les travailleurs « n'ont

pas de patrie ». Ceci ne signifie pas que nous sommes indifférents au pays dans lequel nous vivons ou que nous sommes indifférents à son destin. Cela reviendrait à dire que nous serions insensibles aux conditions politiques, sociales et culturelles dans lesquelles nous menons nos luttes. Mais cela signifie, par contre, que les communistes doivent déterminer leur attitude envers les problèmes qui se posent non pas d'un point de vue étroitement « national », comme si les classes n'existaient pas, mais du point de vue des intérêts des travailleurs en tant que classe internationale. Nous sommes résolument internationalistes, non pas par sentimentalisme, mais parce que cela exprime les intérêts communs des travailleurs du monde entier, face à l'exploitation et l'oppression. Suivant le principe de « diviser pour mieux régner », les capitalistes et leurs représentants politiques veulent à tout prix diviser les peuples des différentes nations et semer la haine entre les travailleurs selon la couleur de leur peau, leur religion ou leur culture. Nous le voyons avec les discours visant à stigmatiser et à refouler les migrants qui se dirigent vers l'Europe en fuyant la guerre et la famine dans leurs pays d'origine. Notre lutte pour la solidarité internationale et contre le racisme fait partie intégrante de notre lutte contre le capitalisme en France et dans le monde.

En Europe, en Amérique latine, en Afrique, en Palestine, à Cuba, partout où les peuples sont en lutte pour résister au capitalisme et à l'impérialisme, pour la paix et pour leur propre émancipation sociale et politique, ils peuvent compter sur le soutien et la solidarité des communistes de France. C'est aussi au nom de notre internationalisme que nous devons nous opposer aux guerres impérialistes, dont les conséquences sont désastreuses pour l'humanité. Les interventions militaires en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Irak et en Syrie ont été menées au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais derrière ce prétexte se cachent les intérêts économiques et stratégiques des puissances impérialistes. Profitant de l'impact sur l'opinion des atrocités terroristes, Hollande nous a promis une guerre plus impitoyable que jamais « contre le terrorisme ». Il oublie de préciser par quel miracle des frappes aériennes en Irak ou en Syrie pourront enrayer le terrorisme, alors que de longues années de guerre et d'occupation en Afghanistan ont échoué en ce sens. Il en a été de même ensuite en Irak et en Libye, où les centaines de milliers de morts, les destructions, persécutions et déplacements des populations se sont accompagnés, au contraire, d'une croissance exponen-

tielle du terrorisme. Ce sont les interventions successives de l'impérialisme qui ont créé les conditions de l'émergence de cette forme de fascisme qui se nomme « l'État islamique ».

Nous devons systématiquement exposer l'hypocrisie des justifications officielles de la guerre au Moyen-Orient et expliquer les véritables intérêts qui sont en jeu. Le PCF doit exiger le retrait de la France de l'Otan et s'opposer à toutes les « grandes coalitions » destructrices, aux états d'urgence et à toute la panoplie meurtrière de la guerre impérialiste. L'opinion publique peut être manipulée. Le capitalisme dispose d'une machine politico-médiatique très puissante. Des guerres impérialistes peuvent mêmes être soutenues par l'opinion publique, dans un premier temps. Par conséquent, notre opposition à la guerre peut ne pas être immédiatement « comprise ». Mais nous ne devons pas chercher un consensus avec cette opinion publique manipulée. Ne disons pas ce que les gens veulent entendre. Disons-leur la vérité.

Notre combat pour en finir avec le capitalisme en France s'inscrit dans une perspective de lutte à l'échelle européenne et mondiale. Une organisation socialiste de la société serait impossible à maintenir durablement dans le cadre d'un seul pays, que ce soit en Europe ou ailleurs. C'est pour cette raison que, dans le passé, le projet d'une fédération socialiste de l'Europe figurait dans les perspectives politiques du Parti. Mais cet objectif ne pourrait se réaliser que par l'extension d'une transformation révolutionnaire ayant eu lieu dans un ou deux pays du continent. Il faut commencer quelque part. Nous luttons en France, mais dans une perspective internationaliste.

UN PROJET DE SOCIÉTÉ OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS À L'HUMANITÉ

Avec notre activité militante, notre implication dans les luttes et la nécessité de renforcer le PCF sur les plans politique et organisationnel, nous avons beaucoup à faire. Mais aucun des problèmes qui se posent n'est insurmontable. C'est un défi à relever. Nous avons nos faiblesses. Mais nous avons aussi nos forces. Combien de fois nos adversaires politiques ont-ils proclamé la mort du PCF ? Ils prennent leurs désirs pour la réalité ! Non, notre parti est loin d'être mort et il ne mourra pas. Il repose sur une longue tradition de luttes et de résistances. Aucun parti n'est mieux placé que le nôtre pour donner une expression politique de

la lutte contre l'injustice, l'exploitation et tous les ravages du capitalisme. Renforçons davantage nos liens avec les organisations syndicales combattives, avec les associations militantes. Créons des liens plus forts avec les partis de gauche et les organisations syndicales à l'étranger. Renouons avec les traditions politiques, programmatiques et théoriques du marxisme. Le chômage de masse et la régression sociale sont bien trop graves pour être résolus par des demi-mesures et des réformes superficielles. Des mesures décisives contre le capitalisme s'imposent et c'est au PCF de présenter un programme qui incarne cette exigence. En liant nos revendications sociales et politiques immédiates à la nécessité d'exproprier les capitalistes, les communistes se donneront non seulement de grands objectifs, mais aussi les moyens de leur réalisation. C'est précisément sur cette question, entre autres, que le PCF se distinguait des réformistes et autres « sociaux-démocrates » dans le passé. Si nous parvenons à réorienter le Parti dans ce sens, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance.

Nous avons sans doute tendance à mettre l'accent sur les raisons « négatives » de notre engagement communiste. Nous sommes contre la précarité, contre le racisme, contre le chômage. Il faudrait davantage expliquer toutes les raisons positives de la lutte contre le capitalisme. Les richesses générées par le travail sont actuellement accaparées par la classe capitaliste, mais lorsque les rouages essentiels de l'économie appartiendront à la collectivité, la production pourra enfin être organisée sur des bases rationnelles et démocratiques pour le bien public et non plus pour le profit privé. Dans cette société nouvelle, libérée de l'emprise des capitalistes, les ressources gigantesques générées par l'économie, enfin soustraites au contrôle des capitalistes, permettraient une amélioration substantielle du système éducatif, des services de santé et de tous les autres services publics. Nous pourrions progressivement effacer les inégalités et les injustices flagrantes créées par le capitalisme et garantir à chaque individu, quels que soient son âge, sa couleur ou son sexe, les conditions d'une existence digne.

Nous sommes pour une nouvelle République. La République idéalisée, romancée et mythique, celle qui incarnerait la liberté, l'égalité et la fraternité n'existe, pour le moment, que dans l'imaginaire. La Cinquième République en est très loin. C'est précisément la « République des riches » contre laquelle Robespierre nous mettait en garde. Oui, tout le monde est libre d'une certaine façon, comme des renards libres

parmi des poules libres ! Et comment peut-il y avoir d'égalité entre exploités et exploités, ou la fraternité entre des classes aux intérêts diamétralement opposés ? La République que nous voulons ne deviendra possible que lorsque l'État et l'économie ne seront plus sous l'emprise de la classe capitaliste.

Le programme communiste est un programme libérateur, un programme d'espoir qui s'appuie sur notre confiance en la capacité du peuple à réorganiser la société sur des bases nouvelles, sans les capitalistes. À la veille de la Révolution française, l'abbé Sieyès pouvait écrire que le « tiers état », considéré comme « rien » par les tenants de l'Ancien Régime, était en fait « tout ». Aujourd'hui, nous pouvons dire avec infiniment plus de justification que le salariat est « tout » dans la société moderne. Sans lui, rien ne peut se faire. Penser que les travailleurs n'ont pas les compétences requises pour diriger la société, c'est perdre de vue le fait qu'aujourd'hui, déjà, même sous le capitalisme, les salariés assurent pratiquement toutes les fonctions essentielles de l'économie et de l'administration, sans pour autant en avoir la maîtrise. La fonction sociale des travailleurs signifie qu'ils possèdent un immense pouvoir. Le problème, c'est qu'ils n'en sont pas suffisamment conscients. Notre rôle, en tant que communistes, est d'aider, par notre présence dans les luttes et par la force de nos idées, à la compréhension de cette réalité. Pourquoi le destin de la société tout entière devrait-il être suspendu au pouvoir et à la cupidité des capitalistes ? La société nouvelle que nous voulons sera fondée sur le contrôle et la direction démocratiques de l'économie, de l'État et de l'organisation sociale en général.

Sous le capitalisme, l'introduction de la technologie signifie le plus souvent des suppressions d'emplois. Les hommes sont remplacés par des machines. Là où il fallait deux salariés, un seul suffit. Ainsi, alors que les moyens de créer des richesses augmentent, les différentes manifestations de la pauvreté augmentent, elles aussi. Le socialisme, par contre, se servira de la technologie pour réduire le temps de travail pour tous et permettre ainsi à la masse de la population de s'intéresser davantage aux questions de société, à la politique, la science, l'art, la poésie et la littérature, à son environnement et à l'écologie, au monde et à l'univers qui l'entoure. Bridées et étouffées sous le capitalisme, l'intelligence et la créativité de l'ensemble de la population seront libérées et porteront la société vers de nouveaux sommets d'accomplissement. L'objectif de « l'humain d'abord » pourra enfin devenir une réalité.

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

Agasse Eric (76) ; Ait-Ouakli Fabrice (30) ; Alavoine Jean-Claude (59) ; Algul Ali (94) ; Amaté Gérard (30) ; Ameslant Bruno (95) ; Ardoino Annie (83) ; Arricastres Catherine (09) ; Asnoun Karim (77) ; Audouard Didier (43) ; Augé Jean-François (65) ; Auguet Isabelle (59) ; Babin Alain (79) ; Bach Sarah (75) ; Badaroux Carmen (30) ; Balboa José (75) ; Barachin Jules (75) ; Barachin Jules (20) ; Baraket Rafik (93) ; Barraza Valère (30) ; Barreteau Elise (41) ; Bastide Marthe (30) ; Bastoul Geneviève (11) ; Baumgarten Christophe (75) ; Bavencove Pascal (62) ; Bazin Gérard (76) ; Baziz Myriam (59) ; Becco Michel (83) ; Ben Hamza Kassim (75) ; Benoi Micheline (30) ; Bette Françoise (28) ; Bigare Christel (76) ; Boiron Christine (19) ; Boucard Florence (76) ; Boudjema Rachid (13) ; Bourdillon Jean-Michel (06) ; Bouzagheti Bernard (21) ; Brahimi Claudine (59) ; Brosseau Alain (75) ; Broukenhove Gautier (28) ; Brouté Jean-Luc (76) ; Buatois Nicolas (91) ; Burgy Jean-Louis (54) ; Butticaiz Yannick (35) ; Cabanne Julien (03) ; Cabeza Robert (30) ; Campos Boris (35) ; Candalh Christiane (56) ; Canel Julien (76) ; Caprioli Mark (92) ; Carnaille Jean-Claude (59) ; Castre Michel (28) ; Caument Albert (59) ; Chartrain Mylène (28) ; Chassaing Alain (03) ; Chatrain Mylene (28) ; Cheret Michèle (30) ; Chin Wutharath (92) ; Chiummo Nicolas (04) ; Claire Sébastien (03) ; Clais Béatrice (27) ; Collet Annie (59) ; Collet Raymond (59) ; Cordoliani Bernard (13) ; Cosquer Clara (75) ; Coste Bernard (30) ; Courteix Patrick (19) ; Coutant Joseph (79) ; Coutant Sébastien (79) ; Croizer Francis (30) ; Culioli Jean-Pierre (56) ; Dallara Anne Marie (28) ; Dallara Jean Marc (28) ; Dallois Didier (76) ; Damien Jacques (59) ; Daniel Jeannine (29) ; Daniel Yoann (29) ; Decrouez Lydie (31) ; Delamare Raynald (30) ; Delmée Danièle (59) ; Deresmes Colette (59) ; Despretz Gérard (93) ; Despretz Ginette (93) ; Didier Philippe (95) ; Diot Alain (92) ; Dizy Roger (08) ; Doyen Jean Paul (45) ; Dubois Xavier (59) ; Duc Jean-Marie (21) ; Duchesne Alexis (75) ; Duflo Claude (27) ; Duflo Nicole (27) ; Duguet Allain (30) ; Duhazé Delphine (76) ; Dumahu Françoise (11) ; Dutertre Jean (08) ; Duteuil Claudine (27) ; Dutto Vincent (21) ; Espiesse Denis (28) ; Espiesse Maria (28) ; Espirito Santo Octavio (75) ; Eudeline Sébastien (28) ; Fauteur Jean-Claude (24) ; Fasola Georges (06) ; Faudot Joël (21) ; Ferrand Pierre (28) ; Filhol Guy (46) ; Fizazi Dorothee (62) ; Fizazi Omar (62) ; Frazier Véronique (27) ; Galataud Elsa (31) ; Galouzeau de Villepin Geoffroy (75) ; Garcia Jean-François (02) ; Garcia Paul (30) ; Garnier Ludovic (21) ; Gegot Françoise (75) ; Genty Marcel (21) ; Geollot Lionel (28) ; Gérard David (75) ; Gérard Nicole (22) ; Gerbaud Serge (56) ; Ghesquier Daniel (59) ; Ghesquier Marie-Claude (59) ; Giangregorio Marine (75) ; Gillet Hervé (56) ; Girard Benjamin (28) ; Giraud Frédéric (79) ; Gosselin Nathalie (75) ; Goullon Alain (94) ; Gouraud Stéphane (56) ; Gouzien Sylvie (03) ; Grangier Pierre (49) ; Gruselle Jean-Christophe (59) ; Guédé Pascal (30) ; Gumez Odette (59) ; Gutierrez Laurent (21) ; Hauchard Wassily (76) ; Herrera Bienvenida (03) ; Hesbois Yvan (45) ; Hofbauer Henry Xavier (37) ; Hordel Gauthier (76) ; Huart Claude (59) ; Jacq Thomas (29) ; Jarbasz (Jarubasz) ; Mireille (76) ; Jaumot Maryse (23) ; Jean Robert (20) ; Jonquères Eliane (75) ; Joriatti Manuel (59) ; Jouen Eric (76) ; Juin Raynald (27) ; Jussiaume Dominique (27) ; Karboviac Loïc (56) ; Kerriou Marie (56) ; Kosellek Romain (75) ; Kroll Anne Sophie (62) ; Labalette Jean-Paul (28) ; Labrye Roland (59) ; Lacoste Simone (87) ; Lafuente Jean (30) ; Lafuente Jeannette (30) ; Lagarde Jean-Claude (17) ; Lakehal Nabila (28) ; Lamy Patrick (28) ; Lanoe Anne (75) ; Larcheveque Véronique (76) ; Lascaux Sébastien (03) ; Latrasse Christophe (10) ; Laur Jacques (46) ; Le Cadre Francine (75) ; Le Carrer Cathérine (56) ; Le Dévéhat Thibault (56) ; Le Gall Henri (29) ; Le Gall Yvan (29) ; Lebarbier Francis (79) ; Lecler Janine (83) ; Lecolley Michel (76) ; Lecomte Fabien (28) ; Lejuste Alain (59) ; Lejuste Benoît (59) ; Lepage Alain G. (93) ; Leriche Jean-Luc (76) ; Leroy Jérôme (59) ; Lesne Jacques (93) ; Lespagnol Michel (29) ; Lobo Dolores (71) ; Lozano Philippe (33) ; Luchin Mario (21) ; Malavelle William (30) ; Malcoste Gweltaz (56) ; Marchipont Daniel (83) ; Marcou Eliane (30) ; Marcoux Françoise (59) ; Marcoux Michel (59) ; Markov Vinko (29) ; Markov Vito (49) ; Martin Edouard (12) ; Martin Yann (28) ; Mascarte Yves (62) ; Mercado-Ibanez Rogger (76) ; Merono Carl (75) ; Mezghena Karim (30) ; Millet Corinne (76) ; Moreira Laura (75) ; Moretto Richard (09) ; Mouveaux Eric (59) ; Nasri Céilia (30) ; Nicolas André (83) ; Nicolas Isabelle (75) ; Nicolas Josiane (83) ; Nicolas Odette (83) ; Nivelet Igor (08) ; Nivelon Fabienne (75) ; Noël Charles (62) ; Noël David (62) ; Noël Frédérique (62) ; Noël Marie-Claude (62) ; Noël Olivier (62) ; Oxley Greg (75) ; Oxley Raphaëlle (92) ; Pantel Mireille (30) ; Pany Michel (03) ; Papais Marie-Ange (31) ; Perek Philippe (59) ; Perez Alice (30) ; Perez André (30) ; Petitalot Florian (24) ; Pierre Annick (56) ; Pierre Martine (56) ; Pineau Jacky (28) ; Pinet Roger (45) ; Plantier Thierry (30) ; Plougonven Pierre (29) ; Podevin Annick (27) ; Ponty Reynald (76) ; Porthault Didier (21) ; Protois Claude (92) ; Prunier Yannick (79) ; Pujalte Anthony (30) ; Quéric-Brulon André Guillaume (56) ; Raveneau Stéphanie (02) ; Reboul Gilles (77) ; Rebut Jade (76) ; Remembert Mélanie (62) ; Remond Frédéric (21) ; Rio Marie-Noël (75) ; Rivière Didier (28) ; Robert Catherine (28) ; Robin Roberto (85) ; Roch Sylvain (19) ; Rodrigues Victor (21) ; Rodriguez José (30) ; Romero Josiane (76) ; Roquin Pascal (28) ; Roullin Yvon (17) ; Ruder Yan (02) ; Sakho Ladji (75) ; Sauvage Didier (28) ; Sauvez Marjorie (02) ; Sauvez Olivier (02) ; Sayag Claude (30) ; Sazerat René (92) ; Schneider François (28) ; Scornet Colette (76) ; Scornet Yvon (76) ; Sellini Rose (45) ; Sengül Leyla (28) ; Silvand Bernadette (31) ; Silvand Raymond (31) ; Soler Aurélie (28) ; Sonrier Denis (45) ; Souchon Jean-Paul (30) ; Sourri Christian (13) ; Sroka Sophie (76) ; Suchecki Alix (02) ; Tangheroni Laura (76) ; Tangheroni Lido (76) ; Tepertusso Daniel (83) ; Tephany-Meyrand Arlette (75) ; Termeulen Morgan (04) ; Theux Alain (33) ; Thiollet Mireille (12) ; Thirel Jonathan (76) ; Thouvenot Olivier (75) ; Turoche André (75) ; Turoche Françoise (75) ; Van Bervesseles J.-C. (08) ; Vatel Robert (27) ; Venat Patrick (76) ; Viel Jacques (46) ; Vila Michel (41) ; Villemont Sandrine (76) ; Villin Jean-Luc (92) ; Vincot Bernard (28) ; Vire Serge (30) ; Wasilkowski Yvelinne (59) ; Wasterlain Brigitte (59) ; Wasterlain Jean-Claude (59) ; Weulersse Denis (30) ; Yon Claudine (76) ; Yon Jean Bernard (76).

TEXTE ALTERNATIF N°3

UNIR LES COMMUNISTES**LE DÉFI RENOUVELÉ DU PARTI
COMMUNISTE !**

Préambule : unir les communistes. P. 64

I. Le capitalisme, c'est la crise, payée par les peuples ! P. 65

La crise, le gouvernement, les résistances. P. 65

La situation politique, l'impasse à gauche, le terrorisme. P. 66

II. Des thèses nouvelles pour unir les communistes. P. 67

Présidentielle : pas de primaire, une bataille communiste !. P. 67

Pour construire une autre société, la France doit agir
pour un autre monde. P. 68

Sortir de l'UE et de l'euro pour engager la sortie
du capitalisme !. P. 69

Les luttes, terrain premier des constructions politiques. P. 70

Contre le FN, un Parti communiste populaire et rassembleur. P. 71

Pour sortir de l'impasse, un grand Parti communiste,
un rassemblement populaire majoritaire. P. 72

III. Notre projet et le chemin du socialisme pour la France. P. 73

Le socialisme que nous voulons. P. 73

Un programme de rupture avec le capital. P. 74

Un seul chemin, un rassemblement populaire conscient
et organisé pour l'unité du peuple ! P. 74

Oui, le défi du Parti communiste ! P. 74

))) Préambule

Au 37^e congrès, les communistes sont confrontés à un défi historique.

Alors que notre pays, sa classe ouvrière, ses travailleurs, ses intellectuels, la jeunesse, tous ceux qui souffrent de cette société capitaliste inhumaine, n'ont jamais eu autant besoin d'un Parti communiste, celui-ci paraît de moins en moins en état de démontrer son utilité et de favoriser l'intervention populaire vers le progrès, la justice et la paix, son existence est menacée.

Ce besoin est objectif, il est **le besoin d'un parti révolutionnaire capable d'être au plus près de ceux qui subissent l'exploitation**, la solitude, la dureté de cette société, en développant luttes au quotidien, solidarité, en traçant une perspective de changement de société sans laquelle tous les acquis sont sans cesse remis en question. **Cette perspective, c'est le socialisme que nous construisons ensemble à partir d'un rassemblement majoritaire, un nouveau Front populaire. Faute d'une telle perspective, ce sont les forces de la réaction, droite et extrême droite fascisante, qui l'emporteront.**

Ils marquent déjà une société française dont les acquis sociaux et les services publics sont massivement mis en cause alors que la gauche est dans une impasse. Le Parti socialiste mène une politique profondément réactionnaire, militariste, à la pointe de la remise en cause de ce qui reste du programme du Conseil national de la Résistance, défaisant même le cadre démocratique républicain, entraînant la France dans les guerres de l'Otan. Le Front de gauche est dispersé et incompréhensible, les frondeurs et autre primaire dite citoyenne se réduisant à des tentatives médiatiques de sauver un système électoral dépassé. Cette impasse de la gauche était inscrite dans le recul du parti communiste en 1981 au profit du Parti socialiste. Chacun peut le constater, il n'y a pas de gauche possible sans un parti communiste influent, ancré dans le monde du travail, porteur de l'exigence d'un véritable changement de société.

Le bilan des choix des derniers congrès est clair. Plus le Parti communiste se met au second plan, au profit des alliances, des fronts, des collectifs, plus il remet en cause son histoire et ses repères politiques en changeant de vocabulaire, de références théoriques, plus il tente d'apparaître « moderne » dans le système médiatique et institutionnel, plus en fait il s'affaiblit, se coupe du monde du travail, du peuple, et plus la gauche se délite et dérive vers la concurrence avec la droite dans la gestion de la crise capitaliste.

Pourtant, l'exaspération populaire commence à se ressentir dans la multiplication des conflits sociaux. Le puissant mouvement de refus de la réforme du Code du travail montre la possibilité d'un réveil social. La question de l'issue politique est plus que jamais posée, et la question communiste plus que jamais inscrite dans les conditions historiques. Comme ils l'avaient fait en 2007 dans une assemblée nationale extraordinaire qui avait rejeté la proposition de la direction d'une « métamorphose » et qui avait choisi de maintenir le PCF, les communistes peuvent décider à leur prochain congrès de reconstruire la légitimité et l'influence de leur parti dans la société française en portant un projet de rupture avec le capitalisme. Ils peuvent décider d'un examen sans tabou de l'activité, de l'organisation et des choix stratégiques du PCF, de ses échecs électoraux de 2012, 2014 et 2015. Ils peuvent décider d'unir les communistes dans leur diversité pour faire vivre et renforcer le PCF. Plus encore qu'en 2007, l'urgence est de répondre à l'exigence de l'existence du PCF car celle-ci est menacée.

Les textes validés par le Conseil national ne répondent pas à cette exigence car ils évitent tout examen critique des stratégies suivies, **confirment l'engagement dans une primaire dont de nombreux communistes ne veulent pas**, s'inscrivant dans la continuité des stratégies suivies depuis Martigues et le texte du dernier congrès, « Rallumer les étoiles ».

C'est pour contribuer à **un dialogue indispensable entre communistes** pour de nouvelles orientations stratégiques que nous décidons de présenter une base commune alternative dans la suite de nos textes déposés aux congrès depuis Martigues, où le PCF a accéléré une « mutation » qui s'est traduite par la rupture avec son histoire, la fracture avec le monde du travail, la confusion théorique et des abandons organisationnels qui pèsent lourd dans la situation présente.

La France est marquée par l'approfondissement de la crise sociale et politique, l'accaparement des richesses produites et de la plus-value du travail par les détenteurs du capital, la violence croissante de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et l'immense majorité des salariés.

Au plan international, l'impérialisme a recours à la guerre pour détruire des nations, repartager territoires et marchés, imposer un nouveau colonialisme qui pille la planète, mettant en cause les équilibres écologiques et les conditions de vie humaine, et les gouvernements français successifs se sont engagés dans tous les conflits initiés par les États-Unis.

À l'occasion de la crise grecque, l'Union européenne a confirmé son véritable visage, celui d'une dictature qui prive les peuples de leur souveraineté, efface les nations pour mieux imposer la domination du capital sur tous les aspects de la vie humaine.

Une première partie propose les éléments d'analyse qui devraient conduire à des ruptures avec les choix des 20 dernières années, peut-être même au-delà, pour réaffirmer enfin l'autonomie politique du Parti communiste, son refus définitif de toute soumission au Parti socialiste, son existence propre dans les fronts et les rassemblements nécessaires aux luttes.

Une deuxième partie traitera un certain nombre de points qui font l'objet de discussions entre communistes, parfois depuis plusieurs années :

- ▶ Notre position sur l'Union européenne et l'euro en prenant en compte les événements de ces derniers mois, notamment en Grèce
- ▶ Le contenu d'une bataille efficace contre le Front National et le fascisme
- ▶ L'élection présidentielle de 2017
- ▶ Le contenu des luttes : emploi, salaires, retraites, protection sociale...
- ▶ La situation internationale, notre bataille pour la paix, notre combat contre le terrorisme qu'il faut caractériser
- ▶ L'état de notre organisation, l'unité des communistes, la reconstruction des liens du PCF avec la classe ouvrière, la reconquête des catégories populaires.

Dans une troisième partie, nous voulons caractériser notre projet et le chemin pour y parvenir. Il n'y a pas de marge de manœuvre aujourd'hui dans le capitalisme et il faut construire la rupture pour aller vers un nouveau mode de production et d'organisation de la société qui en finisse avec l'exploitation, la marchandisation des activités humaines, le pillage des ressources de la planète pour le profit de quelques-uns.

Sommes-nous toujours le Parti du communisme, idéal d'une société nouvelle ? Ne faut-il pas nommer clairement « socialisme » la société qui pourrait ouvrir une rupture politique avec la situation actuelle ? Toute rupture avec le capitalisme suppose un parti porteur du changement de société, un Parti communiste.

Il faut redéfinir les moyens et les perspectives de rassemblement des exploités, prenant en compte les déconvenues des dernières décennies. Le combat pour la rupture avec le capitalisme ne peut se déléguer ni se réduire à un bulletin de vote : luttes, unité de la classe ouvrière, rassemblement populaire, programme. Nous avons besoin d'un véritable Parti communiste. Oui, le défi du Parti communiste !

I. LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE, PAYÉE PAR LES PEUPLES !

LA CRISE, LE GOUVERNEMENT, LES RÉSISTANCES

Depuis le 36^e congrès, la crise que le système capitaliste impose aux peuples n'a fait que s'accroître, montrant les contradictions de ce régime économique qui ne maintient sa domination au service des grandes bourgeoisies qu'en organisant la régression sociale, la guerre de tous contre tous, la paupérisation de couches toujours plus larges des peuples.

Ces contradictions du système capitaliste sont telles qu'il ne peut plus faire progresser l'humanité. Les solutions que la classe dirigeante met en œuvre pour garantir le maintien du régime de la propriété privée des moyens de production dégradent toujours plus les conditions d'existence des travailleurs et des peuples, générant une crise de civilisation qui fait le lit du nihilisme.

En France, le gouvernement « socialiste » de Hollande, le soi-disant « ennemi de la finance » avec ses lieutenants Valls et Macron, est le relais de cette politique de coups redoublés contre les travailleurs, la jeunesse et les peuples.

Ce gouvernement ne se contente pas de poursuivre les politiques d'austérité menées par les gouvernements précédents. Il les aggrave avec brutalité. Ces politiques visent, par la pression fiscale et les coupes dans les dépenses publiques, à faire payer au peuple le renflouement des banques. Elles visent aussi à livrer à l'exploitation capitaliste des secteurs de l'économie qui lui échappaient encore en partie (enseignement, transports, santé, énergie, etc.).

Avec ce gouvernement, un cap est franchi dans la soumission aux intérêts des capitalistes. La loi Macron (extension du travail le dimanche), la mise en cause des communes et le projet de loi El Khomri appuyé sur le rapport Badinter sont de nouveaux pas concédés à l'exigence patronale de réduction du « coût du travail », dans la logique de l'ANI et des directives européennes. La réforme visant à « simplifier et réformer » le Code du travail est une attaque sans précédent envers les acquis de la classe ouvrière constitués depuis le Front Populaire et le Conseil national de la Résistance : destruction des conventions collectives, individualisation et régionalisation des droits, déréglementation de la durée légale du travail, remise en cause des formations qualifiantes, remise en cause des prud'hommes, destruction des savoir-faire professionnels, des organisations syndicales, pour permettre au patronat de nouvelles conditions d'exploitation humaine et de l'environnement, de contrôle des connaissances, etc.

Mais ce gouvernement et les capitalistes se heurtent sur le terrain aux luttes sociales et aux résistances : grèves dans les entreprises pour la défense de l'emploi ou des salaires, le cas d'Air France très médiatisé en est emblématique, mais aussi les luttes à Goodyear, Continental, Fralib, à PSA Aulnay..., grèves également dans les services publics face aux contre-réformes et aux coupes budgétaires : enseignement, sécurité sociale, SNCF, Pôle emploi, AP-HP de Paris, etc.

Ces résistances conduisent le gouvernement à franchir une étape dans la répression des

travailleurs. Avec la mise en place et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, sous le prétexte fallacieux de lutter contre le terrorisme, la condamnation des 8 salariés de Goodyear, le gouvernement entend museler la contestation des travailleurs et de leurs organisations.

La crise capitaliste touche tous les aspects de la vie

La mise en cause des dépenses publiques, la privatisation et la marchandisation de tous les secteurs considérés depuis 1945 comme des services publics conduisent à des mises en cause sans précédent des missions d'intérêt général, de l'accès à la santé, à l'éducation, au sport, à la culture. La solidarité, dénoncée idéologiquement, est de plus en plus suppléée concrètement par la charité, le mécénat, les fondations, les soirées communautaires, les dons à ceux que l'on connaît, dans son village, son quartier... Le sport business se déploie non seulement dans le sport d'élite, mais aussi dans le sport loisir, consommation des clubs privés contre le sport amateur. La marchandisation du corps humain avance en se cachant derrière un prétexte de liberté individuelle.

Le chômage, la précarité, la misère, marquent des millions de familles dont les enfants n'ont pas connu d'adultes ayant un emploi stable. La France a encore perdu cette décennie un tiers de ses emplois industriels, la désertification vide des régions de leurs savoir-faire, des réseaux professionnels qui structuraient la vie sociale. Même les métiers artisanaux sont désormais le règne des travailleurs)))

))) détachés et des « services à la personne » industrialisés. La France est devenue un pays de bas salaires.

Politique monétaire, société numérique, guerre... les armes du capitalisme

Tout confirme que pour les capitalistes, l'exigence de favoriser toujours plus le capital dans le partage des richesses conduit à faire reculer toujours plus la part des salaires, des pensions et des allocations. C'est ce qui explique les licenciements, les délocalisations et la désindustrialisation : le capitalisme ne peut survivre qu'en détruisant des forces productives. C'est le sens des attaques contre les droits et les acquis de la classe ouvrière ces dernières années.

Les revirements et changements de stratégie dans la politique monétaire révèlent les ajustements continus du système pour maximiser toujours les profits dans la concurrence entre capitalistes, donc aussi entre pays, avec des conséquences parfois majeures sur l'économie mondiale. La décision de la Réserve fédérale américaine (la FED) de relever les taux d'intérêt rompt avec la stratégie précédente de renflouement des banques par la création monétaire. Mais ce relèvement des taux d'intérêt accentuera la crise de surproduction, freinant le recours au crédit et limitant ainsi la consommation avec pour conséquence une rétractation de la demande mondiale, donc moins de profit pour les capitalistes. Les ajustements dans le capitalisme ne font toujours que reporter ou déplacer l'exigence de réduction des salaires pour maintenir les profits.

La « révolution de l'informatique et du numérique » est utilisée aussi au service du redéploiement des forces capitalistes dans l'économie et les rapports sociaux. Le progrès technique est porteur de libération humaine, et notamment de réduction du temps de travail, mais il est toujours impulsé et utilisé par le capitalisme pour renforcer et étendre l'exploitation. Dans le système dans lequel nous vivons, la « société du numérique » est avant tout une source de profit pour les capitalistes en ouvrant de nouveaux marchés, en permettant un contrôle plus centralisé et plus réactif d'un travail toujours plus socialisé, en organisant de nouvelles concurrences. Il en est ainsi de ces nouveaux sites ayant recours à des travailleurs « indépendants » proposant des services (comme le transport de personnes). L'économie numérique, masquée derrière

l'idéalisme de la transition numérique, est aussi un outil de déréglementation et de destruction des acquis sociaux.

Une autre arme que les capitalistes utilisent depuis toujours pour maintenir leurs profits et leur domination est la guerre. De nombreux conflits récents ont pour fond le contrôle des matières premières, le pétrole au Proche et Moyen-Orient, des minerais en Afrique... La guerre permet aussi pour les pays occidentaux, les principaux producteurs d'armes, de générer des profits par la vente de matériel militaire. Ce qui oblige les puissances impérialistes à maintenir des régions entières du monde dans un climat de tension et de déstabilisation, afin que les marchands de canons puissent continuer à engranger des profits, comme le montre la situation en Ukraine.

LA SITUATION POLITIQUE, L'IMPASSE À GAUCHE, LE TERRORISME

Les conséquences de cette course effrénée pour le profit et la baisse du « coût du travail » sont terribles pour notre société ravagée par une triple crise sociale, politique et idéologique.

La crise sociale s'amplifie à partir des pertes d'emploi, plus de 6 millions de chômeurs, les bas salaires et retraites, l'insuffisance des minima sociaux. Jusqu'à 8,5 millions de Français peuvent être considérés comme pauvres et pour eux la survie quotidienne mobilise tous leurs efforts. Dans le même temps, des millions de salariés dans le public comme dans le privé voient leur pouvoir d'achat baisser, leurs conditions de travail se dégrader, leur statut se fragiliser.

La volonté de résister et de combattre pour transformer la situation se mêle à la résignation, le repli, la recherche de solutions individuelles dans le cadre du capitalisme.

La crise politique atteint son paroxysme. Depuis 1981, les gouvernements successifs ont tous renié leurs promesses et aggravé la situation. Avec l'inversion du calendrier électoral, la présidentialisation de la V^e République s'est encore accentuée tandis que le traité constitutionnel Européen vole la souveraineté nationale et populaire.

La toute dernière réforme des collectivités locales affaiblit les communes au profit de grandes métropoles et régions sur le modèle

européen, pour mieux éloigner les citoyens des lieux de décision et en finir avec la spécificité française issue de 1789.

Le gouvernement Hollande, serviteur zélé de l'Union européenne, s'est mis au service du capital et du patronat. Mais, la faillite de la gauche a commencé bien avant, avec le tournant de la rigueur de 1983 et les reniements de la gauche plurielle.

Comment s'étonner dans ces conditions de la perte croissante de confiance dans les élus, mais aussi dans les programmes électoraux et les postures idéologiques alors que depuis plus de 30 ans les citoyens font l'expérience que les grandes déclarations sont à peine écrites qu'elles sont déjà oubliées !

Quant à proposer un autre mode de développement que le capitalisme, le socialisme pour bien le nommer, le PCF lui-même a renoncé à porter clairement à la fois le projet et l'engagement nécessaire pour gagner un tel combat face au capitalisme.

Les derniers scrutins électoraux – municipales et régionales – ont montré ces grandes tendances à l'abstention, au vote pour la droite ou le Front national. Sarkozy s'est en partie fait élire en 2007 sur le slogan « Travailler plus pour gagner plus », surfant sur le pessimisme d'un grand nombre de salariés quant aux conquêtes sociales possibles et l'expérience de ceux, de plus en plus nombreux, qui sont obligés de cumuler deux boulots, parfois non déclarés, pour s'en sortir. Ils ont été nombreux à faire l'expérience de travailler plus pour gagner moins ou de voir leur emploi disparaître au profit d'une délocalisation, d'une vente à un fonds de pension américain ! Aux élections municipales, des villes que nous dirigeons depuis des décennies sont passées à la droite ou au PS, d'autres au Front national. Tous portaient des idées comme « je ne veux pas payer pour les autres » ou « je veux ma part du gâteau » et n'hésitaient pas à s'appuyer sur un anticommunisme agressif, le clientélisme, voire des pratiques mafieuses.

L'absence de projet alternatif, alors que les difficultés quotidiennes grandissent, enferme une partie des catégories populaires dans l'individualisme, le rejet de l'intérêt général, la fracture avec la république. La classe ouvrière est écartée, y compris dans son abstention. Seul un puissant mouvement social peut redonner confiance et faire reculer ces symptômes d'une crise historique.

En 2014 aux municipales comme en 2015 aux régionales, le PCF, entre alliances à géométrie variable et absence d'une bataille nationale autour d'un projet clairement identifié, n'est pas parvenu à inverser la tendance et à s'identifier, même s'il faut apprécier positivement l'engagement courageux des communistes pour sauver leurs positions locales.

Tout cela constitue le terreau du Front National et d'une fascisation de la vie politique que les attentats terroristes ont renforcée en favorisant la peur de l'autre et en libérant l'expression de propos racistes. Le gouvernement s'en sert pour attaquer l'État de droit et les libertés fondamentales, instaurant et prolongeant un état d'urgence que nous combattons et qui n'est pas un gage d'efficacité dans la lutte nécessaire contre le terrorisme et pour protéger les populations.

Nous caractérisons Daesch, la créature afghane de l'impérialisme et des bourgeoisies du pétrole, comme un nouveau fascisme s'intégrant dans la mondialisation capitaliste. Sous couvert d'une rhétorique religieuse inacceptable, il s'agit d'organiser la conquête de nouveaux territoires dont les populations d'origine sont terrorisées, massacrées, réduites en esclavage. Les jeunes recrutés bénéficient de tous les attributs de la puissance que donnent l'argent et les armes et les actes commis cette année à Paris, mais aussi au Nigeria, à Ankara, contre un avion russe, à Beyrouth et en permanence en Syrie, en Irak, au Yémen, au Koweït, en Libye et ailleurs, s'apparentent aux crimes de bandes fascistes.

Pour sortir de cette situation, permettre à notre peuple d'empêcher le pire – guerre et fascisme – et de gagner de nouvelles conquêtes

sociales et démocratiques, le PCF doit tirer un bilan sans tabou de sa stratégie et opérer les ruptures nécessaires.

C'est d'autant plus nécessaire et urgent que la colère populaire recommence à s'exprimer dans la multiplication des conflits sociaux. La puissance du refus de la réforme du Code du travail qui oblige le gouvernement à manœuvrer en recul est révélatrice de la force potentielle d'un peuple debout.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les réponses électoralistes et institutionnelles de la direction du PCF sont dans ce contexte totalement dépassées, inefficaces et dangereuses pour le présent et l'avenir du peuple, du monde du travail et de la France.

II. DES THÈSES NOUVELLES POUR UNIR LES COMMUNISTES

Il est donc urgent de faire un bilan précis et partagé des orientations de nos derniers congrès et de reconstruire des positions qui unissent les communistes et les placent à l'offensive pour la reconstruction du parti communiste dont notre peuple a besoin, pour reprendre confiance, pour rouvrir une issue progressiste à la crise politique et idéologique.

Sans chercher un texte de congrès fondateur, nous proposons que le congrès se prononce sur plusieurs points sur lesquels les orientations proposées par la direction sont en échec et affaiblissent les communistes, points qui font souvent débat depuis des années entre communistes, sans que ce débat ne soit réellement organisé.

- ▶ Présidentielle : pas de primaire, une bataille communiste !
- ▶ Pour construire une autre société, la France doit agir pour un autre monde.
- ▶ Sortir de l'UE et de l'euro pour engager la sortie du capitalisme !

- ▶ Lutte et construction politique.
- ▶ Contre le FN, un parti communiste populaire et rassembleur.
- ▶ Pour sortir de l'impasse de la gauche, un grand parti communiste, un rassemblement populaire majoritaire !

PRÉSIDENTIELLE : PAS DE PRIMAIRE, UNE BATAILLE COMMUNISTE !

L'élection présidentielle a toujours été difficile pour nous car elle nous place devant une contradiction : nous combattons cette élection qui pervertit la république et, en même temps, nous voulons mener cette bataille pour faire progresser nos idées et le rapport des forces en faveur du monde populaire. Mais à l'approche de 2017, le Parti communiste est dans une impasse.

Son nom reste porteur d'un idéal de changement de société que la violence du capitalisme mondialisé remet à l'ordre du jour. Bousculé par la contre

révolution conservatrice et la diabolisation du socialisme réel, il avait rompu avec cette histoire et ses symboles, et s'en retrouve orphelin.

Il a cherché depuis des décennies le chemin de l'union de la gauche, mais la victoire de 1981 a conduit aux politiques de privatisation et d'austérité, jusqu'à ce gouvernement rétrograde conduit par le parti socialiste. Il multiplie les tentatives de « gauche de la gauche » depuis son congrès de Martigues dans des alliances électorales à géométrie variable qui se soldent par la perte continue d'élus et de militants.

En 2012, après un débat vif, le PCF a renoncé à présenter un candidat communiste au profit de Jean-Luc Mélenchon. Cette décision pèse lourd aujourd'hui dans nos difficultés face à cette échéance. Jean-Luc Mélenchon pense pouvoir capitaliser son score de 2012 dans une démarche « gaullienne » d'appel au peuple. Mais ce n'est pas un « présidentiable » qui)))

))) peut faire reculer l'illusion électorale, gagner l'autonomie du mouvement social et sa capacité à s'organiser.

Dans cette situation, la participation à des primaires est une fuite en avant dangereuse dans la présidentialisation qui conduit quasi inexorablement à soutenir un candidat socialiste au premier tour, aggrave l'effacement du parti communiste, de son projet de société, de ses forces organisées au risque de menacer jusqu'à son existence.

L'élection présidentielle est au cœur du système de domination de la grande bourgeoisie dans notre société. Périodiquement, elle met en concurrence les élites politiques autour d'une alternative entre deux « présidentiables » qui portent les intérêts dominants. Elle construit le discours idéologique qui permettra d'imposer les intérêts du capital aux couches sociales victimes de ce système, pourtant largement majoritaires. L'utilisation depuis 1985 du Front national comme exutoire aux colères populaires et repoussoir au deuxième tour arrive à son comble en 2017, les primaires vidant le vote du premier tour de tout contenu autre que le choix du candidat de deuxième tour.

C'est pourquoi nous devons rappeler notre position de fond : élection du président de la République par l'Assemblée nationale, calendrier électoral plaçant les législatives avant la présidentielle, proportionnelle à toutes les élections.

Dans ces conditions, à quoi peuvent bien servir ces élections pour les communistes, pour les forces progressistes, pour le peuple ? Pas à choisir le président de la République ! « *Il n'est pas de sauveur suprême* » affirme l'Internationale. Mais c'est plus globalement l'échec historique de l'union de la gauche dont il faut tirer les leçons, ce que l'abstention massive dans les milieux populaires démontre depuis des années, comme le large rejet du PS et de Hollande. On ne change pas la société par en haut. Même les 16 % du candidat communiste Georges Marchais en 1981 n'ont pas empêché la pédagogie du renoncement pratiquée par le parti socialiste !

Une stratégie électorale n'a de sens que dans une stratégie de rassemblement populaire qui place en son centre la mobilisation et l'action dans l'entreprise, la rue, le quartier. Autrement dit, une élection est d'abord et avant tout une bataille politique pour renforcer les forces progressistes en conscience, en capacité d'action, en organisation. Le score et les éventuels élus

en sont le résultat et en retour, l'appui à cette « puissance du peuple en action » qui est le seul chemin de toute transformation sociale.

Pour le Parti communiste, ses directions, ses militants, la présidentielle de 2017 impose un retournement complet de ses stratégies, de sa manière de parler d'un changement de société, du rassemblement populaire, des élections. Dans l'urgence il doit inventer de nouvelles réponses à la question historique de la « révolution dans un système capitaliste développé » en tenant compte de l'échec de celles apportées depuis le programme commun. Les communistes sont au pied du mur. Ils doivent créer les conditions d'un vote qui soit clairement un appel à la mobilisation populaire et à la reconstruction d'un parti communiste de combat, porteur du changement de société, d'un « socialisme pour la France » renouvelé. Les réactions de solidarité et d'engagement après les chemises arrachées d'Air France, le coup de poing télévisuel de Xavier Mathieu des Conti ou le tour de France de Mickael Wamen des Goodyear montrent combien nous avons besoin de candidats et dirigeants ancrés dans le mouvement social, la réalité de l'entreprise, engagés dans l'affrontement capital-travail. Voilà le message utile pour soulever le peuple, le pousser à s'unir, à s'organiser, à reprendre pied pour lui-même dans la vie politique, et pour personne d'autre...

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Notre peuple a besoin d'un candidat qui porte le refus de la présidentialisation, la révolte anticapitaliste, l'alternative populaire et progressiste, la perspective communiste. Nous avons besoin d'un candidat combattant du mouvement social, au meilleur sens du mot, d'un candidat communiste. Malgré les difficultés actuelles, nous voulons tout faire pour en créer les conditions, une candidature ancrée dans le mouvement social et porteuse d'une perspective révolutionnaire. Et nous voulons construire dans le même esprit nos candidatures aux élections législatives pour des députés qui portent en toutes circonstances à l'Assemblée nationale les intérêts populaires.

POUR CONSTRUIRE UNE AUTRE SOCIÉTÉ, LA FRANCE DOIT AGIR POUR UN AUTRE MONDE

La mondialisation capitaliste

La mondialisation capitaliste qui détruit des États, des régions et organise la guerre de tous

contre tous n'est pas une nouveauté. « *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a élevé à l'industrie sa base nationale.* » (Marx, *Le Manifeste*). Lénine a montré le lien étroit entre financiarisation, fascisation et guerre en caractérisant le stade mondialisé du capitalisme comme impérialisme.

La chute de l'URSS a libéré la violence de ce capitalisme qui « porte en lui la guerre comme la nuée l'orage », mondialisé la concurrence de tous contre tous. L'impérialisme cherche toujours le (re)partage du monde, mais il ne peut s'étendre sur de nouveaux territoires « vierges ». Après l'Asie, l'Afrique est en plein développement malgré les inégalités et les violences. L'impérialisme fait face au monde issu du XX^e siècle, celui des indépendances nationales, et des formes de socialisme diverses marquant le développement du Sud.

Le développement chinois a sorti de la misère un milliard d'humains et construit une « société de moyenne aisance ». Les conditions de vie de la grande masse des Chinois sont désormais meilleures que celle des couches populaires du Nord. Le dialogue avec les communistes chinois est essentiel pour connaître et comprendre cette transformation, ses contradictions sociales, ses perspectives politiques. La Chine est une des rares puissances qui développe des coopérations économiques sans intervention militaire, malgré les guerres que les États-Unis et l'Otan imposent.

La situation du monde un siècle après la Première Guerre mondiale n'est donc pas un nouvel affrontement entre blocs impérialistes concurrents, mais la mise en cause de la domination des États-Unis et de l'Otan par le développement des « Bric » et du « socialisme de marché » chinois. Depuis la première guerre d'Irak et les « armes de destruction massive », les guerres de Yougoslavie, d'Irak, d'Afghanistan, de Libye, du Yémen, de Syrie sont toutes marquées par cette situation qui voit l'Occident masquer ses visées impérialistes avec des médias aux ordres désignant les régimes amis et ennemis, quelle que soit leur nature. Et c'est en Ukraine, au cœur de l'Europe, que les États-Unis ont imposé la guerre, en impulsant et armant les bandes nazies pour le coup d'État en Ukraine, en tentant d'imposer l'affrontement militaire aux portes de la Russie.

L'impérialisme a besoin de l'accès aux ressources, notamment énergétiques, mais il ne

peut le faire sous la forme de la colonisation du XIX^e siècle, car les États nationaux, même dominés, ont une logique propre. Avec le pétrole, les marges pour une bourgeoisie locale docile existent encore. Mais le pétrole cher aide au développement des pays indépendants, et le pétrole bas affaiblit les bourgeoisies dociles... Le capitalisme n'a au fond plus rien à partager et organise au Sud comme au Nord la paupérisation généralisée annoncée par Marx, qui le conduit à détruire les services publics, les systèmes sociaux et, quand il le peut, les États eux-mêmes. Car le pétrole continue à se vendre au cœur des horreurs libyennes, syriennes ou irakiennes !

L'impérialisme n'a pas toujours besoin d'États nationaux. Le développement national et sa condition pour tous les peuples, la paix, sont devenus antagonistes à la domination impérialiste. Le coup d'État fasciste en Ukraine montre que nous avons besoin de connaître les enjeux de l'impérialisme américain contre la Russie et la Chine, ainsi que l'histoire réelle de l'URSS. L'idéologie dominante contre le socialisme bloque tout approfondissement de notre réflexion communiste.

Le peuple de France doit choisir : défendre la place de sa bourgeoisie dans l'Alliance atlantique en se mettant au service des guerres de l'Otan et en tentant d'infléchir l'Union Européenne, ou ouvrir une brèche dans l'impérialisme en contribuant à un nouveau monde de coopération entre nations souveraines, de paix et de progrès social, un nouveau monde qui fera apparaître le capitalisme pour ce qu'il est : historiquement dépassé.

Le Parti communiste doit appeler à la sortie de l'Otan, de l'Union européenne et de l'euro pour ouvrir la perspective d'une France socialiste dans un monde multipolaire de coopération et de solidarité pour la paix !

La sortie de l'Otan est nécessaire pour agir pour la paix !

Les horreurs des guerres impérialistes, leurs conséquences humaines et économiques, sans compter l'impact environnemental et patrimonial, font de la paix une exigence première des forces progressistes.

Dans la mobilisation contre la première guerre d'Irak, l'émotion était forte dans le peuple français et chez les communistes actifs. Mais depuis que nous avons participé au gouvernement qui a bombardé la Yougoslavie, nous

avons repris trop souvent le vocabulaire dominant dénonçant les « dictateurs » et célébrant les « révolutions orange » ! La guerre idéologique et médiatique destinée à justifier les guerres tout court a marqué notre peuple qui regarde avec effarement ce monde violent sans comprendre qui il faut défendre, qui il faut dénoncer.

Le PCF doit reprendre avec énergie la bataille pour la paix avec deux idées fortes :

L'Otan est une alliance militaire agressive au service de la domination américaine. C'est le principal facteur de guerre, de prolifération des armements et désormais des mercenaires et des armées privées. La France, quatrième producteur mondial d'armements, doit prendre des initiatives, y compris unilatérales, visant aux désarmements atomiques et conventionnels négociés.

Respecter les indépendances nationales et le cadre de l'ONU. Ni la démocratie, ni le socialisme, ni le développement ne s'imposent par des armes étrangères, et le bilan des interventions « humanitaires » occidentales est terrible. Le « droit d'ingérence » est un droit impérialiste qu'il faut combattre en affirmant le « droit à l'indépendance nationale ». La solidarité avec les peuples en butte à des dictatures est utile aux forces progressistes, dans des actions de boycott économique, dans la diplomatie et la communauté internationale. Elle se fourvoie toujours dans l'acceptation de la guerre étrangère.

SORTIR DE L'UE ET DE L'EURO POUR ENGAGER LA SORTIE DU CAPITALISME !

La crise grecque, un révélateur

En 2015, les communistes français ont suivi attentivement la Grèce de Syriza. Le référendum du 5 juillet, son résultat sans appel – 61 % de NON aux politiques d'austérité que voulait imposer l'UE – mettaient Alexis Tsipras en position de force face aux créanciers de la Grèce et aux forces politiques, Pasok et Nouvelle Démocratie, qui avaient accepté les deux premiers mémorandums. Or, Syriza a signé un accord léonin qui foule aux pieds la souveraineté grecque. Au sein du PCF, cette crise a instauré un débat de fond sur le rôle de l'UE et de l'euro. Rester prisonnier du PGE, de l'euro et des institutions européennes pourrait-il durer ? Pour un parti révolutionnaire, n'y a-t-il pas d'autres propositions que « l'Europe

sociale et sa monnaie unique » ? Le déni de la part de la direction nationale, malgré les interrogations de nombreux communistes, devient insupportable.

En effet, le troisième mémorandum grec est un véritable programme d'extermination économique, sociale et culturelle du peuple grec, une sorte de colonisation. Le prétexte de la dette et du sauvetage de l'euro aura permis de mettre un pays officiellement sous tutelle. Le mémorandum impose un programme de privatisations, d'étouffement de l'activité par la surimposition, de diminution drastique des pensions de retraite, des salaires et des prestations sociales, faisant régresser le niveau sanitaire du pays. Qui peut croire que le « renflouement » de la Grèce par de l'argent prêté par la BCE et le FMI réglera quoi que ce soit ? Cette spirale infernale va approfondir l'endettement de l'État grec et sa dépendance à l'égard des bailleurs de fonds. Le fonds alimenté par la privatisation des actifs publics sera directement soumis à la gestion de l'UE. Et plus aucun texte, ni même alinéa... législatif ne pourra être présenté au « Parlement » grec sans obtenir l'aval préalable du quartet (troïka + FMI). D'autres pays sont en ligne de mire, à commencer par les plus faibles comme le Portugal. Pour de plus en plus de Français, l'UE, loin de l'émancipation annoncée, est un système dictatorial créé par le capitalisme pour soumettre les peuples en supprimant leur souveraineté.

A la direction du PCF, les positions de soutien jusqu'au-boutiste à Syriza et à Tsipras, membres du PGE, ont conduit nos parlementaires à annoncer leur vote pour le mémorandum grec à l'Assemblée nationale, avant de reculer devant l'émotion de milliers de communistes. Comment défendre les choix du gouvernement grec, quitte à justifier ce que nous combattons, faisant passer un message de renoncement à la lutte en France ? Refuser le débat, nous replier sur le postulat que seule l'extrême droite contesterait l'euro et l'Union européenne serait suicidaire à l'heure où la contestation de la construction européenne est largement partagée dans les milieux populaires. Pire, laisser la contestation de l'UE à l'extrême droite, contestation qui n'est que de façade, est une erreur politique qui pourrait se révéler lourde de conséquences.

La posture adoptée au début des années 1990, l'espoir d'une réorientation de l'intérieur de l'UE, d'une « Europe sociale » est un leurre. Nous avons tous constaté avec la Grèce que l'UE est un outil de domination du capi-)))

))) talisme contre les peuples, une superstructure politique dont les dirigeants n'hésitent pas à broyer la souveraineté populaire. Il faut donc, de toute urgence, ouvrir le débat sur la nature de l'Union européenne, et sur les conditions pour se libérer de ses diktats.

Sortir de l'UE et de l'euro pour de nouvelles coopérations internationales

Toutes les étapes de la construction de l'UE ont été imposées aux peuples, jusqu'au traité constitutionnel de 2005, balayé par le vote des peuples de France et des Pays-Bas, mais que les gouvernements contourneront dans un véritable déni de démocratie. Comme l'a souligné Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* ».

En 1951, Robert Schuman, issu du «Comité des Forges», aujourd'hui Medef, va avec Jean Monnet, l'homme des Américains, imposer la Ceca, entraînant des milliers de licenciements aux Charbonnages de France. Déjà, la concurrence libre et non faussée est un principe intangible. Mars 1957, le traité de Rome établit l'UE dans les grandes lignes antidémocratiques que l'on connaît aujourd'hui. Les communistes s'opposèrent à cette structure supranationale téléguidée par le patronat, depuis le cartel de l'acier d'avant-guerre jusqu'au « Besoin d'aire » du Medef actuel qui préconise l'abandon total des États-nations.

Cette construction européenne a été conçue pour répondre à la mondialisation capitaliste, afin de doper les taux de profits et faciliter l'accumulation des capitaux. Cela passait par la casse du cadre national et l'ouverture des frontières pour permettre la libre circulation des capitaux et de la main d'œuvre bon marché et par la dérégulation financière. L'UE a organisé le dumping social, avec la mise en concurrence déloyale de pays de développements économiques inégaux, faisant pression sur les salaires, les acquis sociaux et l'emploi.

L'UE a dépossédé les nations de toute souveraineté monétaire, financière, budgétaire et donc économique pour soumettre les peuples au système de la dette d'État, système déjà analysé par Marx il y a 150 ans. Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), élaboré avec la droite et le PS, encadre ce système afin d'imposer, avec la dette et l'euro, la baisse automatique et autoritaire du prix

de la force de travail, des salaires, pensions, prestations sociales.

Mais tous les pays ne sont pas traités de la même façon. L'euro correspond au niveau de développement de l'Allemagne. Il est bien trop fort pour les autres. Ce qui explique pourquoi le plus faible économiquement, la Grèce, a craqué en premier. Et d'autres pays suivront. L'euro est un instrument de guerre contre les salaires et les services publics. Tout pays voulant rompre avec l'austérité est menacé de l'intérieur par l'euro qui permet aux institutions européennes d'étrangler les banques nationales. L'euro n'est pas utilisable pour mobiliser des crédits au service de politiques publiques. L'euro n'a jamais été un instrument de résistance au dollar. Le traité de libre échange transatlantique (Tafta) qui nous sera imposé confirmera que l'UE est soumise à la puissance économique américaine, comme elle l'est déjà sur le plan militaire au sein de l'Otan.

Avec de tels objectifs de surexploitation, le capitalisme doit éteindre toute révolte populaire qui pourrait s'exprimer dans les urnes. L'UE a donc aussi comme objectif de détruire les institutions nationales, de remplacer le triptyque nation-département-commune par l'UE-région-métropole, éloignant toujours plus les travailleurs des pôles de décision, contribuant à les décourager de voter. Cela favorise le régionalisme et le nationalisme qui alimentent le racisme et multiplient les foyers de tensions. L'éclatement de la Yougoslavie montre jusqu'où peut aller l'exploitation des contradictions régionales. Le français est mis en cause comme langue de la République avec la domination de l'anglais et l'institutionnalisation des langues régionales. L'Europe des régions se construit contre la nation. C'est ce qu'écrivait Huchon, ancien président PS de l'Île-de-France, qui présentait la région comme « *le seul territoire capable de rompre l'unicité de la loi* ».

L'acharnement à parler d'une «*Europe sociale*» creuse un gouffre entre le PCF et le peuple. La violence de la « *concurrence libre et non faussée* » apparaît aux yeux de tous dans les murs, les miradors et les affrontements autour des migrants jetés sans droits dans les routes de l'Europe.

Il est impossible de rompre avec le capitalisme en France sans maîtriser une monnaie au service d'une politique progressiste, quelque soient les menaces et oukases des institutions de l'UE. Et il n'y aura pas de changement écono-

mique en France, sans sortir de nos échanges avec le monde de la guerre des monnaies. Loin de toute stratégie de dévaluation compétitive, loin de tout repli nationaliste, sortir de l'euro est la condition d'une rupture anticapitaliste en France, mettant en cause la mondialisation capitaliste. Une situation nouvelle serait ainsi créée en France et en Europe, porteuse de ruptures et de bouleversements au profit des peuples, permettant de construire de nouvelles coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

LES LUTTES, TERRAIN PREMIER DES CONSTRUCTIONS POLITIQUES

Les emplois, salaires, retraites, protection sociale, mais aussi santé, formation, logement, libertés... tout ce qui porte progrès est acquis puis conservé par la lutte. Rien n'est jamais octroyé aux exploités. Passer du particulier, du corporatif, au général, créer les conditions des convergences dans l'action, est toujours une question décisive pour les communistes. Ne jamais instrumentaliser et ne jamais oublier que, sans lutte de masse entraînant à un moment la majorité du peuple, aucun progrès idéologique et politique n'est possible.

Depuis des années (luttés contre le CPE), aucune lutte n'a été victorieuse, et cela a pesé lourd dans la détérioration des rapports de force idéologiques. Le FN, réponse « électorale » à jamais déconnectée des luttes démocratiques, y puise sa force.

Nous n'oublions ni Fralib, ni Pilpa, ni les femmes de ménage des grands hôtels parisiens pour ne citer que quelques victoires emblématiques, ni toutes les dures luttes menées : Air France, Goodyear... Ce qui a manqué, c'est le « tous ensemble » et des victoires à ce niveau.

Au moment où nous écrivons ce texte, nous ne savons pas quelle sera l'ampleur, la durée, le contenu exact de l'affrontement qui se dessine contre le projet El Khomri, mais le mouvement est là après des années de résignation, d'abstention électorale. Une partie de la difficile équation de la présidentielle peut être modifiée.

Le rapport entre lutte et politique est complexe : effort permanent des sociaux-démocrates de récupérer et même instrumentaliser les luttes, difficulté permanente pour les communistes d'être au plus haut du possible, vécus comme utiles, améliorant la lecture de classe de chacun, permettant la victoire. Les actions

peuvent parfois aboutir (1968,1995) et l'issue politique nous être défavorable (majorité écrasante UNR en juin 1968, gauche plurielle devenue gauche « plus rien » en 1996). C'est donc bien d'un rapport étroit, en permanence en construction, dont il est question.

Les communistes, les militants, les responsables et les élus ont donc de lourdes responsabilités quotidiennes dans l'action. Chacun, en agissant, modifie le réel. Les luttes sont donc une composante essentielle de notre formation, souvent un moment particulièrement favorable à l'adhésion. Prenons garde de ne pas oublier les 30.000 adhésions au PCF de mai 1968.

Les forces de la bourgeoisie savent tout cela, elles mobilisent énormément d'énergie pour empêcher les luttes, de la kyrielle des DRH et autres idéologues aux forces de répression et aux mouchards. Communistes, consacrons aussi beaucoup d'énergie, de temps, d'efforts à ce que les luttes, toutes les luttes de classe, vivent, convergent, gagnent.

Un des plus grands reculs de ces dernières décennies – idéologique, politique, matériel – est l'affaiblissement rapide des liens entre syndicalistes de lutte et Parti communiste. Il sera nécessaire, en lien avec les luttes réelles, de résoudre cette question.

CONTRE LE FN, UN PARTI COMMUNISTE POPULAIRE ET RASSEMBLEUR

Le FN correspond à la version adaptée du fascisme à l'époque de la mondialisation et de la numérisation. S'il se donne des airs de bonhomie avec l'arrivée de nouveaux cadres se réclamant du gaullisme et de la République, il reste fondamentalement une formation nationaliste, lié à ses origines.

Cette formation, fondée en 1972 par un petit groupe de néofascistes issu du groupe Occident, de nostalgiques du régime de Vichy, d'anciens partisans de l'Algérie française et d'activistes de l'OAS, fut largement promotionnée, par la télévision publique dans les années 1980 pour diviser la droite et favoriser la réélection de Mitterrand, sous l'impulsion des services de l'Élysée. Elle cristallise les reliquats idéologiques de plusieurs traditions de l'extrême droite fasciste, dont, faut-il le rappeler, celle antipatriotique du patronat de la fin des années trente qui proclamait « *plutôt Hitler que le Front populaire* ».

Le FN est aujourd'hui utilisé comme leurre protestataire en même temps que repoussoir, pour permettre et accélérer la recomposition politique dont le capital a besoin pour mettre en œuvre les politiques qui le servent au mieux de ses intérêts, afin de dégager toujours plus de profits sur la force de travail. Après trois décennies d'un capitalisme débridé, la société arrive à un point à la fois de souffrance et d'impossibilité, où la question politique va devoir se poser de nouveau dans les termes « *socianisme ou barbarie* ».

Or, le capital entend se donner libre cours. Toute avancée sociale est pour lui un frein à ôter, toute résistance salariale un obstacle à détruire. La dépendance vitale et la peur sont historiquement ses objectifs ultimes pour le salariat. Son corollaire est l'obéissance absolue. Quand cette structure se dévoile, voire se déchire dans les luttes de classes, le capitalisme a recours à la terreur qui est son fonds inaltérable. La main de fer dans un gant de velours, si caractéristique des sociétés libérales, perd son apparence souple et paternaliste. La violence devient sa réponse. La criminalisation des résistances syndicales comme dans le cas d'Air France et de Goodyear en est une des manifestations, le recours au fascisme une autre.

Le fascisme constitue un type de réponse à la crise structurelle et conjoncturelle qui agite les sociétés capitalistes dans la période de l'entre-deux guerres. Il dénonce l'immoralité et les mauvaises mœurs issues des partis politiques traditionnels, les excès de la propriété privée causés par les monopoles capitalistes. Il donne préférence à la petite et moyenne propriété et s'oppose violemment aux organisations se réclamant de la lutte des classes.

S'il ne nie pas l'existence de classes sociales, il prétend discipliner en soumettant les intérêts particuliers à l'intérêt national. Avec le nazisme, la lutte des classes se déplace vers des luttes raciales où s'affirme la solidarité fondamentale des citoyens devant les non-citoyens, version initiale de la préférence nationale.

Pour Dimitrov, le fascisme représente, malgré ses dénégations, l'idéologie du capital et de l'impérialisme. C'est ce que nous montre l'actualité en Ukraine et en Syrie, comme au Chili il n'y a pas si longtemps, et partout où il utilise des bandes armées fanatisées pour ses basses œuvres. Malgré ses prétentions populistes, le fascisme est une entreprise de soumission des masses dont il a besoin pour son assise. Il développe à cette fin une démagogie sociale effrénée. Il utilise le chauvinisme, la xénophobie et les replis identitaires

pour tromper les masses, les détourner de leurs soucis quotidiens, faire glisser leur attention des problèmes intérieurs vers ceux de l'extérieur.

Nous sommes dans une situation proche de celle de la veille des deux guerres mondiales où une crise financière majeure et structurelle est accompagnée par une montée des nationalismes, l'envie d'en découdre et l'absence d'une résistance cohérente et organisée pour apporter une réponse. C'est le contexte des élections régionales du 6 et du 13 décembre, qui consacraient la victoire d'un FN se déclarant avec triomphalisme aux portes du pouvoir.

D'élection en élection, le FN poursuit son ascension malgré les campagnes morales de la gauche sociétale et les fronts républicains qu'elle prétend lui opposer. Car le FN ne cesse d'être promotionné à chaque scrutin. Cette complaisance lui permet d'influencer les débats et de pousser chaque fois un peu plus son hégémonie dans le domaine des idées, comme le prouvent les débats sur l'identité nationale, l'immigration, la sécurité et la déchéance de la nationalité.

Grâce à la bienveillance socialiste et son double langage, toutes les conditions ont été réunies pour entraîner une part importante de la population, fragilisée par la désindustrialisation de régions entières et les pertes massives d'emplois, vers la haine anti-immigrés et pour détourner la colère des classes populaires vers des boucs émissaires. Le PS, pour la cinquième fois de son histoire, porte la lourde responsabilité de faire le lit de l'extrême droite, au lieu de s'attaquer aux causes et de les chercher dans la structuration capitaliste de la société.

La lutte contre le Front national est possible à condition de passer par la lutte contre le capital, son ventre nourricier. Comme l'écrivait Brecht, « *le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde* », si nous ne nous attaquons pas à sa domination.

Le fascisme est un danger mortel pour la classe ouvrière, le danger principal contre lequel il faut en urgence rassembler les forces populaires et démocratiques. Si l'expérience nous montre que la réprobation morale ou les combinaisons de type front républicain ne sont d'aucun effet, nous savons depuis le Front populaire que le meilleur remède contre le fascisme est l'existence d'un Parti communiste proche des couches populaires, apte à transformer les besoins de sécurité, de vie, en luttes unitaires pour l'emploi, la paix et les salaires, un parti qui sache organiser les ras-)))

))) semblent et désigner l'adversaire de classe, le responsable de la lutte de tous contre tous, le système capitaliste.

POUR SORTIR DE L'IMPASSE, UN GRAND PARTI COMMUNISTE, UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE MAJORITAIRE

Le PCF, une organisation affaiblie

Depuis la « *mutation* » initiée par Robert Hue, le PCF a suivi, de congrès en congrès, des stratégies qui ont toutes conduit à un affaiblissement organisationnel, électif et politique.

La suppression des cellules d'entreprises et de quartiers a porté un grave coup à l'organisation. Les cellules répondaient à un besoin organisationnel fort : rassembler des militants, leur donner des espaces de discussion et d'élaboration politique, pour leur permettre d'agir.

La disparition des cellules de quartiers a cassé le lien entre militants. Dans les assemblées de section, ce sont souvent les mêmes militants qui prennent la parole. Les militants des milieux populaires n'osent plus parler et, ce faisant, s'auto-censurent et se détachent du Parti.

Les cellules d'entreprises ont disparu, rompant le lien avec le monde du travail. Même dans de grandes entreprises, il n'y a plus de militants communistes, ni d'expression du Parti communiste. Dans plusieurs luttes emblématiques, les militants syndicaux organisés le sont rarement au PCF.

Trop souvent, le parti ne se mobilise plus que lors des échéances électorales, à l'opposé d'une organisation communiste qui devrait au contraire mener un travail politique de long terme, détecter des militants issus de la classe ouvrière, les former, et leur confier des responsabilités.

Ni les réunions nationales thématiques, ni les réseaux sociaux ne remplaceront le militantisme de terrain. Seule la reconstruction de l'appareil militant nous permettra de redevenir un parti qui soit l'expression des classes populaires, capable de mener des luttes, de créer des rapports de forces, et de donner une perspective de rupture avec le système capitaliste.

Reconstruire un parti populaire de combat

Plusieurs études sociologiques sur le Parti doivent nous alerter. Très peu de nos dirigeants

viennent de l'industrie, beaucoup sont des salariés de la fonction publique, beaucoup ont toujours été élus ou au service d'élus. Nous avons de moins en moins de dirigeants issus des entreprises, nos liens avec les classes populaires se sont affaiblis considérablement. Comment s'étonner que nos campagnes politiques ou nos adresses à la nation soient déconnectées des réalités ?

Dans la période actuelle, où des mouvements de lutte et de résistance se multiplient – entreprises, universités, quartiers populaires, etc. –, nous avons besoin d'une campagne très ouverte d'adhésion dans les luttes et les entreprises, en leur donnant toute leur place dans l'organisation.

Nous devons renouer avec le travail théorique et la formation. Nombre de nos adhérents n'ont jamais reçu de formation politique, ils sont idéologiquement désarmés. L'effort théorique est indispensable au communiste pour analyser une situation et apporter une perspective politique.

Démocratie et fraternité

Après les décennies de rénovations et métamorphoses multipliant les collectifs, fronts, mouvements, forums, la question de l'organisation, de l'efficacité revient au premier plan. Comment créer les conditions d'une grève générale réussie, comment faire vivre et renforcer une organisation communiste ancrée dans le monde du travail ? La force historique des communistes, leur organisation, semble avoir disparue.

La démocratie sans cohérence se transforme en « *chacun cause pour soi* » inefficace, laissant les décisions aux exécutifs, comme le montre l'annonce des primaires avant tout débat des communistes. Les directions ne construisent plus la mise en cohérence des communistes au service de leur action. Les interventions des dirigeants ne portent plus une parole collective, construite dans la durée pour être identifiée, défendue, portée par les militants. Les « je » se multiplient sans jamais construire le « nous ». La démocratie est en panne, et avec elle, l'action. Il faut réinventer une forme de démocratie efficace, qui était l'objectif du centralisme démocratique.

L'organisation dont nous avons besoin se construit d'abord sur le terrain. C'est pourquoi nous voulons rétablir la règle des quatre quarts, qui permettait aux organisations de base de bénéficier de la moitié des cotisations des adhérents. L'effort pour reconstruire nos

organisations de base, cellules et sections est essentiel.

Rassemblement ou fuite en avant dans la dilution ?

Jamais le Parti communiste n'a été aussi fort que lorsqu'il a su travailler à de larges rassemblements dans le cadre d'un rapport de forces, comme en 1936 avec le Front populaire et à la Libération avec le Conseil national de la Résistance. Dans ces deux cas, le PCF n'a rabattu ni ses exigences ni son identité, au contraire. Mais, ces dernières années, nos expériences d'alliances – collectifs antilibéraux et Front de gauche – se sont soldées par des déceptions, la perte d'élus et de crédibilité. Ce type d'alliance est inefficace, restant sur le modèle de l'union de la gauche. Or dans tous les domaines – politique intérieure, européenne ou internationale – le PS est un serviteur du capitalisme. Tant que nous restons dans la confusion, nous sommes sanctionnés par les électeurs.

Le rassemblement ne peut passer ni par un effacement de notre parti, ni par la soumission au PS. Nous devons revoir notre stratégie, réfléchir à une véritable politique de rassemblement et d'alliances et définir une ligne nationale qui permettra aux adhérents et aux sympathisants communistes de s'y retrouver.

Un nécessaire bilan

À chaque congrès, la direction nationale met en place tous les artifices pour empêcher de tirer le bilan de sa stratégie. Des textes à rallonge, qui ne posent pas les vraies questions, sont adressés aux communistes, qui dans leur grande majorité ne les lisent pas. Les questions essentielles sur l'organisation du Parti ou sur notre stratégie ne sont jamais abordées.

Nous demandons un véritable bilan des quinze dernières années, l'état réel de l'organisation par fédération, le nombre des adhérents, l'état des cotisations, le reversement des élus.

Malgré nos défaites électorales successives, nous restons une force dans le paysage politique français. Nous bénéficions de points d'appui importants partout. Nous avons un patrimoine immobilier, un patrimoine culturel, et un poids politique. Il n'y a donc pas de fatalité à notre déclin.

Un parti libre de ses choix

L'adhésion au PGE en 2004 a marqué une rupture avec plusieurs partis communistes. Le

PGE ne s'inscrit pas dans le combat anticapitaliste. On lit sur son site Internet en anglais « *La vieille contradiction facilement comprise entre le capital et le travail est balayée par de nouvelles aspirations et contradictions entre les sexes, les générations, les cultures, les groupes ethniques et surtout par une*

conscience nouvelle de l'interrelation entre l'humanité et l'environnement ». Pire, ses statuts nous contraignent au respect des institutions européennes.

Les échanges avec des forces internationales diverses sont utiles. Mais quand les relations

internationales entre partis communistes se multiplient, le PCF ne peut rester enfermé dans ce parti lié aux institutions européennes. Il doit reconstruire des relations fraternelles et solidaires avec tous les partis communistes.

III. NOTRE PROJET ET LE CHEMIN DU SOCIALISME POUR LA FRANCE

LE SOCIALISME QUE NOUS VOULONS

L'impasse de la gauche, l'affaiblissement du Parti communiste sont aussi la traduction de l'impossibilité de penser une autre société que le capitalisme, tant la bataille de diabolisation du socialisme du XX^e siècle a fait reculer l'idée d'un vrai changement de société. Les pays de l'Est étaient le mal absolu, la Chine est une puissance dangereuse, les expériences latino-américaines des échecs. Le Parti communiste lui-même laisse dans le flou des caractéristiques essentielles d'une société se libérant du capitalisme : la propriété publique, le pouvoir des travailleurs, la maîtrise de la monnaie. Il refuse jusqu'à aujourd'hui de nommer clairement son projet de société comme « socialiste », se faisant déborder sur sa gauche par un candidat... démocrate états-unien !

Pourtant, les luttes sociales, et notamment les grandes luttes de défense des sites industriels (Conti, Goodyear, Aulnay, Fralib...), toutes interrogent la propriété des moyens de production. Il n'y a plus de marge de manœuvre dans le capitalisme, plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie, tant son intérêt vital pour maintenir ses revenus et son mode de vie est d'obtenir une réduction massive des salaires et des droits. La conséquence est qu'une solidarité réelle assurant des droits à tous nécessite une véritable révolution, oblige à s'inscrire dans la construction d'une autre société, dans le renversement du rapport de forces entre capital et travail. L'incroyable socialisation des forces productives appelle plus

que jamais une socialisation massive de la propriété. Il y a nécessité historique que le monde du travail prenne toute sa place dans la direction des affaires du pays, pour la maîtrise de ses moyens de production et d'échange, de ses conditions de travail et de vie.

La bourgeoisie, avec ses rentiers, spéculateurs, affairistes spécialistes de la subvention publique, est inapte pour diriger la société dans le sens de l'intérêt général. Ce sont les travailleurs qui doivent se considérer comme les véritables dirigeants, ceux qui peuvent décider quel travail est utile, sous quelle condition, pour quelle production, pour quel besoin social.

Oui, nous devons être porteurs d'un projet de socialisme du XXI^e siècle, réduisant, par de larges nationalisations des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la bourgeoisie, recherchant des coopérations internationales libérées de la domination des règles des marchés, rompant radicalement avec les règles de la concurrence et de la spécialisation, pour imposer la planification en réponse aux besoins, le pouvoir des travailleurs dans une République sociale.

Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste. Nous défendons clairement et simplement l'idée d'un plan conduit par un État démocratisé de haut en bas, possédant les moyens de le mettre en œuvre, avec des services publics élargis facteur d'égalité, des cadres réglementaires et fiscaux plus contraignants pour tourner

l'effort des entreprises vers les objectifs de la société, s'appuyant sur la mobilisation du mouvement populaire pour une nouvelle démocratie, de la cité à l'entreprise.

Ce projet doit porter la libération humaine de toutes les aliénations, dans la soumission au travail, dans l'intensité du travail, dans la consommation publicitaire, dans la guerre de tous contre tous. Il doit porter une réduction massive du temps de travail et un développement sans précédent de la formation, de la culture comme lieu essentiel de socialisation, de partage entre les hommes, de construction des conditions d'une démocratie réelle, d'une citoyenneté populaire.

Le socialisme que nous voulons répondra à la critique de Marx du capitalisme qui « épuise la Terre et le travail ». Il assurera la gestion des ressources naturelles pour les besoins de l'humanité d'aujourd'hui et de demain, fera de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, de l'efficacité énergétique, de la préservation des sols, de la réduction des pollutions, des critères essentiels de la planification et des choix économiques. Mais l'écosocialisme est une formule souvent utilisée pour refuser d'affronter le véritable défi d'un socialisme du XXI^e siècle, celui d'un développement continu et rapide des forces productives, appuyé sur la robotique, la biologie, le numérique, sans compter de nouvelles révolutions énergétiques (4^e génération du nucléaire, fusion, algo-carburants...). Si les circuits courts et l'économie circulaire peuvent jouer un rôle important dans un dévelop-)))

))) pement équilibré, ils ne peuvent apporter seuls des réponses à la hauteur des besoins sociaux. La mondialisation en cours de la distribution (Amazon, Alibaba...) nous montre au contraire la nécessité d'outils mondialisés de planification et de coopération.

Ce projet doit porter enfin l'exigence de paix, de rupture avec les institutions de la mondialisation capitaliste, la participation de la France à de nouvelles institutions d'un monde multipolaire ouvert aux pays du Sud, la sortie de l'Otan et l'engagement dans le désarmement.

UN PROGRAMME DE RUPTURE AVEC LE CAPITAL

La bataille communiste d'ici à 2017 doit faire grandir des revendications politiques fortes qui soient à la fois des outils pour le mouvement social, des revendications que les travailleurs peuvent porter dans leurs luttes, et qui soient des repères d'un programme politique de rupture, capable de porter l'exigence de rapidité dans la transformation sociale, et la capacité à porter à long terme le changement de société.

L'urgence est de se doter d'un programme ambitieux pour la défense de l'emploi et des salaires. Cette bataille pour l'emploi et les salaires doit être un point essentiel du combat des communistes, car elle concentre l'essentiel des luttes sociales actuelles.

Ce programme doit poser en même temps la question du pouvoir. Quel gouvernement mettrait en œuvre ces revendications, avec quel rapport de forces, quel « Front populaire », libéré du carcan de l'UE et appuyé par le mouvement des salariés, des classes populaires et des jeunes et où le Parti communiste jouerait bien évidemment un rôle central.

Dans la période actuelle nous proposons un programme de revendications économiques immédiates pour faire reculer la misère et la souffrance populaire et instaurer plus de justice, mais aussi aller vers le socialisme :

- ▶ Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires, financiers et assurances, des secteurs de la production vitaux pour le pays et de la grande distribution.
- ▶ Renationalisation immédiate d'EDF-GDF, de la SNCF (avec réunification), de La Poste, de France Télécom et d'Air France.
- ▶ Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et poste, avec les embauches statutaires nécessaires.

▶ Remise en cause fondamentale de la dette publique.

▶ Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés, avec le concours de la force publique, des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires.

▶ Réduction massive du temps de travail sans perte de salaires, semaine de 28 heures sur 4 jours augmentée de 4h de formation hebdomadaire pour tous.

▶ Rétablissement d'une indexation des salaires sur l'inflation, blocage des prix des produits de première nécessité.

▶ Création d'un grand service public de la formation continue permettant de proposer à tous les salariés des démarches de qualification, au service de l'innovation et la qualité au travail.

▶ Augmentation significative des salaires, des pensions et minima sociaux.

▶ Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour la pénibilité.

Blocage des prix des produits de première nécessité.

▶ Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficulté.

▶ Non-application des directives et traités européens.

▶ Sortie de l'Otan et de l'Alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain.

UN SEUL CHEMIN, UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE CONSCIENT ET ORGANISÉ POUR L'UNITÉ DU PEUPLE !

Pour tourner la page de la longue construction d'une union de la gauche au profit du Parti socialiste, puis de son lent enfermement dans l'impasse actuelle, il faut proposer de nouvelles formes de rassemblement, un rassemblement populaire dont la fonction première n'est pas électorale, mais d'abord d'éducation populaire pour un peuple uni, conscient et organisé.

La principale leçon de l'histoire de l'union de la gauche est la sous-estimation du piège des institutions, des logiques électorales et médiatiques. Waldeck Rochet, dès 1965, décidant du soutien à François Mitterrand, ou Georges Marchais, en 1972, invitant les communistes à valider le programme commun, avaient tous deux mis l'accent sur le rôle irremplaçable du mouvement populaire pour imposer à François Mitterrand et au PS le respect des engagements pris ! L'expérience a tranché. Malgré les alertes, les communistes se sont peu à peu re-

trouvés en arrière-plan, critiques, mais suiveurs des dérives socialistes.

Pourtant, nous pensons que la rupture dans une société capitaliste est impossible sans un mouvement populaire capable de gérer dans la durée les tensions, les contradictions, les freins qui ne manquent pas de surgir dans tout processus de transformation politique. Les difficultés de plusieurs pays d'Amérique latine engagés dans une voie socialiste sont révélatrices.

Nous ne croyons donc pas qu'une alternative à l'union de la gauche existerait dans une action groupusculaire, encore moins militaire. Nous devons donc construire pas à pas un « Front populaire » moderne, outil d'éducation populaire pour que des millions de citoyens soient capables de s'informer sans dépendre des médias dominants, de s'unir malgré les contradictions locales ou corporatistes, de s'approprier les enjeux environnementaux, économiques, culturels, de la transformation socialiste.

Le lien est essentiel entre un Parti communiste de combat organisé et populaire et un « Front populaire » renouvelé faisant vivre de bas en haut une démocratie citoyenne dans une République sociale. Le parti sans rassemblement est impuissant, le rassemblement sans parti est inconscient.

OUI, LE DÉFI DU PARTI COMMUNISTE !

Nous relevons le défi de faire vivre et renforcer un parti communiste de combat, populaire, marxiste.

Nous avons un double atout : la montée du mécontentement populaire, l'unité qui se construit dans les luttes et ce que sont les communistes, leur volonté d'union. Parce que nous savons que ce qui unit les communistes est plus fort que ce qui les divise. Tous les communistes ont conscience de la gravité du moment, tous veulent que leur parti soit un grand parti des travailleurs, un parti démocratique où l'opinion de chaque adhérent compte pour un, un parti de responsabilité et de dévouement qui regagne la confiance du peuple.

Grâce à cette conviction, nous abordons ce congrès dans un esprit de fraternité, d'écoute mutuelle. Il faut unir les communistes pour ouvrir la perspective d'un nouveau Front populaire vers le socialisme.

Vive le Parti communiste français !

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

Adrian Bernard (55) ; Afonso Carolina-Julia (94) ; Agius Alain (13) ; Albert Fabien (75) ; Allegre Jean-Yves (13) ; Andreani Caroline (93) ; Andrieux Michel (69) ; Armand Jean-Paul (71) ; Bachelet Daniel (71) ; Bakuli Marcel (94) ; Balel Marie-Simone (93) ; Bamber Brigitte (71) ; Barbagelata Brigitte (83) ; Barbazange Paul (34) ; Barbazange Romain (34) ; Bardot Michelle (67) ; Barré Jean (85) ; Barré Nicole (85) ; Barthe Josette (83) ; Bartkowiak Léa (62) ; Baruteu Danielle (34) ; Barzasi Dominique (69) ; Basin Luc (26) ; Baus Elise (54) ; Baus Jean (54) ; Beau Jérémie (69) ; Belloc Roland (33) ; Ben Azouz Kamel (62) ; Benavent Emile (84) ; Benoit Floriane (38) ; Berdagué Michel (75) ; Bernard Françoise (54) ; Bernardi Gilbert (83) ; Berthier Jeannette (71) ; Biagotti André (83) ; Bigatti Nathalie (69) ; Bigotte David (62) ; Blanc Pierre (01) ; Bleitrach Danielle (13) ; Blonde Georges (73) ; Blondeau Hugues (87) ; Bodin David (79) ; Bonin Josette (71) ; Bosseman Emilie (62) ; Bouilloux Martine (01) ; Bourdillon Jean-Michel (06) ; Boyer Jean (13) ; Boziot Nicole (45) ; Branger Philippe (37) ; Brun Robert (26) ; Brun Suzanne (83) ; Bryant Andres (80) ; Buissonnet Daniel (69) ; Burgat Jacqueline (69) ; Burricand Marie-Christine (69) ; Caillol Bernadette (13) ; Calvinhac Gerard (33) ; Cannet Marie-Laure (71) ; Cantave Fuyet Peggy (92) ; Capolungo Jacqueline (83) ; Carbonnier Michèle (62) ; Cardon Jacqueline (94) ; Cassan Viviane (34) ; Chaffin Jean-Pierre (21) ; Charrazac Dominique (33) ; Chayvialle Guy (78) ; Chioso Monique (73) ; Chuard Roland (77) ; Cialdella Michel (38) ; Cochet Christiane (69) ; Cointy Gilles (73) ; Colin Jean-Antoine (13) ; Congiusti Michèle (71) ; Corzani Joëlle (54) ; Costa Gérard (13) ; Couquet Aimé (34) ; Courteille David (94) ; Cros Jacques (34) ; Dambrain Marie-Paule (33) ; Dardelin Jocelyne (71) ; Darriet Christian (33) ; De Cooman Aliénor (59) ; De Cooman Mentor (62) ; De Poilly Alain (94) ; De Ubeda André (83) ; Decoupigny Jean-Louis (62) ; Degremont Jean-Luc (62) ; Delaunay Jean-Claude (94) ; Demarch-Waller Danielle (83) ; Desportes Wulfran (13) ; Detève Marie-José (62) ; Detroit Josiane (71) ; Donadini Geneviève (13) ; Dugardin Véronique (62) ; Dumond Serge (19) ; Dumoulin Guillaume (69) ; Dunlop Marianne (62) ; Dupont Christine (62) ; Duriau Jeanne (71) ; Eigeldinger Marie-Christine (69) ; Enjalbal Viviane (34) ; Eychart François (75) ; Eychart Marie-Thérèse (75) ; Fadly Abdellak (69) ; Falzone Colette (42) ; Falzone François (42) ; Ferrari Nando (54) ; Ferront Rémy (73) ; Figueres Gilles (92) ; Figueres Isabelle (92) ; Frigge David (93) ; Fuss Eric (73) ; Fuyet Hervé (92) ; Gabaret Yves (85) ; Gadaut Sébastien (88) ; Gagniere Jean-Michel (26) ; Galiay Joël (13) ; Gallon Denise (13) ; Garetta Anne (11) ; Gazzola Brigitte (73) ; Gery André (42) ; Gillet-Collard Claude (94) ; Gimenez Clara (34) ; Giron Claudine (26) ; Glerant-Pannier Corinne (94) ; Gouaux Bourseau Michèle (33) ; Gourlot Gilles (75) ; Goux Françoise (91) ; Grando Claude (38) ; Gressard Yvette (71) ; Grivola Jo (71) ; Guerineau Jean-Claude (51) ; Guesdon Xavier (84) ; Guidon Raphaëla (01) ; Guilhou Paul (42) ; Guillaume Patrice (93) ; Guinet Isabelle (71) ; Habans Christian (13) ; Halgan Eric (33) ; Harquel Christian (34) ; Hassart Maryse (62) ; Hernandez Marie-Lou (81) ; Hertogh Laurence (62) ; Hu André (62) ; Isapoff Cyril (94) ; Jacquet Nicole (38) ; Jacquin Guy (69) ; Jadoux Josette (62) ; Jagourd Jean-Paul (33) ; Jorand Alain (73) ; Jourdan Pascale (13) ; Karman Jean-Jacques (93) ; Kerfriden Christian (34) ; Kouri Jamel (26) ; Laborde Adrien (54) ; Labrosse Emmanuel (71) ; Lacaze Christiane (40) ; Lacaze Emmanuel (40) ; Laffitte Charles (33) ; Lafontant Michaële (92) ; Laguillier Christian (62) ; Lagunas Marie-José (34) ; Laparra Fernand (33) ; Lapeyre Jean (40) ; Larche Christiane (33) ; Lartaud Véronique (71) ; Lebon Gérard (95) ; Lebreton Amaury (59) ; Lecoq Armand (34) ; Legloahec Yves (38) ; Lemaitre Serge (59) ; Lemonnier Daniel (13) ; Leymergie Jean-Louis (33) ; Lhenry Richard (71) ; Llinares Corinne (34) ; Lopez Pascal (88) ; Lorillec Clément (92) ; Louise Jean (42) ; Loyau Sylvie (38) ; Lucmarie Marie-Rose (33) ; Maillot Christophe (93) ; Maillot Hervé (71) ; Mainfroi Claude (83) ; Mairesse Christian (84) ; Maldonado Bruno (71) ; Manauthon Anne (06) ; Marchand Claude (94) ; Marguerettaz Patrick (74) ; Marino Danielle (93) ; Martin Marcel (83) ; Martin Pierre (94) ; Marty Jean-Luc (18) ; Matysiak Georges (01) ; Mauchamp Jeanine (71) ; Maurel Jacqueline (34) ; Mazanon Didier (69) ; Mazuir André (69) ; Mazzolini Jean-Claude (92) ; Melaye Jean-Pierre (62) ; Menager Louise (33) ; Metz Roland (45) ; Meyer Jean-Pierre (83) ; Michailides Jeanne (13) ; Michel Michel (55) ; Mignemi Antoine (13) ; Millet Pierre-Alain (69) ; Minerva Sandrine (34) ; Mirguet Carmela (54) ; Mongheal Chantal (69) ; Morin Henri (84) ; Muller Christiane (93) ; Nadeau Christian (40) ; Nanni Serge (83) ; Narbouc Jean-Paul (69) ; Nardin Guido (11) ; Naveteur Jean-Claude (59) ; Naveteur-Platel Edith (59) ; Nazi Nadine (83) ; Nicolas Jacquie (19) ; Pargate Bernard (33) ; Pariente Michel (83) ; Parmentier Isabelle (62) ; Patte Claude (83) ; Pauchard Michel (71) ; Pecci Jean (54) ; Pepelnjak Willy (38) ; Pericaud Bertrand (62) ; Perret Alain (83) ; Petitfour Sylvain (88) ; Peyraud Nicolas (13) ; Picard Michèle (69) ; Pico Françoise (38) ; Pinet Roger (45) ; Pivier David (73) ; Plumelet Jean-Luc (44) ; Poly Hervé (62) ; Poncin Michèle (69) ; Popelin Mireille (69) ; Poyard Pierre-Olivier (88) ; Prévost Marie José (62) ; Prieur Thomas (83) ; Prudomme-Latour Saliha (69) ; Quilés Renaud (34) ; Quirin Jean-Pierre (34) ; Reignier Chantal (54) ; Rémond Gilbert (69) ; Réquigny Gérard (93) ; Riviere Fabien (86) ; Riviere Nicole (33) ; Robert Patrice (01) ; Robillart Francine (62) ; Rochet Isabelle (26) ; Rocklin Jean-Marie (68) ; Rolland Didier (69) ; Rottée Arlette (13) ; Rouquette Jeanine (34) ; Roustan Bernard (34) ; Roustit Fernand (01) ; Ruchon Michel (78) ; Saïd Ibrahima (75) ; Sainty Jean (84) ; Salvador-Espirito Octavio-henrique (75) ; Santoire Laurent (93) ; Saphores Régis (33) ; Sario Daniel (34) ; Sarton Bernard (13) ; Saussez Emilie (62) ; Sauviac Jean (33) ; Savis Guy (94) ; Sayon Guillaume (62) ; Scandolaro Aurélien (69) ; Semeria Nicole (49) ; Sereing Jean-Bernard (13) ; Serrieres Pierre-Jean (07) ; Sicre Georges (34) ; Soler Diego (42) ; Souty Martine (34) ; Strappazon Nicole (54) ; Strauel Hubert (68) ; Tambuzzo Carole (42) ; Tambuzzo Stéphane (42) ; Teniere Joëlle (73) ; Thierry François (54) ; Toutou Olga (13) ; Trannoy Bernard (33) ; Trannoy Danielle (33) ; Tricaud Jean-Pierre (24) ; Trottein Karine (59) ; Truscello Serge (69) ; Turcan Katy (83) ; Van Bervesseles Jean-Charles (08) ; Van Gindertael Alain (79) ; Varenne Claude (83) ; Venturino Paulette (83) ; Vercoutre Georges (34) ; Vergnes Renée (34) ; Villalba François (34) ; Villemagne Gilles (73) ; Vovard Jacques (95) ; Yan Joël (64).

TEXTE ALTERNATIF N° 4

RECONSTRUISONS LE PARTI DE CLASSE !**PRIORITÉ AU RASSEMBLEMENT
DANS LES LUTTES**

**I – Reconstruire un parti de classe : une nécessité historique.
Cela passe par le refus de la primaire et par faire le bilan
de la politique de liquidation menée ces dernières années
par la direction du PCF. P. 77**

**II – Crise du capitalisme :
lever quelques illusions réformistes. P. 80**

III – Propositions de luttes immédiates. P. 82

**IV – Retrouver notre engagement total contre l'impérialisme
et pour la paix. P. 85**

V – Évaluer la crise de la démocratie bourgeoise. P. 86

**VI – Reconstruire le parti de classe,
redevenir le parti de la classe ouvrière. P. 89**

VII – Redonner son nom à notre projet de société : le socialisme. P. 91

Conclusion – Préparer le centenaire de 1917 et 1920. P. 91

I – RECONSTRUIRE UN PARTI DE CLASSE EST UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE. CELA PASSE PAR LE REFUS DE LA PRIMAIRE ET PAR FAIRE LE BILAN DE LA POLITIQUE DE LIQUIDATION MENÉE CES DERNIÈRES ANNÉES PAR LA DIRECTION DU PCF

ROMPRE AVEC LE RÉFORMISME MORTIFÈRE, RENOUER AVEC DES POSITIONS COMMUNISTES

Ce texte se propose comme un outil d'action et de combat. À l'occasion du 37^e congrès du PCF, nous voulons permettre au plus grand nombre de communistes d'exprimer, en direction des adhérents du Parti mais aussi des travailleurs qui y sont attentifs, leur choix de rupture avec la ligne de liquidation réformiste de l'organisation et des positions communistes que poursuit l'équipe dirigeante depuis plus de vingt ans. La caricature de la « primaire de la gauche », après l'approbation de l'état d'urgence, en est le dernier avatar.

Nous voulons surtout montrer que, partout en France, des organisations locales du PCF font vivre et renforcent le Parti sur des bases de lutte de classe, recherchent l'union dans cette voie, dans la réponse aux aspirations et à la colère du monde du travail, qu'elles ont entamé la réappropriation du PCF par ceux qui ont le plus besoin du parti révolutionnaire historique de la classe ouvrière en France, qu'elles travaillent à sa reconstruction.

UN TEXTE DE BASE COMMUNE ET UN CONGRÈS MAL ENGAGÉS

La préparation de ce congrès est une caricature. Le Conseil national avait initialement décidé d'un calendrier intelligent : il a été abandonné. Une convention nationale sur le projet devait se tenir au printemps 2016, le congrès à l'automne, réglant en temps et en heure la question de

l'élection présidentielle. Mais voilà que la haute direction a choisi de bousculer la donne, de précipiter l'organisation du congrès et de la plomber avec la présidentielle et le processus de la primaire. La « base commune » de la direction est un texte hors du temps, abscons, évacuant à la fois tout bilan critique des trois dernières années de direction du PCF les points saillants de la situation actuelle. Comme au 36^e congrès, les camarades vont disposer d'à peine une semaine pour prendre connaissance d'un pavé, long comme un roman de Tolstoï, regroupant ce texte, les éventuels textes alternatifs, les textes d'accompagnement de la direction. Ce constat et l'expérience nous amènent, initiateurs de ce texte alternatif, à cibler quelques points de plus grande actualité et à renvoyer à des écrits antérieurs (dont les textes alternatifs des quatre derniers congrès) certaines analyses de fond.

SORTIR DE L'IMPASSE DE LA PRIMAIRE

En préalable du congrès, nous demandons le retrait du PCF du processus de la primaire pour la présidentielle 2016.

Nous rappelons que la décision structurante d'y intégrer le Parti a été prise unilatéralement par Pierre Laurent et quelques dirigeants, sans aval du Conseil national, encore moins de consultation des communistes. Dès lors que le PCF entre dans la primaire, une stratégie et un contenu politiques lui sont imposés par ce cadre ainsi que son insertion dans une recomposition politique dite de « gauche », en fait la constitution d'une

deuxième social-démocratie de substitution. Le congrès du PCF dans ces conditions n'est plus que décoratif et destiné à anesthésier les communistes. Nous ne l'acceptons pas. Nous avons trois raisons de récuser totalement une primaire à l'américaine.

Premièrement, c'est la caricature absolue, anti-démocratique de tout ce que nous dénonçons dans la présidentialisation du régime, la personification, les grenouillages politiques et opportunistes.

Deuxièmement, communistes, nous ne pouvons pas accepter la focalisation de la vie politique sur la présidentielle. Nous avons dénoncé le piège du quinquennat (même si la direction du PCF a appelé à l'abstention au référendum de 2000) qui fait coïncider la présidentielle et les législatives et subordonnent ces dernières à la première. Ne rentrons pas dedans maintenant, encore moins après les expériences et les désillusions de 2007 et de 2012 !

Pour nous, quitte à aller à contre-courant, ce n'est pas la présidentielle qui doit structurer notre perspective politique, mais au contraire, c'est notre ligne politique qui doit conditionner notre participation à la présidentielle. Nous demandons que le 37^e congrès renvoie l'essentiel du débat et la décision sur la candidature éventuelle à une convention nationale du PCF à la fin de l'année.

De son côté, J.-L. Mélenchon rejette officiellement la primaire, mais c'est pour s'inscrire)))

))) dans une même logique présidentielle tout à fait parallèle. Il ramasse des soutiens de personnalités diverses plus ou moins intéressées par cette locomotive, dont certains du PS ou du PCF, sur son objectif « JLM 2017 ». Il pousse à l'outrance sa dérive personnelle, populiste, bonapartiste, teintée de chauvinisme, dénigrant la forme parti et niant la lutte des classes (la révolution par les urnes par le vote pour lui-même). Les travailleurs n'ont rien à faire de ces hommes ou femmes providentielles, même de plus présentables. L'expérience JLM 2012 parle d'elle-même. **Le bon score électoral – presque 4 millions de voix – n'a contribué aucunement à préparer la résistance, encore moins organisée, à la poursuite de la politique du capital par Hollande.** Au contraire, dès le soir du 1er tour, Mélenchon révélait son rôle de force d'appoint de sa maison-mère social-démocrate en se désistant sans condition sur Hollande. Le Front de gauche s'est confirmé être ce que nous dénonçons dès le départ : un attelage politicien entre les ambitions de Mélenchon et la recherche par la direction du PCF d'une nouvelle formule pour poursuivre le processus de mutation réformiste en échec après l'épisode des « collectifs anti-libéraux » de 2006-2007. **Depuis 2012, le FdG n'est que crises, conflits politiques incessants, avec maints coups bas, surtout pour des places aux élections, discrimination et dénigrement du PCF.** Avant 2012, il y a eu un élan réel, vite désillusionné. Nous ne pensons pas que conserver le logo « Front de gauche » accolé à « PCF » aidera à le faire revivre sur une meilleure perspective. **Pour nous, le 37e congrès doit acter l'échec de la stratégie du Front de gauche, imposée aux communistes en 2008, en marge du 34e congrès.**

Troisièmement, notre opposition à la primaire s'appuie sur notre refus de la fausse alternative et de la recomposition politique qu'elle implique. Pour leurs partisans, dont les dirigeants du PCF, la condition du changement passe par l'arrivée au 2e tour en 2017, malgré le FN, d'un candidat de « gauche ». Admettons que Macron, Valls et même Hollande soient exclus du casting, les partenaires éventuels principaux du PCF restent alors les « frondeurs » du PS et EELV, sinon des personnalités, ni gauche, ni droite, comme Nicolas Hulot... Les « frondeurs » ont le programme Hollande 2012 comme référence. Ils ont approuvé quasiment tous les pires mauvais coups du gouvernement. Montebourg, que courtise maintenant Mélenchon, a été le ministre de la liquidation d'Arcelor-Florange et du démantèlement d'Alstom... EELV, groupement de politiciens, sans base sociale et théorique, voit ses dirigeants opportunistes valser, à tour de rôle, des postes gouvernementaux aux « tribunes

contestatrices ». Aucun programme, aucun positionnement dans les luttes, réellement anticapitalistes, n'est compatible avec cet ensemble. Le comble est atteint lorsque l'on rappelle que Daniel Cohn-Bendit est à l'origine du premier appel à la primaire en janvier, cet anticommuniste, ultra-libéral et pro-européen viscéral...

Il est clair que Macron, Valls et Hollande sont allés trop loin dans la collaboration avec le capital pour pouvoir canaliser « à gauche », comme en 2012, le mouvement social. Le système met en scène une social-démocratie de recours, sinon réellement pour la présidentielle, du moins pour l'après 2017 lorsque la droite aura – probablement – réinvesti Élysée et Palais Bourbon. Dans le même but : canaliser la colère populaire à « gauche ». La préparation d'une primaire improbable sert à des politiciens de « gauche » à se placer dans cette perspective.

Que la primaire ait lieu finalement ou non, le 37e congrès du PCF doit dégager totalement notre parti de cette recomposition politique. Nouvelle tromperie du peuple, elle porte aussi la disparition pure et simple de notre parti.

DIRE STOP AUX COMBINAISONS POLITIENNES QUI ACCÉLÈRENT NOTRE EFFACEMENT

En 2015, aux élections départementales puis aux régionales, la direction du PCF a tenté d'imposer un rapprochement national avec EELV. Nous considérons, pour les raisons déjà mentionnées, qu'il est contre-nature. EELV ne représente même rien de comparable socialement au PS, tout en étant aussi favorable à l'UE du capital. Dans les régions, les politiciens d'EELV ont été les plus ardents défenseurs de la loi Notre établissant les nouvelles eurorégions, ou de la régionalisation des opérateurs de transport. **Les efforts de communistes dans certaines régions pour préparer sérieusement les propositions pour la campagne ont été court-circuités par cette stratégie d'alliances** qu'elle ait abouti ou non. Avec EELV, la direction du PCF restait aussi compromise dans la cogestion avec le PS. La nouvelle région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées est le laboratoire de cette recomposition. La direction nationale du PCF a poussé, laissant les adhérents dans la méconnaissance des enjeux, à une alliance électorale derrière EELV, précisément derrière Gérard Onesta, corédacteur avec Giscard du projet de constitution européenne 2005. Aujourd'hui, à quelques exceptions près, les élus PCF siègent dans un groupe unique « Nouveau Monde » avec EELV, dirigé par Onesta. Cette situation est grave et injustifiable. **Pour nous, le**

37e congrès doit demander aux fédérations du PCF et aux élus concernés de constituer un groupe communiste dans la région LRMP.

La nocivité de la stratégie reprise par la primaire se mesure dans la bataille actuelle, majeure, contre la casse du Code du travail et le projet de loi El Khomri. Le gouvernement, de toute évidence, veut faire un coup double politique. D'une part, il pousse le démantèlement du statut du travail, après l'ANI de 2013 et la loi Rebsamen. Il aura été aussi loin que possible, quitte à faire semblant de reculer sur un point ou un autre. Le terrain sera préparé pour le gouvernement qui lui succédera en 2017 pour une remise en cause équivalente à ce que les travailleurs allemands, italiens ou espagnols ont déjà subi. D'autre part, avant 2017, se sachant disqualifié à « gauche », le pouvoir offre une bataille inaugurale pour légitimer une nouvelle « gauche » réformiste de rechange apte à canaliser la colère sociale (à gauche) d'ici aux échéances électorales. Cette analyse n'est pas difficile tant les réactions opportunistes de Martine Aubry, des « frondeurs », des plants de la pépinière de cadres du PS qu'est l'Unef, sans même parler de celle de la CFDT, sont téléphonées. **Mais voilà, la mobilisation des salariés est plus forte que prévue, comme nous, communistes, pouvions l'imaginer** après notamment l'appel de la CGT du 9 avril. Elle dépasse largement les mouvements de jeunesse, qui en sont une part bienvenue. À quoi d'autre devraient tendre l'expression et l'action du Parti dans la lutte, sinon à déborder les organisations réformistes, à étendre le mouvement en mettant en avant les convergences flagrantes avec les luttes des cheminots contre la deuxième phase, antisociale, de la « réforme ferroviaire », ou avec celle des fonctionnaires, à gagner le retrait du projet de loi et la remise en cause l'ensemble de la politique gouvernementale depuis 2012 ? Au plan national du PCF, pratiquement rien de cela ! Non, des discours du secrétaire national, des tracts renvoyant l'alternative à 2017, instrumentalisant ouvertement le mouvement pour construire des alliances de type primaire d'ici là (Pierre Laurent évoquant à la télévision EELV et Montebourg, notamment !). Heureusement que **de nombreux communistes, dans leurs entreprises et leurs sections locales, en militants révolutionnaires, ont le bon sens des priorités.**

ABANDONNER TOUTE COLLUSION AVEC LA GAUCHE QUI A TRAHI
Une question centrale doit être posée au 37e congrès : « La ligne suivie par la direction du PCF a-t-elle permis de combattre efficace-

ment la politique au service du capital aggravée par la « gauche » depuis 2012 ? » Clairement, nous répondons non.

Le bilan de 4 ans de Hollande-Ayrault-Valls est très lourd pour les travailleurs et le pays. On risque de s'en rendre pleinement compte plus tard quand éclatera la nouvelle phase de la crise du capital, avec, par exemple, l'éclatement des bulles spéculatives, boursières et immobilières, gonflées par la politique de la BCE. La France a du retard en Europe sur la politique de casse sociale mais la « gauche » au pouvoir depuis 2012 est coupable déjà d'avoir accompli le plus gros transfert d'argent du travail, du salaire socialisé vers le profit capitaliste. Le « pacte de responsabilité » avec le Cice, à lui seul, représentent 41 milliards d'euros par an. C'est 60 fois plus que le « bouclier fiscal » de Sarkozy. Pour... 60 000 créations d'emplois revendiquées ! Loi Macron, « transition énergétique », ANI, loi Touraine, etc. la somme des contre-réformes structurantes est accablante et à sens unique en faveur de la finance et du patronat. Le gouvernement de « gauche » prépare aussi l'avenir en renforçant, au nom de la lutte contre le « terrorisme », de façon inédite, l'arsenal répressif du pouvoir au service des possédants. Il a fait aussi le choix effrayant de favoriser la montée de l'extrême droite en général et du FN en particulier.

Devant un bilan aussi accablant, l'image de Pierre Laurent, en décembre 2015, le poing levé, au meeting électoral régional de la « gauche » en Île-de-France, à côté du 3^e personnage de l'État PS, Claude Bartolone, et d'Emmanuelle Cosse, futur transfuge EELV au gouvernement, détruit à elle seule des centaines d'heures de militantisme des militants communistes contre cette politique. Ce sommet fait suite à bien d'autres compromissions, dont l'alignement aux municipales 2014 à Paris, pour une poignée de bonnes places, des candidats du PCF derrière le symbole du social-libéralisme petit-bourgeois, Anne Hidalgo, héritière de Bertrand Delanoë. Cette dernière vient de faire voter un vœu criminalisant la solidarité avec le peuple palestinien.

Autant dire qu'une candidature Pierre Laurent aux présidentielles de 2017, comme les journalistes l'avancent sans être contredits, un pied dans la « gauche » Bartolone, un pied dans la gauche « primaire », ne peut que nous conduire à la mort, plus assurément encore qu'en 2007. Mais il n'est pas question pour nous de laisser mourir notre parti.

NI PARTI SOCIALISTE, NI FRONT DE GAUCHE : COMMUNISTES !

Concernant Hollande, le ver est dans le fruit depuis le début et y reste. Quel communiste, en toute connaissance de cause, a pu croire à une rupture politique en 2012 avec son élection ? Ses quelques déclamations vagues contre l'argent-roi n'ont engagé que ceux qui y ont cru. Sa plaquette de propositions avançait très peu de points concrets. Son adhésion totale à l'UE du capital, jusqu'à faire campagne côte-à-côte avec Sarkozy pour la constitution Giscard de 2005, était connue. On ne peut pas parler de « trahison » sous peine de passer pour naïfs. Ceux qui ont semé des illusions le font payer très cher à notre parti, encore davantage en s'alignant électoralement avec le PS.

À ce stade historique, considérant l'histoire de la gauche en France, nous estimons que le 37^e congrès du PCF peut et doit affirmer le refus, dans les grandes collectivités, d'une collaboration dans les exécutifs à direction social-démocrates, le refus d'une fusion automatique avec les listes PS, le principe de désistement ou d'accord aux législatives et aux sénatoriales uniquement sur une base de rapport de forces et sur une base technique. Sans, au minimum, ce niveau de clarté électorale, le PCF continuera à être confondu avec la gauche qui trahit.

Nous rappelons que le bilan des dernières années, en termes d'élus communistes, du Front de gauche comme des accords avec le PS est désastreux : entre un et deux tiers de pertes, avec toutes les conséquences que nous savons sur les organisations du Parti.

Nous affirmons la priorité à l'action et au rassemblement dans les luttes. Nous constatons que ce n'est pas le choix qui a été fait depuis des années. Il ne s'agit pas pour nous de nous poser en donneurs de leçons, d'autant que nous avons fait le maximum pour être conséquents dans les luttes qui nous concernaient, mais de souligner la gravité du contre-sens (pour les communistes) de la stratégie de la direction du Parti.

Être au rendez-vous des luttes avec des perspectives politiques

Nous avons évoqué la bataille présente contre le projet El Khomri. Remontons un peu en arrière sur des luttes que la direction du PCF n'a pas ou a mal suivies.

► En 2009, la volonté de défendre les services publics et la Poste en particulier s'est exprimée

massivement. La « gauche » et ses satellites ont organisé une « votation » qui a recueilli plus de 2 millions de voix. Mais cette force s'est trouvée dévoyée vers la perspective électorale de 2012. Et la votation évitait un point principal : le rejet nécessaire de l'application de la directive européenne de mise en concurrence générale du courrier. La direction du PCF s'est coulée dans le moule unitaire, stérile. Depuis, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés à la Poste, le prix du timbre a explosé, le service s'est dégradé (de 86 % à 11 % de J + 1). Mais des dizaines de luttes résolues de postiers se développent chaque mois dans tout le pays contre les « restructurations ». Nous proposons que le PCF impulse une véritable nationalisation de la bataille de la Poste (en lien avec notre rejet de la réforme territoriale), en remettant en avant le refus des directives européennes.

► Dès son arrivée en 2012, Hollande a validé le plan de liquidation des usines PSA en France, l'enfermement de la sidérurgie de Florange. Puis Montebourg a démantelé Alstom. Mais le PCF, nationalement (et aucune force politique), n'a pas mis en avant la nécessité et les possibilités effectives, liées au rapport de forces, de la nationalisation.

► En juin 2014, les cheminots ont mené un mouvement de grande ampleur pour défendre une entreprise nationale centrale, des acquis sociaux importants pour tout le monde du travail. Leur mobilisation a déjoué le plan du gouvernement qui attendait une réaction résignée de complaisance. Elle préserve le développement et les convergences des luttes dans tout le secteur des transports. Il est nécessaire aujourd'hui de rappeler les positions de repli du porte-parole parlementaire du Front de gauche (PCF) qui s'est abstenu sur la dissolution de la SNCF de 1937 avant d'appeler à la fin de la grève. Les députés PS « frondeurs » ont voté comme un seul homme contre les cheminots et les usagers. Il est impensable de continuer à s'aligner sur eux !

► En 2010, par millions, les salariés sont descendus dans la rue pour défendre la sécurité sociale et la retraite à 60 ans, des semaines durant. Englués dans le Front de gauche, le Parti n'a pas aidé à préciser les revendications – retrait de la loi Woerth –, a contribué à renvoyer l'issue vers les élections de 2012. Auparavant, la faiblesse du soutien à la lutte contre la casse des régimes spéciaux en 2007 a participé de l'échec de 2010. Ce rapport de forces pour la sécurité sociale ne s'est pas évaporé.

Mais sur ce sujet, comme sur les autres, une clarification de nos positions théoriques est indispensable, même si (d'autant plus si !) elle nous met en contradiction avec les organisations réformistes.)))

II - CRISE DU CAPITALISME : LEVER QUELQUES ILLUSIONS RÉFORMISTES

DE « CRISE » EN « CRISE » : LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME

À l'automne 2008 éclatait la « crise financière ». Elle suivait la « crise des « subprimes ». Les économies des principales puissances capitalistes (États-Unis, Europe, Japon...) ont connu en 2009 une récession d'une gravité souvent inédite depuis 1945. Ce mouvement de repli continue depuis 2010. On parle maintenant de la « crise des dettes publiques ». Nos économistes s'attendent à une nouvelle crise après 2017 avec l'explosion des bulles spéculatives, notamment immobilières, gonflées par la politique d'injection massive d'argent dans l'économie par la BCE.

La succession rapprochée de ces crises, leur intensité donnent lieu à différentes interprétations. Pour nous, elles ne résultent pas d'un excès du capitalisme, du « néolibéralisme », mais de la manifestation de la crise générale du capitalisme.

La financiarisation du capitalisme ne date pas d'aujourd'hui. Elle a été précisément analysée déjà par Lénine en 1916 dans l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. La faculté du capitalisme à impulser et instrumentaliser à son profit de nouvelles techniques et technologies est inhérente à son essence.

Un facteur peut expliquer l'intensification de la crise générale du capitalisme : l'affaiblissement, puis la disparition du contrepoids que représentait, dans le rapport de classes mondial, l'existence de l'URSS et des pays socialistes d'Europe de l'Est. Notamment en Europe de l'Ouest, la période du « compromis social » est révolue. Depuis 40 ans en France, la tendance à la paupérisation de la classe ouvrière, théorisée par Maurice Thorez, se confirme au grand dam des réformistes d'hier et d'aujourd'hui.

La disparition du « camp socialiste » a entraîné également une nouvelle étape de la mondialisation du capitalisme. Elle s'est caractérisée par une extension géographique du système, par une lutte encore plus exacerbée entre puissances capitalistes et multina-

tionales pour le contrôle des richesses naturelles et des marchés.

Des économies dites « émergentes » ne semblent plus échapper à la crise du capitalisme, que ce soit le Brésil ou même la Chine.

L'analyse marxiste fondamentale se vérifie : La réalité du capitalisme, c'est la recherche du profit maximal confrontée à la baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui est décrit comme la financiarisation de l'économie, l'explosion de la dette privée, notamment dans les pays anglo-saxons, puis de la dette publique est autant une manifestation de la crise qu'un instrument pour renforcer l'exploitation du travail. Le système a besoin, plus que jamais, de détruire du capital pour renforcer son taux de profit.

La crise est inhérente au système. Le capitalisme sait utiliser sa propre crise pour renforcer sa domination en l'absence d'un mouvement révolutionnaire suffisamment fort.

On assiste ainsi à un affrontement terrible entre le capital et le travail, à l'échelle planétaire, les uns pour maintenir et accroître leur taux de profit, les autres pour s'assurer des conditions d'existence décentes. Les gouvernements au service du capital entreprennent d'accélérer et d'aggraver brutalement, à la faveur de la crise, toutes leurs politiques anti-sociales qui sont pourtant à l'origine de cette dernière. Les mêmes recettes s'appliquent dans tous les pays, notamment en Europe, où tous les acquis sociaux et démocratiques des peuples sont attaqués. Le risque de guerre s'aggrave.

Ces fondamentaux de notre théorie marxiste de la crise nous font réfuter certains raisonnements réformistes actuellement mis en avant, même à « gauche ». Il y a quelques années, la dénonciation par Sarkozy des « excès du capitalisme » et son invitation à le « moraliser » avaient amusé et scandalisé. Aujourd'hui est diffusée à « gauche » la thèse qu'il faudrait « baisser le coût du capital plutôt que le coût du travail ». L'expression semble opposer capital et travail, alors qu'au contraire elle légi-

time le système lui-même dans une formule trompeuse. Dans les deux expressions, la notion de coût suppose que l'on se mette dans la situation du patron, du capitaliste. Un taux de profit de 10 % serait excessif, un taux de 5 % légitime. Nous mesurons le danger de ces théories qui justifient l'exploitation capitaliste et s'opposent aux revendications des travailleurs. Par ailleurs, nous savons que la captation du profit par les capitalistes s'effectue de plusieurs façons. La hausse constatée des dividendes servis aux actionnaires (à corriger statistiquement pas les dividendes servis aux maisons-mères) est totalement à dénoncer, mais elle coïncide avec des taux d'intérêt très bas. Notre seul combat doit être contre l'exploitation capitaliste.

De même, nous savons depuis Marx que le chômage est inhérent au système capitaliste qui a besoin « de l'armée de réserve » des chômeurs pour renforcer l'exploitation des actifs. Nous ne pouvons concevoir de lutte contre le chômage hors d'une lutte contre le capital. Nous luttons pour le renforcement de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, financées par la cotisation patronale, pour des moyens nouveaux de Pôle emploi. Nous nous battons aussi pour la baisse du temps de travail (la semaine de travail à temps plein est remontée à 39,4 heures) et le rétablissement de la retraite pleine à 60 ans avec 37,5 annuités, revendication de progrès et de justice sociale, amenant une baisse du chômage. Mais nous rejetons toute prise en charge par la collectivité – les travailleurs – de la précarité, de la flexibilité, d'une partie des salaires dus par l'exploiteur, destinée à camoufler statistiquement le chômage tout en continuant à peser sur les salaires et les conditions de travail. Notre principal axe de lutte contre le chômage restant la défense de l'appareil productif, du salaire et du salaire socialisé, de la réponse aux besoins.

Face au réformisme, une autre clarification s'impose : la levée du mythe d'une possible transformation de l'UE du capital en « Europe sociale ».

UE DU CAPITAL/EURO : LA QUESTION, C'EST COMMENT S'EN SORTIR !

L'UE est une machine à broyer les acquis sociaux et démocratiques nationaux. Ce constat est de plus en plus partagé. Les reculs sociaux dans chaque pays s'inscrivent dans le droit fil du traité européen de Lisbonne. **Au nom de la « concurrence libre et non faussée », de la recherche de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux en vue d'augmenter le profit capitaliste**, par le renforcement de l'exploitation des travailleurs et par l'extension du marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent, services publics, protection sociale.

L'UE dévoile encore plus clairement sa raison d'être, qui remonte au Traité de Rome, en faveur de la finance et des trusts. Avec le FMI et les gouvernements nationaux, elle est à la barre pour imposer les plans de recul social aux pays, similaires aux plans d'ajustements structurels qu'impose le FMI. L'exemple grec est éloquent.

Profitant de la crise, l'UE tente un pas de plus dans la remise en cause des démocraties nationales. **La Commission européenne prétend maintenant placer les budgets nationaux directement sous sa tutelle pour imposer le carcan de Maastricht.**

Les effets de l'euro, pour lequel devraient être consentis toutes les régressions sociales, apparaissent de façon flagrante. Ce que nous dénonçons dans les années 1990 dans nos campagnes contre le traité de Maastricht, celui d'Amsterdam et la monnaie unique se réalise exactement.

L'euro est conçu dans l'intérêt de la finance européenne. L'euro fort l'aide à spéculer, à délocaliser. Au sein de sa zone, l'euro accentue la mise en concurrence des économies et des travailleurs. Il écrase les activités économiques en développement, notamment dans les pays périphériques, mais favorise les groupes capitalistes les plus forts, notamment en Allemagne (mais pas les travailleurs allemands). Là encore, l'exemple grec illustre combien l'euro place les peuples sous la dépendance du capitalisme européen.

Comme nous mettons notre pays en garde, l'euro, loin d'unir les peuples, les dresse les uns contre les autres et attise le nationalisme. Les campagnes de dénigrement, de haine, repre-

nant tous les clichés xénophobes, auxquelles nous assistons, l'attestent.

Le mythe européen, celui de l'Europe « qui protège, qui unit », a de plus en plus de plomb dans l'aile, malgré les campagnes idéologiques incessantes, à tous les niveaux, pour forger un nationalisme européen. L'UE, ce n'est pas la paix : elle attise les guerres comme on le voit en Ukraine. Loin de s'émanciper de l'impérialisme américain, l'UE, coordination des impérialismes européens, est plus associée avec lui dans l'Otan, peut-être demain dans le Tafta.

TRANSFORMER L'OPPOSITION DE CLASSE À L'UE EN POSITION DE CLASSE ET DE LUTTE POUR ROMPRE AVEC ELLE

Le rejet de l'UE unit de plus en plus fortement les peuples, après les victoires du NON aux référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas. **Nous pouvons et nous devons le caractériser comme un rejet de classe du capitalisme européen que les peuples identifient, à juste titre, comme source de recul économique et social et de souffrance.**

Les tenants de l'UE du capital tentent de dévoyer cette réaction dans des partis nationalistes et des partis d'extrême droite. Ceux-ci servent, d'une part, de forces d'appoint politiques aux capitalismes nationaux dans leur concurrence au sein de l'UE. Ils servent surtout, d'autre part, à disqualifier l'opposition à l'UE du capital en l'associant à des positionnements xénophobes et racistes.

Communistes, il est de notre responsabilité, en France, de ne pas laisser faire, de ne pas laisser aux nationalistes le terrain de l'opposition à l'UE.

De son côté, le mouvement réformiste peine de plus en plus à convaincre que l'on pourrait « changer l'UE ». On voit comment s'est traduite la volonté de Hollande en 2012 de « réorienter la construction européenne ». Sous un affichage plus « radical », le nouveau dirigeant du parti travailliste britannique Corbyn ou le leader du parti espagnol Podemos Iglesias s'efforcent de contenir le mouvement populaire contre l'austérité dans le cadre de l'acceptation de l'UE. Tsipras défendait aussi en Grèce l'illusion d'une UE réformable. Au pouvoir, il a fait la démonstration qu'aucune alternative politique n'est possible dans le cadre de l'acceptation (la soumission) à l'Union européenne dont il applique la politique violemment antisociale (et anti-migrants).

Notre parti doit revenir à ses positions historiques de rupture avec l'Union européenne.

Aussi fermement qu'il s'est toujours battu pour le développement de coopérations mutuellement avantageuses entre les nations d'Europe (et d'ailleurs), devenu encore plus nécessaire, notre parti s'était opposé à l'Europe supranationale du capital, depuis le traité de Rome, jusqu'à ceux de Maastricht en 1992 et d'Amsterdam en 1998, en passant par l'Acte unique de 1986. **Nos positions, fortement ancrées dans le Parti et le pays, ont alimenté l'action décisive des communistes dans le rejet par notre peuple en 2005 du projet de constitution européenne.**

Après 1997, la direction de notre parti a opéré un virage appelé alors « euroconstructif ». Le gouvernement de la gauche plurielle venait d'approuver le traité d'Amsterdam et allait signer les conclusions du sommet de Barcelone. Ce revirement a amené la direction du PCF à abandonner la défense de la souveraineté nationale et à envisager une réforme de l'UE, allant dans le sens de « l'Europe sociale », indépendamment du droit de notre peuple à disposer de lui-même. L'adhésion au PGE, puis la collaboration avec la Confédération européenne des syndicats, CES (favorable au traité très libéral de Lisbonne), ont accentué cette évolution.

La situation présente doit nous amener, avec encore plus d'urgence, à revenir sur ces orientations, sous peine d'être en porte-à-faux avec les aspirations de notre peuple et nos propres propositions.

L'UE souffre d'un déficit croissant de légitimité. C'est tant mieux ! Elle n'est pas réformable. Ce discrédit est un point d'appui pour mettre en échec les politiques menées en son nom dans l'intérêt du capital. En France, les traités, directives et règlements européens, par exemple ceux de marchandisation des services publics n'ont pas à s'appliquer, à servir de prétextes à la politique du pouvoir.

La coopération entre les peuples ne se fera jamais dans le cadre de l'UE. L'UE, mais aussi la BCE et l'ensemble de ses institutions sont conçues pour imposer un niveau supranational où les trusts sont tout puissants mais sur lequel les peuples n'ont aucune prise. **Affirmons clairement que « l'Europe sociale », comme la « refonte démocratique et solidaire de l'Europe » sont des leurres !** Comme la victoire du NON en France en 2005 ou la lutte hé-)))

))) roïque des travailleurs grecs le montrent, les luttes de chaque peuple s'enrichissent des batailles nationales et de l'internationalisme, mais non de l'acceptation du cadre supranational du capital.

Aussi, nous proposons que le 37e congrès :

▶ **Ouvre une réflexion sur les conditions d'une sortie de la France de l'UE ;**

▶ **Lance une campagne pour la sortie de la France de l'euro, synonyme, vu la position centrale et le poids de la France (à la différence du cas grec) de dissolution de cette monnaie et de la BCE ;**

▶ **Renforce sa campagne contre le Tafta, dont les négociations laborieuses et secrètes illustrent les divergences entre les intérêts impérialistes américains et européens mais s'effectuent, de toute façon, sur le dos des peuples ;**

▶ **Félicite les organisations progressistes néerlandaises pour leur campagne pour le non au**

référéndum du 6 avril sur la ratification de l'accord d'association UE-Ukraine et la relaie en France ;

▶ **Adresse un témoignage de soutien aux organisations progressistes, dont les partis communistes, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui militent pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE en vue du référendum du 23 juin.**

Cesser de cautionner le PGE pro-européen et renouer avec les partis communistes en Europe et dans le monde

L'adhésion du PCF s'est faite dans la précipitation et la confusion en 2001, avec l'avis de moins d'un quart des communistes français. Des partis communistes importants, comme le KKE et PCP (Portugal), ont exclu d'y adhérer. Le Parti communiste allemand (DKP) vient de décider en congrès de s'en retirer.

Les communistes français doivent disposer de tous les éléments. **Le PGE est un « parti européen », parrainé et financé par la Commis-**

sion européenne. Il a inscrit dans ses statuts sa fidélité à l'intégration européenne et à ses mythes fondateurs. Au Portugal, en Grèce et ailleurs, il soutient structurellement des organisations ouvertement opposées aux PC.

Son adhésion à la « construction » européenne est originelle. Elle s'est confirmée de façon flagrante et grave pour les progressistes européens. En Grèce, une de ses composantes, Syriza, est au pouvoir, relaie et applique les diktats antisociaux de l'UE et de la BCE. À côté de Tsipras, un autre dirigeant historique du PGE, l'Allemand Gregor Gysi, appelle, après les élections régionales qui ont vu la percée du parti nationaliste AfD, à des rapprochements avec ... la CDU de M^{me} Merkel.

Le PCF dispose d'un autre cadre, souple, d'échange avec des partis européens : le groupe au Parlement européen GUE-NGL.

Aussi, nous demandons que le 37^e congrès remette en cause l'appartenance du PCF au PGE et organise une consultation des communistes sur cette question.

III – PROPOSITIONS DE LUTTES IMMÉDIATES

Des axes de luttes immédiates

Notre parti a vocation à intervenir sur tous les sujets politiques pour construire, par ses propositions, ses actions dans les luttes, des rassemblements susceptibles de mettre en échec le pouvoir au service du capital. La « convention nationale du projet », annulée par la direction du PCF, aurait dû être la base de l'élaboration d'un programme général du Parti. Sa nécessité demeure.

Dans cette attente, le 37^e congrès doit proposer quelques grandes campagnes rassembleuses, en lien avec les principales luttes imminentes, porteuses des positions de rupture

nécessaires pour gagner et contribuer à leur convergence.

La bataille la plus immédiate est celle contre la casse du Code du travail. Nous avons précisé plus haut le contenu de notre action communiste, pour déborder les récupérations politiques, pour gagner le retrait pur et simple du projet de loi El Khomri et pour faire éclater les convergences d'intérêt manifestes avec la lutte des cheminots contre les dispositions antisociales de la « réforme » ferroviaire et celle des fonctionnaires contre les atteintes au statut général de la fonction publique. Cette bataille générale pour le statut du travail, défendant tous les acquis, est une

réponse à la tentative du système d'étendre l'exploitation par l'autoentreprenariat. Le congrès appelle à une réflexion approfondie sur ce phénomène et par la riposte à lui apporter.

En 2015, pour la première fois, l'espérance de vie a diminué sans cause exceptionnelle. Parallèlement, le gouvernement se flatte d'un « déficit » moindre que prévu de l'assurance maladie. L'attaque contre notre système de santé, notamment contre l'hôpital public, s'intensifie. La loi Touraine est venue compléter la loi Bachelot avec les « groupements hospitaliers de territoire », machines à broyer les hôpitaux, notamment de proximité, et les

))) services. La réforme territoriale et les nouvelles grandes régions l'aggravent. La généralisation du tiers-payant ne s'effectuera finalement que pour la part Sécu : elle a servi d'écran de fumée. La désertification médicale (offre de soin de secteur 1) s'aggrave, même en secteur urbain. Les centres de santé, dont la défense et le développement sont une de nos priorités, sont menacés par leur déficit structurel de financement, aggravé par la loi Bachelot. Les objectifs de cette politique, continue malgré les alternances, sont bien connus. Il s'agit d'un côté de développer le secteur privé lucratif, en particulier pour les longs et moyens séjours, de l'autre de détourner le financement de la sécurité sociale vers le profit. Nous faisons une priorité de l'unification des multiples luttes locales pour la défense des hôpitaux, de leurs moyens humains et matériels. Au cœur de nos propositions se trouve le rétablissement et le développement du financement solidaire de la Sécurité Sociale par la cotisation sociale. À la logique « baisse des cotisations sociales au profit du patronat- fabrication d'un déficit-destruction de l'offre de soin pour le combler », nous opposons « évaluation des besoins de santé-développement de l'offre-mise à niveau des cotisations sociales correspondante.

Une nouvelle bataille fondamentale pour la défense du financement de la Sécu (toutes branches confondues, retraites, famille, maladie, AT-MP) s'annonce pour 2017. Le pacte de responsabilité avec le CICE que Hollande va transformer en nouvelles exonérations définitives de cotisations patronales va à nouveau plomber les comptes et creuser les déficits, d'autant plus que la politique d'austérité diminuera encore les compensations du budget de l'État. D'autres contre-réformes structurelles sont programmées en complément, dont la retenue à la source de l'impôt et la fusion CSG-impôt sur le revenu. Notre campagne ne peut pas s'appuyer sur certaines propositions erronées. La « modulation des cotisations sociales » en fonction de la politique d'emploi des entreprises est une fausse bonne idée qui légitime les exonérations, la pédagogie de la « baisse du coût du travail ». La taxation des revenus financiers des entreprises serait une très bonne chose, mais non pour la Sécu, dont le financement ne peut pas reposer sur des aléas de la finance comme les fonds de pension. Notre bataille doit essentiellement exiger la fin des exonérations de cotisations sociales patronales qui représentent au total 41 milliards d'euros par an, soit plus de quatre fois le « déficit ».

éducation et enseignement supérieur. Sur ce sujet, une commission du Parti a actualisé nos positions constantes. Nous proposons que le congrès appelle à mieux les diffuser. La création de 60 000 postes pendant le quinquennat, censés compenser (en fait insuffisamment) les suppressions sous Sarkozy, était l'une des seules promesses concrètes du candidat Hollande. Alors qu'il ne lui reste plus qu'une rentrée, Hollande n'est même pas à la moitié de l'objectif. Avant 2017, pour des postes, des postes de remplaçants, contre les fermetures de classe, notre bataille politique saura reprendre cet engagement. Après la contre-réforme Darcos du lycée, les « rythmes scolaires » de Peillon, maintenant la contre-réforme du collège de Vallaud-Belkacem visent, sous différents affichages, à réduire en quantité et qualité l'offre publique d'enseignement, à attaquer l'unicité de l'éducation nationale et son principe d'égalité, à favoriser le secteur privé et l'intrusion d'acteurs privés et de la logique marchande dans l'école publique. Nous réaffirmons notre implication dans la bataille contre ces « lois », actuellement contre la « réforme » du collège. Nous faisons du rétablissement d'une carte scolaire, à tous les niveaux, redéfinie pour plus d'égalité, une priorité. Nous demandons plus que jamais la fin des subventions à l'école privée, la suppression immédiate des aides extra-légales que lui accordent les collectivités, l'obligation de scolarisation dans le public ou dans le privé sous contrat.

Logement : financer et construire 250 000 logements réellement sociaux par an pendant cinq ans. Le système et la politique des gouvernements successifs s'efforcent de faire du logement, besoin élémentaire, une marchandise toujours plus rare et plus chère. Le mal-logement frappe 3,8 millions de personnes. Le taux d'effort des ménages, pour des logements dont la qualité de s'améliore plus, ne cesse d'augmenter, dépassant 20 % en moyenne du revenu (énergie et eau comprises), encore davantage avec le poids croissant des impôts locaux. Il dépasse 40% pour les revenus les plus modestes, dont les jeunes et les étudiants. Le budget des accédants et des « petits » propriétaires est aussi lourdement grevé pour une propriété de plus en plus précaire. Le taux d'effort dans le parc social tend également à monter, même si les aides sociales le répartissent sur l'ensemble de la collectivité. Le taux plancher de logements « sociaux » (incluant en réalité des loyers « intermédiaires ») mis en place dans les villes depuis la loi SRU a peu modi-

fié cette situation de pénurie. Les effets de la loi Boutin de 2008, abaissant les plafonds de revenus pour l'accès au logement social et généralisant les surloyers, se font sentir et renforcent la ségrégation sociale et spatiale, aux conséquences néfastes multiples. Pour répondre aux besoins, « détendre le marché », nous faisons de la construction de logements réellement sociaux notre objectif prioritaire : 250 000 constructions (nettes des démolitions) par an pendant cinq ans. Nous militons pour une forte augmentation de l'aide à la pierre, la centralisation intégrale de l'épargne du livret A à la Caisse des dépôts et consignations et son affectation entière au logement social, le rétablissement du montant et des objectifs (logement des salariés) du « 1 % logement ». Nous demandons la création d'un service public national du logement au service d'offices HLM publics autonomes (et non de SA).

Pour nous, l'écologie est une préoccupation essentielle mais qui ne saurait être dissociée de nos luttes contre le capitalisme. Ce système, dans sa recherche de profit maximum à court terme, tend à être indifférent à la détérioration du cadre de vie, de la santé des travailleurs et des populations, à gaspiller les ressources, à menacer, dangereusement pour l'humanité, des équilibres écologiques, du local au planétaire. L'idéologie dominante utilise aujourd'hui les propres menaces que le capitalisme fait peser sur l'environnement pour développer de nouveaux marchés à son profit : marché des droits à polluer, capitalisme « vert ». Au nom de l'énergie renouvelable, des taxes nouvelles sont, par exemple, prélevées sur les factures des consommateurs. Le risque « écologique » sert de prétexte à la fermeture d'usines pour mieux les délocaliser, tandis que la recherche de compétitivité justifie l'abaissement, la « simplification » des règles de sécurité, etc. Le réchauffement climatique constaté dans les dernières décennies du XX^e siècle pose des inquiétudes légitimes. Ses causes font l'objet de recherches. Mais au-delà de cela, la COP 21 a été le symbole de l'instrumentalisation par le capital des préoccupations écologiques. Indifférentes, par exemple, à la faim dans le monde, les grandes puissances impérialistes enrôlent les opinions publiques dans cette nouvelle croisade morale. On invite les populations à accepter une restriction de la réponse à leurs besoins au nom de cette cause, notamment dans les pays les moins développés. L'aide au développement est détournée vers le capitalisme « vert », tandis que)))

))) le pillage des ressources énergétiques des pays les plus pauvres continue. Les puissances impérialistes, les lobbys représentant les différentes industries énergétiques s'affrontent dans ce cadre idéologique imposé par les impérialismes occidentaux. Parce que nous sommes communistes, nous sommes des écologistes conséquents. Nous replaçons les conséquences et les causes dans l'ordre et croyons à la science et au progrès.

L'agriculture française connaît une crise structurelle profonde. La situation est grave. Un tiers des exploitations sont menacées. La balance commerciale agricole du pays, hors vins et spiritueux, est passée dans le rouge. Le système, avec l'UE, passe à une nouvelle étape de la liquidation de l'agriculture paysanne. La PAC ancienne manière a organisé et accompagné la mise à mort des petites et moyennes exploitations, la concurrence dans le marché commun européen. La future PAC prépare, avec l'OMC, l'insertion totale dans le marché spéculatif mondial de l'alimentation. La fin des quotas sucriers l'an prochain en est une étape, par exemple. La disparition de quantités de productions en France, même des plus traditionnelles, est programmée. Les luttes paysannes, notamment des éleveurs, sont déterminées et cherchent une réponse politique que les tenants de l'agriculture industrialisée ne peuvent leur apporter. Communistes, nous défendons une agriculture paysanne répondant, en qualité et quantité, aux besoins de la population du pays, dans toutes les productions possibles, ouverte à des échanges équitables avec d'autres pays, moins avantagés par la nature notamment. Cela passe, non par des « aides » accompagnant la fin, mais par des prix rémunérateurs et donc par une régulation publique des marchés. Cela passe aussi par des financements nouveaux, prêts avantageux à très long terme, des exploitations, par une relance publique d'un mouvement coopératif digne de ce nom. La proposition de nationalisation de la grande distribution entre dans cette perspective. La rupture avec le « libre-échange », la concurrence déloyale et le dumping social imposés par l'UE et l'OMC est une nécessité encore plus forte dans le secteur de l'alimentation humaine.

La défense et le développement des services publics, la lutte contre les privatisations. La question de la défense des services publics est décisive pour construire l'alternative politique tout de suite. Ils tiennent en effet une place structurante dans l'organisation et l'économie du pays. Ils constituent une référence sociale pour l'ensemble des salariés. La capacité de

mobilisation et d'entraînement des salariés du secteur public est un atout déterminant pour l'ensemble du mouvement social.

Le démantèlement, l'établissement des critères du privé, la privatisation de tous les services publics sont l'un des axes de la politique des gouvernements successifs. Le processus de privatisation suit un schéma similaire pour chaque entreprise, marqué notamment par la mise en concurrence et la marchandisation de l'activité sous prétexte d'une directive européenne, la remise en cause des statuts de l'entreprise et des personnels. **La force et les suites de la lutte des cheminots en 2014 contre la « réforme ferroviaire » constituent de nouveaux points d'appui pour la résistance de tous les salariés des services publics et des usagers.**

Les points de convergence avec les usagers et l'ensemble des citoyens sont très importants. L'expérience est faite des premières privatisations, aussi bien en termes de dégradation du service rendu, des conditions de travail et de sécurité, de remise en cause du principe d'égalité, de hausse des tarifs, de menaces de désertification, de suppressions d'emplois qu'économiquement, en termes de reconstitution d'oligopoles privés.

Pour nous communistes, la question des services publics et des entreprises nationales est essentielle parce qu'ils constituent un point de résistance fondamental au marché capitaliste, une première étape dans l'appropriation publique des moyens de production, le socle d'un développement de l'économie basé sur la réponse aux besoins. Nos camarades, à l'image de Marcel Paul, ministre communiste à la Libération, auteur de la nationalisation de l'électricité et du gaz, ont joué un rôle déterminant dans leur conquête.

Notre efficacité dans cette lutte suppose une clarification sans ambiguïté de nos positions :

- refus de l'application en France des directives et règlements européens de mise en concurrence des activités de service public ;
- revendication de la défense, de la reconquête et de l'extension des monopoles publics, notamment ceux gagnés en 1937 et en 1944 ;
- conception du service public « à la française » : la notion de service public est indissociablement liée à la propriété publique de l'opérateur.

La bataille pour la sauvegarde et le développement des services publics tout de suite doit aussi être dirigée vers les collectivités locales, régions, communautés d'agglomération, municipalités. Nous revendiquons la (re)municipalisation ou la création de régies (gérant directement l'exécution), par exemple pour assurer un service public de distribution de l'eau ou des transports urbains...

Pour la nationalisation des secteurs clés de l'économie. À côté de nos actions pour la reconquête des grands services publics nationalisés, nous proposons que le congrès reprenne résolument nos campagnes pour la nationalisation des secteurs clés de l'économie, dans l'esprit des nationalisations démocratiques de la Libération. Le Parti n'a jamais prétendu que des nationalisations, sous régime capitaliste, représentaient un début de socialisme ou des îlots de socialisme. Mais la nationalisation représente une importante amélioration du rapport de force, en faveur des salariés et du peuple, pour développer les secteurs clés de l'économie, les défendre face à des projets destructeurs du capital, dans le sens de la réponse aux besoins du pays. Nous nous prononçons pour des nationalisations intégrales, à 100 %, y compris par voie de réquisition, excluant l'actionnariat privé. Dans les entreprises publiques, la lutte reste constante contre l'étatisation au service du profit capitaliste réalisé dans le reste de l'économie, contre la « nationalisation des pertes ». La signification historique, démocratique, de la « nationalisation à la française » explique pourquoi le gouvernement de Sarkozy en 2008 s'est bien gardé de nationaliser les banques mais a eu recours à une autre forme pour son plan d'aide à la finance. En 2012, face au plan de liquidation de plusieurs usines de PSA en France, à l'enterrement de la sidérurgie de Florange, en 2013, face au plan de démantèlement d'Alstom, le Parti aurait pu et dû porter la revendication de la nationalisation dans une campagne nationale de soutien aux luttes.

Parmi les secteurs clés, dont la nationalisation s'impose, nous proposons que le congrès inscrive, entre autres : l'ensemble du secteur bancaire et financier, les industries sidérurgiques, automobiles, aéronautiques, pharmaceutiques... les industries d'armement, le secteur énergétique, les autoroutes...

Dans ces activités particulièrement, il existe objectivement un rapport de force potentiel national pour des nationalisations démocratiques.

IV – RETROUVER NOTRE ENGAGEMENT TOTAL CONTRE L'IMPÉRIALISME ET POUR LA PAIX

LE CAPITALISME MONDIALISÉ, C'EST LA GUERRE

Au plan international, nous assistons à une effrayante montée des périls. La fin de la guerre froide était censée ouvrir une période de détente et de désarmement. Le contraire se produit avec la multiplication des foyers de guerre et des risques d'embrasement régionaux voire mondiaux. Les dépenses d'armement, notamment celles des États-Unis, de la Chine ou de la France, s'envolent. Nous analysons tout cela comme le résultat de la nouvelle étape de la mondialisation capitaliste et de l'exacerbation des oppositions inter-impérialistes, notamment avec l'émergence de nouvelles puissances mondiales et régionales. La concurrence pour le contrôle des marchés, des matières premières, y compris l'alimentation, bat son plein.

Notamment depuis le 11 septembre 2001, les stratèges américains appliquent la théorie de la guerre permanente. Outre ses objectifs impérialistes directs, elle vise également à nourrir leur puissant lobby militaro-industriel. Elle entre dans la logique du développement de grandes peurs collectives, pour écraser la contestation politique et sociale du système capitaliste par un renforcement de l'appareil répressif, par un embrigadement idéologique des peuples.

Les impérialismes européens, dont les intérêts ne concordent pas exactement, s'intègrent globalement, comme alliés dans l'Otan, dans la politique américaine, participant à ces guerres, prenant à leur charge les expéditions en Libye et en Afrique subsaharienne. Les puissances de l'UE et les États-Unis ont collaboré au coup d'État et au déclenchement de la guerre en Ukraine, facteur grave de déstabilisation du continent européen. Pour autant, leurs intérêts principaux ne semblent pas coïncider entièrement, les États-Unis semblant chercher plutôt à juguler la puissance russe, les États européens et singulièrement l'Allemagne à disposer en Ukraine d'une base arrière de main-d'œuvre et de délocalisation au moyen de l'accord d'association avec l'UE. La dénonciation de cette in-

gérance et de cet accord, le refus du régime de Kiev, qui plonge le pays dans la faillite, le chaos et le fascisme, sont des priorités pour notre parti.

À ce congrès, nous en sommes encore à pousser notre réflexion sur la nature du régime russe. La Russie de Poutine suit incontestablement une politique d'affirmation, y compris agressive, de puissance nationaliste. Pour autant, l'économie russe en pleine décadence, dilapidant ses matières premières et ce qui reste des acquis du socialisme, sans réellement de bourgeoisie avide de marchés et d'expansion, ne rentre pas dans la caractérisation de l'impérialisme. Le régime autoritaire de Poutine, érigé en modèle par une partie de la droite et de l'extrême droite française, ne suscite en rien notre sympathie, pas davantage avec sa pratique de détournement de certains symboles de l'URSS.

La Chine, en voie de surarmement, à l'économie et à la bourgeoisie expansionnistes, à la recherche de marchés, d'investissements et de ressources primaires, présente les traits d'une puissance impérialiste. La montée des tensions avec le Japon, les tentatives d'expansion en mer de Chine face au Vietnam et aux Philippines sont préoccupantes pour la paix. Mais là aussi, notre analyse a besoin d'un complément d'information vu l'origine socialiste de ce pays et sa gouvernance par un parti « communiste ».

La Syrie est le théâtre dramatique de l'affrontement par procuration de la plupart des impérialismes mondiaux et régionaux (Turquie, pays du Golfe, Iran, Israël). Les groupes terroristes islamiques, dont Daech, sont les enfants directs de celles de ces puissances qui les ont armés et financés.

NOTRE PARTI DOIT REPRENDRE SON COMBAT POUR LA PAIX ET CONTRE L'IMPÉRIALISME

Notre théorie et notre expérience historique issue de l'opposition à la Première Guerre mondiale nous enseignent que notre parti doit, dans le cadre de la solidarité interna-

tionnelle, pour la paix, contre l'impérialisme, combattre d'abord son impérialisme national.

La direction et les parlementaires du PCF ont rompu avec les positions communistes de toujours en entrant dans l'union « sacrée » derrière Hollande aux lendemains des attentats du 13 novembre, puis en votant la prolongation de l'état d'urgence et l'intensification des frappes en Syrie. Ils sont rentrés en contradiction avec des slogans aussi justes que « ne pas ajouter la guerre à la guerre » ou « leurs guerres, nos morts ».

Le congrès doit réviser cette position belliste. Elle suit l'approbation, déjà, de l'opération militaire au Mali et surtout l'alignement derrière les positions chauvines, liées au lobby militaro-industriel français de Mélenchon (ami de Dassault), qui s'est prononcé pour une intervention militaire européenne en Libye.

Les positions internationales du Parti ne peuvent plus se cantonner à des appels rituels à des tables rondes sous l'égide de l'ONU. L'ONU est certes la seule organisation disposant d'une légitimité et d'une légalité internationales mais ses résolutions sont limitées par les marchandages entre grandes puissances.

Depuis la présidence de Sarkozy et encore plus depuis celle de Hollande, la diplomatie française connaît un infléchissement inquiétant qui pose question. Au refus sous Chirac de l'intervention US-Otan en Irak a succédé l'intervention en Libye, la surenchère incendiaire en Syrie (Fabius allant jusqu'à saluer les mérites des terroristes d'al-Nosra). Le gouvernement a également apporté un soutien inacceptable à la politique guerrière, criminelle d'Israël (Gaza 2014), État colonialiste, fauteur de guerre, pointe avancée de l'impérialisme occidental.

Nous devons poser la question des intérêts économiques qui ont amené à ce changement dans la politique de l'impérialisme français,)))

))) notamment avec en lien avec les dictatures du Golfe.

Le 37^e congrès doit affirmer ou réaffirmer :

▶ **l'exigence de l'arrêt immédiat des opérations militaires françaises à l'étranger**, de la fermeture des bases militaires à l'étranger, du rapatriement de tous les soldats français ;

▶ **l'exigence de la sortie de la France de l'Otan** et de toute forme d'Europe de la défense ;

▶ **notre condamnation de la politique de l'État d'Israël, de guerre, d'oppression et de colonisation**, de son soutien par les autorités françaises ; **notre solidarité avec le peuple palestinien et les pacifistes israéliens qui s'ebattent pour une paix juste et durable** ;

▶ **l'exigence de la suspension des livraisons d'armes et des accords économiques avec les dictatures obscurantistes du Golfe**, à commencer par le Qatar et l'Arabie saoudite ;

▶ **la nécessaire fin de la politique de complaisance avec le régime turc** à tendance dictatoriale, à sa politique de répression des libertés, à ses guerres contre les populations kurdes de Turquie et de Syrie, à son soutien au terrorisme ;

▶ **notre condamnation totale de l'accord UE-Turquie sur les « migrants »**, concocté notamment par les premiers ministres Tsipras et Davutoglu, du marchandage d'êtres humains qu'il organise ;

▶ **l'exigence d'un accueil décent pour les réfugiés, l'expression de notre solidarité de classe avec eux**, la condamnation des causes qui les poussent à partir – guerres et dictatures – du cynisme des capitalismes européens, notamment allemand, à la recherche d'une main-d'œuvre d'appoint ;

Par ailleurs, le congrès doit être l'occasion

▶ **de réaffirmer notre soutien à Cuba** socialiste, dans la phase nouvelle, de détente,

dans son affrontement avec l'impérialisme américain, l'exigence de la levée immédiate et complète du blocus états-unien et du rétablissement de la souveraineté cubaine sur Guantanamo ;

▶ **de manifester notre soutien au peuple vénézuélien** et notre condamnation de la tentative impérialiste de renversement de son expérience émancipatrice.

Le congrès peut et doit enfin être le moment de clarifier la position du PCF sur l'arme atomique française, d'exiger son démantèlement unilatéral, d'enterrer définitivement les fables de la dissuasion et de l'indépendance de l'impérialisme français, d'exiger une baisse des dépenses militaires, la (re)nationalisation et la relocalisation des usines d'armement.

Nos campagnes historiques sont plus que jamais d'actualité : « L'argent pour l'école, pour l'hôpital, pour le développement et la coopération, pas pour la guerre ! ».

V – ÉVALUER LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

SUR LES RUINES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE, REBÂTIR UN PARTI MARXISTE ET LÉNINISTE

Dans tous les pays, la démocratie bourgeoise « à l'occidentale » est en crise grave. Des États comme l'Espagne ou la Belgique restent des mois sans gouvernement issu des élections. L'adhésion au système s'effondre avec une augmentation générale de l'abstention. Des formations politiques nationalistes, même ouvertement d'extrême droite, progressent. En Europe de l'Est, où la démocratie bourgeoise ne s'est jamais vraiment imposée, l'abstention est régulièrement majoritaire et des gouvernements ultraréactionnaires sont aux commandes dans plusieurs pays. Dans le même temps, les libertés démocratiques fondamentales sont dangereusement remises en cause.

En France notamment, le système politique de l'alternance arrive à bout avec ses deux équipes qui se succèdent pour appliquer la même politique au service du patronat et du capital. La différence entre la droite et la « gauche », par rapport à ce que continuent de représenter ces notions dans le pays, tient désormais dans la répartition des rôles dans la même pièce qui se joue. Par exemple contre la Sécurité sociale, la droite attaque davantage les prestations, dont la plus symbolique, la retraite à 60 ans. La gauche en sape son financement. On a presque atteint le modèle américain avec quasiment aucune différenciation entre démocrates et républicains. Mais même ce modèle est en crise aux États-Unis, comme on le voit dans la préparation de la présidentielle de fin 2016. Une théorie est développée par des intellectuels de gauche et reprise par la direc-

tion du PCF selon laquelle cette crise serait issue d'un double échec, celui du socialisme « réel » et du mouvement communiste d'un côté, celui de la social-démocratie réformiste de l'autre. Il faudrait maintenant reconstruire la gauche. Nous réfutons entièrement ce raisonnement et sa conclusion. **Pour nous, c'est le parti révolutionnaire marxiste et léniniste, le Parti communiste, qu'il faut reconstruire.**

Avec la victoire de la contre-révolution à l'Est (y compris pour des raisons internes) et l'affaiblissement du mouvement politique révolutionnaire, la social-démocratie, le PS en France, a perdu la raison d'être qui était devenue la sienne depuis 1917 et 1920 : contenir le mouvement populaire, la lutte des classes, dans la loyauté au capital. **Le PS était là pour incarner et limiter les conquêtes sociales,**

les réformes réelles qu'en réalité la lutte des classes conduite par les organisations révolutionnaires avait permis de gagner. Mais voilà, maintenant, il n'y a plus de « grain à moudre ». Au contraire même, le PS et la « gauche » sont mieux placés que la droite, de par cette histoire, pour détruire les acquis sociaux. **Alors, sauver la « gauche », tirer le PS à « gauche », sauver le PS ? Non, merci !**

Dire cela ne signifie absolument pas que nous ne fassions pas toujours une différence, notamment en ce qui concerne la défense des libertés, entre ce que représente la gauche et ce que représente la droite, également entre ce que représentent la gauche et la droite d'un côté et ce que le danger que représente l'extrême droite de l'autre (même si ce sont les politiciens de droite et de gauche qui font le lit de cette dernière).

LE CAPITALISME N'A PLUS BESOIN DE LA DÉMOCRATIE

Le capital se trouve devant une contradiction. Les formes de la démocratie bourgeoise qu'il a dû concéder dans un rapport de forces donné, notamment en Europe occidentale, pour garantir sa domination constituent aujourd'hui, dans un rapport de forces bien plus défavorable pour le monde du travail, une entrave politique, un ralentisseur, à son besoin intrinsèque de maximisation des profits. Le capitalisme français en particulier est handicapé, face à la concurrence mondialisée, malgré l'aide de l'UE, par ses difficultés politiques nationales à liquider les acquis sociaux et démocratiques de notre peuple.

Communistes, nous ne sommes pas du tout des partisans de la démocratie bourgeoise dont nous avons analysé théoriquement la raison d'être. Aujourd'hui, sa remise en cause se situe sur le front de la lutte des classes en France. Le capitalisme n'a pas la force de placer tout de suite notre pays sous dictature. L'état d'urgence, la répression des mouvements sociaux, la multiplication sous tous les prétextes des milices privées et des systèmes de surveillance y tendent cependant dangereusement.

Le capitalisme en est au stade, dans les pays occidentaux, de vider de leur sens les acquis démocratiques.

Nous devons lutter contre l'exclusion des masses de la vie politique. L'abstention (la non-inscription même sur les listes électorales) peut être un acte politique ponctuel justifié.

Mais son inscription dans la durée, jusqu'à l'indifférence, est dangereuse. **La meilleure façon pour nous de s'opposer à cette tendance est de redonner son sens au vote communiste.**

Il nous faut évaluer également les effets de l'éclatement du débat public et de l'information avec les nouvelles technologies de la communication. Les référents communs, comme le JT ou la presse quotidienne, s'effacent. Avec Internet, la hiérarchisation de l'information est remise en cause, ouvrant à de nouvelles récupérations politiques, parfois extrémistes voire sectaires (théorie du complot).

L'idéologie dominante sait aussi multiplier les débats de diversion, notamment lorsqu'ils renvoient les uns et les autres vers des identités ou des catégories présumées. **Nos congrès précédents ont consacré beaucoup de temps aux questions « sociétales » notamment. La plupart méritent une position politique du Parti mais sans que jamais elle ne soit couverte des enjeux de classe profonds et des questions économiques et sociales.**

POUR LES CAPITALISTES, PLUTÔT LE FN QUE LE PCF

C'est le cas pour la plus grave des positions de diversion qu'encourage l'idéologie dominante : la division entre les travailleurs par la xénophobie et toutes les formes de racisme. Le recours par le système à l'extrême droite remonte à 30 ans en France (alors directement par le PS) mais il est passé depuis 2012 à un nouveau stade. La montée de l'extrême droite ne se limite pas qu'au FN en France. À défaut pour l'instant – nous devons vérifier et réviser sans cesse la validité de ce constat – d'un parti fasciste de masse, des mouvements ultraréactionnaires, ou étroitement catégoriels (néopoujadistes), ont envahi les rues ces dernières années et des groupuscules ouvertement néofascistes se manifestent plus bruyamment. Le mouvement est général dans les pays occidentaux mais prend des formes différentes suivant la force des traditions antifascistes et les besoins du capitalisme national (nous devons notamment étudier attentivement la poussée électorale récente du parti AfD et la signification des manifestations de rue anti-immigrés, anti-musulmans du mouvement Pegida en Allemagne).

En France, le FN, dans toutes ses composantes, continue plus que jamais à dévoyer et détourner les colères populaires vers la

haine. Mais le nouvel appareil dirigeant de ce parti a fortement augmenté la démagogie sociale dans son discours et l'a associée de façon nouvelle à un positionnement économique étatiste et technocratique. **Le système a décidé de pousser des franges beaucoup plus larges de la population, et notamment de la classe ouvrière, vers le FN et son organisation.** La promotion éhontée du FN, érigé en opposant principal à la politique gouvernementale, par Valls notamment dans la dernière campagne électorale des régionales, dépasse le calcul politicien à court terme. Nous devons mesurer attentivement la portée de deux prises de position récentes : l'appel solennel du président du Medef, Gattaz, à faire front contre le FN avant les élections régionales, la déclaration très calculée de Hollande comparant le discours du FN « à des tracts du PCF des années 70 ». Cette déclaration insultante pour nos camarades a suscité notre indignation générale. Il nous faut analyser en même temps à quel point le pouvoir essaie de valider et crédibiliser la démagogie sociale du FN en l'associant à notre histoire.

MENER LE COMBAT ANTICAPITALISTE EST LA MEILLEURE ARME CONTRE LES FASCISMES

L'axe de notre riposte au FN est la dénonciation de sa nature de classe au service du patronat et du capital par, en priorité, notre expression et notre action dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, dans les luttes. Pour autant, cette position passe par le refus, largement exprimé par d'autres, de la banalisation du FN. **Nous défendons sans relâche l'histoire et l'actualité de l'antifascisme. Nous ne tolérons aucun racisme, y compris dans nos rangs, en suivant le slogan toujours juste : « un raciste est quelqu'un qui se trompe de colère ».** Ce refus de la banalisation du FN ne se confond en rien avec une « union sacrée », sur n'importe quelle base contre lui. Il n'est pas question pour nous de combattre le FN main dans la main avec le Medef ! Certaines positions « unitaires » récentes, notamment intersyndicales, opposant par exemple les soi-disant idéaux de « paix et de coopération » qui auraient présidé à la « construction de l'Europe », relèvent du parfait contresens ou de la tromperie dangereuse. L'opposition au FN ne saurait servir de prétexte à valider l'UE du capital qui porte intrinsèquement la mise en concurrence des peuples.

Nous avons été confrontés et nous allons être confrontés à la question de notre attitude)))

))) au second tour des élections. Elle est pié-geuse. Ne la laissons pas être structurante, diriger nos positionnements, notamment contre le FN. En rabattre sur nos positions anticapitalistes pour ménager des alliances électorales défensives contre le FN serait un parfait contresens. Au contraire, **plus nous serons forts et clairs dans le combat anticapitaliste, dont la lutte contre le FN fait partie, plus nous serons à même d'échapper au piège électoral.** Le moment venu, à partir de ce positionnement sans concession, nous pourrions faire la part des choses entre, d'un côté, l'impossibilité de cautionner, au nom de la lutte contre le FN, ceux dont la politique fait son lit et, de l'autre, l'enseignement historique qu'il ne faut laisser aucune tête de pont institutionnelle aux fascistes.

Dans le refus de la banalisation du FN, un exemple mérite d'être discuté au congrès. L'entreprise Sapag, à Ham dans la Somme, produit des valves pour la grande industrie. Elle était menacée de fermeture imminente cet hiver par la multinationale qui l'a reprise (elle l'est toujours d'ici deux ans). L'intersyndicale a interpellé les élus de tous bords et organisé une réunion publique. À la tribune, se sont retrouvées toutes les étiquettes politiques dont le FN. Lorsque le FN est intervenu, avec un discours étudié en direction des salariés, personne de la tribune, pas même les élus communistes, n'a bronché. Seuls dans la salle, les représentants de la section voisine du PCF de Saint-Quentin ont manifesté ostensiblement leur refus de cette situation, entraînant un débat avec les ouvriers. Cette dernière position doit être tenue systématiquement et l'organisation du Parti doit donner le plus de moyens aux camarades pour la tenir. **Faisons éclater les contradictions entre la démagogie sociale et la nature de classe du FN !** Lorsque les salariés d'Air France ont été sanctionnés, placés en garde à vue, après une lutte pour leur emploi, Philippot et Le Pen se sont rangés dans le camp des patrons. Il est impossible pour eux, sous peine de contrarier leur base bourgeoise, de ne pas dénoncer les grèves ouvrières, les manifestations pour les retraites ou le Code du travail.

En bref, face au FN, soyons le mieux communistes possible !

LES NOUVEAUX MOUVEMENTS RADICAUX : CRÉTINS UTILES DU SYSTÈME

Devant la crise de sa démocratie bourgeoise, le système encourage aussi l'émergence

d'une social-démocratie de « gauche ». Il en a besoin pour contenir l'opposition populaire notamment du « peuple de gauche » attaché aux acquis sociaux et démocratiques. La vie politique reste formatée par les expériences comme l'union de la gauche. La social-démocratie « de gauche », un certain gauchisme aussi, sont beaucoup moins stigmatisés que le point de vue révolutionnaire communiste, qui plus est en plein effacement depuis des années. **Nous allons à la rencontre des aspirations que nous partageons de ce « peuple de gauche », aussi des couches moyennes en voie de prolétarianisation et de paupérisation. Mais nous devons y aller sur une base de classe, sur des objectifs de lutte.** Nous développons à plusieurs reprises, dans ce texte de congrès, la thèse que **le PCF ne doit pas s'effacer plus encore dans cette illusion, dans une nouvelle illusion, une nouvelle tromperie social-démocrate de « gauche », même teintée « d'indignation ».** L'analyse de la situation politique dans d'autres pays l'étaye.

Aux États-Unis, symétriquement au succès dans les primaires du candidat populiste de droite extrême Trump, on assiste à l'émergence de Bernie Sanders, sénateur indépendant, qui se prétend « socialiste », dans la primaire démocrate avec Hillary Clinton. Sa promotion médiatique est par elle-même le signe, comme celle de Trump, de l'épuisement du système politique américain et d'aspirations réelles à des changements sociaux, même si Sanders recueille principalement un soutien dans la petite bourgeoisie intellectuelle. Mais il n'y a aucune illusion à se faire sur Sanders. Ce « socialiste » exclut l'appropriation publique des moyens de production privés. Ses références sont Roosevelt ou Truman. Son directeur de campagne est celui qui a organisé la campagne d'Al Gore en 2000. Sur les questions très contestées des interventions américaines à l'extérieur, il les a quasiment toutes approuvées. **Il est clair que la candidature Sanders est le moyen de canaliser l'aspiration au changement pour renforcer la candidature d'Hillary Clinton, représentante directe de l'impérialisme états-unien.**

Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn est certainement le dirigeant du Parti travailliste le plus à gauche depuis 30 ans. Son élection est également un signe de crise de ce parti et du bipartisme britannique traditionnel. Pour autant, Corbyn est député depuis 28 ans et est un cadre du Parti social-démocrate le plus inséré historiquement et institutionnellement dans la collaboration de classe. Il peine à rassembler

le Labour sur ses positions courageuses contre les bombardements en Syrie ou pour le désarmement nucléaire. Il recule sur ses positions hostiles à l'UE et appelle maintenant à voter pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE au référendum de juin. Comme si le rôle que le système lui aurait dévolu était d'empêcher l'émergence d'une position de gauche de rupture avec l'UE.

En Espagne, le parti Podemos a canalisé, avec pour l'instant des succès électoraux, la contestation qui s'est exprimée notamment dans le mouvement diffus des « Indignés » ou dans la volonté de renouvellement politique manifestée, entre autres, par le changement d'équipes municipales dans les villes principales. Mais la nature opportuniste et politicienne de Podemos se révèle vite malgré la mise en scène d'une « nouvelle façon de faire de la politique » par son leader, Pablo Iglesias. Non conformisme, « happening », « cyberdémocratie » d'un côté, mais négociations politiques très traditionnelles, recrutement – hautement symbolique – sur les listes électorales de l'ex-général en chef de l'armée espagnole et de l'Otan de l'autre. En fait de modernité, Iglesias s'applique, en populiste, à mettre en avant sa personne, à rejeter la forme parti, à dénigrer le Parti communiste espagnol.

La Grèce de Syriza et de Tsipras fournit l'exemple le plus abouti du rôle de ces nouvelles formes politiques « radicales » et réformistes dans le système. C'est le seul pays où l'une d'elles est arrivée au pouvoir. Le cas grec est devenu, encore plus en 2015, un sujet politique international. Cette expérience attire d'autant plus notre attention que Tsipras, dirigeant du PGE, a été et est toujours érigé en modèle par Pierre Laurent, ces dernières semaines encore, malgré l'accord UE-Turquie odieux contre les « migrants » qu'a préparé et défend Tsipras.

La Grèce présente plusieurs particularités. Le retard de développement de son économie dans la zone euro, le niveau de corruption de son appareil politique traditionnel, notamment du Parti socialiste (Pasok), ont fait subir à son peuple, encore plus gravement qu'ailleurs, la dernière crise « financière » du capitalisme après 2008. Sa position géostratégique en fait un élément indispensable à l'Otan. Les luttes sociales ont été fortes en nombre et notamment orientées par le Parti communiste grec (KKE) et le syndicat Pame suivant une ligne anticapitaliste conséquente. Les puissances capitalistes européennes et américaines avaient

donc encore plus de raisons d'empêcher une rupture de ce pays avec l'euro et l'UE et le précédent qu'elle aurait représenté.

Depuis le départ, nous disposons de faits et d'analyses précis, notamment apportées par le KKE, sur la nature opportuniste et la ligne réformiste de collaboration de Syriza, malgré l'image de « radicalité » diffusée par l'idéologie dominante. Ensemble hétéroclite de petits groupes politiques, Syriza est devenue l'usine de recyclage de la social-démocratie. Le système avait besoin d'une nouvelle force d'opposition tant les partis d'alternance traditionnels, le Pasok totalement discrédité et la droite, se confondaient aux yeux du peuple. Vers 2010, le système pouvait craindre que la colère et les luttes populaires contre le gouvernement Pasok et la droite, tous deux pro-UE, débouchent

sur une rupture avec l'UE. En quelques années d'attention particulière de la « troïka » (UE, BCE, FMI), Syriza a pu monter en puissance à la fois comme force nouvelle prétendument d'opposition « radicale » mais fidèle à l'UE et l'euro. Sa réalité a éclaté dès sa victoire électorale de janvier 2015. Tsipras noue aussitôt une coalition avec un parti libéral et raciste de droite extrême (Anel), donne des gages à l'Église, l'armée et aux armateurs. Il renforce ensuite l'intégration dans l'Otan et s'allie de façon inédite avec Israël. Les mois de laborieuse négociation, début 2015, avec l'UE, la BCE et le FMI se confirment être rétrospectivement un travail politique de pédagogie de la résignation. Il débouche en juillet sur l'acceptation du pire plan antisocial infligé à un peuple d'Europe capitaliste depuis 1945. La porte est ouverte à un retour direct de la droite au pouvoir

et à une poussée fasciste, encore davantage avec la gestion désastreuse de la question des « migrants ». L'utilité politique de l'exemple grec et de Syriza pour le capital vaut, comme école de la résignation, pour toute l'Europe.

Nous soumettons ces faits et analyses, désormais peu contestables, au 37^e congrès et proposons que le congrès acte une rupture avec Syriza et un rétablissement des relations officielles entre le PCF et le KKE et invite notamment ce dernier à la Fête de l'Humanité 2016.

Moins flambante que la tromperie du réformisme « radical », la seule voie pour des communistes conséquents, c'est la reconstruction d'un parti de classe sur des analyses rigoureusement anticapitalistes.

VI – RECONSTRUIRE LE PARTI DE CLASSE, REDEVENIR LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

REDEVENIR LE PARTI DES EXPLOITÉS, DES PETITES GENS, DES TRAVAILLEURS

99 % de la population mondiale possède autant que l'autre 1 %. Le chiffre affiché par l'ONG multinationale Oxfam fait florès. Il traduit symboliquement, moralement, au-delà de la méthode de calcul, la dynamique profondément inégalitaire du capitalisme. Ce n'est pas non plus une découverte.

Que 99%, peut-être même 100 %, certains à leur insu, des femmes et des hommes vivaient mieux sous un autre système que le capitalisme, c'est probable. Le slogan « l'humain d'abord » traduisait cette indifférenciation. Même Serge Dassault est humain après tout.

Mais que 99 % aient également intérêt et soient également en situation d'agir pour combattre et

renverser le capitalisme, c'est évident que non. Penser le contraire, c'est penser un parti petit-bourgeois sous l'emprise de l'idéologie dominante.

Quand le Front de gauche réalise des résultats électoraux supérieurs dans des arrondissements bourgeois de Paris à ceux dans des villes à tradition ouvrière de banlieue ou de province, cela pose question. Comme beaucoup de communistes, nous sommes sidérés devant les explications de dirigeants qui estiment que le message « exigeant » du Front de gauche est mieux compris par les couches plus éduquées et plus « politisées ».

Quelle amnésie (volontaire?) concernant notre propre histoire !

Une force historique de notre Parti est d'avoir été le Parti de la classe ouvrière, d'avoir été

l'outil d'une intervention politique directe et de haut niveau de centaines de milliers de ses représentants, ouvriers, employés, paysans, femmes au foyer.

Cette originalité unique dans notre pays est pratiquement effacée. L'évolution des conditions d'exploitation, des formes de travail, de la vie sociale y sont pour quelque chose. **Le travail de destruction de la direction du PCF depuis la « mutation » de 1993 en est grandement responsable** avec la suppression formelle – après avoir cessé d'alimenter leur activité – des cellules, de l'activité en entreprise, et aussi de la plupart des CDH et de la remise de carte annuelle, etc.

Nous nous sommes sans doute trop interrogés, à partir des années 70, sur les contours de la classe ouvrière alors que le ca-)))

))) pital faisait évaluer rapidement les conditions du travail proprement ouvrier en France. Avec le renforcement de l'institutionnalisation du Parti et son premier affaiblissement cela constitue un ensemble, une histoire que nous devons étudier.

Mais **pour nous aujourd'hui**, sans nier le besoin d'une actualisation théorique, il est clair que **la classe ouvrière, suivant la mise en évidence de son rôle historique par Marx, se définit, parmi ceux qui n'ont que le travail pour vivre**, par un niveau d'exploitation, un niveau objectif d'intérêt à renverser le capitalisme, par une position dans la création de plus-value, par des formes de travail plus propres au développement de la conscience de classe.

RECONSTRUIRE À LA BASE, AU PLUS PRÈS DES PROBLÈMES ET DES LUTTES

À ce 37^e congrès, nous voulons faire connaître et partager des expériences de sections du PCF, un peu partout en France, qui s'efforcent de faire vivre, revivre ce parti de classe, de reconstruire des cellules, c'est-à-dire de reconstruire le PCF, conformément à ce qu'il continue à représenter dans le pays, dans son histoire, dans son inconscient collectif, tel que de plus en plus de travailleurs, de syndicalistes, de jeunes l'attendent et le recherchent.

La question de forme, de structure, est indissociable de la question de fond, des positions politiques. On comprend aisément que l'on ne conçoit pas le même parti dans une réunion le soir sur la répartition des places aux régionales entre composantes du Front de gauche et une discussion le midi, brève et furtive bien que patiemment organisée, au self sur la situation de son entreprise.

Reconstituer le Parti dans les quartiers, ce n'est pas – du moins pas seulement – venir en tant qu'élu ou candidat offrir sa compassion ou mieux son aide, certainement pas non plus utiliser le clientélisme façon PS.

Reconstituer le Parti en entreprise, ce n'est pas jumeler, suivant une courroie de transmission qui n'a pas lieu d'être, directions réformistes du Parti et du syndicat. Les travailleurs en lutte ont raison d'utiliser toutes les tribunes. Mais l'instrumentalisation des luttes dans les meetings électoraux « pour faire bien », ou de certains militants recru-

tés sur les listes, relève de la démagogie et du mépris. Le recul du point de vue communiste pèse lourdement sur l'orientation des syndicats de tradition révolutionnaire. Les bons militants communistes marchent sur deux pieds, le syndical et le politique, c'est bien connu. **Le renforcement et la diffusion d'analyses de classe communistes sont une priorité, y compris dans notre conception du mouvement syndical, de son rôle spécifique et de son indépendance.**

Ce que les communistes peuvent et doivent développer, aussi pour se renforcer pour faire adhérer sur des bases de classe, c'est en priorité la traduction politique des préoccupations immédiates, la prise en main collective des problèmes, la construction de luttes, même petites. **Dans les grandes entreprises et les services publics, un début de fonctionnement en réseau entre camarades (et sympathisants) commence à se réinstaurer pour diffuser des analyses de lutte.** Les nouveaux moyens de communication permettent d'échanger plus facilement des tracts, des journaux de cellule ou de quartier, des modèles d'affiches. Nous voulons donner une nouvelle impulsion à ces échanges à l'occasion du congrès.

Il est significatif qu'il faille remettre aujourd'hui dans un texte de congrès national le contenu de ce qui était historiquement des formations élémentaires et fédérales du Parti. **La formation des communistes est capitale. La demande est forte des jeunes adhérents et d'autres.** La liquidation de nos outils, exceptionnels, de formation dans les années 1990 a été scandaleuse. Des expériences nouvelles de formation se développent. **Il faut les valoriser, en particulier celles qui font le lien entre nos fondamentaux théoriques et les luttes présentes.** C'est une préoccupation majeure pour l'avenir du Parti.

EXIGER DES DIRIGEANTS DE NOTRE PARTI ET DE NOS ÉLUS QU'ILS MÈNENT LA LUTTE DES CLASSES À LEUR NIVEAU

Ce travail de reconstruction du PCF peut-il se faire dans l'indifférence devant la gouvernance de l'appareil par la direction et ses dérivés réformistes et politiciennes ? Bien sûr que non !

C'est pour cela notamment que nous intervenons à ce congrès pour sortir le Parti du scénario mortifère des primaires. À trois re-

prises en dix-huit mois, notamment grâce aux interventions des initiateurs de ce texte, les communistes ont évité le pire.

En juin 2014, alors qu'André Chassaigne avait approuvé les amendements à la « réforme » ferroviaire et s'était abstenu sur l'article le plus grave de la loi, une pétition rapide a garanti un vote contre de la part des députés communistes. Sinon, le PCF risquait d'être totalement discrédité dans cette entreprise capitale dans la lutte des classes en France.

En juillet 2015, Pierre Laurent et André Chassaigne annonçaient leur intention de voter au Parlement pour le plan antisocial imposé par l'UE et Tsipras au peuple grec. En partie grâce à une pétition en deux jours, leur vote s'est heureusement inversé. Comment lutter contre l'austérité en France quand on l'approuve en Grèce ?

En novembre 2015, la forte réaction des communistes après l'adhésion des mêmes dirigeants à l'union sacrée après les attentats, état d'urgence compris, a infléchi le vote de certains sur sa prolongation puis la position contre la déchéance de nationalité.

Faire vivre, renforcer le PCF doit se faire avec, sans ou même contre sa direction, comme l'avait exprimé le grand résistant André Tolle à une conférence de presse en 2000. C'est toujours et plus que jamais notre conviction.

Être le parti d'avant-garde socialiste ne se décrète pas mais c'est un objectif, même exigeant. Lorsqu'une lutte échoue, nous ne disons pas que c'est la faute des travailleurs (combien de fois pourrions-nous l'entendons-nous ?), mais nous nous demandons ce que nous n'avons pas réussi à faire et comment nous pourrions faire mieux pour la suite.

Au 36^e congrès, un mouvement s'est fait entendre pour la préservation du symbole du Parti, celui des travailleurs, la faucille et le marteau. Nous avons dénoncé leur suppression des cartes du Parti, transformées en carte du PGE (alors que les adhérents du PCF ne sont pas membres personnellement du PGE). La direction a été bien en mal d'expliquer aux médias la mise au placard du symbole historique. En 2014, faucille et marteau sont réapparues, même si c'est en minuscule, sur les timbres de cotisants.

Communistes, sachons utiliser cet identifiant fort en grand.

VII – REDONNER SON NOM À NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ : LE SOCIALISME

LA MUTATION ET LE FRONT DE GAUCHE SONT MORTS : PLACE AU SOCIALISME !

Face à l'offensive massive du capitalisme, la notion de socialisme revient en force un peu partout. Le socialisme est de nouveau synonyme d'alternative au système, même si le mot est souvent vidé de son sens, comme dans la campagne présidentielle du sénateur américain Bernie Sanders, qui se dit socialiste mais exclut l'appropriation sociale des moyens de production privés...

Très longtemps, le PCF a incarné cette alternative, le seul à la porter d'une façon théorique cohérente, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, sur les expériences nées de la révolution d'Octobre et sur l'histoire du mouvement ouvrier français. Après la victoire de la contre-révolution à l'Est, sa direction a décidé d'effacer la perspective socialiste et, avec elle, la perspective même de rupture révolutionnaire, refoulant toute notion d'étape vers le changement de société.

Le socialisme a été abandonné en 1996, avec la « mutation ». C'est l'époque où Robert Hue, de la même façon que ses successeurs, reprend à son compte toute la propagande antisoviétique de l'idéologie dominante.

Avec le Front de gauche, la direction a dépassé la « visée communiste » pour la remplacer

par « l'humain d'abord », qui selon son programme « n'exprime pas seulement une préférence morale mais dit aussi sa stratégie contre la crise » et « vise l'intérêt général... face à la domination des marchés financiers ». Effectivement, cela n'a plus rien à voir, même de loin, avec le socialisme et le marxisme.

Pour notre parti, le PCF, le mot « socialisme » a une signification historique trop forte pour être déformée à l'envie, encore aujourd'hui.

NOTRE CONCEPTION DU SOCIALISME CHARPENTE NOS LUTTES

En 1968, le *Manifeste de Champigny* reprenait ainsi notre conception du socialisme : « *Le socialisme, c'est tout à la fois la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la satisfaction progressive des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, la création des conditions propres à l'épanouissement de chaque personnalité.* »

Nous jugeons nécessaire d'examiner à nouveau la perspective révolutionnaire aujourd'hui, comme l'histoire des expériences socialistes du XX^e siècle, suivant cette défini-

tion, sans éluder aucun des questionnements des dernières décennies sur le socialisme.

Certains révisionnistes ont porté l'idée qu'il y aurait eu un socialisme non démocratique et qu'il faudrait imaginer un « *socialisme démocratique* ». Mais pouvons-nous concevoir un socialisme qui ne soit pas démocratique à moins d'être imparfait ou usurpé ? Pouvons-nous imaginer une démocratie réelle sans socialisme, c'est-à-dire sans contrôle collectif des moyens de production ?

D'autres tentent une expression astucieuse, « Le socialisme du XXI^e siècle », pour s'épargner l'étude du XX^e. C'est impossible. Parlons plutôt de socialisme au XXI^e siècle !

La question du socialisme se pose concrètement dans nos luttes quotidiennes, dans notre conception de la propriété des moyens de production, des nationalisations en régime capitaliste, selon l'état des rapports de classe, dans notre recherche d'étapes et de ruptures immédiates avec la politique du capital.

Face à l'offensive violente du capital contre les droits des travailleurs, le Parti communiste français doit faire face, assumer son héritage révolutionnaire, à l'image des partis communistes de Grèce ou du Portugal, et s'engager à nouveau résolument dans la construction du socialisme.

CONCLUSION – PRÉPARER LE CENTENAIRE DE 1917 ET 1920

L'histoire du PCF fait partie de l'histoire du pays et imprègne profondément ses traditions de lutte. Nous en sommes fiers.

Elle est un enjeu de lutte idéologique en elle-même. On se souvient de la tentative de ré-

cupération et de « décommunisation » de la mémoire de Guy Môquet et de la résistance communiste par Sarkozy.

Militants, nous entendons souvent des patrons ou des DRH nous dire qu'ils avaient un grand

parent communiste. Comme un courant de sociologues spontanés, ils nous expliquent volontiers que le Parti a permis l'ascension sociale de certains ouvriers pendant les Trente glorieuses, que ça avait été bien, mais que cela correspondait plus à une situation individuelle,)))

dans un cadre historique révolu, qu'à un engagement révolutionnaire... Quel révisionnisme !

Cette année, on fête le 80^e anniversaire du Front populaire. Certains prétendent placer sous ces auspices leurs initiatives de recomposition politique « à gauche » ou « à la gauche de la gauche », dont notamment les primaires. Imagine-t-on Cécile Duflot ou Arnaud Montebourg à la place de Blum ? Qui à la place de Maurice Thorez ? Et que donnerait la photo ?

Ce que l'on met moins en avant à propos du Front populaire, c'est que l'initiative d'une unité antifasciste revient au Parti communiste, que **le Parti et son formidable essor sont le moteur des luttes ouvrières à l'origine des grandes conquêtes sociales de 36**. De son côté, Blum affichait sa loyauté aux possédants, abandonnait les républicains espagnols. La majorité des parlementaires du Front populaire socialistes et radicaux – pas Blum – allaient voter les pleins pouvoirs à Pétain...

Le patronat cible ouvertement les conquêtes de la Libération issues du programme du Conseil national de la Résistance. Communistes, leur défense, celle des grands monopoles publics nationalisés, sortis des « grandes féodalités économiques », celle de la Sécurité sociale, est une de nos priorités. Mais, sauf le respect que l'on doit aux représentants des autres courants de la Résistance, nous ne pouvons pas laisser dire aujourd'hui que le programme du CNR est issu d'une alliance nationale. Comme nous ne pouvons pas laisser dire que la paternité de la Sécurité sociale reviendrait à De Gaulle et non au Parti communiste, à la CGT et en particulier

à Ambroise Croizat ! Non, le programme du CNR est issu du rapport de classe existant à la Libération, alors que la bourgeoisie, en tant que classe, s'était discréditée dans la collaboration et était momentanément très affaiblie et le PCF, à la tête de la classe ouvrière, seule résistante en tant que classe, était très renforcé.

Il y a deux événements historiques dont personne ne disputera au PCF la commémoration : le centenaire de la révolution d'Octobre et le centenaire de la fondation de notre parti au congrès de Tours en 1920.

La direction du Parti depuis la mutation, 1993 a fait acte de repentance pour 1917 par la voix de Robert Hue. En 2008, Marie-George Buffet reniait à peu près tout le contenu du congrès de Tours et déclarait: « *Nous sommes au XXI^e siècle, le monde a changé, les modèles se sont écroulés. Aussi, dans cette belle ville de Tours, si nous ne retenions de son célèbre congrès qu'une seule chose : le formidable espoir, cette énorme volonté politique de la part de nos camarades de construire une société meilleure.* »

Nous ne partageons pas ces positions de reniement. Nous continuons à penser que la Révolution d'Octobre est féconde. Nous continuons à penser que la création, à l'appel de Lénine, des partis communistes, suivant le nom du Manifeste de Marx et Engels, prolongeant l'expérience inaboutie de la Commune de Paris, la constitution d'un parti de type nouveau, réellement un parti de classe, en rupture avec la collaboration de classe de la social-démocratie, restent d'actualité dans une perspective révolutionnaire.

Libres à des dirigeants actuels du PCF de penser le contraire. Mais nous leur faisons observer que l'identité du PCF se confond définitivement avec son histoire et sa naissance. Garder le nom « PCF », mais renier le principal de ce qu'il représente dans le pays, c'est se condamner à disparaître. C'est ce que nous constatons, durement, non spécialement depuis 1989, mais depuis 1997 et le congrès de Martigues de 2000.

Se renier et disparaître, ce n'est pas notre choix. Assumer, même de façon impitoyablement critique, notre histoire, pour la poursuivre, si !

Aussi, nous proposons que le 37^e congrès du PCF lance, à l'occasion du centenaire de la révolution d'Octobre, une vaste commémoration, des rencontres nationales, non pas un colloque d'historiens choisis, mais une mise en débat général dans le Parti et au-delà de l'héritage et de l'actualité de 1917.

Un politicien socialiste, Jean-Marie Le Guen, a prédit, goguenard, que le PCF ne fêterait pas son 100^e anniversaire. Nous l'assurons du contraire.

Nous pensons que les travailleurs, notre peuple ont besoin du Parti communiste français.

Nous savons que le besoin ne suffit pas à l'existence du PCF.

Le PCF doit donner la priorité au rassemblement dans les luttes et redevenir un parti de classe.

Notre texte est un appel à faire vivre, à renforcer, à reconstruire le PCF.

Liste des 300 signataires validant le dépôt du texte selon les conditions statutaires

Ackerman Basile (57) ; Adam Marie Ange (70) ; Albanese Thibault (13) ; Albert Michel (81) ; Antoine Alain (54) ; Apruzzese Olivier (13) ; Apruzzese Patrick (13) ; Aventin Marcelle (81) ; Baclot Frédéric (21) ; Barbaux Suzanne (02) ; Barde René (81) ; Barloy Carole (02) ; Barré Albert (75) ; Barres Rodolphe (82) ; Bazy François (81) ; Beaumont Julien (24) ; Becourt Corinne (02) ; Beglia Hélène (83) ; Bel Andres (38) ; Bellemin Maryvonne (38) ; Belz Marie Thérèse (50) ; Ben Menni Farid (54) ; Benadji William (31) ; Beraud Ludwig (42) ; Bernabe Frédéric (70) ; Bernalin-Putot Anne-sophie (42) ; Bernardon Patrick (42) ; Bernatets Jean Claude (75) ; Bertrand Françoise (31) ; Bertrand Maurice (81) ; Bertrand Robert (31) ; Beyries Christine (75) ; Bimbeau Antoine (75) ; Bœuf Magali (42) ; Boinon Georges (42) ; Bolle-Reddat Matthieu (75) ; Brule Alfred (35) ; Busseuil Magali (13) ; Buttgenbach Jocelyne (54) ; Cahors Claudette (81) ; Camboulive Jean-Claude (81) ; Camenzuli Louis (83) ; Camillini Jean Pierre (54) ; Cammas Alain (31) ; Cammas Michèle (31) ; Canbolat Cihan (02) ; Caprera Antonio (38) ; Carincotte Loïc (38) ; Carpentier Jacques (81) ; Carpentier Laurie (02) ; Casier Julien (02) ; Casier Serge (02) ; Castex Joël (81) ; Cathala Michel (81) ; Cattaert Frédérique (06) ; Cattaert Patrice (06) ; Celle Michel (42) ; Chantrelle Laurence (92) ; Charroin Jean-Jacques (42) ; Chatain Monique (83) ; Chauvet Robert (95) ; Clément Justin (81) ; Clet Franck (38) ; Constantini Alain (54) ; Coradin Régine (75) ; Corona Ana (38) ; Cottier Yves (42) ; Coupez Nathalie (02) ; Crevoisier Thérèse (70) ; Dalpayrat Julien (02) ; Dang Tran Emmanuel (75) ; Dang Tran Jacqueline (35) ; Dargham Pierre (75) ; Dauphin Gilbert (42) ; De Matteis Mireille (54) ; De Rosso Angèle (06) ; Del Cero Damien (13) ; Delgenes Jean-Baptiste (57) ; Delmas Gilbert (31) ; Delorme Denis (81) ; Denimal Johnny (02) ; Deportes Joëlle (38) ; Derrien Henri (75) ; Desirat Michel (81) ; Desmoulin Laurent (75) ; Diffalah Nasser (70) ; Drouard Georges (70) ; Drouet Dominique (57) ; Ducos Gauthier (02) ; Duhoux Emmanuel (54) ; Duong Daniel (13) ; Duong Nicole (13) ; Euzière Paul (06) ; Fainzang Claude (75) ; Fainzang Fabien (75) ; Fevre Thomas (42) ; Finet Nicolas (54) ; Fontaine Bernard (02) ; Forgues Maroussia (75) ; Fourchard Paul (75) ; Fournier Marcellin (81) ; Fricout Serge (24) ; Gabert Jean Jacques (02) ; Gabert Michèle (02) ; Gagliano Michel (42) ; Galantini Pascal (54) ; Garcia Yannis (13) ; Gardien Nadine (81) ; Gassané Pierre (75) ; Gawsewitch Josette (75) ; Genohler Annie (13) ; Genohler Jacques (13) ; Germain Roland (70) ; Gil Alexandre (13) ; Gillet Marie (75) ; Girard Alain (55) ; Gisclard Bernard (81) ; Gorlier Alice (02) ; Gosselet Nana (81) ; Graux Christian (94) ; Guerrin Hubert (70) ; Guerzeder Martine (94) ; Guezou Francis (02) ; Guillet Laurent (38) ; Guiraud Michelle (81) ; Guzman Chantal (06) ; Guzzo Saverio (54) ; Hallermayer Georges (57) ; Harel Guy (37) ; Haudegond Valerian (02) ; Haupas Thierry (75) ; Havet Janine (31) ; Hemmery Marie-Lou (38) ; Henni Mansour Hassan (03) ; Hergott Christian (70) ; Herrero Alfred (93) ; Hureaux Marcel (70) ; Ille Pierre (78) ; Izard Josiane (31) ; Izard Marc (31) ; Jadé Jessica (13) ; Jalabert Alice (31) ; Jalabert Gilbert (31) ; Jamelot Joran (75) ; Jan Aurélien (02) ; Jaze Marcel (70) ; Jean Antoinette (31) ; Joineau Christian (93) ; Jousserand Pierre-Yves (42) ; Jung Véronique (70) ; Kdough Diana (38) ; Kieffer Nicolas (42) ; Knockaert Barbara (02) ; Kolli Anne Marie (75) ; Korobaëff Monique (68) ; Krieger Pierre (67) ; Lacaud Amy (24) ; Lacaud Karen (24) ; Lafleur Marie Rose (81) ; Laghrour Marie-Christine (38) ; Landais Benjamin (84) ; Landois Florence (38) ; Laplace Simon (02) ; Larosière Jean François (59) ; Latcher Jean-Pierre (81) ; Latger Claude (81) ; Lavergne Roger (81) ; Le Cherbourg Gaston (92) ; Leclerc Marie (55) ; Legallois Adrien (92) ; Leydier Alain (42) ; Leydier Bernadette (42) ; Lievin Fabienne (70) ; Lievin Patrick (70) ; Liglet Michel (70) ; Lubrina Antoine (03) ; Luciani Aurélie (13) ; Maigrot Yolaine (75) ; Maneyrol Cécile (06) ; Marcellesi Christiane (83) ; Marcellesi Jean-Baptiste (83) ; Marion Fabien (13) ; Marques Camille (75) ; Maslonka Philippe (94) ; Mathieu Raphaël (13) ; Matta Robin (13) ; Maurel Denise (81) ; Maynadier Monique (81) ; Mazzolini Jean Claude (92) ; Mercado Ange (06) ; Merino Yvan (31) ; Mitton Alain (13) ; Monnini Eric (54) ; Moreau Patrice (24) ; Morlot Cyril (70) ; Morlot René (70) ; Mousset Franck (02) ; Mozin Jean François (06) ; Musq Michaël (54) ; Muzard Patrice (70) ; Nardari Marie-Thérèse (31) ; Nardari Yves (31) ; Narduzzo Laurie (42) ; Nebouy Roger (42) ; Negri Dominique (38) ; Nicolas Chantal (70) ; Niel Guy (94) ; Odetti Christiane (81) ; Olivier François (42) ; Ortiz Lylia (25) ; Ozog Jérémie (06) ; Paquis Muguette (70) ; Pascale Mathiot (06) ; Paté Jean Claude (50) ; Perenon Eilwen (38) ; Perez Michel (81) ; Perrin Michel (87) ; Petit Jean-Marc (81) ; Peyranne Chantal (31) ; Piccarreta Savino (38) ; Pin Florence (59) ; Plé Christian (02) ; Poinot Jean Pierre (70) ; Prince Kathy (54) ; Prizzi Thomas (38) ; Proust Justine (13) ; Pugnale Nelly (38) ; Puygrenier Henri (38) ; Queiros Antonio (38) ; Quettier Loïc (31) ; Rabbia Benjamin (13) ; Rabut Mathilde (38) ; Raggi Rudy (13) ; Rallières Danielle (81) ; Rallières Yves (81) ; Ravel Claude (38) ; Renault Mathieu (75) ; Rezaï Hamid (38) ; Richard Josette (70) ; Richard Laurent (38) ; Riffaut André (87) ; Rio Paul (58) ; Robert Marianne (70) ; Rocha Jean Baptiste (54) ; Rodriguez Anaïs (31) ; Rodriguez Emmanuel (31) ; Roquin François (38) ; Rosalie Christian (31) ; Rousset Stéphane (81) ; Rubes Jérôme (38) ; Ruel Nils (13) ; Ruiz André (70) ; Sabatier Evelyne (31) ; Sabatier Michel (31) ; Sabattier Henri (07) ; Sanchez Jean (31) ; Sapey Renaud (42) ; Sauvaget Adrien (75) ; Sebire Jean Paul (50) ; Sécher Agnès (38) ; Segouffin Stéphanie (31) ; Segouffin Ygor (31) ; Sibelle Cathie (38) ; Sicart Claude (06) ; Sinteff Marie Christine (57) ; Sitko Evelyne (31) ; Solet Nicole (75) ; Solitaire Bernard (42) ; Spanier David (54) ; Spizak Pierrick (54) ; Stuck François (75) ; Suzanne Jean-Jacques (94) ; Tabaglio Christian (54) ; Tallot Jean Claude (93) ; Talrich Léa (13) ; Tardy Louis (42) ; Tassin Didier (02) ; Thiollet Mireille (12) ; Tournay Alain (83) ; Tournay Jean-Luc (02) ; Tournay Josette (02) ; Tournay Olivier (02) ; Toussaint Jean Christophe (03) ; Tritre Michel (70) ; Varenne Georges (02) ; Vié Yves (31) ; Vigier Julien (06) ; Vigne Dominique (42) ; Villain Julien (92) ; Villette Marie Jeanne (70) ; Voarino Annie (06) ; Voarino Damien (06) ; Voarino René (06) ; Vovard Jacques (95) ; Wagner Ysaline (13) ; Wavelet Caroline (75) ; Yaghlekdjian Marc (89) ; Yaghlekdjian Pierre (75) ; Zicchina Noël (20) ; Zolla Calypso (13).

37^e CONGRÈS DU PCF BULLETIN DE VOTE

CHOIX DE LA BASE COMMUNE DE DISCUSSION

LE TEMPS DU COMMUN

**2017 : OUVRIR UNE AUTRE VOIE POUR L'AVENIR DE LA FRANCE
DES TRANSFORMATIONS UTILES ET CONCRÈTES POUR UN PARTI
COMMUNISTE DE NOUVELLE GÉNÉRATION**

> **PROJET DE BASE COMMUNE.** Présenté par le Conseil national du PCF

L'AMBITION COMMUNISTE POUR UN FRONT DE GAUCHE POPULAIRE ET CITOYEN

> **TEXTE ALTERNATIF N°1.** Présenté par 300 communistes*
dans les conditions précisées par les statuts

POUR UNE POLITIQUE COMMUNISTE

> **TEXTE ALTERNATIF N°2.** Présenté par 300 communistes*
dans les conditions précisées par les statuts

UNIR LES COMMUNISTES, LE DÉFI RENOUVÉ DU PARTI COMMUNISTE !

> **TEXTE ALTERNATIF N°3.** Présenté par 300 communistes*
dans les conditions précisées par les statuts

RECONSTRUISONS LE PARTI DE CLASSE ! PRIORITÉ AU RASSEMBLEMENT DANS LES LUTTES

> **TEXTE ALTERNATIF N°4.** Présenté par 300 communistes*
dans les conditions précisées par les statuts



COMMENT VOTER ?

**LE VOTE POUR LE CHOIX
DE LA BASE COMMUNE
DU 2 AU 5 MAI
EST ORGANISÉ SOUS
LA RESPONSABILITÉ
DES SECTIONS
ET DE TA FÉDÉRATION.
TU PEUX :**

▶ VOTER À LA FÉDÉRATION OU À TA SECTION

Renseigne-toi auprès
de celles-ci pour connaître
les heures d'ouverture
pour le vote.

▶ VOTER PAR CORRESPONDANCE

Il est aussi possible de voter
par correspondance.
Pour ce faire, il faut :

1. Détacher le bulletin
de vote et cocher une case.
*(Si plusieurs cases sont
cochées, le bulletin est
considéré comme nul).*

2. Glisser le bulletin dans
une première enveloppe
sans rien inscrire sur celle-ci.

3. Glisser cette première
enveloppe dans une seconde
enveloppe.

4. Si tu n'es pas à jour de
tes cotisations 2016, n'oublie
pas de glisser aussi ton
chèque à l'ordre
de l'ADF-PCF dans cette
seconde l'enveloppe.

5. Pour valider ton vote,
il faut inscrire au dos de
la seconde enveloppe :
nom, prénom et le nom
de la section et la signer.

6. Adresser l'enveloppe
à la section ou à la fédération
en fonction des indications
communiquées par celles-ci
sur l'organisation, du vote.

*La liste des signataires de chaque texte est présente dans le document accompagnant ce bulletin de vote.

ADRESSE DE LA DIRECTION NATIONALE DU PCF À PROPOS DE *L'HUMANITÉ*

Cher-e Camarade,

Le journal *l'Humanité*, fondé par Jean Jaurès, est en grand danger.

Le Printemps de *l'Humanité* auquel nous appelle l'alerte lancée par la direction du journal début mars est donc notre affaire à tous.

Les inquiétudes qui pèsent sur l'avenir du journal sont nombreuses et de diverses natures : les pressions institutionnelles, politiques et économiques. Aujourd'hui, il y a urgence.

Rappelons-le, *l'Humanité* est le dernier quotidien national à ne pas être adossé à un grand groupe financier. Son existence, depuis toujours, tient à la fidélité et à l'engagement de ses lecteurs qui achètent, lisent, diffusent et soutiennent *l'Humanité*.

La crise de la presse papier et de son lectorat, la baisse de la publicité mettent notre quotidien dans une situation d'autant plus périlleuse et délicate.

La question de l'existence et de l'indépendance de *l'Humanité* est posée ; il s'agit d'un marqueur important pour le débat démocratique, qui ne peut pleinement s'exercer sans un pluralisme de la presse libre et indépendante des grands groupes financiers.

Souscrire est un geste d'urgence dans la situation actuelle. Chacune et chacun, en fonction de ses moyens (petits ou grands), peut participer au redressement de la situation.

Gagner des lecteurs, c'est à la fois construire la pérennité du journal et utiliser cet outil dans la bataille idéologique. La meilleure façon de contrer les « prêts à penser » du Medef et du libéralisme, qui traversent l'ensemble des médias (presse et télévision), est de s'abonner à notre journal et d'y gagner de nouveaux lecteurs.

S'abonner, c'est se donner les moyens de décrypter l'actualité, comprendre les enjeux, les maîtriser. C'est se donner des moyens pour être des passeurs efficaces des idées communistes, dans une fonction singulière qu'est celle d'un journal. Dans une situation politique complexe, nous avons besoin d'argumentation, d'exemples lors des discussions et de la richesse de la diversité d'approches dans la critique de l'ordre existant. Notre journal est aussi un élément précieux de formation militante.

« Mettons aussi au cœur de nos débats et des rencontres la question des médias, du pluralisme de l'information. »

Pour toutes ces raisons, la question de la lecture et de la diffusion de *l'Humanité*, de cet outil indispensable pour l'information, la réflexion et l'activité militantes doit trouver toute sa place dans la préparation de notre congrès.

Au moment où nous lançons une grande consultation citoyenne, où nous côtoyons des citoyen-nes engagé-es dans la lutte contre la loi « travail », des syndicalistes, des jeunes... et dans les rassemblements pour construire une alternative à gauche, mettons aussi au cœur de nos débats et des rencontres la question des médias, du pluralisme de l'information et de l'utilité de *l'Humanité* : parlons de sa place dans le paysage médiatico-politique, de sa survie, et de son développement.

Afin de mettre à profit cette période, pour faire découvrir *l'Humanité*, une offre exceptionnelle « découverte » est proposée ; saisissons cette occasion pour aider durablement notre journal !

Certaine que tu seras sensible à ces arguments, pour que vive *l'Humanité*, je t'adresse, cher-e camarade, mes fraternelles salutations.

Isabelle De Almeida
Présidente du Conseil national

PARTAGEZ VOS IDÉES ET LE PETIT DÉJEUNER !

En Île-de-France, devenez
hôte militant du congrès.

Si vous
le souhaitez,
vous pourrez
aussi être
invités
à assister
aux débats
du congrès
et à participer
aux autres
tâches
d'organisation
indispensables.

Participez à ce grand moment de la vie de notre Parti par
l'accueil des camarades venant de toutes les fédérations. En
évitant ainsi les hébergements impersonnels, vous profiterez
d'échanges privilégiés avec les délégués au congrès.

Pour vous faire connaître, vous pouvez contacter
votre fédération ou vous inscrire directement sur internet à : <http://hebergement.pcf.fr>

Pour toute information, contactez-nous à l'adresse mail
hebergement@congres.pcf.fr et au 01 40 40 13 34.

WWW.PCF.FR

**C'EST TOUTE L'ACTUALITÉ
POLITIQUE ET MILITANTE
DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS**

<http://www.pcf.fr>

<http://congres.pcf.fr>

<http://www.facebook.com/cn-pcf>

<http://twitter.com/cnpcf>

